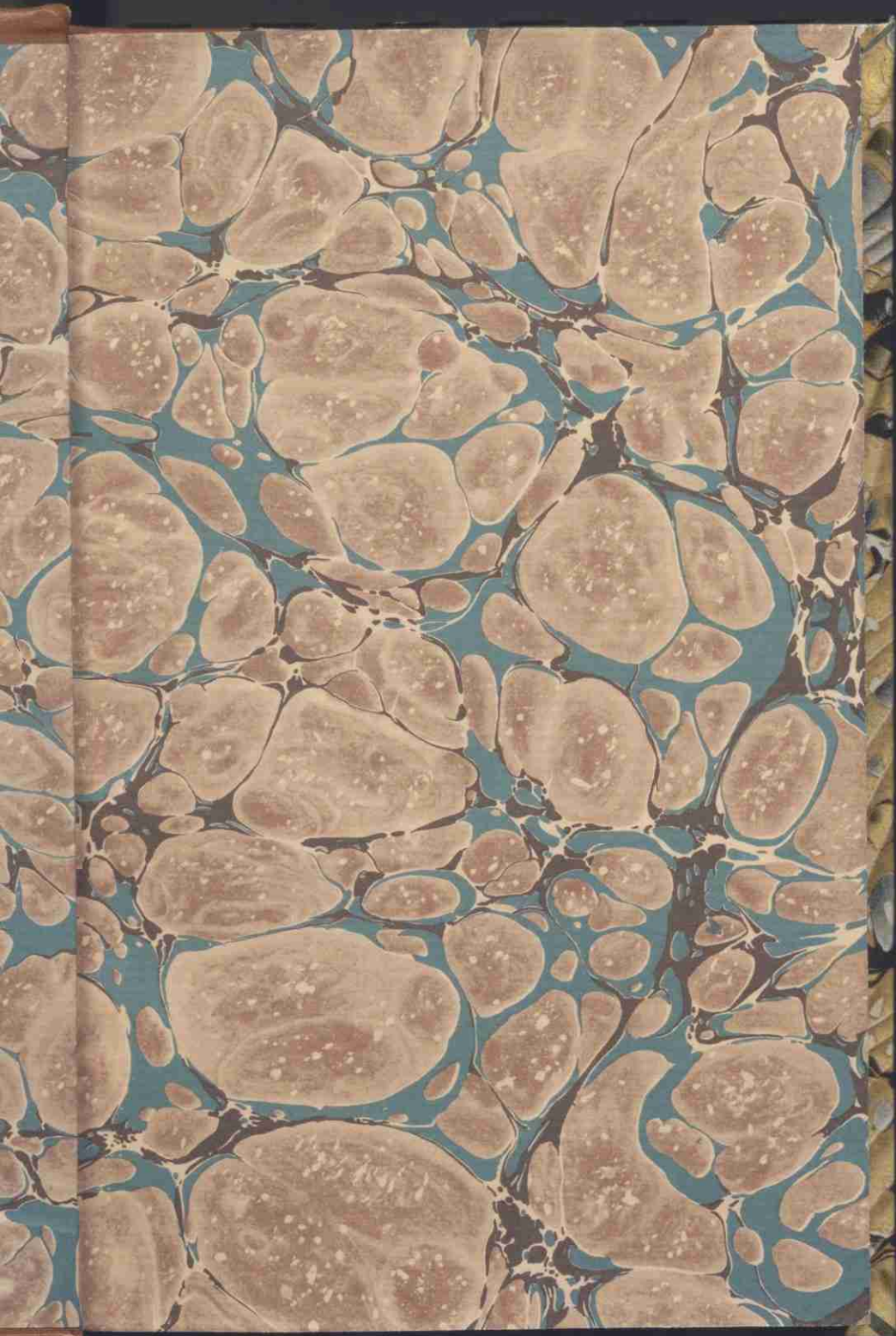


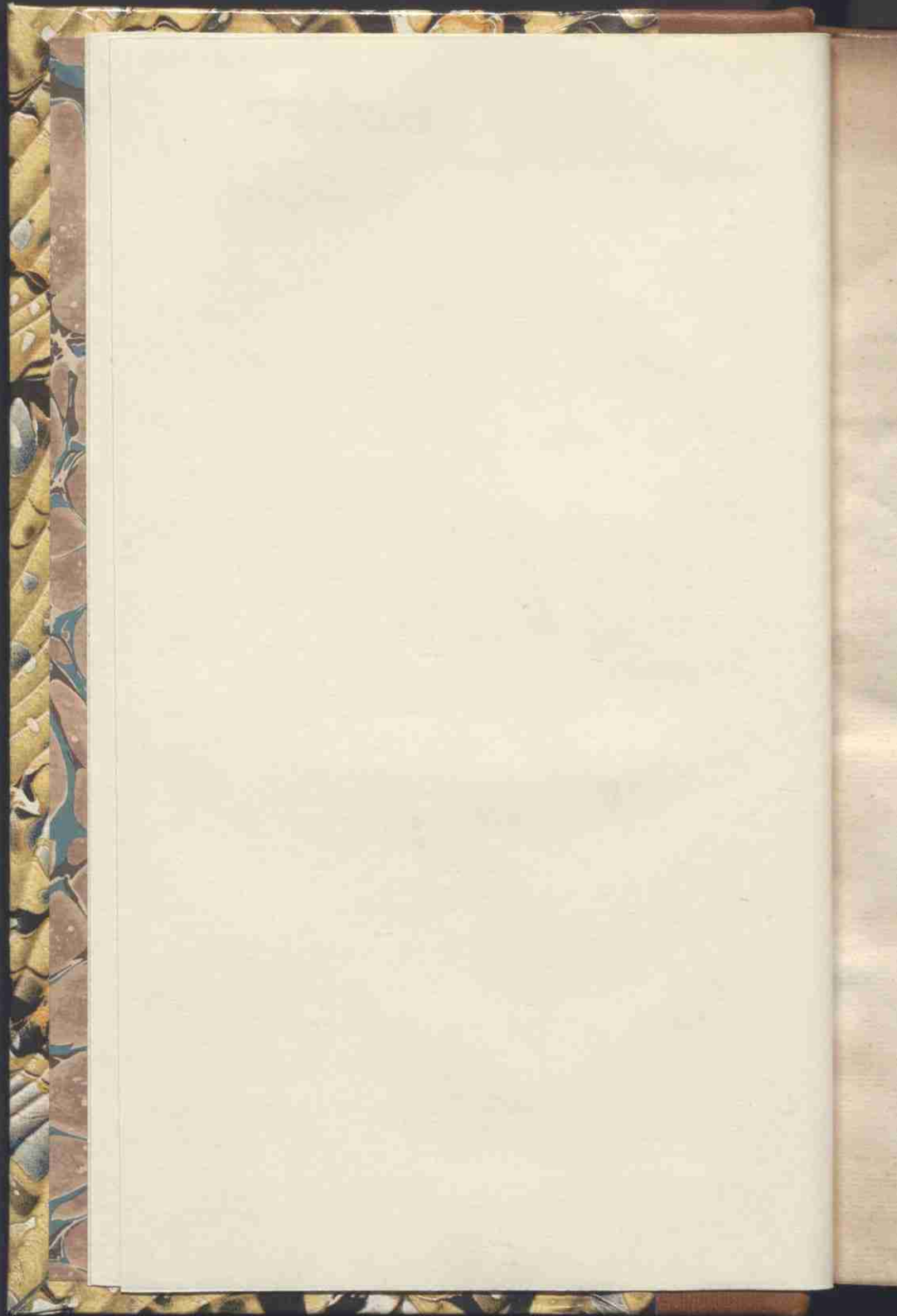
BIBLIOTHEQUE DU SENAT



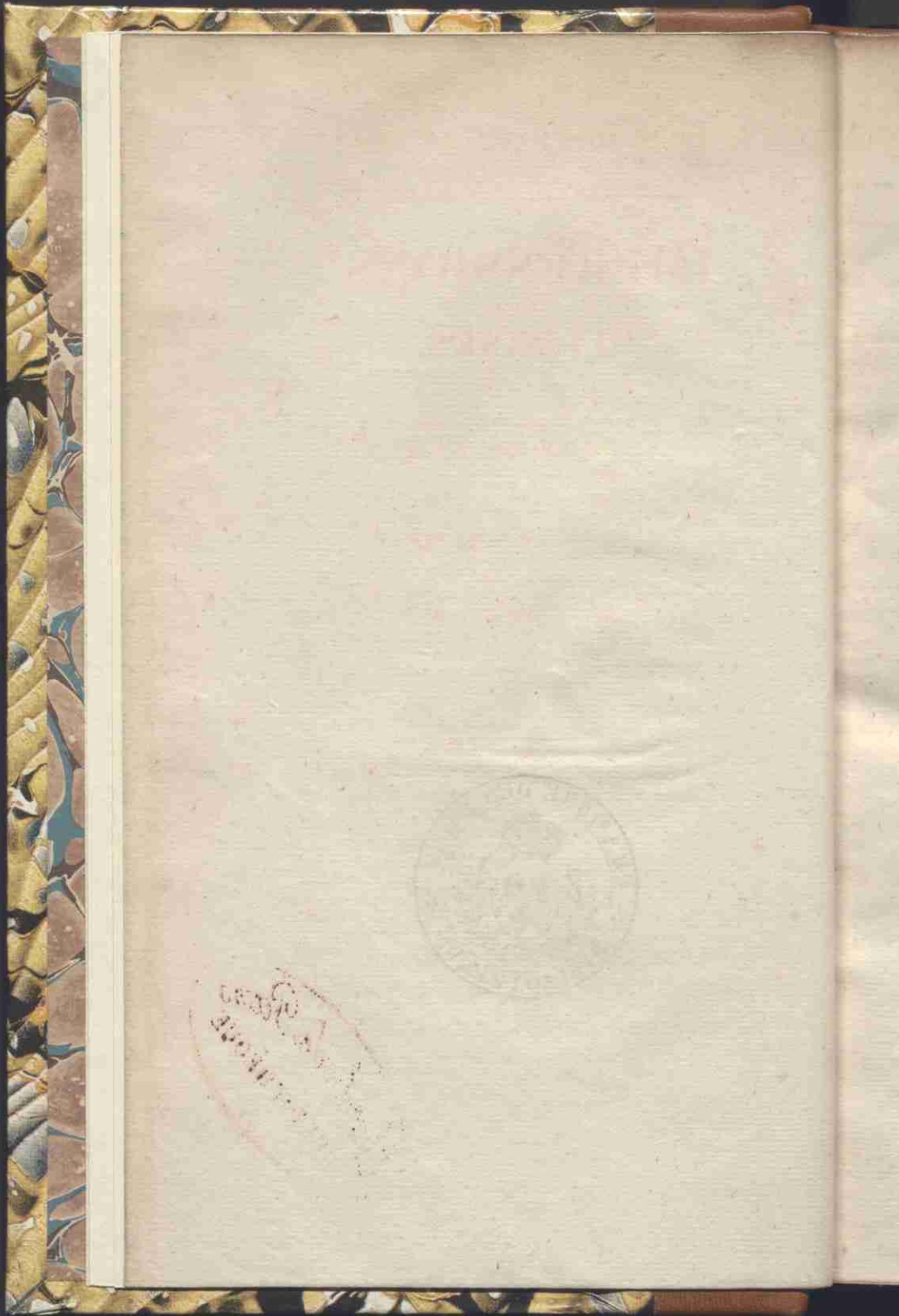
S0000000303327

POPA
50.51









CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

~~~~~

IMPRESSIONS  
DIVERSES.

SESSION DE 1824.

TOME CINQUIÈME,

COMPRENANT

LES N<sup>OS</sup> 142 — 178.



A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE J. DIDOT AÎNÉ,

IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS.

1824.







# CHAMBRE

## DES

# PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1824.

Séance du mardi 13 juillet 1824.

## RAPPORT

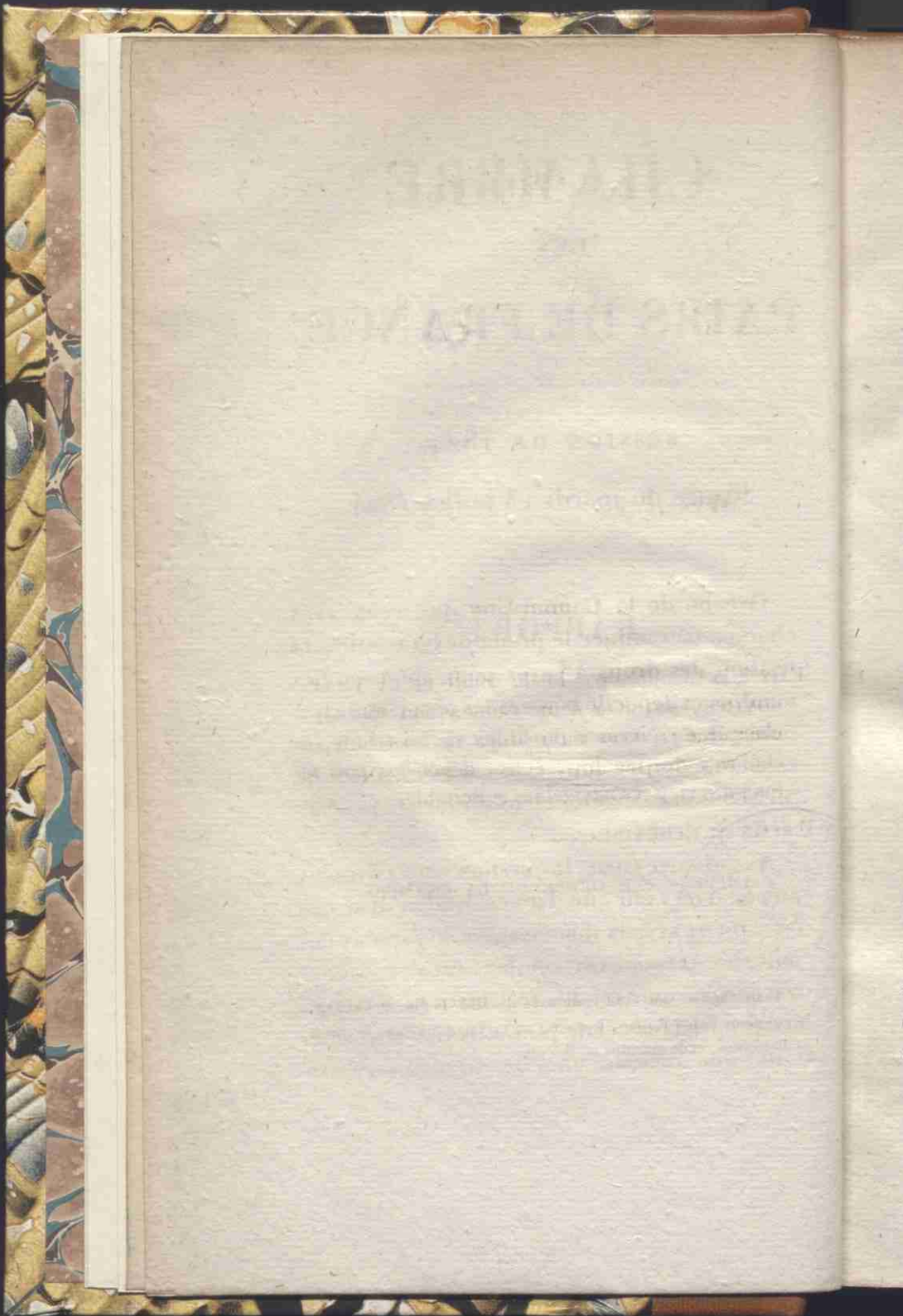
FAIT à la Chambre par M. le comte DE LA VILLEGONTIER, au nom d'une Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi relatif au chômage des moulins, et au dépôt des bois le long des rivières navigables et flottables.



IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

Cette Commission étoit composée de MM. le duc DE CADORE, le comte DE SAINT-ROMAN, le comte DE LA VILLEGONTIER, le comte DE BRETEUIL, et le marquis DE ROUGÉ.





## RAPPORT.

---

MESSIEURS,

Organe de la Commission que vous avez chargée d'examiner le projet de loi relatif à la fixation des droits à payer pour chômage des moulins et dépôt de bois sur les propriétés riveraines des rivières navigables et flottables, je viens m'acquitter auprès de vos Seigneuries de cet honorable devoir, et leur soumettre le résultat de ses délibérations.

Au premier aspect la question paroît simple, puisqu'il ne s'agit que d'une élévation de droits en rapport avec la dépréciation de l'argent depuis 1672; cependant, comme cette proposition n'a eu lieu que sur les réclamations réitérées des propriétaires et de plusieurs conseils généraux; que quelques unes de ces plaintes s'atta-



quent même au système établi, et que, d'une autre part, le commerce a fait parvenir, tant au Gouvernement qu'à votre Commission, des calculs et des explications desquels, s'ils étoient acceptés, il résulteroit que les tarifs nouveaux seroient hors de proportion avec les dommages dont ils garantissent l'indemnité; votre Commission a cru utile d'entrer dans quelques détails sur la nature du commerce dont il est question, et sur les obligations imposées, dans l'intérêt de l'approvisionnement de Paris, aux propriétaires des moulins situés sur les rivières affluentes à la Seine, et des terrains qui en bordent le cours.

Vous savez, Messieurs, que les approvisionnements de Paris sont soumis à des réglemens particuliers. Des soins d'une si haute importance et qui, lorsque la population et sur-tout la consommation y étoient infiniment moindres, avoient excité la sollicitude spéciale de nos rois, pourroient-ils, sans péril, être aujourd'hui remis à la liberté entière du commerce? Votre Commission est loin de le penser: elle est persuadée, au contraire, que des services essentiels ne tarderoient pas à y souffrir ou d'un encombrement qui aviliroit et détruiroit en pure perte les produits, ou d'un déficit dont les consé-

quences immédiates seroient bien autrement graves ; elle croit donc qu'il y a nécessité à maintenir le système de l'ordonnance de 1672, progressivement suivi de divers réglemens d'une administration attentive et prévoyante, à mesure que l'accroissement de la consommation a forcé de porter ses regards plus loin, et de multiplier les points d'arrivage et de dépôt.

Des précautions si impérieusement commandées entraînoient forcément, pour certaines propriétés, des servitudes dont la justice vouloit qu'une suffisante indemnité fût la compensation. L'ordonnance de 1672 y avoit largement pourvu ; aussi bien que le prix de tout ce qui compose les besoins de la vie se soit, depuis cette époque, prodigieusement élevé, peut-être les plaintes que le projet de loi tend à satisfaire, sur-tout en ce qui concerne les dépôts, ne se seroient-elles pas produites encore, si, plus attentifs à remplir leurs obligations envers les propriétaires, les commerçants de bois et les gardes-ports n'avoient jamais cherché à les éluder ; s'ils avoient toujours apporté dans l'occupation des terrains les ménagemens que l'ordonnance suppose, et que les convenances exigent ; si de justes dédommagemens avoient toujours compensé les dégradations occasionées, hors du rayon d'empilement



par les arrivages de voitures de l'intérieur des terres.

A ce sujet, quelques citations sur la police de cette partie des approvisionnements, ne seront pas hors de propos; et d'abord, en ce qui concerne les moulins, leur chômage par l'effet du passage des trains et bateaux est fort rare; il a le plus généralement lieu par le flottage à bois perdu. Les marchands, avant de le jeter au courant de l'eau, doivent en faire prévenir dix jours d'avance les meuniers et possesseurs d'usines, qui sont tenus d'avoir leurs vannes, écluses et pertuis en bon état de réparations, afin que, par suite d'une visite faite avant et après le passage du flot, les dégradations qu'il auroit occasionnées soient réparées au compte des marchands. Le moment du flot arrivé, les meuniers et possesseurs d'usines livrent leurs vannes au passage des bois, dont, des hommes placés de distance en distance, facilitent le cours en s'opposant, au moyen de longues perches, à la stagnation et à l'amoncèlement le long des bords. Le passage d'un flot dure plusieurs jours. Il est sensible que la grande déperdition d'eau qu'il occasionne est un dommage pour les usines, quand même leur action n'en seroit pas totalement interrompue, comme elle l'est presque toujours.



L'ordonnance de 1672, art. 13, avoit prescrit une indemnité de deux francs pour 24 heures de chômage, quel que fût le nombre des tour-nants, si, toutefois, l'indemnité lors habituelle n'étoit pas au-dessous de cette valeur, auquel cas les usages devoient être continués.

Le projet de loi porte cette indemnité à quatre francs, fixation contre laquelle s'élèvent, à-la-fois, les propriétaires et les marchands. Ceux-ci allèguent que la plupart de ces usines ne sont louées que de 3 à 600 francs, que dès lors l'in-demnité de deux francs est suffisante, qu'elles sont d'ailleurs possédées à de telles conditions, et même ils ajoutent qu'un certain nombre n'ont été autorisées qu'à la charge de ne rien percevoir pour les chômages. Cette dernière assertion est fautive. Il est vrai que, depuis long-temps, l'administration, et elle en est louable, n'autorise des constructions d'usines sur les rivières qu'à condition qu'elles suppor-teront gratuitement tous les chômages exigés par les travaux de la navigation, et que même si l'intérêt public le commande, elles seront détruites sans dédommagement; mais ces exi-gences sont indépendantes des actes du com-merce; aucune exemption n'est stipulée à cet égard. Reste donc à calculer si le tarif proposé

est suffisant. Les propriétaires observent que ce n'est pas le bénéfice net, le prix de location qui doit être supputé, mais ce prix augmenté des dépenses journalières de l'établissement.

D'un autre côté, il est douteux, si, pour le plus grand nombre de ces usines dont les travaux sont bornés, la somme annuelle de ces travaux est réellement affoiblie par la stagnation momentanée, qu'un redoublement d'activité peut racheter, et dont on peut, d'ailleurs, profiter pour les réparations intérieures.

Au milieu de ces difficultés, que pouvoit faire le Gouvernement, si ce n'est de maintenir, en se bornant à suivre le cours de l'argent, une règle établie en vertu d'une loi en vigueur depuis plus de cent cinquante ans, base effective des contrats, possessions et servitudes de ce genre?

Votre Commission n'a pu que donner son adhésion à cette partie de la loi: elle ajoutera que, sur plusieurs points de la navigation, le flottage se fait avec l'assistance des meuniers eux-mêmes. Le prix de ces conventions, y compris le droit, est ordinairement de sept à huit francs par jour. Les bois livrés au cours des rivières, en sont retirés à différents ports et empilés pour être ensuite confectionnés en trains, et arriver

ainsi à la capitale. Ces ports reçoivent, en outre, les bois de l'intérieur pour la même destination, indépendamment d'autres produits. Des gardes-ports assermentés dirigent les arrivages, les placements et les départs, et veillent à ce que les réglemens soient ponctuellement observés, tant sur la police des ports que sur la qualité et les dimensions des bois. Ils sont tenus d'inscrire jour par jour, sur un registre timbré, coté et paraphé, toutes les marchandises qui arrivent et qui sortent. Ils en rendent compte au juré-compteur chargé de suivre tout le service de la navigation. Celui-ci est sous les ordres d'un inspecteur.

Les gardes-ports ont ordinairement la surveillance de deux ou trois ports, lorsque ces lieux de dépôt sont rapprochés. Celle du juré-compteur s'étend sur quinze à dix-huit lieues de rivière et sur dix-huit à vingt ports. L'inspecteur doit faire ses tournées aussi souvent que les besoins l'exigent, et au moins tous les trois mois.

Avec une pareille organisation, il semble facile d'obtenir que les droits des propriétaires soient assurés. Votre Commission croit devoir appeler sur cet objet la sollicitude du Gouvernement.

De nombreuses réclamations lui sont parve-



nues contre le nouveau tarif qui, de même que pour le chômage des moulins, double l'ancien, en sorte qu'en supposant un terrain entièrement couvert de dépôts de bois, conformément à l'ordonnance, un demi-hectare de terre labourable rapporteroit à son propriétaire environ 180 f., un demi-hectare de pré 270 f., et plus encore, si le même terrain étoit dans la même année occupé par des dépôts successivement enlevés et remplacés; mais jamais cette occupation complète et régulière n'a lieu. Un espace de plus de deux pieds est forcément laissé entre plusieurs des piles; le tour des chantiers est dégradé par le piétinage des hommes et des animaux, et par les charrettes, au-delà des limites tracées par l'ordonnance, et d'ailleurs quand on s'empare d'un terrain par le fait seul de sa volonté, il est naturel qu'une forte indemnité soit donnée. Votre Commission, convaincue que cette indemnité est considérable, n'a pu admettre les plaintes de quelques propriétaires qui ne la jugent pas suffisante, encore moins celles de personnes qui fondoient leurs calculs sur le prix actuel des bois, comparé à leur valeur en 1672, puisqu'évidemment la base de l'indemnité n'est que la perte des fruits et le dommage souffert. Une dernière ob-

servation lui a paru d'ailleurs décisive, c'est que le Gouvernement n'a point prétendu présenter une loi nouvelle, mais conserver dans son intégralité l'ordonnance de Louis XIV; réparer ce que lui avait fait perdre, dans deux de ses articles, la décroissance de la valeur de l'argent, calculée non pas avec son usage dans les transactions d'alors et dans celles d'aujourd'hui, mais avec lui-même, avec sa valeur numérique et vénale; rétablir, en un mot, un équilibre rompu par l'effet du temps sur le cours des espèces. Ainsi, Messieurs, votre Commission propose aussi à votre adoption le nouveau tarif sur les dépôts de bois dans les ports; toutefois elle demande qu'il lui soit permis d'exprimer des vœux pour que le Gouvernement, qui d'abord s'est occupé de ce que la propriété réclamoit avec le plus d'instances, ne se borne pas à ces dispositions, et recherche si l'ordonnance ne comporteroit pas des changements que le laps de temps et la législation nouvelle auroient rendus desirables, sur-tout s'il ne montre pas des lacunes qu'il seroit utile de faire disparaître. Ainsi, par exemple, elle voit dans tous les réglemens des dispositions pour l'établissement, sur les ports, des bois de charpente, des planches, du merrain, des cercles,



échalas , fagots , charbons , briques , et de beaucoup d'autres objets sur lesquels se prélève un droit qui forme la rétribution des gardes-ports et des jurés-compteurs; et cependant, à l'exception du bois de chauffage, rien n'est stipulé pour le propriétaire qui, par conséquent, est le maître de refuser son terrain, ou l'ouverture de ses vannes; de sorte qu'il pourroit arriver que des bois de charpente, livrés au flot, fussent arrêtés, sans que le propriétaire de ces bois pût légalement vaincre la résistance des propriétaires d'usines.

Que résulte-t-il cependant en général de ce défaut de droit, c'est que le commerce est rarement suspendu, que les dépôts s'effectuent et que le propriétaire ne sait, ni comment refuser le placement sur son sol des objets qu'il n'est pas contraint d'y recevoir, ni comment stipuler les indemnités. Ne seroit-il pas dans l'avantage de tous, que les ports reçussent légalement tous ces dépôts, que les règles en fussent déterminées, et l'indemnité fixée? Il semble que le droit du propriétaire pourroit s'appuyer sur le calcul de ceux des gardes-ports et jurés-compteurs, et donner lieu à un troisième tarif qui seroit annexé aux deux premiers. Il sembleroit aussi que l'article 14, par lequel les marchands ont



la faculté de déposer leur bois, où bon leur semble, sur les bords des rivières, appelleroit une rectification importante. On pourroit citer, sur la rivière de Morin, à l'occasion de l'exercice de ce droit, un grand abus auquel la législation n'a permis au conseil d'État de remédier qu'imparfaitement. Votre Commission, Messieurs, a espéré que ces observations qu'elle auroit pu multiplier, ne paroïtroient pas sans importance à vos Seigneuries, et au Gouvernement à qui elle les soumet avec toute la confiance qui lui est due à tant d'égards.

Revenant au projet de loi, elle est d'avis d'adopter le principe de l'article 2. Mais il est une difficulté sur laquelle elle a cru devoir appeler particulièrement l'attention de vos Seigneuries. C'est celle qui résulte de l'emploi du mot *corde* pour la mesure du bois. Elle ne pense pas que cette expression puisse rester dans la loi, non seulement parceque selon les différents ports qui servent à l'approvisionnement de Paris la corde varioit de quatre stères six dixièmes à cinq stères trois dixièmes, mais parceque cette mesure a cessé d'être légale. En effet, l'arrêt du 3 nivose an VII, porte :

Article premier. A compter du premier pluviose prochain (20 janvier 1799), le bois de

chauffage ne sera plus mesure sur les ports flottables et navigables à la corde, mais au décastère, ou mesure de dix stères.

L'article 2 règle les dimensions sur le terrain à trois mètres de hauteur, trois mètres de couche, et un mètre quatorze centimètres de longueur des bûches.

L'article 3 prescrit, pour plus grande facilité de vérification, que les couches soient toujours d'un nombre de mètres divisibles par 3.

L'article 4 permet, pour les ports où les bois sont chargés en bateaux, qu'il soit formé des piles d'un mètre et demi de hauteur, lesquelles auront alors une longueur double, ou de six mètres.

L'article 5 appelle sur ces dispositions la surveillance des préposés.

L'article 6 est ainsi conçu : Tous usages contraires au présent arrêté sont abrogés à compter dudit jour premier pluviose ; en conséquence, les ouvriers qui donneroient à leurs piles plus ou moins de hauteur et de longueur que celles prescrites par les articles 3 et 4 pourront être privés des travaux des ports jusqu'à leur entière soumission à la loi et aux réglemens, et les gardes-ports et pourvus de commissions du Gouvernement destitués, sans préjudice des

poursuites qui seront dans le cas d'être exercées contre les uns et les autres, comme faisant usage de mesures illégales.

Votre Commission, Messieurs, n'a pas cru que des dispositions aussi impératives qui sont exécutées sur les ports où se déposent les bois destinés à l'approvisionnement de Paris, laissassent la possibilité d'employer dans une loi le mot de corde, tel que le porte l'ordonnance de 1672.

On répond, ce qui a déjà été observé, que le projet ne présente pas une loi nouvelle; qu'il offre seulement, sous d'autres chiffres, le tarif de 1672, et que dès-lors il n'y avoit pas lieu à un changement de termes qui en eût opéré un dans le fonds.

A ces raisons votre Commission oppose, qu'en admettant, contre son opinion, que nonobstant la loi sur les poids et mesures, il fût possible de reproduire une expression interdite par elle, il faudroit du moins que le taux de l'argent de 1672 à aujourd'hui fût dans la proportion juste indiquée par le projet de loi. La moindre différence (et elle est considérable), détruiroit le principe dont on s'appuie et contre lequel le projet de loi donneroit même des armes, par l'usage qu'il fait des centimes op-



posés au sol et aux deniers d'alors. D'après ces observations, votre Commission a pensé que le mot de corde devoit être remplacé par celui de demi-décastère. Au surplus la corde de Paris diffère à peine de la mesure nouvelle, un décastère faisant une corde 99 centièmes.

Dans la rédaction qu'elle propose, l'article 2 éprouveroit aussi un changement, puisque d'après l'arrêté de l'an 7, les piles doivent avoir trois mètres de hauteur et ne peuvent être confectionnées autrement. Sans ce changement l'on se trouveroit en contradiction avec les lois existantes, et sans cesse embarrassé d'un calcul de proportion basé sur l'ancienne règle de huit pieds.

Le projet de loi ne faisant aucune mention de l'époque où la loi recevrait son exécution, il en résulte nécessairement qu'elle auroit lieu à dater de l'insertion au bulletin des lois, conformément à l'ordonnance du 27 novembre 1817. Votre Commission pense qu'il seroit juste de fixer un terme plus éloigné qui pourroit être le premier janvier prochain; l'exécution de la loi en seroit d'ailleurs plus facile.

Voici donc la rédaction qu'elle a l'honneur de proposer à vos Seigneuries :

## ARTICLE PREMIER.

A dater du 1<sup>er</sup> janvier prochain les droits réglés par les articles 13 et 14 du chapitre 17 de l'ordonnance du mois de décembre 1672, seront portés à 4 fr. au lieu de 2 fr., pour chômage d'un moulin pendant vingt-quatre heures, quelque soit le nombre des tournants.

A 10 centimes par demi-décastère de bois empilé sur une terre en labour au lieu d'un sol par corde.

A 15 centimes par demi-décastère de bois sur une terre en nature de pré au lieu de 18 deniers par corde.

## ART. 2.

Lorsque les bois déposés ne seront pas empilés à la hauteur prescrite par l'arrêté du 3 nivose an 7 (20 janvier 1799), l'indemnité sera payée pour les couches incomplètes, à raison de la quantité de demi-décastères qu'elles contiendroient si elles étoient portées à la dite hauteur.

---





# CHAMBRE

SESSIONS

143.

DES

## PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1824.

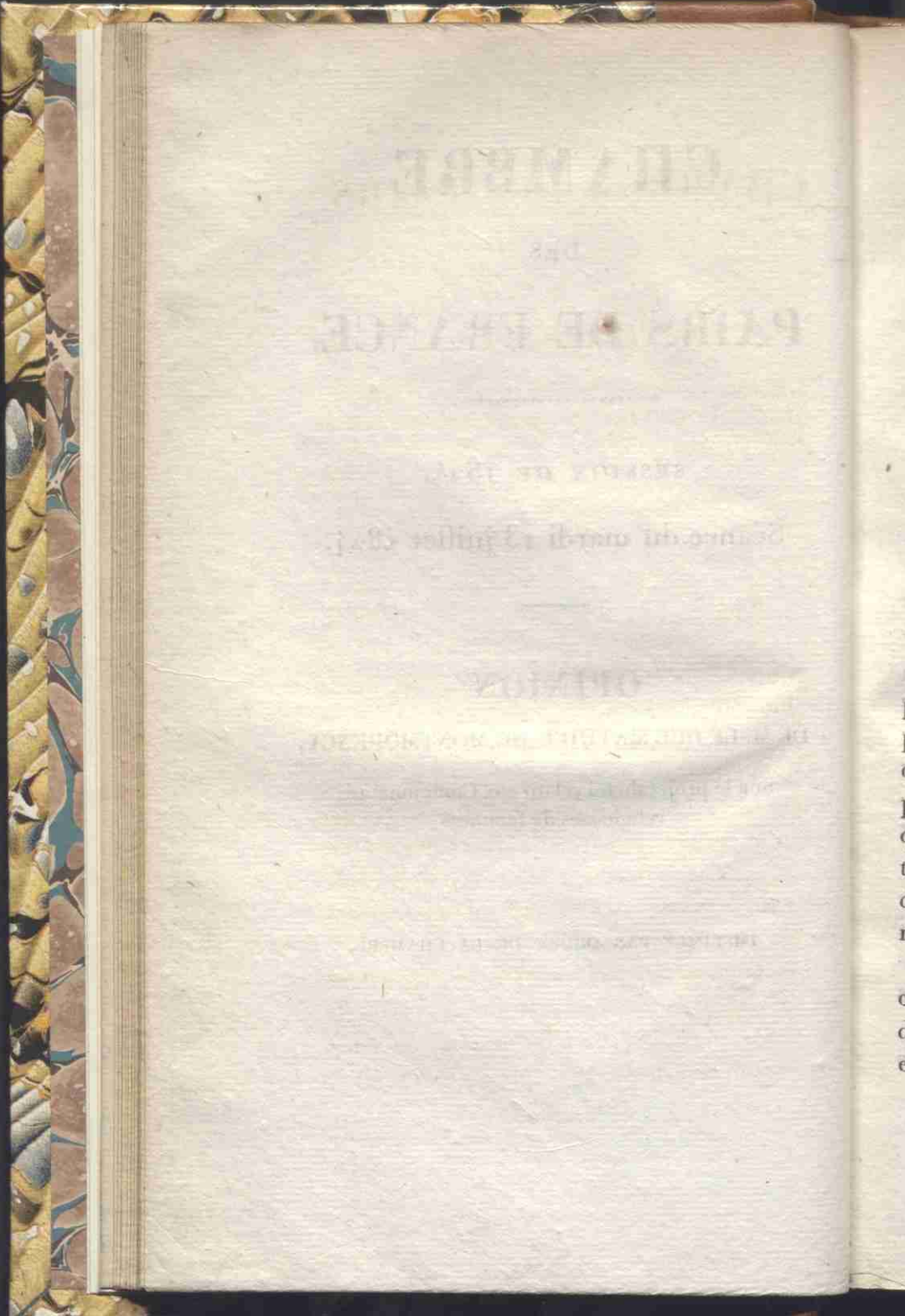
Séance du mardi 13 juillet 1824.

### OPINION

DE M. LE DUC MATHIEU DE MONTMORENCY,

SUR le projet de loi relatif aux Communautés  
religieuses de femmes.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le duc MATHIEU DE MONTMORENCY, sur le projet de loi relatif aux Communautés religieuses de femmes.

MESSIEURS,

Au point où en est la discussion, qui, en se prolongeant, a acquis encore une importance plus grave, je dois me borner à combattre quelques objections principales opposées au projet de loi, à examiner les amendements qu'on a voulu y apporter; et par cette réfutation, par cet examen, à rendre compte rapidement, à vos Seigneuries et à moi-même, des motifs de mon opinion.

On a opposé avec une sorte d'avantage, dont on s'est beaucoup prévalu, les usages et le mode de procéder de l'ancienne monarchie, les édits et ordonnances de nos Rois, préparés et publiés



par de grands magistrats, dont les noms sont devenus immortels dans l'histoire de notre législation, comme celui de *d'Aguessseau*. Ces édits et ordonnances étoient enregistrés par les parlements dans des formes solennelles qui leur donnoient le caractère formel de loi. Donc, c'est à la loi qu'appartient encore toute reconnaissance de communautés religieuses et d'associations semblables.

M. le Ministre de l'intérieur a observé que l'exemple n'étoit pas directement applicable, que l'enregistrement ne prouvoit pas par lui-même le caractère législatif, parcequ'à cette formalité de l'enregistrement étoient aussi soumis des réglemens d'administration publique, et que le Roi, étant alors tout à-la-fois législateur et administrateur suprême, n'avoit pas besoin de séparer, par des formes tout-à-fait distinctes, la publication des divers actes qui émanoient de sa puissance, soit législative, soit administrative.

Un noble Comte, qui s'est attaché hier à réfuter le Ministre, est convenu au moins avec lui de ce premier point, tout en cherchant quelques caractères distinctifs dans le plus ou moins de solennité des formes d'enregistrement.

M. le Garde-des-sceaux a établi ensuite une

distinction tout-à-fait instructive pour moi, je le déclare, et dont la Chambre a paru frappée. Il a remarqué un fait particulier qui distinguoit les lettres-patentes portant établissement d'une communauté religieuse, des édits et ordonnances revêtus du caractère de lois. Ce fait, cette circonstance particulière, c'est que tous les citoyens étoient autorisés à faire opposition contre ces lettres-patentes; ce qui n'étoit jamais permis contre les lois et ordonnances d'utilité générale.

C'est aussi, je le crois, une imposante autorité en cette matière que l'opinion du rapporteur même de notre commission, membre vénérable d'un illustre corps de magistrature, dont les anciens titres à la confiance publique, et la chute même, contemporaine de celle du trône, ont fait taire d'injustes accusations; mais qui, dans aucun temps, n'a été accusé de trop de condescendance pour les empiètements ecclésiastiques.

L'ancien magistrat, dont s'honoroit le parlement de Paris, dit formellement que *c'étoit comme étant aussi chargée de la grande police du Royaume que cette cour enregistroit de semblables ordonnances.*

Une juste méfiance de moi-même m'avoit fait craindre d'entrer trop avant dans ces hautes et



déliçates questions qui embrassent tout à-la-fois et notre droit public ancien, et celui qui se compose de la Charte, et des lois précédentes qu'elle a laissé subsister. J'avois d'abord voulu consulter les simples notions du bon sens, et ces notions m'avoient conduit aux mêmes résultats auxquels est arrivé M. le Garde-des-sceaux, avec plus de développements et nécessairement une connoissance plus approfondie de la loi.

Que vos Seigneuries me permettent de leur adresser une question que je me suis faite à moi-même.

En nous isolant des réminiscences du siècle dernier, et de ces doctrines modernes auxquelles je pourrois appliquer le mot de *préjugés* plus justement qu'il n'a été souvent employé; en ne considérant que le moment présent et la nature même des choses,

Est-ce bien à la législation que doit ressortir le double examen des règles, des conditions sous lesquelles des religieuses desirent se réunir, et des rapports d'utilité et de convenance qu'un semblable établissement peut avoir avec telle ville qui le demande, avec tel département qui en est privé ou qui possède déjà des institutions analogues? Il me semble que dans l'analyse des diverses considérations dont se composent cet examen et la décision qui doit le suivre, tout



éloigne l'idée d'une loi, tout se présente comme appartenant essentiellement à l'administration.

1<sup>o</sup> Il s'agit de prononcer sur le sort de quelques individus, qui desiront former entre eux une personne collective, admise ensuite à soigner les malades ou les infirmes, à instruire les enfants, mais qui ne demandent qu'à être autorisés à gérer leurs intérêts particuliers; et rien ne semble plus exclure l'intervention d'une assemblée législative, qui ne doit prononcer que sur des principes ou des questions générales.

2<sup>o</sup> Il s'agit de matières religieuses, qui appellent spécialement la décision des autorités ecclésiastiques, et ne doivent même arriver au Roi en dernier ressort, que parcequ'en sa qualité d'administrateur suprême, il a la surveillance générale de tous les services publics, et des fonctions remplies, des droits réclamés par les diverses associations de ses sujets; parceque la religion, dès l'époque de son introduction solennelle dans l'État, a, pour les affaires temporelles, réclamé le secours de l'autorité des Rois, et les a même décorés du titre d'évêques du dehors.

3<sup>o</sup> Il s'agit de prendre les avis, de consulter les lumières et les intérêts des corps municipaux, des conseils-généraux de département, des administrateurs placés aux divers degrés

de la hiérarchie exécutive, qui tous correspondent, et sont en rapport direct de subordination avec le chef suprême de l'État.

Encore une fois, je ne vois rien là qui soit législatif. Je concevrais bien une loi fixant quelques principes généraux auxquels devraient se conformer, et ne pourroient jamais se soustraire les diverses associations à prévoir: c'est la loi fondamentale qui doit être par le fait dépositaire de ces principes essentiels, dont l'administration suprême ne pourroit jamais autoriser l'infraction. Si la loi fondamentale n'est pas assez précise à cet égard, une autre peut être utile, telle que M. le président du conseil l'a annoncé. Mais mon esprit répugne à l'idée d'un corps législatif, discutant, délibérant sur des questions particulières, et d'après des enquêtes administratives.

Et si je particularisois davantage la question, si je l'appliquois à nos mœurs, il faut le dire, à nos divergences d'opinions, à l'ensemble de notre situation actuelle, morale et politique, vos Seigneuries se figurent-elles bien ce que seroient deux à trois cents propositions de lois, ou si vous voulez, une loi comprenant deux à trois cents communautés, dont les moindres variations dans les statuts devroient être l'objet d'une discussion publique dans la Chambre élective, et dans la nôtre d'une discussion

non moins approfondie, que celle-ci même peut vous faire préjuger?

J'abandonne cette perspective aux réflexions de vos Seigneuries, et je rappelle l'observation faite hier par M. le Garde des sceaux, que si une loi est exigée, la moindre variation dans les statuts d'une des communautés exigera une discussion spéciale, et empêchera de les comprendre dans des catégories générales.

Mais elle reste toujours devant nous; on la représente sans cesse à nos regards, cette autorité imposante de nos Rois, et de celui en particulier dont les belles et sages ordonnances n'ont pas été un des moindres titres au surnom de *Grand*.

Personne n'est plus que moi disposé à respecter de tels exemples, de tels souvenirs.

Qu'oserai-je donc leur opposer?

Un raisonnement très simple, et qui me frappe de conviction, comme une réponse générale à presque tous les moyens employés contre le projet proposé.

C'est que ces lois anciennes pouvoient être parfaitement sages pour l'époque où elles ont été faites.

Et qu'aucune loi ne peut l'être, si on ne la met en harmonie avec la situation présente, avec les besoins actuels de la société, besoins



religieux, moraux et politiques : on ne fait pas de bonnes lois avec de vaines impressions de terreur qui se rattachent au passé, et des craintes chimériques sur un avenir éloigné.

Or non seulement il n'y a pas de parité, mais il y a une divergence absolue, une opposition formelle entre notre état présent et celui du Royaume, à l'époque dont on veut nous appliquer les lois.

On pouvoit craindre l'abus qui, par une fatale condition de notre humanité, s'attache aux choses les meilleures, l'abus de ce dont nous sommes réduits aujourd'hui à appeler par nos vœux le modeste et légitime usage.

Il y avoit abondance excessive ; il y a disette. Je pourrois dire que, moralement et physiquement, le sol sembloit se couvrir d'un trop grand nombre d'édifices, que la sagesse prescrivoit peut-être de circonscrire. Aujourd'hui tout a été détruit, et, du milieu des ruines dont nous sommes encore entourés, cette même sagesse doit travailler à faire sortir quelques simples abris.

Non, non, Messieurs, je ne redouterois pas d'invoquer le témoignage de ces grands princes qu'on vient nous opposer, de ces savants magistrats qui étoient dignes de leur servir d'organes et de conseil. Si nous pouvions les trans-

porter au milieu de nous, et leur exposer nos regrets et nos vœux; s'ils avoient acquis la triste expérience de ce bouleversement terrible dont nous avons tous été les témoins, les complices, ou les victimes, s'ils voyoient la religion catholique, la religion de l'État, comme aux premiers jours de son établissement, obligée d'avoir recours aux pieuses dotations des fidèles, et aux quêtes, qu'elle ne voudroit faire que pour les pauvres, croyez-vous que ces princes et ces magistrats également religieux songeassent encore à des défenses, à des mesures restrictives? Ils songeroient plutôt à encourager par leurs lois comme par leurs exemples d'utiles libéralités, qui n'ont jamais ruiné ni les Royaumes ni les familles, mais les ont souvent fait prospérer.

Leurs prédécesseurs heureusement avoient pensé ainsi; et si pendant des siècles (puisque c'est par siècles que comptent et notre monarchie, et l'auguste race de nos Rois) l'autorité publique n'avoit pas permis et même provoqué de saintes profusions envers l'Église, on n'auroit pas même songé, aux dernières époques antérieures à la révolution, à leur apposer des bornes conseillées par la prudence. Cette même révolution nous a fait rétrograder, au moins à



cet égard, vers les premiers temps. Reprenons des sentiments analogues. Si nous craignons de trop encourager, au moins permettons, et ne nous opposons pas. Rassurons-nous sur une marche trop rapide, qui recommenceroit les dangers passés. Nous pouvons malheureusement nous en fier aux mœurs et aux doctrines de notre temps. Ce n'est pas, Messieurs, que je veuille calomnier, par un sentiment morose, et ce temps présent et notre pays: je m'estime heureux de m'unir à plusieurs de mes nobles collègues, pour rendre hommage à une certaine tendance religieuse, à un triomphe qui nous a coûté bien cher, mais qui enfin a été remporté sur l'impiété déclarée. Mais ce n'est pas seulement l'impiété qui repousse, qui redoute les largesses pieuses; c'est aussi ce système d'insouciance et d'indifférence que vous ne pouvez pas dire également être étranger à notre époque.

Messieurs, n'empiétons pas sur les siècles futurs; laissons-leur le soin de ces restrictions sévères, qui seroient aujourd'hui des inquiétudes anticipées, mais qui pourront être un jour conseillées par la sagesse, en supposant toutefois que la religion fleurisse, non certes, au-delà de mes desirs, mais presque au-delà de mes espérances.



Mais le noble Comte qui a ouvert le débat par un discours fort raisonné, présente ici cette objection : *qu'il faut mieux prévenir un mal que d'attendre pour l'arrêter qu'on en ait subi tous les inconvénients*. Expliquons-nous d'abord, pour ne pas faire une fausse application de ce principe, vrai en lui-même. Le mal, dans la pensée du noble Comte, seroit-ce un nombre considérable d'établissements et de communautés religieuses, suffisamment dotés pour pourvoir en toute sûreté aux besoins de la société, à la consolation de ses pauvres, à l'éducation de ses enfants, à la bonne tenue de ses hôpitaux? Le mal, selon moi, seroit que de telles communautés n'existassent pas, ou qu'elles restassent trop long-temps dans un état précaire de pénurie. Il faut donc favoriser, et non pas entraver leurs dotations. Je n'admettrai un autre mal possible, que lorsque ces dotations seront devenues excessives.

Le discours du noble Comte m'a autorisé à croire que nous ne donnions pas toujours, lui et moi, la même valeur aux mots. Après avoir circonscrit dans des limites très restreintes ce qu'il prononce être les établissements ecclésiastiques nécessaires, les évêchés, les cures, les séminaires; il a déclaré tout le reste acces-

soire, objet de zèle : il a dit que c'étoit du *luxé* religieux.

Je pourrois attaquer cette expression, et lui opposer une autorité qu'il ne récusera pas, celle d'un autre Pair qui lui tient de près, du noble rapporteur de l'année dernière, qui, selon moi, a fait entendre dans cette enceinte les paroles les plus mémorables sur cette grande question, qui, dans une franche et religieuse profession de foi, a reconnu que les communautés religieuses étoient inhérentes à la religion catholique. Ce n'est pas là du *luxé*; mais ne disputons pas sur ce mot : assez d'autres, et parmi les plus attachés aux opinions que je combats, ont vanté dans l'ordre matériel les avantages immenses du *luxé*, et sa nécessité indispensable, au moins pour les grands états. Qu'il me soit permis de défendre devant vos Seigneuries ce *luxé* religieux, ce *superflu* que je puis appeler aussi le nécessaire.

Où, il est beau, il est utile que l'exemple de grandes et solides vertus encourage la foiblesse, et appelle le repentir, que des solitudes profondes accueillent le malheur sans consolation humaine, et même cette lassitude si naturelle, au moins si innocente, de la vie orageuse du monde ! Il est bon et utile que de paisibles solitaires se



consacrent à prier, jour et nuit, pour ceux qui ne prient jamais, et dans leur ferveur appellent les bénédictions du ciel sur l'État, sur le Roi très chrétien, et sur son auguste Famille.

Le même noble Comte a rassemblé avec soin tous les inconvénients que pouvoient présenter les communautés déjà existantes, entièrement légitimées, ou provisoirement autorisées. Il a parlé d'un département qui réunissoit 209 maisons, dont plusieurs ne contenoient que trois ou quatre religieuses. Ce fait, qui paroît d'abord bizarre, peut s'expliquer facilement par des notions bien simples, et qui ont passé sous les yeux du noble Comte, lorsqu'il exerçoit de hautes fonctions publiques. Ces maisons si peu nombreuses sont sûrement celles d'hospitalières institutrices qui suffisent à un bourg, à une petite ville, ou à un arrondissement d'une ville plus grande.

Il a demandé aussi pourquoi tant de variétés? Pourquoi ne pas se réunir dans les trois ou quatre ordres principaux anciennement existants, dont il a, je crois, rappelé les noms?

On peut répondre à toutes ces questions, en énonçant un fait, une vérité, à laquelle je suis souvent ramené par nos discussions, et qui me semble aussi résoudre plusieurs des difficultés qu'a présentées M. le Baron Pasquier.



Dans l'ordre des dispositions législatives, comme dans l'ordre moral, il n'est guère d'avantage ou de bien qu'on puisse obtenir, sans qu'il ne soit compensé par quelques inconvénients qu'on avoit jusque-là évités. Je m'explique : les idées qui ont prévalu parmi nous depuis près d'un demi-siècle ont éloigné et fait regarder encore comme impossible à beaucoup d'hommes éclairés toute intervention de la loi dans l'existence solennelle des ordres religieux, toute reconnaissance de leurs vœux, sur-tout des vœux perpétuels, tout appui prêté par l'autorité publique à l'observation de leurs règles. Eh bien, de cet état de choses, qui, sans prétendre l'examiner en ce moment, est incontestablement l'état actuel, ... il doit résulter que l'autorité qui tolère plutôt qu'elle ne protège, qui craint d'offrir à ces associations religieuses une véritable et utile garantie, a perdu par-là même le droit d'y exercer une plus grande influence, et peut-être souvent d'y faire entendre les conseils d'une prudence supérieure.

Elles aussi, qui ont d'abord souffert au nom de la liberté, ont appris à en recueillir quelques avantages, et à en réclamer les principes pour assurer leur indépendance. Un sentiment éclairé de la liberté doit respecter l'usage qu'en font les

autres, même lorsque cet usage est contraire à ses desirs ou à ses opinions. M. le Président du conseil vous a fait entrevoir les embarras que le Gouvernement pouvoit éprouver en ce genre.

Je ne crois pas sortir de mon sujet en rappelant ici ce que nous avons vu et entendu depuis un assez grand nombre d'années. De singuliers amis de la liberté s'étonnoient, s'indignoient de ce que dans cette nouvelle ère de lumière et de prétendue régénération, au centre de la civilisation, peut-être même dans quelqu'un de ces asiles champêtres qui avoisinent cette grande cité, et qui avoient eu jusqu'alors une toute autre destination, plusieurs personnes osassent se réunir dans une vie commune pour se livrer ensemble aux dangers.... de la retraite et du silence, aux abus... de la contemplation et de la prière, aux crimes enfin.... de la pénitence, et peut-être pour consommer l'abomination, en portant dans leur intérieur un costume différent de celui consacré par nos usages. Quels moyens légitimes avoit-on de l'empêcher? Et c'est ainsi que je rentre dans le fonds même de la question qui nous occupe. Ne nous faisons pas l'illusion de croire qu'il s'agisse ici d'examiner si elles doivent exister, les communautés religieuses qui font l'objet de la loi, celles mêmes qui sembler



roient à quelques uns moins utiles que les autres ; elles existent, c'est un fait incontestable. Je puis dire, sans crainte de vous blesser, qu'il est au-dessus de votre pouvoir d'y mettre obstacle ; car le seul moyen seroit une inquisition despotique, autant repoussée par vos principes et vos sentiments que par notre forme de gouvernement. Mais vous pouvez trouver un moyen de faire exercer sur ces maisons une surveillance sage et protectrice , d'en écarter plus promptement, plus sûrement les abus que vous redoutez tant... Ce moyen ,c'est la loi proposée qui vous l'offre : car je rentre à cet égard dans la pensée de M. le Président du conseil : *Cette loi n'est que le moyen de parvenir à soumettre à l'autorité des établissements déjà existants.* Si vous leur facilitez les moyens d'acquérir et de posséder, vous les invitez, vous les encouragez à rentrer dans les voies légales ; si vous multipliez les difficultés par l'exigence d'une loi ou de tant de lois, vous ne ferez que prolonger cet état qui est un grand scandale connu de tous. Rien n'accuse plus le système des lois existantes que de voir la piété et la morale se familiariser avec les moyens de les éluder, avec les fidéi-commis, avec tous les subterfuges légaux.

Les familles dont un noble comte a pris hier



vivement les intérêts; n'y gagneroient rien; mais peut-être quelques êtres peu délicats qui se rendent les intermédiaires de ces sortes de transactions, et abusent trop souvent de l'inexpérience, ou trompent les intentions les plus pures. J'ajouterai que les familles ne peuvent pas être mieux protégées que par les examens du conseil d'État qui précèdent toujours les approbations royales : les administrateurs des hospices pourroient le certifier; les dons faits à ces établissemens, pour lesquels les plus sévères le sont moins que pour les communautés religieuses, sont souvent modifiées par le conseil d'État, qui entend, et même quelquefois appelle les réclamations des parents.

Les objections qui ont été opposées à la loi me semblent donc devoir céder aux avantages qu'elle fait espérer. Jetons seulement un coup-d'œil sur les amendemens qui sont présentés pour la modifier.

Je ne parle pas de celui de la commission; il me semble qu'il est accepté par tous, et qu'il étoit déjà sous-entendu dans la pensée du Gouvernement.

Un éloquent orateur, dont personne n'estime plus que moi le noble caractère et le beau talent, a proposé dans l'avant-dernière séance, à la suite

de toutes les raisons qui combattent le projet de loi, un amendement qu'il m'est impossible d'admettre, et même d'accorder avec les principes de justice et d'uniformité qui doivent présider à la législation.

Cet amendement restreint d'abord le droit d'acquérir, accordé par la loi de 1817. Car quoiqu'on ait pu trouver convenable et plus franc de le spécifier davantage, le droit d'acquérir, dans sa généralité, comprendrait aussi l'acceptation des legs; et ce dernier mode est sans doute le plus nécessaire à des établissements qui commencent sans premiers fonds. Ainsi l'amendement retire d'une main ce qu'il semble accorder de l'autre. Mais sur-tout il crée une classe toute particulière de communautés religieuses, une classe privilégiée, en sens inverse, si j'ose dire: ce sont les deux à trois cents provisoirement autorisées, et qui pourroient l'être définitivement par les ordonnances royales. Mais sans pouvoir examiner si elles sont plus ou moins utiles, plus ou moins intéressantes que les autres, elles ne pourroient rien recevoir par testament, elles seroient moins bien traitées que celles qui ont été autorisées antérieurement à la loi de 1817, et que celles qui le seroient à l'avenir par une loi toujours reconnue comme nécessaire. Rien ne me

semble pouvoir autoriser cette sorte de bizarrerie, cette anomalie, et j'ai la confiance que vous rejetterez cet amendement.

Il en est un autre proposé hier par un noble Marquis, et qui, comme il l'a déclaré lui-même, rentre absolument dans celui que votre commission de l'année passée avoit accepté sur la proposition de celui qui fut son digne interprète. C'est d'abord une sorte de préjugé contre cet amendement que le Gouvernement, qui a dû en faire un examen approfondi, ainsi que de toute la discussion de cette époque, l'a mis de côté dans l'initiative qu'il vient de prendre, et que la Chambre avoit semblé attendre par son ajournement.

Ensuite, un amendement auquel je ne trouve pas sans doute tous les inconvénients de l'autre, a cependant celui de ne rien faire qu'à moitié, de ne pas terminer les embarras que le Gouvernement vous a exposés, d'attendre et de nécessiter encore un grand nombre de lois que je ne puis pas déterminer, mais qui nous condamneront et à toutes les délicates discussions que je vous ai fait pressentir, et à une certaine dérogation de ce que j'ai cru prouver être les principes les plus strictes en cette matière, principes que le projet de loi vous propose de consacrer.



Tout me ramène donc à l'adopter purement et simplement; et en embrassant cette opinion, je ne suis pas insensible, je l'avoue, à un motif d'un ordre supérieur, qui a été présenté. Certes je ne prétends pas reproduire ce mot de *restituer* qui pouvoit manquer d'exactitude, qui a tant ému la vive et profonde sensibilité d'un noble marquis. Je pourrois lui observer en passant, que toutes les fois que les Chambres peuvent être conduites par de graves considérations, par celles que fournit l'expérience, à revenir sur quelques dispositions d'une loi antérieure, et que ces dispositions nouvelles se trouvent être plus favorables à la prérogative royale, ce ne seroit pas un moyen bien légitime, bien convaincant à y opposer, que la crainte de paroître restituer, et avoir eu un tort précédent; nous sommes au-dessus de telles considérations.

Mais enfin je m'estime heureux de pouvoir, sans manquer aux principes, accorder, reconnoître au Roi une nouvelle prérogative, ou pour mieux parler, un nouvel exercice de sa grande et utile prérogative, exercice qui le mettra à même tout à-la-fois de répandre de nouveaux bienfaits, et de satisfaire ses sentiments religieux, exercice qui bien dirigé sera encore le meilleur moyen de remplir sûrement et prompt-

tement les intentions de prudence qui ont été exprimées dans cette discussion, et d'écarter les abus réels qu'on y a signalés. De semblables motifs, nobles Pairs, sont dignes de la Chambre, d'après les sentiments dont je la sais animée, et j'espère qu'ils la porteront à accepter le projet de loi.

Je vote pour la loi avec l'amendement de la commission.





# CHAMBRE

DES

SESSIONS

144.

## PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du mardi 13 juillet 1824.

---

### OPINION

DE M. LE COMTE PORTALIS,

SUR le projet de loi relatif aux Communautés  
religieuses de femmes.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

PAIRS DE FRANCE

Session de 1824

DE

DE LA LOI

DE LA LOI

DE LA LOI

# CHAMBRE DES PAIRS.

## OPINION

DE M. le comte PORTALIS, sur le projet de loi relatif  
aux Communautés religieuses de femmes.

MESSIEURS,

Lorsque le projet de résolution que j'avois l'honneur de vous présenter l'année dernière, au nom d'une commission dont j'étois l'organe, est reproduit devant vous, sous la forme d'un amendement, il m'est impossible de le condamner par mon silence, et de deserter une doctrine que je crois vraie. Je viens, en conséquence, appuyer un amendement qui me paroît concilier, à-la-fois, le maintien des principes de notre droit public et l'intérêt des établissemens dont vos Seigneuries s'occupent.



Cet intérêt est évidemment un intérêt public du premier degré. Il s'agit de ces communautés religieuses de femmes qui pratiquant au milieu de nous les conseils que la religion donne aux parfaits, édifient les peuples par l'exemple de leurs vertus, soulagent toutes les douleurs, consolent toutes les affections, catéchisent les enfants des pauvres, et se consacrent à l'instruction et à l'éducation d'un sexe, destiné lui-même, à donner, à tous les citoyens, les premières notions de la religion et de la morale, ces notions ineffaçables que nous suçons, pour ainsi dire, avec le lait maternel, et qui s'identifiant avec nous-mêmes, deviennent pour nous comme une seconde conscience. Il n'a jamais existé chez aucune nation d'institution plus digne de l'encouragement du Gouvernement, de la protection des lois, et des respects et de la reconnaissance des peuples.

Mais que demande l'intérêt de ces institutions? Que les communautés religieuses existantes, soient mises, en possession, des droits que la loi leur assure; que leur établissement soit appuyé sur les fondements les plus solides.

Après la longue et lumineuse discussion que vous avez entendue, il n'y a plus qu'à résumer les vérités établies, soit par les habiles défen-

seurs du projet de loi, soit par ses éloquents adversaires.

Il est convenu que la loi du 2 janvier 1817, a compris, les communautés religieuses, au nombre des établissements ecclésiastiques qui peuvent accepter, acquérir, et posséder.

Il est convenu qu'elle a considéré comme reconnues par la loi et habiles à exercer les droits qu'elle confère, les communautés religieuses définitivement autorisées avant 1817, soit par des décrets du chef du dernier gouvernement, soit par des ordonnances du Roi.

Il est convenu encore qu'à dater de 1817, aucune nouvelle communauté religieuse de femmes, ne pouvoit accepter, acquérir, et posséder qu'après avoir été reconnue en la forme législative.

Il est convenu, enfin, que sur dix-huit cents établissements de ce genre, au nombre desquels plus de la moitié se composent de religieuses hospitalières, près de quinze cents ont été définitivement autorisés avant 1817, et sont, par conséquent, en possession de tous les bienfaits que la loi du 2 janvier, de la même année, a répandus sur eux.

Il ne s'agit donc plus que d'environ trois cents communautés religieuses de femmes.



Mais il est évident que si le Gouvernement du Roi avoit cru pouvoir interpréter la loi du 2 janvier 1817, comme le conseil d'État en avoit été d'avis en 1818: s'il avoit pensé que l'intervention de la loi n'étoit requise que lorsqu'il s'agissoit d'introduire dans l'État une association nouvelle, ou un institut nouveau, de ces trois cents communautés religieuses, plus des sept huitièmes seroient aujourd'hui définitivement autorisés, et en possession du droit d'accepter, d'acquérir, et de posséder.

Or l'amendement que vous a proposé un noble marquis, toujours disposé à prêter l'appui de son éloquence, à-la-fois si persuasive et si pressante, à toutes les causes religieuses, atteint ce but.

Il s'agit de lever les honorables scrupules du Gouvernement, d'interpréter en faveur de la prérogative de la Couronne, une loi qui, loin d'avoir été conçue dans l'intention d'opposer une barrière aux développements de l'esprit religieux, et de mettre des bornes aux libéralités pieuses des citoyens, n'a eu pour objet que de seconder les uns, et d'assurer aux autres un cours régulier et légal.

Cette pensée avoit été celle de la Commission que vos Seigneuries avoient chargée, l'année der-



nière, de l'examen de la proposition du noble et vénérable Marquis, qui rappelle si dignement parmi nous les vertus et les doctrines de l'ancienne magistrature; Commission dont j'eus l'honneur d'être l'organe.

Elle fut accueillie avec faveur par la Chambre, et si elle ne fut pas adoptée, c'est que la discussion souleva des questions d'un autre ordre. On envisagea les communautés religieuses de femmes, non plus seulement sous leurs rapports généraux avec l'État, mais sous leurs rapports avec les personnes privées et avec les familles, et on jugea plus sage d'attendre une proposition royale, qui concilieroit, peut-être, tous les intérêts et toutes les opinions.

J'ai toujours pensé que cette manière de compliquer la question avoit de graves inconvénients; et qu'il étoit nécessaire de pourvoir à l'établissement stable des communautés religieuses dont l'utilité est incontestable, et dont l'existence est inséparablement liée à celle de la religion de l'État, avant que de pouvoir tracer, avec avantage, les règles particulières du droit, qui doivent faire exception au droit commun, relativement aux membres de ces associations.

J'ai toujours pensé qu'en voulant faire les deux choses à-la-fois, on couroit le double risque, ou

d'être trop préoccupé de l'intérêt politique et religieux, qui milite en faveur de ces établissements, en constituant les garanties que réclame l'intérêt pécuniaire des familles et de la société, ou d'être trop préoccupé de cet intérêt secondaire, et de ne pas assez faire pour des institutions qui font tout pour le public.

Il me semble même que la prévoyance du législateur seroit nécessairement en défaut, s'il traitoit avant l'expérience, une matière, sur laquelle il ne peut être éclairé que par elle, et que ce seroit manquer le but que de chercher à l'atteindre trop tôt.

Ce qu'il y a à faire, ce qu'il faut faire actuellement, c'est donc de pourvoir à l'existence, de consolider l'établissement des communautés religieuses de femmes.

Or, c'est ce que fera l'amendement proposé par M. le marquis de Lally, s'il est adopté; c'est ce qu'il fera bien mieux que le projet de loi proposé.

En effet, Messieurs, en droit et en fait, les instituts religieux, les associations religieuses, doivent être définitivement autorisés par la voie législative.

Il faut le dire, toute la controverse sur ce point est née de la confusion des termes. On



n'a pas assez distingué la loi proprement dite, des actes de la puissance législative.

Sans doute, comme l'a établi hier, avec toute l'autorité de sa doctrine, M. le Garde-des-sceaux, les lois sont des règles générales qui statuent ou sur l'universalité des intérêts, ou sur des intérêts généraux, ou sur l'universalité des personnes, ou sur les rapports généraux des personnes soit avec l'État, soit entre elles, ou enfin qui sont obligatoires et exécutoires sur l'universalité du territoire. Mais cette définition de la loi, consacrée par les publicistes et les jurisconsultes, est destinée à donner la mesure de ce que sont les lois en elles-mêmes, et non à déterminer la sphère d'activité du pouvoir législatif, dont les limites varient selon la forme du gouvernement.

C'est ainsi qu'à Rome les adoptions et les testaments intervenoient, pendant la république, sous la sanction de la puissance législative; et que l'on distinguoit chez ce peuple, éminemment législateur, les lois publiques et les lois privées : *private leges*. C'est ainsi que parmi nous un acte du pouvoir législatif intervient pour conférer la grande naturalisation à un étranger, pour confirmer l'échange ou la vente d'une partie du domaine de la Couronne, ou du domaine de l'État



pour déterminer la circonscription territoriale d'un canton ou d'un arrondissement, pour l'établissement d'un tribunal ou l'augmentation du nombre des juges qui le composent, et pour tant d'autres objets d'utilité locale ou privée.

Il faut donc distinguer les lois proprement dites, qui commandent ou qui défendent, qui tracent les devoirs généraux des citoyens, ou qui règlent l'exercice de leurs droits, de ces autres lois, ou de ces autres actes de la puissance législative, qui interviennent pour communiquer à des intérêts locaux ou privés toute l'importance des intérêts généraux, avec lesquels ils sont intimement liés, et pour donner à de certaines transactions sociales le plus haut degré de solennité, d'authenticité, de publicité, de stabilité dont les choses humaines soient susceptibles.

Ce n'est point par une loi, du genre des premières, que les associations religieuses d'hommes ou de femmes, que les établissements ecclésiastiques doivent être reconnus; mais c'est par un de ces actes de la puissance législative, qui constituent les lois du second ordre, et cela, afin que ces établissements soient *chose ferme et stable à toujours*, afin qu'ils ne puissent être supprimés que par la loi, qu'ils ne puissent être atta-

qués sans pouvoir être défendus, sans que le pays, tout entier, soit averti de la suppression qui les menace, ou de la réforme qui les attend.

On a dit que ce qui étoit établi par des ordonnances royales ne pouvoit être détruit sans cause. A Dieu ne plaise que nous pensions que le domaine des ordonnances royales soit celui de l'arbitraire: lors même que nos Monarques exercent leur autorité, sans contrôle, leur sagesse se prescrit des règles; ils se tracent à eux-mêmes des limites qu'ils respectent: leur autorité a toujours un cours réglé et régulier. Mais ce qui a été établi par des ordonnances royales peut être détruit par des ordonnances royales pour une cause quelconque; et certes, il est bien plus rassurant pour les établissemens ecclésiastiques de ne pouvoir être supprimés, même pour une juste cause, que par un acte de la puissance législative, que de pouvoir l'être par un acte du pouvoir administratif. La lenteur, la publicité, la solennité des débats, sont là pour garantir la Couronne des suggestions de l'esprit de parti ou de secte; et la Couronne est intéressée à ne juger, en pareille matière, qu'après s'être entourée de toutes les précautions et de toutes les lumières.

L'intérêt des établissemens, celui de l'État



et de la couronne, qui sont indivisibles, veulent donc l'intervention de la puissance législative.

Mais cette intervention, la nature même des choses la commande.

De quoi s'agit-il, en effet? d'introduire dans l'État un corps nouveau, un citoyen collectif privilégié, qui naît et ne meurt point; qui se perpétue par subrogation de personnes; qui acquiert des propriétés, et les frappe d'inaliénabilité; dont les statuts deviennent la loi privée des membres qui composent ce corps, et modifient non seulement leur état et leurs droits civils, mais les soumettent à une autre discipline et à une autre autorité que celle des lois et des magistrats.

Or, quoi qu'en ait dit, hier à cette tribune un noble marquis (1), tout ce qui modifie l'état civil et politique des personnes est du domaine de la loi; tout ce qui soustrait les personnes, à l'empire du droit commun, ou tout ce qui les soumet à l'empire d'un droit exceptionnel, est du domaine de la loi : ces objets sont bien autrement importants qu'un tarif de douanes ou qu'un emprunt de communes. Les Chambres législatives n'ont point été instituées pour être la Cour

---

(1) M. le marquis d'HERBOUVILLE.



des aides de la monarchie et conserver exclusivement les intérêts financiers de l'Etat; c'est de ses intérêts moraux et politiques, c'est des droits civils et publics des citoyens qu'elles sont les gardiennes; ce sont sur-tout les traditions de la monarchie qu'elles sont appelées à maintenir, et dont cette Chambre héréditaire est plus spécialement dépositaire. Or, ce sont ces traditions qui doivent être interrogées quand il s'agit de décider si tels ou tels instituts, si telles ou telles constitutions d'ordre sont compatibles avec la fidélité des sujets, l'obéissance aux lois, les maximes de la patrie.

Mais notre argument acquiert une bien plus grande force si les associations dont il est question se consacrent à l'éducation et à l'instruction publique.

Il ne sauroit y avoir dans l'État de plus haut intérêt. L'éducation et l'instruction publique peuvent seules assurer le règne des lois, car ce sont elles qui font les mœurs publiques; elles sont donc placées sous l'égide de la législation. M. le Ministre de l'intérieur l'a reconnu. Mais il a distingué entre les communautés religieuses de femmes et les communautés religieuses d'hommes, entre l'éducation des hommes et celle des femmes.

En pareille matière, toute distinction de sexe est inadmissible. D'une part, tout ce qui touche à l'état civil des femmes est législatif, comme tout ce qui touche à l'état civil des hommes. La loi ne distingue pas. En matière d'État, elle dit l'état des personnes. C'est la loi civile, en effet, qui règle les différentes capacités ou les différentes incapacités des femmes mariées ou non mariées. D'autre part, l'éducation des femmes n'importe pas moins à l'État que celle des hommes. Un noble duc (1), toujours zélé pour les œuvres charitables et les intérêts de la religion, nous a, dans une précédente séance, dit, avec Fénelon, que l'éducation des femmes importoit peut-être davantage à la patrie. C'est en vain qu'on voudroit faire considérer l'éducation des femmes comme plus particulièrement dépendante de la famille et de l'autorité paternelle, et la distinguer de l'instruction publique des hommes, qui est, dit-on, une institution politique. Dans nos gouvernements modernes, l'autorité paternelle est l'arbitre suprême de l'éducation des enfants, quel que soit leur sexe. La loi peut imposer des conditions à ceux qui se destinent aux magistratures ou aux professions savantes; elle n'en

---

(1) M. le duc de DOUDEAUVILLE.

impose point aux pères. Leurs enfants sont élevés selon leurs vues, sous leurs yeux, ou dans des écoles publiques; il n'y a à cet égard aucune différence entre les garçons et les filles. Et quand il seroit vrai que les institutrices des filles seroient plus particulièrement que les instituteurs de l'autre sexe, les dépositaires de l'autorité domestique, il n'y auroit point de raison pour soutenir que l'administration est appelée à représenter le pouvoir domestique, tandis que la loi ne représenteroit que le pouvoir public. N'est-ce donc pas la loi qui règle l'autorité maritale, la puissance paternelle, les conditions de la tutelle, la constitution du conseil de famille? N'est-ce pas elle qui détermine en quel cas les pères peuvent punir leurs enfants? Et sur quoi pourroit-on se fonder pour prétendre que le pouvoir administratif est subrogé à la puissance paternelle, quand il s'agit de l'éducation domestique ou publique des filles? Ce qui touche à de si grands intérêts est indivisible. L'influence des femmes dans la famille, dans la société, dans les affaires, ne permet pas de séparer ce qui concerne leur éducation de ce qui concerne l'éducation des hommes. Leur état repose sur les mêmes bases: leurs institutrices doivent



tenir leur mission de la loi comme les instituteurs des hommes.

Allons plus loin : si la nature, même des choses, ne rendoit pas nécessaire, au fond, l'intervention de la puissance législative, la Constitution actuelle de l'État la rendroit indispensable en la forme.

En effet, M. le Ministre de l'intérieur, M. le Président du conseil, M. le Garde des sceaux et M. le rapporteur de la commission, ont unanimement reconnu que l'autorisation définitive des communautés religieuses de femmes doit être entourée de formes et de solennités qui garantissent à-la-fois la stabilité de ces institutions, et préviennent les abus possibles. C'est pourquoi avant la révolution, leur autorisation étoit précédée de nombreuses formalités; venoit ensuite la solennité des lettres-patentes, le triple enregistrement, dans les cours souveraines, dans les sièges des juridictions locales, dans les hôtels-de-ville des communes, enfin la possibilité d'une double opposition à cet enregistrement. Cette marche étoit adaptée à l'ancien ordre de choses. Aujourd'hui tout est changé parmi nous. Le Roi, dans sa sagesse, a organisé différemment l'exercice de sa puissance législative; deux Chambres y participent avec lui.

Dès lors il a fallu nécessairement que l'exercice du pouvoir administratif que le Roi s'est réservé, sans partage, fût dégagé des formes qui l'accompagnoient autrefois, et affranchi des limites qu'il y avoit posées. Comme, en dernière analyse, il étoit législateur unique, il avoit pu, sans inconvénients, soumettre l'exercice de son pouvoir administratif à des conditions qui, sans l'altérer, en éclairoient la marche, et qui assuroient aux actes qui en émanoient une authenticité, une publicité, une solennité équivalente à celle qui accompagnoit la promulgation des lois. Aujourd'hui que le Roi a limité son pouvoir comme législateur, il a besoin que l'action de son autorité, comme administrateur, soit plus rapide, plus indépendante, plus libre; aussi n'admet-on plus d'opposition aux réglemens d'administration publique, ne sont-ils soumis à aucun enregistrement et ne peuvent-ils être l'objet d'aucune remontrance. Il suit de là que les actes de la haute administration n'offrent plus des garanties suffisantes aux transactions qui requièrent, au plus haut degré, authenticité, publicité, solennité. Il y a donc nécessité, dans l'état actuel de faire, avec le concours des Chambres, c'est-à-dire, en la forme législative, les choses qui demandent l'accomplissement de ces

conditions, et c'est ce qui fait que la concession des canaux, les échanges des biens domaniaux les emprunts des Communes ou des départements, tous objets administratifs de leur nature, sont parmi nous de la compétence des Chambres.

M. le Garde-des-sceaux l'a dit hier à vos Seigneuries. C'est à la loi qu'il appartient de régler les conditions de l'existence des associations religieuses : c'est à l'administration qu'il appartient ensuite d'examiner l'utilité, la convenance, l'admissibilité de tel ou tel établissement particulier. C'est cette doctrine que j'invoque en faveur de l'amendement proposé. Nous n'avons point de loi qui détermine les conditions d'admissibilité des associations religieuses de femmes en général. Il n'existe à ce sujet que des actes particuliers. En l'absence de cette loi générale, c'est en la forme législative que doit intervenir l'autorisation définitive de tout institut nouveau, parce que c'est cette autorisation qui règle les conditions de son existence ; ensuite c'est à l'administration qu'il doit appartenir d'autoriser l'établissement de toute maison nouvelle dépendante de cet institut ou qui s'y seroit affiliée. L'exécution de cette mesure offrira peu d'embarras : presque toutes les règles, tous les statuts adoptés



par les maisons religieuses de femmes, encore non autorisées, sont déjà reconnus par la loi, ou pour parler plus exactement par des actes législatifs. Ce ne seront pas trois cents projets de loi, ou un projet de loi, en trois cents articles qu'il faudra porter aux Chambres : trois ou quatre articles suffiront. A présent sur-tout que les déclarations de M. le Président du conseil ont calmé les ombrages d'un grand nombre d'esprits, que l'on sait qu'un projet de loi sera muri pour mettre en harmonie l'existence des communautés de femmes avec l'état actuel de notre législation, sous le rapport de l'intérêt des familles, la discussion sur ces autorisations ne sera ni longue ni épineuse. Ces pieuses règles, qu'on portera à la connoissance des Chambres, sont pour la plupart connues de chacun de nous; depuis long-temps elles ont obtenu notre adhésion, et commandé notre respect. Elles seront d'ailleurs appuyées de toute la puissance de nos souvenirs. N'est-ce pas à ces saintes institutions que la plupart d'entre nous doivent les vertus de leur mère et de leur compagne, le bonheur de leur enfance, le charme de leur vie domestique, la consolation de leur vieillesse? Le passé sera pour nous la garantie de l'avenir. Comment ne nous hâterions-nous pas d'as-

surcr à nos enfans les bienfaits que ces maisons de sanctification et de prière ont répandu sur leurs pères, et d'accorder à ces héroïnes de la religion, la liberté d'être les perpétuelles esclaves de l'utilité publique, et de mettre en action au milieu de nous la perfection des conseils évangéliques.

Je vote pour l'amendement proposé par M. le marquis de Lally.

---

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1824.

Séance du mardi 13 juillet 1824.

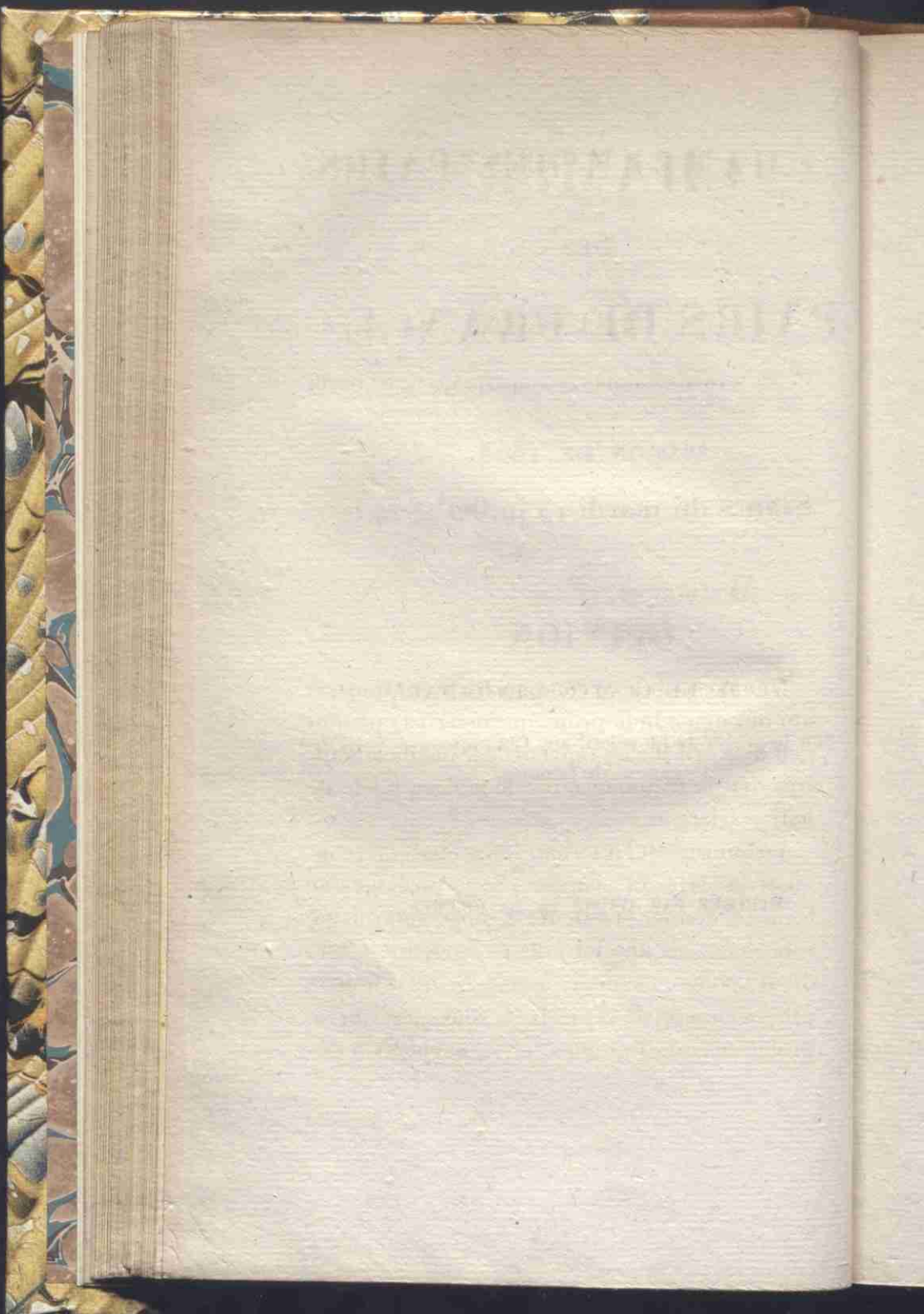
OPINION

DE M. LE COMTE LANJUINAIS,

Sur le projet de loi relatif aux Communautés religieuses de femmes.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.





# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le comte LANJUINAIS, sur le projet de loi relatif  
aux Communautés religieuses de femmes.

MESSIEURS,

Vous avez observé combien les trois Ministres qui ont défendu le projet qui nous occupe sont peu d'accord sur les moyens de le justifier. Souffrez que je commence par le tableau fidèle de leurs variations.

Le Ministre de l'intérieur, dans les *motifs*, convient que la loi du 2 janvier 1817, qui exige une loi pour donner l'existence à une communauté religieuse, est une loi *juste et nécessaire*. C'est, dit-il, pour en obtenir les effets, qu'il nous a proposé le projet; cependant, vous savez que ce projet consiste purement et simplement à dé-

truire, pour le passé et pour l'avenir, cette loi de 1817, à l'égard des communautés de femmes, sous prétexte qu'elles n'ont à demander que des *droits civils*, parcequ'elles n'intéressent point *l'ordre public et l'instruction publique*. Les communautés d'hommes seroient, disoit le Ministre, un *sujet de controverse*, si l'on vouloit les légitimer, comme celles de femmes, par des ordonnances; c'est pourquoi le projet n'en parle point. Et vous pouvez prévoir qu'on ne vous en parlera jamais, si le projet passe. Voilà, en action, la science de tuer les lois quand elles gênent, la science de les tuer en feignant de les respecter, et de les tuer tout-à-fait en feignant de ne les tuer qu'à demi.

Dans votre pénultième séance, ce même Ministre, pressé par les objections imprévues de M. le comte Siméon et de M. le vicomte Lainé, a développé un tout autre système; il n'a plus trouvé la loi de 1817 *juste et nécessaire*; il l'a proclamée usurpatrice de la puissance réglementaire du Roi, des droits et de la possession du Roi, pour lequel il a demandé la *restitution*, et même le rapport de la loi par lui reconnue sage et nécessaire.

Ces variations et cet étrange système ont paru faire sur la Chambre une impression contraire



au projet. Le bruit s'en est répandu apparemment, et M. le Président des Ministres est venu excuser l'improvisation de son collègue, et vous rassurer, en quelque sorte, sur l'observation future de la loi de 1817; vous promettre ou vous insinuer qu'elle redeviendra loi de l'État, mais après que les trois mille communautés, reçues, dit-il, *provisoirement* par ordonnance, se trouveront légalisées; après l'adoption, sans amendement, du projet qui nous occupe. Il a protesté que ce projet n'est *qu'une loi de transition* qu'il seroit *fort dangereux* de refuser, parcequ'il faut toutes les facilités du pouvoir ministériel pour réprimer des associations dangereuses qui seroient cachées sous de faux noms.

Voilà du clair obscur; c'est de l'adresse au moins, et de la politesse, de l'habileté sans doute; la loi de 1817 demeure, si l'on veut, *juste et nécessaire*, à la condition toujours que vous la tuerez par rapport aux femmes, et qu'elle restera provisoirement, par rapport aux hommes, sans valeur et sans exécution, sans doute comme sujet de *controverse*. Les Ministres sont réellement d'accord sur le but, mais la discorde est fort apparente sur l'appareil et le fond des moyens.

Que vous a dit le Ministre de la justice? Il

vous a demandé de la confiance ; vous ne devez aux Ministres que de justes égards et de la surveillance. Mais comment espérer votre confiance, quand il attaquoit de front et, croyoit-il, par de graves arguments, notre législation de l'ancien et du nouveau régime ? Il vous a dit que la loi de 1817 est contraire au *vieux droit* de la monarchie, à la *nécessité des choses*, à la *nature des choses*, aux véritables *principes* qui rangent, dit-il, l'admission des maisons religieuses parmi les *actes réglementaires*, même selon les *usages* et la *législation des parlements*. Il se consoleroit, s'il suffisoit de vous faire approuver par un tableau dans une loi, les soixante-quatre instituts de femmes. Mais il s'afflige de ce que la loi de 1817 impose en effet la nécessité d'insérer en effet chaque maison sur le tableau, et de ce qu'il faudroit deux cent soixante-dix lois pour faire légaliser deux cent soixante-dix maisons admises par ordonnance, depuis la loi du 2 janvier 1817. Cela seroit, dit-il, *impossible* ; et cet *impossible* il faut absolument que les Ministres le fassent par des *ordonnances définitives*.

Dans une réfutation sérieuse, on ne peut aisément réunir et confondre des systèmes si divers. Je vais donc les combattre successivement.



§. I. *Système du Ministre de l'intérieur.*

Il se rapporte à trois chefs sous une proposition principale, et qui se contredit, savoir: que la loi de 1817 est *juste et nécessaire*, mais, que pour en obtenir *les effets*, d'abord par rapport aux femmes, il faut, relativement à elles, abolir cette loi, et en faire, par rapport aux maisons religieuses d'hommes, une *controverse* probablement interminable.

*Premier chef.*

Les femmes *n'ont besoin que des droits civils*; il suffit d'une ordonnance pour les leur donner, comme il suffit d'une ordonnance pour donner la *petite naturalité*.

*Second chef.*

Les maisons de femmes n'intéressent point *l'ordre public*, parcequ'elles n'ont point de part à *l'instruction publique*.

*Troisième chef.*

Le Roi seul, sans le concours des Chambres, doit admettre les communautés religieuses, car c'est une matière d'administration. C'étoit comme administrateurs, que les parlements



exerçoient autrefois cette autorité. Mais le Roi l'a recouvrée; il fait maintenant seul les réglemens d'administration générale. J'observe d'abord, sur le premier chef, que la distinction des maisons d'hommes et de celles de femmes ne résoudroit point la difficulté; parcequ'il y a telle maison, comme celle de la rue Picpuce, à Paris, qui renferme, sous le même toit et sous la même régie économique et spirituelle, les deux sexes, divisés par un tour. Y auroit-il donc une moitié de maison légitime, et l'autre moitié illégale? Dès ici vous apercevez qu'il faut, ou abolir la loi de 1817 pour les deux sexes, ou se résoudre à l'observer pour les deux. Mais cette distinction légère n'est point justifiée par cette allégation, que les maisons de femmes n'ont besoin que des *droits civils*, et que le Roi les donne par ordonnance, comme des lettres de petite naturalité, comme des réglemens, pour approuver des associations de commerce ou d'industrie.

Les couvents de femmes, de même que ceux d'hommes, reçoivent bien autre chose que des *droits civils* et passagers comme la vie d'un individu sur la terre, ou comme les sociétés d'industrie, de commerce, de littérature, ou de lecture.

Toutes les maisons religieuses sont *des corps*

*dans l'État*; elles le deviennent par une fiction, donc par une exception, par un amas énorme d'exceptions, mais si importantes, que la législation, tant de fois répétée depuis plus de deux siècles, en a réservé la création au domaine des lois. A la loi seule il appartient de déroger aux lois.

Ces corps sont perpétuels. Une fois légaux, ils sont autorisés à posséder sans mesure, à englober, par donations et par testaments, les biens fonciers du royaume; ils sont exempts, par privilège, des droits de mutation, et le public est surchargé d'autant; ils ont de même, aux dépens du public, par la loi du 16 juin dernier, de fortes primes d'encouragement pour acquérir, par privilège, des immeubles réels, sans être exclus des immeubles fictifs; ils possèdent plusieurs millions de rentes sur l'État, et peuvent abuser de tous ces biens par un faux zèle qu'il n'est pas facile de réprimer. D'après leur nombre seul, qui est déjà provisoirement de plusieurs milliers, ils doivent rester dans le domaine des lois. Ils sont multipliés au point qu'à Paris, en 1824, il en existe plus qu'il n'y en avoit dans cette ville en 1750. Dans un seul département, que vous a cité M. le vicomte Lainé, les seules religieuses ont trois cents maisons (1)

(1) On vient nous dire aujourd'hui deux cent neuf.



par le zèle ou la complaisance des Ministres, qui ont trop évidemment, dans cette partie, un grand besoin de la surveillance des législateurs. Nombre de ces maisons dépendent d'un supérieur étranger. Dans le sommeil de nos libertés gallicanes, le pape a été obligé de nous supprimer les trapistesses du département de l'Orne, embarrass que la sagesse des Chambres auroit dû prévenir. Ces maisons peuvent servir et ont servi récemment, notoirement, de charte privée. Elles ont inévitablement sur les particuliers et sur les familles une influence qui pourroit, comme autrefois, favoriser une ligue ultramontaine, au préjudice du Monarque légitime. Enfin elles se gouvernent par des statuts et des réglemens, qui forment une sous-législation exceptionnelle. Voilà bien des considérations qui démontrent que ces maisons intéressent à un haut degré l'ordre public, l'économie publique, l'ordre politique, le maintien des lois. Il ne faut pas qu'elles puissent douter ni laisser ignorer à leurs élèves qu'elles existent sous la protection de la loi, ouvrage des trois branches du pouvoir législatif; et que ce seroit manquer au Roi et à la patrie, que de s'obstiner à considérer, par exemple, toute constitution comme un régicide, nos lois de propriétés comme des



crimes et des sacrilèges, et les deux Chambres comme des superfétations dangereuses et funestes.

C'est assez pour motiver les sages lois qui, depuis 1629, au moins, ont déclaré que, sans loi, il ne peut y avoir aucune existence civile pour toute maison religieuse d'hommes ou de femmes.

On vous a dit que ces lois n'étoient faites que pour les maisons anciennement existantes, et déjà bien rentées. C'est la plus étonnante erreur; toutes ces lois contiennent les dispositions les plus expresses pour les maisons non encore existantes, et la suppression avec confiscation de biens, pour les maisons qui se trouveroient formées sans avoir obtenu préalablement, et du consentement des habitants des lieux, des lettres-patentes enregistrées dans les cours. Il y a cinquante lois semblables, seulement de 1629 à 1789.

A cette époque, et dans les années suivantes, les lois établirent et prohibèrent tous vœux perpétuels, et toutes congrégations religieuses. Ces lois, bonnes ou mauvaises, n'ont pas encore été abrogées. Napoléon sans doute avoit établi par des arrêtés ou réglemens, un grand nombre de communautés enseignantes et hospitalières.

Mais combien faut-il d'arrêtés et de réglemens anti-légaux et impériaux pour abroger, sans le concours des Chambres, les lois les plus expresses, et les plus nombreuses, et récentes et prohibitives? Si vous ne croyez pas à la validité légale des actes de Napoléon, qui établirent sa puissance arbitraire, ses sept prisons d'état par exemple, vous conviendrez donc aussi que les arrêtés et les réglemens de Napoléon contre les lois prohibitives des maisons religieuses de femmes, sous le faux prétexte de puissance administrative et réglementaire, n'ont pu abroger les lois en treize ou quatorze ans qu'a duré sa domination. Vous considérerez ces maisons, tout au plus, comme des établissemens provisoires, comme des essais fort hardis, mais qui avoient besoin de loi pour recevoir la vie sociale.

C'est précisément comme les envisagea longtemps le ministère de notre Roi légitime; cette vérité nous fut attestée ici en 1815, par le Ministre de l'intérieur, M. l'abbé de Montesquiou, et par lui confirmée encore en 1817, lorsque vous obtîntes la loi du 2 janvier de cette même année, qui renouvella, sur les établissemens religieux, les anciennes lois que je viens d'invoquer. C'est ainsi que durant leurs ministères, M. le vicomte



Lainé, M. le comte Siméon, M. le comte Molé, M. le duc De Cazes, ont compris la règle et ont apprécié l'usage.

Cependant on nous objecte aujourd'hui, que le Roi a la *possession* de créer *seul* des maisons religieuses par des ordonnances. Y auroit-il eu jamais possession plus abusive, plus destituée de bonne foi dans les Ministres, plus précaire et plus inutile? Les paroles du Ministre, dans vos procès-verbaux, ne sont-elles rien? L'abus ne crie-t-il pas sans cesse, et prescrit-il jamais contre le droit public? Enfin qu'est-ce que sept ans d'ordonnances précaires et provisoires, pour abolir des lois répétées pendant deux siècles?

On ajoute avec hardiesse, et pourtant avec quelque embarras, c'est le droit du Roi, c'est la prérogative royale, il faut la lui restituer. Les parlements, s'ils ont enregistré les lettres-patentes d'érection de maison religieuse, c'étoit uniquement comme exerçant la puissance d'administration, c'étoit comme seuls auteurs alors des réglemens d'administration publique; mais aujourd'hui, le Roi a dans sa prérogative les réglemens d'administration générale; donc lui seul, sans le concours des Chambres, peut admettre les maisons religieuses; reprenons ces paradoxes.



Tout cela nous rappelle une fable connue; faudra-t-il que nous puissions dire, en pensant aux Ministres, et aux maisons religieuses, et à notre loi de 1817, et à notre patience sur sa violation affectée,

Ce qu'on cède aux puissants toujours on le regrette.  
Pour en tirer ce qu'on leur prête,

.....  
Il faut plaider, il faut combattre.  
Souffrez-les prendre un pied chez vous,  
Ils en auront bientôt pris quatre.

Vous le savez, Messieurs, avant la révolution les lettres-patentes enregistrées avoient seules le caractère et les formes de loi du Royaume: c'étoit une maxime reconnue même au conseil d'État et en matière de cassation. Il falloit cette forme pour donner à une maison religieuse le caractère légal, non point parceque les admettre c'étoit faire un règlement d'administration publique, mais au contraire parceque ce n'étoit pas un règlement; parceque les lois vouloient que ce fût une loi, et parceque cette forme étoit celle des lois. Quand les parlements enregistrerent, ils concouroient à la législation; et, dans les formes les plus impératives, amendoient les lettres-patentes sur les conclusions des gens du

roi ou des particuliers opposants ; mais quand ils faisoient des *règlements*, c'étoit par un pouvoir d'emprunt, et avec la clause expresse *sous le bon plaisir du Roi*. C'est une autre erreur de dire qu'avant la révolution les rois ne faisoient pas de *règlements* ; ils en faisoient, ils en ont fait sans nombre. Les intendants au moins ne manquoient pas de les faire observer, et il suffit, pour s'en convaincre, de penser à des *règlements* innombrables qu'on a dans les recueils sur la police, et dont plusieurs ont encore force d'exécution ; il n'y a donc aucune vérité, aucune solidité dans ce qu'on a dit au contraire.

*Troisième chef, puissance réglementaire.*

Sous Napoléon, il existoit sans doute : entre autres artifices de pouvoir arbitraire, il y avoit un mystère affecté à intituler un *règlement*, *règlement général d'administration publique*. Mais cette expression ne fut jamais définie ; et, sous ce titre, quelquefois Napoléon ne fut qu'un tyran.

Les Ministres du Roi légitime ont affecté le même style et la même subtilité pour couvrir, par exemple, l'usurpation entière et passagère, il faut l'espérer, du pouvoir législatif sur toute l'instruction publique dans le Royaume ; mais

la Constitution ne connoit de *règlements* légitimes que ceux qui sont *nécessaires pour l'exécution des lois ou la sûreté de l'État*; elle a évité la formule emphatique et insignifiante, *règlement d'administration publique*. L'administration publique est l'exécution des lois, et non pas la restriction, l'abolition progressive de tout pouvoir législatif. Ce n'est pas moi seul qui fais ces remarques, je les trouve jusque dans un livre qui est sorti du Conseil-d'État d'aujourd'hui, et qui porte le nom d'une des lumières de ce corps, de ce corps toujours demeuré jusqu'à présent, comme tribunal, établissement illégal et anti-constitutionnel. ( Questions par M. de Cormenin. )

Il ne faut plus dire que les religieuses n'ont besoin que *des droits civils*, puisqu'elles réunissent toutes sortes de privilèges qui portent atteinte à nos droits politiques. Il ne faut pas dire que le Roi donne l'état-civil aux étrangers, en vertu de son ordonnance du 5 juin 1813, ni que cette ordonnance, postérieure à la Charte, fait partie de la Constitution; il résulta de cette ordonnance, d'après sa rédaction, des difficultés qui amenèrent la loi du 14 octobre 1814; et, comme le Roi autorise les associations en vertu du Code de commerce, c'est en vertu de cette loi



de 1814, que le Roi donne à des étrangers les droits civils, et non en vertu d'une réserve tardive et purement royale, qui ressembleroit trop aux abusives réserves de la cour de Rome. Tout le monde sait d'ailleurs que, depuis l'abolition du droit d'aubaine, les avantages de la petite naturalité sont fort peu de chose, et qu'une loi claire et complète sur la naturalisation, sa nécessité, ses effets, et leur juste étendue, est encore un de nos besoins à satisfaire.

Au reste, la loi de 1817, tant qu'elle ne sera pas abrogée, étant, si l'on veut, une limite, mais une limite que le Roi a mise lui-même à ses prérogatives, en suivant les formes constitutionnelles, c'est cette loi seule qui fait la règle légitime. Si donc on veut raisonner avec justice, il ne peut pas être question de restituer au Roi sa prérogative. La nécessité de cette restitution est une découverte qu'aucun des anciens ministères n'envieroit à celui d'à-présent.

Je passe au second chef, relatif à l'éducation. Il ne faut pas dire que l'éducation donnée par les religieuses est toute *domestique*, qu'elle n'a rien de commun avec l'*ordre public*, c'est-à-dire avec cette *instruction publique* reconnue *institution politique*, mais rejetée par fausse législation ministérielle dans le domaine de l'arbi-

traire. Il ne convient pas au ministère d'oublier que par un règlement du 13 novembre 1819 on a déclaré que les écoles de filles, dans les congrégations religieuses, font partie de l'instruction publique, de l'université de Paris. Ce n'est donc qu'en dénaturant les principes, en oubliant, en déniaut les lois et les faits, qu'on a bâti le faux système qui placeroit les religieuses dans le domaine arbitraire des ordonnances.

J'ai observé, dès 1823, qu'elles ont le plus grand intérêt à rester dans le domaine de la loi, qui est de sa nature beaucoup moins mobile et vacillante; c'est un point sur lequel je ne saurois trop insister. On a beau dire dans les motifs du projet qui nous occupe, que l'association fondée sur simple ordonnance, quelque nom enflé qu'on lui donne, *ne peut être révoquée que dans le cas où cette association manqueroit aux devoirs de son institution*: c'est un beau langage; mais il n'y a point de garantie véritable contre les actes d'un pouvoir discrétionnaire et arbitraire. Il est dans la malheureuse impuissance de se borner lui-même autrement que par des lois. J'en ai dit assez pour montrer que le projet ou le bout de loi informe qu'on nous propose, ne peut être approuvé selon le système du Ministre de l'intérieur, si nous demeu-

rons fidèles à nos devoirs qui sont aussi nos droits.

§. II. *Système du Président des Ministres.*

Encore une fois, il est adroit et poli, j'en conviens ; mais il n'en est pas moins subversif de la loi. Il veut que vous espériez pour l'avenir ; mais il veut que la loi périsse transitoirement, et qu'il dépende du ministère de vous la rendre un jour. S'il comptoit vraiment qu'on doit vous la rendre, ne stipuleroit-il pas, dans le projet, qu'elle conserveroit toute sa force pour les admissions postérieures à 1817 ou à 1824 ? Non, vous avez une loi *juste et nécessaire*, elle est éludée depuis sept ans, avec une étonnante obstination ; laissez-la détruire, et puis comptez qu'on vous la rendra ; laissez rogner votre unique défense, et puis espérez qu'on vous la rétablira.

Cependant on ajoute : Le péril est pressant ; il faut céder au danger public. Et quel est ce danger ? C'est qu'il faut la force absolue du pouvoir ministériel, pour réprimer des associations dangereuses sous de faux noms. Mais un tel danger est de nature à ne cesser jamais. On ne veut donc jamais rendre au pouvoir législatif ce qu'on veut lui prendre par confiance ? Et



puis, de quoi s'agit-il? de maisons de femmes; fussent-elles toutes sous les 64 instituts pseudonymes et jésuitesses, les croyez-vous donc si dangereuses qu'il faille contre elles une dictature de Ministres? Il s'agit bien de jésuitesses, quand on a vraiment admis comme pseudonymes, les loups dans la bergerie. Et depuis quand la dictature, s'il en est de tolérable, abroge-t-elle les lois? Le danger prétendu n'est un prétexte que pour les suspendre; et c'est réellement l'abrogation qu'on exige.

J'ajoute, ces dangers trop frivoles, s'ils existent, pourquoi, dans le malheureux et illégal provisoire où nous sommes, pourquoi, d'autorité réglementaire, ne pas révoquer ou suspendre les maisons religieuses suspectes, et qui ne sont que provisoirement admises, au lieu d'abroger les lois? Nous sommes à la huitième année du provisoire illégal sur ces maisons, et l'on vous demande, non seulement de le continuer, mais de le changer en loi, sans restriction d'aucune espèce. C'est une prétention insupportable. Vous ne pouvez l'admettre ni avec prudence, ni avec honneur.

### §. III. *Système du Ministre de la justice.*

Il seroit superflu d'insister de nouveau sur la

foible et subtile explication qu'il a donnée à la législation sous les parlements. Au fond, ce Ministre n'a rien dit de solide sur ce point. Voici ce qu'il a dit de nouveau, en reprenant toute la doctrine excusée par le Ministre des finances :

1° Les Rois admettoient les monastères selon le *vieux droit* de la monarchie. 2° L'admission d'une corporation religieuse, n'étant point une règle générale, mais une détermination spéciale, n'est que matière à règlement, par conséquence des *principes* et de la nature des choses. 3° Il y a *nécessité* de laisser faire les Ministres à leur volonté sur l'admission définitive des maisons religieuses.

Voyons d'abord le *vieux droit* de la monarchie : c'est un droit qu'on n'a pas voulu développer, parcequ'en effet ce *vieux droit* n'est en général que le droit *du gland*, comme a dit un de nos écrivains les plus ingénieux. Lorsque, sous la première et la seconde race, nos Rois érigeoient des monastères, c'est qu'ils les fondoient dans leurs domaines. Sous la troisième race, jusqu'à la fin du quinzième siècle, chaque seigneur, devenu législateur, les a fondés ou les a légalisés dans les siens. Mais tout a changé au seizième : les rois ont admis les mai-

sons religieuses dans tout le royaume, mais, depuis 1623 au moins, ils l'ont fait toujours par loi enregistrée. Il faut donc laisser là le droit du gland.

Vient ensuite l'argument d'école, la loi est règle générale, *commune præceptum*. L'admission d'une maison religieuse est un acte spécial, donc purement réglementaire, selon la *nature des choses*, et selon le *principe*.

Cet argument scholastique, déjà résolu par les lois, est résolu encore par la raison et par les auteurs dans tous les livres les plus communs.

En ce moment les théologiens prennent une grande autorité dans les affaires de ce monde, dans nos affaires politiques. Si je ne citois pas les coryphées de l'école moderne et de l'école moliniste, on me diroit peut-être : Vous n'êtes pas de la bonne école; vous sentez l'hérésie; ou comme disoient Berruyer et ses nombreux disciples, ce n'est pas l'antiquité qu'il faut consulter, c'est le temps actuel. On ne me contestera pas l'autorité des conférences d'Angers; j'y lis, page 3 du *Traité des lois*, que ce sont de véritables lois que celles qui regardent un *corps*. J'ouvre Blackstone, et j'y vois, section III<sup>e</sup>, qu'il y a des statuts purement spéciaux, et relatifs à



un seul cas particulier, à un seul établissement ecclésiastique ou autre personne, qui ne sont pas moins des lois. Il y a des États bien ordonnés, où tous les brevets d'invention ou d'association d'industrie sont des lois. En France, nos circonscriptions d'une commune ou d'un hameau sont des lois, le majorat de M. le duc de Richelieu fut une loi, la substitution du duché de Rohan, étoit en Bretagne une loi délibérée par les États et le parlement. Nos dictionnaires vous diront qu'il y a des actes de haute administration par nature qui sont, pour cela même, au rang de nos lois. Un oracle du conseil d'État actuel (M. de Cormenin) vous dira que la distinction entre la loi et le règlement *dépend des temps et des lieux*. En France, toute proposition faite par le Roi, agréée par les Chambres, sanctionnée par le Roi, est une loi : telle est sans doute notre loi de 1817.

J. J. Rousseau est, parmi les modernes, celui qui a le plus exagéré la maxime, *la loi est règle générale*; mais il en a conclu à sa manière que le corps législatif ne peut pas élire un Roi. Voyez où mènent les arguties par lesquelles innocemment on voudroit nous conduire !

Reste un dernier argument tout-à-fait chimérique, c'est celui de la nécessité qui se confond avec l'impossible prétendue. Il est impossible,

dit-on, d'autoriser définitivement par loi, non pas seulement trois mille maisons, ce qui seroit néanmoins très facile et fort convenable, mais seulement deux cent-soixante-dix maisons, qui est tout ce qu'on veut bien avouer comme postérieur à 1817.

Premièrement, cela n'est point impossible, puisqu'il en existe un projet tout dressé dans les bureaux du ministère; en second lieu, nous avons plus d'une loi qui contient des déterminations pour plus de cinq cents localités, et il n'est pas dit ni qu'on feroit deux cent soixante-dix lois, ni qu'on n'en feroit qu'une seule pour deux cent soixante-dix maisons. Enfin, ce que les Ministres peuvent faire seuls, par des réglemens, ils peuvent sans doute le faire par des lois. L'impossibilité n'est donc qu'un voile imaginé pour cacher l'obstination la plus étonnante et la plus reprochable.

Nous n'avons de lois, sur les maisons religieuses, que celles qui les prohibent, ou celles qui soumettent leur admission à la forme des lois. Lorsqu'il n'y a point de loi, sur une matière, et lorsque les Ministres la réglementent, alors, ils font la loi seuls et ils l'exécutent, c'est-à-dire, qu'ils affectent la tyrannie. Il est bien temps



que cette tyrannie cesse et sur les maisons religieuses et sur toute l'instruction publique.

Encore un mot sur l'amendement de votre Commission de 1824, *unanime* pour le projet, comme votre Commission de 1823 fut aussi *unanime* contre ce même projet.

L'amendement de votre Commission seroit le plus vain des palliatifs, puisqu'il consiste à demander, avec le consentement de l'ordinaire qui ne manque point en pareil sujet, les avis et les procès-verbaux des autorités locales, qui ne sont que des avis de commis, sans opinion à eux et sans volonté. Il n'y a que la loi qui puisse être une garantie, pourvu que l'esprit de parti ne soit pas trop dominant dans les Chambres. Les bons avis, les bonnes pétitions, les bons procès-verbaux, ne manquent jamais, et se régularisent toujours à merveille, quand on a les fameux *sept hommes*, la gendarmerie, la police, les bien-pensants exclusifs, et surtout les *ministres de force* à bien diriger toutes choses.

J'ai réfuté complètement les doctrines particulières de chacun des trois Ministres qui ont défendu le projet; j'ai prouvé que les congrégations religieuses de femmes sont, comme celles d'hommes, déjà très privilégiées, et qu'il n'existe



encore aucune maison religieuse reconnue par la loi. Cependant plus celles de femmes sont utiles, et plus elles sont privilégiées, plus elles sont influentes, et plus il est important qu'elles ne demeurent pas dans la région de l'arbitraire, et qu'elles ne soient ni au-dessus, ni au-dessous de la providence des lois.

Je vote le rejet.

# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du mardi 13 juillet 1824.

---

OPINION  
DE M. L'ÉVÊQUE D'HERMOPOLIS,

Sur le projet de loi relatif aux Communautés  
religieuses de femmes.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

SEANCE DU 11 OCTOBRE 1854

DE LA

REVISION

DE LA LOI SUR LE MARIAGE

PROPOSEE PAR LE GOUVERNEMENT

ET DISCUTÉE PAR LA CHAMBRE

DES PAIRS DE FRANCE

LE 11 OCTOBRE 1854

PAR LE GÉNÉRAL DE LA CHAMBRE



# CHAMBRE DES PAIRS.

## OPINION

DE M. l'évêque d'HERMOPOLIS, sur le projet de loi  
relatif aux Communautés religieuses de femmes.

MESSIEURS,

Est-il convenable qu'il y ait en France des  
congrégations religieuses de femmes?

Est-il convenable qu'elles soient non seule-  
ment tolérées, mais expressément autorisées  
dans l'État?

Est-il convenable qu'elles soient autorisées  
par une ordonnance royale plutôt que par une  
loi? Telles sont les trois questions que je vais  
essayer de résoudre devant vos Seigneuries, et  
qui, dans leur développement, embrasseront,

je crois, toute l'étendue de la matière soumise à vos délibérations.

Oui, Messieurs, il importe au bien de la religion et des mœurs, au bien des familles et de l'ordre social, que la France possède dans son sein des communautés religieuses de femmes; après avoir disparu, au milieu des tempêtes, avec la religion dont elles étoient l'appui et l'ornement, elles ont dû revivre avec elle, pour en propager, en fortifier la divine influence, pour la faire connoître par leurs leçons, et la faire chérir par leurs services.

Les unes, en effet, se dévouent au soulagement de l'humanité souffrante, les autres à l'éducation de l'enfance: leur destruction fut une calamité; leur rétablissement est un immense bienfait; leur utilité seule suffiroit pour les rendre précieuses aux yeux même des plus indifférents.

Et d'abord qu'est-il besoin de faire l'éloge de ces sociétés de filles de charité, de sœurs hospitalières, qui, sous diverses dénominations, et sous divers costumes, rivalisent d'intelligence et de zèle pour consoler tout ce qui souffre et assister tout ce qui est indigent? Je ne sais comment il arrive plus d'une fois que nous allons chercher dans les pays lointains, ou dans l'ob-

scurité des temps anciens, des sujets d'admira-  
 tion, tandis que nous oublions les choses vrai-  
 ment admirables que nous avons sous les yeux;  
 quel spectacle, en effet, plus ravissant, plus  
 digne des regards de la terre comme du ciel,  
 que celui qu'offrent au milieu de nous, les  
 filles de Vincent de Paule! A la fleur de leur  
 âge des vierges chrétiennes s'arrachent à leurs  
 familles, renoncent à tous les plaisirs, à ce que  
 le monde peut quelquefois leur promettre de  
 douceur, aux espérances que peuvent donner  
 les qualités du corps et de l'esprit; et pour-  
 quoi? pour se dévouer à passer leur vie dans  
 les asiles de la misère, auprès du lit des ma-  
 lades, répandant tous les bienfaits qui sont en  
 leur pouvoir, toujours du moins versant le  
 baume des consolations quelquefois plus néces-  
 saires que les services mêmes : une multitude  
 de ces héroïnes chrétiennes est répandue sur  
 le sol de la France, toujours prêtes à voler où  
 les appelle le cri de la douleur et de l'infortune;  
 semblables à des anges descendus du Ciel pour  
 le bonheur de la terre; voilà le trésor que possède  
 notre patrie, qu'une impiété farouche eût voulu  
 nous ravir, comme si elle étoit jalouse d'un bien  
 qu'elle étoit dans l'impuissance de faire elle-  
 même. Si l'on pouvoit interroger ici tous les



malades, tous les infirmes, tous les guerriers blessés, confiés aux soins de ces filles généreuses ; nous pourrions bien en appeler à leur témoignage sans craindre d'être démentis, et leur demander s'il est possible de trouver ailleurs plus de zèle, plus de bonté, plus de tendre sollicitude ; la pitié est dans leur cœur, la modestie sur leur front, la douceur et la paix sur leurs lèvres ; leurs mains ne sont actives et industrieuses que pour le soulagement de l'humanité ; oui cette institution de Vincent de Paul est le chef-d'œuvre de la charité et de la sagesse chrétienne ; elle suffit seule pour décèler dans son auteur le génie des législateurs, et pour en faire le premier bienfaiteur de l'humanité. Et combien de sociétés semblables ont été formées sur ce modèle !

Remarquons, Messieurs, que c'est au célibat religieux, objet de tant d'attaques irréfléchies, que nous devons ces mères des pauvres. Si elles n'étoient pas libres, si elles étoient engagées dans les liens et les embarras de la société domestique, pourroient-elles se consacrer au service des pauvres et des malheureux avec ce dévouement universel de tous les moments de leur vie, et former une société où la régularité, l'obéissance, la sainte émulation

du bien donne à chacun de ses membres une activité sans cesse renaissante.

Disons encore à la gloire de notre pays que c'est dans son sein que ces congrégations de charité ont pris naissance ; il semble que le ciel ait mis dans les cœurs français un fond plus inépuisable de pitié pour les êtres souffrants ; dans d'autres contrées on peut être aussi abondant en largesses ; on y est moins riche en miséricorde : ailleurs la charité a bien pu élever des hospices , chez nous elle a fait plus encore , elle a créé des sœurs hospitalières.

Maintenant que dirons-nous de ces congrégations de femmes qui se dévouent à l'enseignement ? Nous dirons qu'elles sont plus utiles encore que celles dont nous venons de parler ; que si leur destination a quelque chose de moins touchant , elle est plus efficace pour régénérer les mœurs publiques des campagnes comme des cités. Une vérité devenue triviale à force d'être répétée , mais qui n'est pas moins pour cela une vérité , c'est que l'avenir de la France dépend de l'éducation des générations naissantes ; et ce seroit s'abuser étrangement que d'attacher à l'éducation des filles un médiocre intérêt. Combien n'est-il pas important de préparer de loin de bonnes mères de famille , de



les former d'avance à ces habitudes pieuses, douces, modestes, qui font le charme et le bonheur de la vie domestique. Il faut bien le remarquer : dans la famille, la première éducation est donnée par la mère ; c'est d'elle que l'enfant reçoit les premières impressions pour le bien ou pour le mal ; aussi de très illustres et très doctes personnages, n'ont pas dédaigné de s'occuper de la meilleure manière d'élever les enfants du sexe et de les préparer à remplir un jour avec succès leur naturelle destinée dans la société ; témoins saint Jérôme dans sa lettre à la veuve Læta, et Fénelon dans son excellent traité sur cette matière.

Sans doute, si par leurs qualités personnelles, leur instruction, leur capacité, leur position sociale, toutes les mères étoient dans le cas d'élever leurs filles, l'éducation domestique seroit la meilleure ; mais on sait bien qu'il n'en est pas ainsi ; l'état actuel de nos mœurs et de la civilisation rendent nécessaires les maisons d'éducation publique ; or, où trouver, pour les conduire, des mains plus pures, plus sages, et même plus habiles, que dans les communautés ? Chez elles, la leçon a plus de force, parcequ'elle est plus appuyée par l'exemple ; la vigilance est plus soutenue, parcequ'elle est plus



éveillée par la conscience; les soins sont plus maternels, parceque le motif en est puisé davantage dans la charité. Je le dirai, Messieurs, sans vouloir flatter mon siècle, mais pour rendre hommage à la vérité, l'éducation est mieux entendue dans les communautés qu'elle ne l'étoit autrefois : l'instruction religieuse est plus développée; on s'attache davantage à former les jeunes élèves à une piété solide et douce tout à-la-fois, éclairée, sage, qui associe les bienséances aux devoirs. Des leçons suffisantes de grammaire, d'histoire, de géographie, leur sont données; les ouvrages de main sont enseignés aux enfants avec un soin extrême, et plus d'une fois portés par elles à un très grand degré de perfection. Les arts d'agrémens ne leur sont point étrangers; chose bien précieuse! je connois des établissemens où on les forme à l'économie domestique, à ce qui regarde l'ordre, les détails d'une maison bien tenue et bien conduite, et où l'on a le bon esprit de distinguer par des récompenses celles qui, sur cet objet, se distinguent de leurs compagnes. Nulle part, vous ne trouverez des soins plus tendres, plus assidus, pour la santé des enfants, pour cultiver les heureux penchans de la nature, comme pour corriger les vices de caractère. Je sais qu'il

se trouve des esprits intraitables qui résistent à tout, aux insinuations comme aux reproches. Mais je pourrois bien invoquer ici le témoignage de pères de famille, membres de cette Chambre ou de celle des Députés, et leur demander s'ils n'ont pas eu à se féliciter d'avoir confié leurs filles à ces pieuses communautés.

Que s'il faut parler en passant de celles qui autrefois se vouoient uniquement à la solitude et à la prière, j'observerai d'abord qu'il en existe peu aujourd'hui de ce genre, et qu'elles sont peu nombreuses, que même il en est parmi elles qui ont cru devoir modifier leurs anciens statuts, en travaillant à l'instruction des enfants des dernières classes du peuple.

Et pourquoi d'ailleurs n'existeroit-il pas des maisons assorties à tous les besoins, à tous les desirs, et ne pas laisser à chacun la liberté de suivre son attrait, et de chercher le bonheur dans la solitude, s'il croit l'y trouver? Dans toutes les choses qui peuvent occuper l'homme sur la terre, il se rencontre des âmes fortes, ardentes, infatigables, à qui rien ne suffit, et dont on peut dire qu'elles croient n'avoir rien fait lorsqu'il leur reste quelque chose à faire, il leur faut une carrière sans bornes. Voyez certains érudits, ils ne se contenteront pas



d'amasser un riche trésor de connoissances, ils se consumeront de veilles et de fatigues pour débrouiller ce que l'antiquité la plus reculée peut avoir de plus ténébreux. Voyez certains voyageurs : insatiables de découvertes, ils ne se borneront pas à parcourir facilement et sans danger de vastes et belles contrées ; il faut qu'ils montent jusque sur la cime des Cordilières, ou qu'à travers les sables brûlants de l'Afrique, ils aillent visiter je ne sais quelle ville incertaine. Eh, bien ! voyez aussi certaines ames pieuses ; c'est peu pour elles que les préceptes ; elles aspirent à toute la perfection des conseils évangéliques. Loin de nous ici le dédain et le mépris. A côté de grands scandales il faut de grands exemples. Les grands crimes appellent de grandes expiations. L'esprit du chrétien se repose avec confiance sur ces victimes solitaires de la piété, qui, loin d'un monde profane, semblent s'interposer entre le ciel irrité et la terre coupable ; laissons des asiles au vice repentant comme à l'innocence alarmée. Que les Thérèse puissent s'y livrer en paix à toute l'ardeur de leurs pieux desirs, et les La Vallière y gémir sur leurs égarements. Souvent aussi qu'arrive-t-il ? c'est qu'après les agitations sociales, ou les infortunes



domestiques, ou l'expérience de 'a vanité et du néant des grandeurs humaines, un besoin immense de repos et de solitude se fait sentir, on veut fuir un monde qui a trompé tant d'espérances, ou qui semble crouler de toutes parts: aussi dans tous les temps a-t-on vu des dames illustres quitter le fracas du siècle pour le calme de la retraite: témoins au cinquième siècle ces dames romaines célébrées par saint Jérôme, et qui descendoient des Scipion et des Paul-Émile; sous le règne de Louis XIII, les Frémiot de Chantal, et les duchesse de Montmorency; et de nos jours les Louise de Bourbon et les Louise de Condé. Sachons respecter ce qu'ont respecté tous les âges du christianisme.

Je ne dis rien des vœux soit temporaires, comme ceux de beaucoup de communautés et des filles de Saint-Vincent de Paule en particulier, soit perpétuels; il fut un temps où l'on se plaisoit à présenter les religieuses comme victimes d'engagements téméraires, et gémissant dans les chaînes qu'elles s'étoient données: un fait éclatant a répondu à toutes ces déclamations; lorsqu'on fit tomber devant tant de milliers de religieuses les barrières du cloître, il s'en trouva à peine quelques unes qui ne fussent désolées de quitter leur solitude; et l'on

compteroit bien aisément celles qui ont abusé de leur liberté; et certes, quand je pense à ces treize Carmélites de Compiègne, renouvelant leurs vœux aux pieds de l'échafaud, et y montant en chantant l'hymne d'action de grâces: bien loin de condamner, j'admire cette vie d'immolation qui avoit pu les rendre capables d'une mort aussi héroïque.

Que si ces congrégations sont si importantes pour le bien public, comment l'État pourroit-il se borner envers elles à la seule tolérance? Que l'État ne fasse que tolérer les choses inutiles ou de pur agrément, je le conçois; mais quand il s'agit de choses commandées par l'intérêt de tous, qui répondent aux besoins les plus pressants de la société, et sont telles que l'État devroit faire tous ses efforts pour les créer si elles n'existoient pas: alors la simple tolérance ressembleroit trop à l'indifférence; alors encourager, protéger, autoriser, est un véritable devoir pour les Gouvernements; et par quelle considération serions-nous arrêtés? Seroit-ce par la crainte de nuire à la population en favorisant le célibat? Mais on n'ignore pas que de nos jours la population a pris de grands accroissements; et pour bien des raisons, nous sommes bien plutôt



menacés ici d'une surabondance que d'une disette. En effet, à quoi se réduisent pour nous ces colonies où la France pouvoit verser autrefois le superflu de ses habitants? A quoi se réduit ce clergé autrefois si nombreux et voué au célibat? Les ordres monastiques d'hommes n'existent plus, et le clergé séculier est diminué d'une manière effrayante pour les besoins des peuples. Jadis la dixième partie des enfants étoit emportée par un mal contagieux auquel nul n'échappoit; aujourd'hui, grâce à une découverte dont l'application est récente chez nous, il n'y a que la centième partie des enfants qui soient victimes de ce fléau destructeur; je pense, au reste, qu'il est passé le temps où des publicistes irréfléchis ne révoient que population et sembloient placer dans elle seule le signe caractéristique de la prospérité d'une nation, sans penser que si elle étoit hors de toute proportion avec les moyens d'existence, elle pourroit engendrer l'extrême misère, l'oisiveté, la fermentation de tous les vices, et devenir ainsi une véritable calamité.

Mais voici une objection plus sérieuse: si ces communautés, dit-on, sont autorisées de manière à pouvoir acquérir et recevoir, cette faculté ne tournera-t-elle pas au détriment des



familles? D'un côté un zèle excessif pour la prospérité de ces établissements n'y fera-t-il pas affluer les largesses de la piété; et de l'autre chaque religieuse, soit dévouement, soit captation, n'enrichira-t-elle pas sa communauté de tout ce qu'elle possède en dépouillant ainsi ses parents et ses proches?

Je ne sais si je me trompe, mais il me semble que l'imagination se grossit le danger, et qu'ici les alarmes sont bien exagérées. Vivons-nous dans un siècle dont l'esprit général tourne les pensées et les affections vers l'état monastique? Les anciennes sources des libéralités qu'on redoute ne sont-elles pas taries? où sont aujourd'hui ces princes, ces ducs, et ces comtes, possesseurs d'épaisses et profondes forêts, d'une vaste étendue de terrains incultes, et qui soient en même temps animés du zèle des fondations? Il ne reste pas vestige de tout cela, et peut-il en être autrement, après l'état actuel des propriétés et la grande division des fortunes? Dans un discours qui n'est pas étranger à la matière qui nous occupe, prononcé à cette tribune, durant la session de 1816, un noble Pair (1), a dit: « Les deux règnes de Louis XIII et de

---

(1) M. le marquis de Lally.

« Louis XIV ont été éminemment religieux ;  
 « ils ont vu naître beaucoup de ces institu-  
 « tions tout à-la-fois pieuses et bienfaisantes ,  
 « des communautés hospitalières , des réunions  
 « sacerdotales , des maisons pour l'instruction ,  
 « des asiles pour la souffrance. Eh bien ! il est  
 « de fait que pendant ces deux règnes , il n'y a  
 « pas eu un legs de dix arpents de terre , fait  
 « à aucun établissement ecclésiastique. »

Voilà , Messieurs , de quoi calmer les alarmes  
 sur les libéralités qui peuvent venir du dehors.

Cherchons à les dissiper sous un autre rap-  
 port.

L'immense majorité des communautés est  
 vouée au service des pauvres et des malades ou  
 à l'instruction des enfants des classes inférieu-  
 res ; la plupart des sujets , dont elles se compo-  
 sent sont sans fortune : elles n'ont rien ou bien  
 peu de chose à donner. Mais pourquoi d'ail-  
 leurs leur condition seroit-elle pire que celle  
 du reste des citoyens , et se verroient-elles pri-  
 vées de la liberté , accordée à tous , de disposer  
 de leurs biens , en se conformant aux lois ? Y  
 porter atteinte , ce seroit les inviter à prendre  
 des voies détournées. Qui les empêcheroit de  
 réaliser un immeuble et de faire un don ma-  
 nuel de la somme qui en proviendrait , ou bien



encore de léguer leur bien par testament à une de leurs compagnes, qui pourroit les transmettre de la même manière? N'est-il pas plus digne d'un gouvernement sage et généreux de laisser à leurs dispositions charitables une plus libre carrière?

On craint qu'elles ne disposent en faveur de la communauté au détriment de la famille. Certes, celui qui régnoit sur la France en 1809, étoit agité d'une tout autre pensée; il craignoit que les parents n'abusassent de leur autorité pour arracher à leurs filles des renonciations à tout héritage, et il statua, par son décret du 18 février, qu'elles ne pourroient y renoncer par acte entre-vifs, au profit de la famille. On est dans une grande erreur, Messieurs, si l'on pense que l'amour de la communauté étouffe dans une religieuse toute autre affection. Combien, au contraire, parmi celles qui ne sont pas dénuées de toute fortune, qui sont heureuses, moyennant une légère dot ou une modique pension, de laisser leur patrimoine à une sœur pour favoriser son établissement, ou au frère qui est le chef de la maison paternelle! rien n'est plus ordinaire par-tout que ce que j'avance ici.

Disons enfin que la loi apporte avec elle le



remède au mal, qu'on paroît redouter. Nulle communauté, même après avoir été reconnue, ne pourra recevoir et acquérir que conformément à la loi du 17 janvier 1817; c'est-à-dire qu'avec l'autorisation du Roi. Croit-on que le Gouvernement se montre trop facile? J'en appelle à l'expérience : des dons ont été faits à des évêchés, à des séminaires, à des hôpitaux, à des écoles, en un mot à des établissements publics; eh bien ! les dispositions des particuliers à cet égard n'ont-elles pas été examinées, discutées avec maturité, rejetées, modifiées ou adoptées suivant les circonstances? les réclamations ont-elles été écartées ou étouffées? s'est-il élevé des plaintes à ce sujet? Messieurs, si ces communautés sont éminemment utiles, au lieu de nous livrer à de vagues craintes, cherchons plutôt à les favoriser; laissons-les prendre librement leur essor et leur développement; qu'une appréhension aussi vague n'empêche pas un grand bien; elles rendront avec usure à la société, par d'inappréciables services, les dons et les libéralités qu'elles auront pu recevoir. Croyez-moi, Messieurs, plusieurs années s'écouleront, avant que le législateur soit obligé de prendre des mesures semblables à celles de l'édit de Louis XV sur la *main-morte*,

C'est assez, pour faire sentir combien il est convenable que ces associations religieuses soient autorisées. Mais est-il également convenable qu'elles le soient par une ordonnance plutôt que par une loi? C'est ici la troisième question : pour la résoudre, je demande qu'il me soit permis de remonter aux principes de notre droit public.

Nous vivons sous le système représentatif, et sans doute que dans ce système, les Chambres sont bien autre chose que de simples conseils de la Couronne. Le Roi, par sa Charte, les a investies d'une plus haute prérogative ; corps politiques, elles participent au pouvoir suprême, en participant à la confection des lois. Mais enfin, la France est une monarchie ; les rênes du Gouvernement y sont tenues par les mains d'un roi héréditaire, même le Gouvernement doit y être fortement monarchique ; ainsi l'exigent pour le bien de la France, et la vaste étendue de son territoire, et son immense population, et le caractère de ses habitants fiers et mobiles, aussi incapables de trop de liberté que de trop de sujétion, et les circonstances graves, périlleuses, où l'ont placée trente ans de discordes et de secousses politiques, et cet esprit de démocratie qui circule encore dans les veines



du corps social, et qui finiroit par le dissoudre et le consumer, s'il n'étoit sans cesse arrêté dans ses ravages.

Aussi, Messieurs, nous aurons pour principe de ne reconnoître d'autres limites à l'autorité royale, que celles qui s'y trouvent clairement et très clairement apposées, soit par la Charte, loi fondamentale, soit par la nature même des choses, qui est la première et la plus impérieuse de toutes les lois.

J'ai dit limites clairement apposées, car dans le doute, je pencherois pour le Gouvernement : telle est ma doctrine, à laquelle je tiens par conviction, plus encore que par sentiment, bien persuadé qu'elle est la meilleure sauvegarde de toute bonne institution comme de toute sage liberté.

Maintenant, je demande d'abord quel est l'article constitutionnel, par lequel le Roi se soit dépouillé du droit d'autoriser des corporations religieuses ? Je lis bien dans la Charte que le pouvoir législatif est exercé par le Roi et par les Chambres ; mais prenons garde de tomber ici dans une pétition de principe, en supposant la question ; car la question est précisément de savoir si l'autorisation des congrégations religieuses doit être du domaine des lois ou tomber



dans celui des ordonnances. La Charte ne s'explique pas plus sur les établissements religieux que sur les établissements laïques, comme seroient des compagnies d'assurance et d'encouragement pour les arts, des sociétés d'agriculture, ou des sociétés académiques, et à l'égard de celles-ci, on ne demande pas, pour leur existence légale, une loi proprement dite.

Il existe une ordonnance du 19 février 1823 qui approuve, comme établissement de bienfaisance, et d'utilité publique, l'association paternelle des chevaliers de Saint-Louis, et déclare qu'elle pourra recevoir tous legs ou donations, en se conformant à l'article 910 du Code civil. Certainement le conseil d'Etat, les cours de justice, reconnoîtroient cette ordonnance, et si à son sujet il survenoit des différens, elle ne seroit pas rejetée sous prétexte que ce n'est qu'une ordonnance.

Mais comment, dira-t-on, se refuser à ce qui est impérieusement commandé par la nature des choses, par l'importance même de ces établissements religieux? dans tous les temps on a senti qu'il falloit employer ici les formes les plus solennelles. Autrefois les instituts religieux et les maisons particulières de leur dépendance étoient autorisés par lettres-patentes,

enregistrées dans les parlements, et par conséquent, par une loi: pour s'en convaincre, il suffit de parcourir les édits de 1666, 1695, 1749, et les divers monuments de notre ancienne législation: en ce point le pontife étoit d'accord avec le magistrat: « Les prélats qui  
 « siègent dans cette enceinte, abandonneront-  
 « ils cette tradition qui pendant tant de siècles  
 « a été celle de leurs prédécesseurs, qui fut  
 « toujours celle du clergé de France? Les édits  
 « que j'ai cités ont été rédigés par les Séguier,  
 « les d'Aligre, les d'Aguesseau; leurs nobles des-  
 « cendants voudront-ils condamner leurs maxi-  
 « mes? La Chambre des Pairs pourroit-elle de-  
 « mander à notre Monarque de rejeter cette  
 « législation qui lui a été transmise par tant de  
 « Rois, ses augustes prédécesseurs? » Telle est  
 l'objection faite dans la dernière session comme  
 dans celle-ci, je n'ai pas cherché à l'atténuer, je  
 la propose dans les termes dont s'est servi un  
 honorable Pair, dont le nom, ancien dans la  
 magistrature, étoit particulièrement connu dans  
 le parlement de Toulouse (1).

Oui, Messieurs, les communautés religieuses, sans exception, devoient être autorisées

---

(1) M. le marquis de Catellan.



dans l'ancienne Monarchie, par lettres-patentes enregistrées aux parlements. Mais avant tout, il importe de se fixer sur la nature de cet enregistrement et sur sa force politique; je dois parler avec quelque crainte sur cette matière, devant les nobles Pairs qui ont appartenu à des cours souveraines, ou qui, par vocation, en ont recueilli les maximes; mais, si je dis mal, ils sont là pour me reprendre.

Je trouve que l'enregistrement étoit bien moins un acte d'autorité législative qu'une formalité nécessaire pour l'existence authentique, la publication des volontés royales; les Parlements en étoient les gardiens et les hérauts. C'est par eux qu'elles parvenoient à la connoissance des tribunaux inférieurs; les lois n'obligent qu'autant qu'elles sont censées connues, elles ne le sont qu'autant qu'elles sont publiées.

Il est vrai que les Parlements étoient en possession de faire des remontrances sages, respectueuses, et même très énergiques; que plus d'une fois l'autorité royale recula devant cette barrière; qu'elle ne pressoit pas toujours l'enregistrement; qu'elle toléroit des modifications; mais on sait que cette barrière n'étoit pas insurmontable, et que par des lettres de jussion, des lits de justice, tous les obstacles pouvoient



être levés; il n'étoit pas reçu en France de dire que les Parlements partageoient avec le Monarque la puissance législative.

Il est donc permis de ne voir dans l'enregistrement qu'un contrôle utile des actes, soit législatifs, soit administratifs de l'autorité suprême, un moyen de les publier et de les porter à la connoissance de la société; que si le temps et les circonstances étoient les mêmes, nous serions les premiers à réclamer la continuation de cet usage, y voyant un frein désirable contre les abus, un moyen efficace d'éclairer la religion trompée du Monarque; moyen approprié au génie d'une nation qui ne sait pas se taire et qui se plaît à fronder même en obéissant.

Mais qui ne voit pas que tout cela est suppléé par des choses qui n'existoient pas autrefois? aujourd'hui vous avez, avec le conseil d'État, le bulletin des lois, des Ministres responsables, la liberté de la presse, la liberté de la tribune, des Chambres qui peuvent accuser et qui certes ne sont pas commodes, les mesures proposées dans le projet amendé pour aller au-devant de toute surprise et de toute précipitation; que faut-il de plus pour éclairer, publier, contrôler, surveiller, inquiéter même les actes du pouvoir?

Par leurs édits que se proposoient Louis XIII, Louis XIV, et Louis XV? de faire cesser les abus et d'en prévenir le retour. Eh bien! Messieurs, le projet de loi renferme aussi des mesures de sagesse et de prévoyance: une communauté ne sera reconnue qu'après l'examen de ses statuts, qu'après une enquête sur ses avantages et ses inconvénients, qu'après avoir consulté les autorités locales, ecclésiastiques et civiles. Enfin le Roi, entouré de ses conseils, prononce dans sa haute sagesse; n'est-ce pas là une véritable garantie? Ne faisons les gouvernements ni meilleurs ni pires qu'ils ne sont, la défiance a ses excès comme la confiance.

Remarquez que, sous l'ancien régime, les Rois réunissoient dans leurs mains tous les pouvoirs à-la-fois. Ils étoient législateurs, chefs de l'administration publique, protecteurs de tous les droits; ils agissoient suivant les occurrences en ces diverses qualités, et souvent il n'est pas aisé de démêler en quelle qualité particulière ils agissoient. Alors le mot *ordonnance* avoit un sens bien plus étendu que de nos jours; il désignoit plus spécialement ce qui a le caractère d'une loi. Quand nos Rois statuoient sur des choses d'un intérêt général, qui imposaient ou étoient censées imposer des



obligations à tous, leurs dispositions retenoient le nom *d'ordonnance*; quand ils statuoient sur des choses particulières, leurs dispositions s'appeloient *lettres-patentes*; certainement, les ordonnances de Blois et d'Orléans, celles de la marine, des eaux et forêts, des successions, des testaments, étoient bien autre chose que les lettres-patentes qui introduisoient les jésuites dans le collège appelé alors de Clermont, aujourd'hui appelé Louis-le-Grand.

Écoutez un jurisconsulte qui, par son vaste savoir, par la sagesse et la profondeur de ses vues, mérite d'être placé entre Domat et Pothier; c'est d'Héricourt: « Les lois qui contiennent un grand nombre de dispositions et de réglemens généraux retiennent le nom *d'ordonnance*, soient qu'elles aient été faites sur les remontrances des États assemblés, soit que le Roi les ait faites de son propre mouvement. Ainsi l'ordonnance faite en 1579 sur les plaintes des Députés des États assemblés à Blois, s'appelle ordonnance de Blois, et la loi faite en 1667, pour régler la procédure civile se nomme l'ordonnance de 1667 (E. C. 16, n° 6).

« Toutes les ordonnances s'appellent *lettres-patentes*, parcequ'on les porte ouvertes aux



« cours auxquelles elles sont adressées; mais on  
 « appelle plus ordinairement *lettres-patentes* les  
 « ordonnances qui regardent les particuliers »  
 (Ibid. n° 9); or c'est par lettres-patentes que  
 ces communautés étoient établies.

Si nous voulons que les Chambres repré-  
 sentent ici les Parlements, soyons conséquents;  
 étendons l'intervention des premières à tout ce  
 ce qui étoit du ressort des derniers. L'Acadé-  
 mie française fut établie par lettres-patentes  
 enregistrées; croyons-nous pour cela qu'il fal-  
 lût porter à la délibération des Chambres la  
 création d'une académie? Pas un hospice, pas  
 un collège, qui ne dût son existence à des  
 lettres-patentes? et rien de tout cela néanmoins  
 n'est porté devant les Chambres; les bulles  
 pour l'institution des évêques, certains brefs,  
 certains rescrits venus de Rome, sont-ils vérifiés  
 comme ils l'étoient autrefois? Nullement. On est  
 donc forcé de le reconnoître; autrefois, ordon-  
 nances, édits, déclarations, lettres-patentes, tout  
 cela indistinctement étoit enregistré, et cepen-  
 dant que de choses qui étoient la matière de ces  
 diverses dispositions royales, se trouvent au-  
 jourd'hui sous le régime des ordonnances! l'en-  
 registrement qui avoit lieu pour les commu-  
 nautés religieuses, n'est donc pas une preuve ir-

réfragable qu'elles devoient être autorisées par une loi.

Plusieurs questions peuvent s'élever à ce sujet. L'État reconnoitra-t-il des congrégations religieuses? Question générale du ressort de la loi.

D'après quelles règles pourront-elles acquérir, posséder, aliéner? Question générale encore et du ressort de la loi.

Cette communauté, qui se présente avec ses statuts et sa destination propre, doit-elle être admise dans l'État? Question particulière, d'application de la loi générale, et du ressort de l'ordonnance; ainsi les droits sont déterminés, et chacun des pouvoirs garde ce qui lui appartient.

Mais, dira-t-on, c'est pour l'intérêt même de ces congrégations qu'on demande qu'elles soient autorisées par une loi. Elles auront bien plus de stabilité, que si elles l'étoient par une ordonnance toujours plus facilement révocable. Messieurs, cette observation peut avoir quelque chose de fondé, mais elle ne doit pas prévaloir sur les vraies maximes de notre système politique; la prérogative royale doit être sacrée, et quelques avantages apparents ne doivent pas nous empêcher de laisser dans le régime des ordon-



nances ce qui doit y être. Quoi! Messieurs, lorsqu'une communauté aura pris de la consistance dans l'opinion, que son utilité sera profondément, universellement sentie, qu'elle sera défendue par ses services, par l'estime, par la confiance publique, croit-on que le Gouvernement la traitera avec une indigne légèreté, et cherchera à la supprimer par un vain caprice? Pense-t-on que le Gouvernement prendroit moins de précautions pour détruire que pour établir? Il est des choses qu'on ne doit pas supposer.

Je sais au reste, Messieurs, que des personnes, d'ailleurs sages et bien intentionnées, voudroient sur cette matière une législation plus complète; mais avant d'achever l'édifice, donnons une forme régulière aux pierres dont il doit se composer. L'œuvre de la législation se développe lentement; l'expérience éclaire et fait sentir les besoins; le temps amène les choses à leur maturité, et fait naître les moyens de les consolider et de les fixer: faisons les premiers pas dans la carrière, sans vouloir la parcourir tout entière, c'est le meilleur moyen de la parcourir sans danger. Faisons cesser par des associations si dignes des regards et de l'intérêt du Gouvernement et de la France entière, un état de choses si précaire et si inquiétant; voyons



dans elles de puissants auxiliaires pour le triomphe des bonnes mœurs : avec l'effervescence universelle des esprits , cette liberté d'opinions qui ne connoit pas de frein , cette facilité d'acquérir une instruction qui flatte les passions et exalte la vanité ; que deviendrait l'ordre social sans la religion ? Ce ne sont pas les Rois qui sont à craindre pour les peuples , ce sont les peuples qui sont à craindre pour les Rois ; plus les nations ont de liberté par les lois , plus il faut les contenir dans le devoir par les sentiments religieux ; le christianisme a donné à l'Europe la civilisation et la liberté ; qu'il disparaisse , et la servitude revient ; il seroit facile de le prouver. C'est par ces corporations religieuses que le christianisme se perpétuera , s'enracinera dans les familles ; leur autorisation sera une preuve authentique du retour de la France à toutes les doctrines conservatrices de la société. Croyons qu'elle est appelée à donner de grands exemples au monde , et à marcher toujours à la tête de la civilisation. Elle a effrayé l'Europe par ses excès ; elle l'a vaincue par les armes : maintenant il faut qu'elle l'étonne et contribue à la sauver par la sagesse de ses institutions et de ses lois.

---

om-  
ence  
ions  
l'ac-  
as et  
cial  
sont  
ples  
na-  
les  
reli-  
e la  
t la  
ver.  
le  
ans  
uve  
les  
ons  
les  
e la  
ses  
te-  
la  
de



PRESSIONS

Nº 147.



# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du mardi 13 juillet 1824.

---

RÉSUMÉ  
DE M. LE COMTE FERRAND,  
RAPPORTEUR de la commission spéciale chargée de  
l'examen du projet de loi relatif aux Commu-  
nautés religieuses de femmes.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

THE CHURCH

THE CHURCH

THE CHURCH

THE CHURCH

THE CHURCH

THE CHURCH

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## RÉSUMÉ

DE M. le comte FERRAND, rapporteur de la commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes.

MESSIEURS,

Dans la discussion approfondie qui a eu lieu, on n'a trouvé que les objections prévues dans le rapport, et auxquelles il avoit été répondu d'avance. Ces réponses, qui n'y étoient que brièvement exposées, ont été plus développées par les orateurs qui ont parlé pour la loi. Elles seront restées présentes à l'esprit de la Chambre : et, en résumant ici les trois parties du rapport, il suffira donc de rappeler ce qu'il a établi, et ce qui a été dit pour le combattre.



Le rapport établissoit trois points qui motivoient sa conclusion : 1<sup>o</sup> l'utilité des communautés religieuses de femmes ; 2<sup>o</sup> leur reconnaissance par des ordonnances substituées à la reconnaissance par la loi ; 3<sup>o</sup> la faculté de recevoir, d'acquérir, et de posséder.

Le premier de ces points a paru réunir un assentiment presque général. Hospitalières ou enseignantes, les religieuses présentent toujours à la religion, à l'humanité, à la société des avantages et des garanties qu'on ne sauroit contester. Toutes trois trouvent aussi dans la vie des religieuses contemplatives un concours d'exemples et de prières, dont assurément il faut bien convenir qu'on n'auroit jamais rien à redouter, quand même on n'approuveroit pas la sainteté de cette vie mystique. Ces trois sortes de communautés peuvent donc, sur-tout dans un grand État, s'offrir avec confiance aux yeux du législateur, et sont également protégées par la religion, la morale et la politique.

Le second point a rencontré dans la discussion plus d'opposition : c'est la reconnaissance par des ordonnances remplaçant la reconnaissance par la loi. Cette question avoit été discutée l'année dernière, et la discussion actuelle n'a rien ajouté à ce qui fut dit alors. On a rap-

pelé la législation ancienne sous la monarchie, et notamment depuis 1629. Votre commission avoit examiné cette législation; elle lui avoit paru parfaitement conforme à l'ancien état des communautés religieuses, tant à raison de la perpétuité de leurs vœux, qu'à raison de l'étendue de leurs propriétés. De plus, elle étoit conforme aux usages et aux principes suivis dans toutes les cours souveraines du royaume. Votre commission a prouvé que tout cela n'existoit plus, et ne pouvoit être invoqué aujourd'hui contre un ordre nouveau. Cet ordre a été celui des décrets sous le consulat et sous l'empire, par conséquent dans une époque qui ne s'annonçoit pas comme favorable au rétablissement des communautés religieuses. La restauration a dû voir dans cet ordre nouveau la marche indiquée par l'état des choses, et qu'elle devoit suivre. C'est ce qu'elle a fait pendant trois ans, et qu'elle auroit pu continuer de faire, si un excès de réserve ne l'eût arrêtée au mois de janvier 1817. Cette réserve attendoit l'explication de la loi du 2 janvier, explication que donne aujourd'hui la loi proposée.

Toutes les précautions préliminaires usitées, ordonnées même par l'ancienne législation, ont été reprises dans le nouvel ordre. C'est là seu-



lement ce qu'il étoit indispensable de conserver, et c'est ce qui est maintenu dans l'avis de votre commission. Toute discussion, toute recherche des formes dans les anciennes ordonnances, déclarations, lettres-patentes sur arrêts du conseil, est étrangère à ce qui s'est pratiqué depuis vingt-quatre ans. Chacun peut avoir sur ces formes des idées différentes d'après des faits qui ne peuvent plus appartenir à une nouvelle ère. C'est un travail de science ou de curiosité, étranger à ce qui existe, et qui ne peut faire revivre ce qui n'existe plus. Les erreurs ou les vérités qu'on trouveroit dans cet examen n'ont point trait à la question du jour. Elle est toute entière dans la continuation ou le redressement de l'ordre suivi depuis le consulat; et aujourd'hui même il ne s'agit de déterminer la continuation de cet ordre que pour les communautés de femmes.

On a bien voulu demander pourquoi cette différence entre elles et les communautés d'hommes. Mais cette différence est si sensible, elle a été si clairement démontrée, ou plutôt elle se démontre si évidemment elle-même à la plus simple réflexion, qu'il est inutile de la répéter ici. Aussi, à l'appui de ce qui a déjà été dit, je n'ajouterai qu'un mot. Un grand nombre de com-



munautés de femmes a déjà été reconnu et demande encore à l'être : et, quand même ce nombre augmenteroit, ce ne pourroit jamais être qu'à l'avantage de la religion et de la société. Pourroit-on de bonne foi en dire autant, s'il se formoit un grand nombre de communautés religieuses d'hommes, lorsque plusieurs milliers de cures et de succursales restent vacantes, et déplorent le déficit de leurs ministres ?

Le troisième point a fait naître des craintes sur la trop grande extention des biens dont les communautés de femmes pourroient se trouver propriétaires : et, pour motiver cette crainte, on a été chercher la déclaration de 1749. Pour repousser un pareil motif il ne faudroit qu'un tableau comparatif que chacun peut faire au moins par approximation : et c'en sera encore assez. Ce tableau est celui des biens possédés à cette époque par ces communautés, après douze siècles d'acquisitions ou de donations, mis en regard avec celui des biens qu'elles possèdent aujourd'hui, ou que l'on peut supposer qu'elles posséderont dans les siècles suivans. Ce n'est assurément pas sur ce qu'elles possèdent aujourd'hui que les craintes pourroient se fonder. Ce n'est donc que sur ce qu'elles acquerroient à l'avenir. En supposant même que cet avenir arrive

plus promptement qu'on ne peut le présumer, le Gouvernement n'aura-t-il pas toujours les moyens de l'arrêter ou de le modifier? La plus médiocre acquisition ne sera-t-elle pas toujours dans la nécessité d'être autorisée par lui? En vain diroit on que cette autorisation n'est qu'une chose de forme : ce qui s'est fait jusqu'à présent prouve le contraire : elle n'est donnée qu'après un examen approfondi, qu'après des informations prises avec soin sur-tout en faveur des parties intéressées, et dont le résultat a toujours été une réduction plus ou moins forte, et qui, par sa proportion même, démontre dans quel esprit la décision a été rendue. Pour justifier les craintes qu'on voudroit avoir sur l'avenir, il faudroit donc aller jusqu'à dire qu'on changera la marche suivie jusqu'à présent. Or, une pareille assertion est tellement vide de sens qu'elle n'a pas besoin d'être réfutée; elle se réfute d'elle-même.

La loi de 1817 n'a point eu ces craintes sur tout établissement ecclésiastique, pourquoi voudroit-on les avoir aujourd'hui à l'égard des communautés de femmes?

Un des orateurs que nous avons entendus paroîtroit n'avoir eu ces craintes que sur la faculté de recevoir : et il la supprime dans l'amen-



dement qu'il vous a proposé. Le rapport y a répondu d'avance, et ce que je viens de dire y répond encore. C'est avec regret que je combats un ancien ministre, dont je suis accoutumé à vénérer les sentiments, et dont je voudrais toujours partager l'opinion. Si son amendement est adopté, que produira-t-il? La tentation et la facilité de frauder la loi; de faire en éludant ce qu'elle aura bien pu défendre, mais ce qu'elle ne pourra jamais empêcher. La religieuse, ou une personne quelconque possédant une propriété qu'elle ne pourra donner à la communauté, la vendra, en recevra le prix, et ce prix une fois dans ses mains passera à la communauté, qui avec cet argent pourra acquérir aux termes de la loi. Voilà, ainsi qu'il est dit dans le rapport, l'effet inévitable des prohibitions intempestives ou trop sévères. On a fictivement l'air de les observer, et on les élude en réalité. Dans celle dont nous parlons à présent la facilité de l'éluder est si grande, elle se présente si naturellement, qu'il est impossible de soutenir qu'on ne la saisira pas: et alors à l'inconvénient toujours très grand dans la société d'avoir trompé la loi, se joindra celui de s'être placé hors de son inspection, et par conséquent à l'abri de toute réduction; c'est-à-dire qu'en faisant tout ce que la loi



ne permettra pas, on lui ôtera même le moyen de le connoître, et que par sa prohibition la loi aura été directement en sens inverse du but qu'elle vouloit atteindre.

La discussion que j'ai écoutée avec autant d'attention que d'intérêt m'a ramené sur une observation que, depuis neuf ans, j'ai eu trop souvent occasion de faire. Elle s'applique à beaucoup d'autres questions que celle qui nous occupe en ce moment: mais, comme elle m'a paru avoir sur celle-ci une application directe, je crois devoir en finissant la présenter en peu de mots.

Lorsque, après une révolution et une révolution volcanique telle que la nôtre, on est rentré, et rentré miraculeusement dans un ordre légitime, il faut se tenir en garde contre deux erreurs auxquelles on se trouve exposé avec les meilleures intentions.

L'une est celle des hommes qui, en détestant les désordres révolutionnaires, sont restés trop frappés des anciens abus que le laps du temps pouvoit avoir introduits dans une antique monarchie. Trop pleins de cette idée, ils semblent toujours voir dans la restauration le retour de ces abus, et d'un régime qui ne peut plus exister. C'est là-dessus qu'ils calculent tout le bien que la restauration se propose de faire, et der-

rière lequel ils veulent toujours voir un retour à des établissemens fondés ou consolidés par une longue suite de siècles, et auxquels la faiblesse humaine et le temps avoient attaché des imperfections.

Les autres, au contraire, trop frappés des grands avantages d'une monarchie successivement élaborée par une longue suite de rois bienfaisans, voudroient voir rétablir tout-à-coup et sans distinction tout ce que la démente révolutionnaire a détruit indistinctement. Ce que celle-ci a renversé ou anéanti en trois ou quatre ans, ils sembleroient penser que la restauration doit le relever plus promptement encore : et, ne consultant jamais la nature des choses, qui par-tout et en tout temps maîtrisera toujours la loi ou parviendra à l'é luder, ils voudroient exiger de la loi qu'elle fit ce que le temps seul peut faire. La sagesse de la réflexion et de l'expérience cède chez eux à la vivacité des souvenirs, et à la force d'une intention d'autant plus ardente qu'elle est plus pure.

Jé ne porterai pas plus loin le développement de ces deux erreurs : mais, si ceux qui me font l'honneur de m'entendre, veulent les méditer dans le silence du cabinet, et les rapprocher de tout ce que nous avons vu depuis la seconde



restauration, je crois que ces profondes méditations découvriront à tout esprit impartial, le mal que ces erreurs ont produit, et le bien qu'elles ont empêché.

C'est sur des erreurs aussi dangereuses, que le législateur doit toujours avoir les yeux : c'est à lui qu'il incombe de s'élever au-dessus de tous les intérêts anciens et nouveaux, de toutes les affections, de tous les souvenirs de quelque côté qu'ils viennent. Il doit tout mettre aux pieds du grand intérêt de l'État, et prendre, par-tout où il les trouvera, les personnes et les choses qui peuvent concourir au salut public.

---



# CHAMBRE

DES

## PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1824.

Séance du mercredi 14 juillet 1824.

### DÉVELOPPEMENTS

DE l'amendement proposé par M. le marquis DE  
LALLY-TOLENDAL au projet de loi sur les Commu-  
nautés religieuses.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

DE 1814

SEANCE DU MERCREDI 14 FÉVRIER 1814

DE L'ÉLOPEMENT

DE L'ÉLOPEMENT PROPOSÉ PAR M. LE MARQUIS DE  
L'ÉLOPEMENT AU PROJET DE LA LOI SUR L'ÉLOPEMENT

PROPOSÉ PAR M. LE MARQUIS DE L'ÉLOPEMENT

# CHAMBRE DES PAIRS.

## DÉVELOPPEMENTS

DE l'amendement proposé par M. le marquis DE  
LALLY-TOLENDAL au projet de loi sur les Commu-  
nautés religieuses.

MESSIEURS,

Avant l'ouverture du vote sur l'amendement que j'ai eu l'honneur de proposer à la Chambre, je ne puis pas, en conscience, ne pas lui présenter quelques réflexions qui me paroissent concluantes. Elles sont dans l'intérêt de la chose que nous desirons tous, dans l'intérêt de la religion et de l'humanité, dans l'intérêt du trône, même dans l'intérêt du Gouvernement actuel, qui sait bien qu'il ne doit pas voir en moi un opposant, mais plutôt un soutien naturel, prévenu d'avance en faveur de tout acte qui lui présente la signature du Roi.

Hé bien! Messieurs, comment ne pas vous dire que nous arrivons à voter sur un projet de



loi de la plus grande importance, sur un projet de loi dont l'utilité momentanée peut séduire, mais dont les dangers, peu éloignés, sont alarmants, et que nous arrivons à voter sur un tel projet, sans qu'il n'y ait encore, pour nous tous, ni principes convenus, ni faits constatés.

Point de principes convenus; car (pour me borner à relever une seule contradiction parmi beaucoup d'autres), samedi dernier, M. le Ministre de l'intérieur nous disoit que, dans l'ancien droit public français, on pouvoit à peine saisir la nuance imperceptible qui distinguoit les édits du Roi des lettres-patentes; et avant-hier, avec toute justesse, M. le Garde des sceaux vous a montré combien étoit forte la ligne de démarcation tracée entre les édits et les lettres-patentes.

Dans la déduction lucide à laquelle ce dernier Ministre s'est livré, il ne nous a rien laissé à désirer sur ce qui concernoit la loi publique, *lex publica*. J'ai regretté que le temps ne lui ait pas permis de compléter son intéressante dissertation, il eût été amené nécessairement à ne point omettre la *loi privée*, *privata lex*, *privilegium*.

Oui, sans doute, il y avoit une grande différence entre les édits et les lettres-patentes; une

grande disproportion des uns aux autres; mais la disproportion du tout à la partie, ce qui n'empêchoit pas que le tout et les parties n'émanassent du même principe, et ne tinssent de la même nature.

Les *édits* étoient l'acte le plus solennel de la législation, embrassant l'intérêt général de toute la France, de la monarchie, du monarque et des sujets. Ils étoient *du propre mouvement*, signés du Chancelier de France, la première personne de l'État après le Roi, et l'homme de l'État auprès du Roi; scellés du grand sceau de cire verte en lacs de soie rouge et verte.

Les *déclarations* du Roi, appartenant encore à la *loi publique*, mais moins solennelles et ayant généralement pour objet d'expliquer, étendre ou restreindre une loi rendue, n'étoient munies que du sceau de cire jaune, appendu au parchemin.

Voilà, dans les derniers siècles de l'ancienne monarchie, les actes de la *législation publique*.

Venoit ensuite la *législation privée*, *privata lex*. Ses actes étoient des *lettres-patentes* relatives à l'existence, aux intérêts particuliers, quelque fois aux fonctions publiques de tel corps ou de tel individu. Elles portoient le plus souvent des concessions *sur requête*; mais aussi des injone-



tions, des interdictions, et, ce qui étonnera peut-être, des créations de délits politiques, et de peines pour qui les commettrait : dans ce dernier cas, il est évident qu'elles tenoient du *propre mouvement*. Elles étoient scellées, comme les édits, du grand sceau de cire verte, etc., contresignées seulement d'un secrétaire d'État. Dans certaines occasions, le Chancelier de France y mettoit son *visa*.

L'autorité royale, qui devoit et vouloit être éclairée sur tous les actes de législation, soit publique, soit privée, l'étoit de deux manières différentes, appropriées à chacune des deux législations.

Les édits et déclarations, actes de la législation publique, ne pouvoient subir d'autres contrôles que celui des cours, par le refus de l'enregistrement ou par les modifications qui devenoient la condition de cet enregistrement. Et vous n'ouvrirez pas un seul registre des anciennes cours, un seul recueil d'édits ou arrêts, un seul dictionnaire classique de droit public et civil, où vous ne lisiez : *Les édits n'ont force de lois que du jour de leur enregistrement*. Les États-généraux l'avoient prononcé, en déléguant leur pouvoir aux parlements, et en les proclamant des *États-généraux au petit pied*. Les



Rois les plus justes, les plus sages, les plus chers à la nation, l'ont reconnu en termes formels (1).

Les lettres-patentes, actes de la législation privée, étoient soumises à un autre genre de contrôle. Elles pouvoient être suspendues et devenir annulées, par une opposition à leur enregistrement, opposition formée soit par les procureurs-généraux, au nom de l'intérêt public qui auroit pu se trouver lésé par une concession d'intérêt privé, soit par-tout particulier ou toute corporation qui se seroit trouvée froissée par la concession faite à un autre particulier ou à une autre corporation. Les lettres-patentes, comme les édits, n'avoient force de loi privée que du jour de leur enregistrement.

Pour éclaircir encore les principes par les faits, voici deux exemples, qui sortent comme on dit, *ex visceribus rei*.

Les lettres-patentes qui, sous Henri II, François II et leurs successeurs, accordèrent progressivement aux jésuites des maisons et collèges à

---

(1) Henri IV disoit en 1599: *La vérification est nécessaire pour la validité des lois. La première loi des souverains est de les observer toutes, et j'ai moi-même deux souverains, DIEU et LA LOI.*

Paris, à Rouen, à Besançon, enfin dans toutes les villes où ils en avoient, étoient des actes de législation privée. Tout le monde sait combien d'*oppositions* furent formées à plusieurs de ces lettres-patentes, à Paris, par les gens du Roi Brulart, Marilhac, Séguier, par l'évêque, l'université, les échevins; à Rouen, par l'hôtel-de-ville, le chapitre, les curés; à Besançon, par une famille particulière, dont les terribles plaintes se voient encore dans ce qui reste des rôles du Parlement de Franche-Comté.

Les *édits* qui, sous Henri IV et sous Louis XV, expulsèrent les jésuites de tout le royaume, étoient des actes de législation publique, et personne n'y forma opposition.

Voilà, je crois, la distinction bien marquée, la doctrine bien fixée, les principes et les faits s'appuyant bien les uns sur les autres, et les conséquences en descendent d'elles-mêmes sur la question que nous avons à décider.

Les lettres-patentes de nos Rois, étoient donc dans l'ancien droit public de la France des actes de législation privée, non moins incontestablement que leurs *édits* et *déclarations* étoient des actes de législation publique.

En partant de là, et en employant la forme sévère du syllogisme de l'école, je dirai :



Tous les établissemens qui ne pouvoient ni se former, ni exister sans lettres-patentes, étoient du domaine de la législation privée.

Or, les établissemens de communautés religieuses, leurs instituts, leurs règles ne pouvoient ni se former, ni exister sans lettres-patentes.

Donc les établissemens de communautés religieuses, leurs instituts, leurs règles étoient du domaine de la législation privée.

Que ce droit public des Français, enseveli passagèrement avec la monarchie, ait ressuscité avec elle, ait été constamment reconnu, exécuté, protégé par elle, c'est ce qu'on ne pourra contester dès qu'on y aura réfléchi attentivement; et toute contestation sera brisée par le seul rapprochement de la loi du 2 janvier 1817, dernier état de choses, (j'appelle l'attention de vos Seigneuries sur ces mots) *dernier état de choses*, auquel peut-être, de part et d'autre, nous aurions dû tous nous en tenir, sans aller chercher dans le passé tous les moyens de prouver ce qui n'avoit pas besoin de preuves, ou de nier ce qui ne pouvoit pas être nié.

Qu'on ne nous parle donc plus de *restituer* à la prérogative royale, dont nous serions tous les martyrs, ce que nous lui aurions dérobé en complicité avec le plus vertueux des Ministres, avec



les serviteurs les plus dévoués et les plus sincères du Roi, avec les deux Chambres enfin, et avec le vœu de la France entière. Que dans un langage plus convenable, sorti d'une bouche pour laquelle je professe la plus haute estime, on ne nous parle plus même de *retour*. Ceux qui ont persuadé au Gouvernement de soutenir avec inflexibilité un projet de loi, qui, amendé comme nous le proposons, satisferoit tous les droits et tous les intérêts, ceux-là ne peuvent pas dire qu'ils *retournent* à rien; mais ils veulent *arriver* à quelque chose : et nous devons, nous, comme sujets et comme citoyens, comme Pairs et comme Français, tâcher que que l'on reste, sinon à la place, au moins sur la ligne où l'on est; car, sur cette ligne, on sera bien, et on sera mieux de jour en jour, en gardant fidélité à tous les devoirs et à tous les droits.

J'ai à reproduire un argument dont il faut qu'on ait senti toute la force, car on a mieux aimé l'oublier tout-à-fait, qu'essayer de le refuter.

Il faudroit cependant bien répondre à cette question : Quand nous aurons rendu la loi qu'on nous propose de rendre; quand nous aurons fait une loi pour dépouiller à jamais tou-

tes les lois d'aucun droit d'examen sur l'établissement, l'institut, les règles, les statuts de communautés religieuses ; quand nous aurons élevé à la puissance législative sa compétence collective, et livré à l'ordonnance administrative la compétence unique et exclusive en ces sortes de matières ; quand nous aurons établi par une loi que cette matière n'est plus du ressort des Chambres ; par qui l'autorité royale sera-t-elle éclairée ? Par qui sera-t-elle préservée des surprises de l'erreur ?

Par le Gouvernement ? mais le Gouvernement est un avec l'autorité royale, au nom de laquelle il agit ; mais le Gouvernement lui-même a d'autant plus besoin d'être éclairé, qu'il est responsable ; mais il se fait gloire de demander à être l'un et l'autre. Mais le Gouvernement peut être surpris, et la société veut qu'il soit contrôlé.

Par le conseil d'État ? mais le conseil d'État est le Gouvernement.

Vous vous méprenez, nous dit-on, sur les ordonnances rendues par forme d'administration civile. Dans la marche de ces sortes d'ordonnances, si l'on en rend une qui lèse le moins du monde le plus simple particulier, le plus isolé des individus, il peut se pourvoir au con-



seil d'État. Voilà, sous une autre forme, l'opposition qu'un particulier ou une corporation pouvoit former à l'enregistrement de lettres-patentes qui auroient blessé leurs intérêts. Sur ce point je serois prêt à me déclarer pleinement satisfait. Ainsi, qu'un propriétaire ou une famille vienne dire au conseil d'État ce qu'exposa au parlement de Besançon la famille franc-comtoise dont j'ai parlé tout-à-l'heure : « Ne les laissez pas s'établir dans une maison qui est ma propriété, qu'ils ont dérobée à mon père par une supercherie, par une simulation de personnes, par la corruption d'un notaire, par un faux malade, par un testament supposé : » je n'ai pas le moindre doute que l'intégrité du conseil d'État ne fasse justice de la fraude, et ne vienne au secours de celui ou de ceux qui en auroient été victimes. Tous les intérêts individuels et privés seront en sûreté, je n'en doute pas, devant le conseil d'État, rempli de personnes que l'opinion publique m'apprend à honorer, et avec plusieurs desquelles j'ai des liens étroits d'affection. Mais ce qui blessera, ou menacera d'un peu loin l'ordre social et la paix des familles, la liberté publique ou civile, l'autorité suprême et l'indépendance nationale, le prince et ses sujets; mais une communauté astucieuse dont



l'institut équivoque, dont les sourdes menées, sans montrer tous ces dangers en dehors, les recèleront dans le secret de leurs intentions, dans les combinaisons de leurs statuts et les mystères de leur doctrine, où sera le ministère public qui, dans nos anciennes cours souveraines, pouvoit, pour l'intérêt public, former *opposition* à l'enregistrement des *lettres-patentes*, comme les individus pouvoient la former pour les intérêts individuels? Où seront les Joly de Fleury, les Omer Talon, les Monclar, les La Chalotais? A Dieu ne plaise que j'insinue le moins du monde que ce sont les hommes qui manquent à la place; c'est la place qui manque aux hommes: il n'y a point de ministère public dans le conseil d'État, point de procureur-général indépendant, inamovible, vigilant, qui veille toujours à l'intérêt de la chose publique, même dans l'obtention des lettres-patentes accordées à des intérêts particuliers. Mais ces mêmes instituts, gros de tant de sinistres avenir, remplis de tant de dangers cachés, qui échapperont aux recherches, on peut dire aux facultés de conseil d'État, qu'ils soient portés aux deux Chambres, avant de recevoir la sanction royale; là ils seront examinés, pénétrés, dévoilés, repoussés: le prince

sera éclairé; le Trône, la patrie, et la société seront préservés.

Messieurs, permettez-moi de vous citer un fait très peu connu, et trop à la gloire de notre grand Louis XIV, trop instructif dans la circonstance présente, pour que vous ne l'entendiez pas avec intérêt.

Dans les dernières années de son règne, les jésuites eurent un procès devant le parlement de Paris. Ce procès étoit bien mauvais; à force de sollicitations ils obtinrent du Monarque de l'évoquer au conseil des dépêches. Le jour du jugement arrivé, les membres du conseil rassemblés, le roi entra, resta debout un instant, s'appuyant sur sa canne, son chapeau sur sa tête, le visage sévère, et fronçant ce sourcil qui plus d'une fois avoit remué toute l'Europe, *cuncta supercilio moventis*. Il frappa le parquet, et, avec cette voix que la nature avoit organisée pour le commandement, prononça ces mots: *En ça, Messieurs, j'espère que nous ne nous assemblons pas ici pour faire de la peine aux jésuites*. Il s'assit, et tout le conseil se rangea autour de la table. Un maître des requêtes fit le rapport. Depuis le chancelier jusqu'au dernier membre du conseil, tous condamnèrent les jésuites. Le Roi exposa dans son opinion tout ce qui lui paroiss-



soit militer pour eux, et dit: *je vais reprendre les voix.* Depuis le chancelier jusqu'au dernier membre du conseil, tous condamnèrent une seconde fois les jésuites. Le Roi promena ses yeux sur tous les conseillers, qui baissoient les leurs, non avec crainte, mais avec respect, et avec une vive douleur d'avoir affligé malgré eux un prince qui inspiroit autant d'affection à ses serviteurs que de terreur à ses ennemis. Le Roi reprit la parole: *Messieurs, dit-il, deux fois vous avez tous unanimement soutenu une opinion contraire à la mienne. Je ne puis croire que ce soit vous qui vous trompiez. Je vais prononcer l'arrêt: et Louis-le-Grand condamna les jésuites !*

Le vieux garde-des-sceaux Chauvelin qui avoit beaucoup vu, beaucoup fait, et beaucoup écrit, avoit laissé dans ses papiers une note séparée sur cette anecdote. L'abbé de Chauvelin avoit recueilli ces papiers et donné cette note à M. de Gouve, son ami, procureur-général à la cour des monnoies; j'en ai lue entre les mains de ce dernier magistrat.

Vous voyez, Messieurs, que je procède avec franchise dans ce débat: au premier aspect, on peut tirer de ce fait intéressant un argument contre ma thèse, on peut me dire: *Vous voyez bien.*



*que l'autorité royale peut être éclairée par son conseil, sans l'être par les deux Chambres.*

Messieurs, je rends à tous les Ministres du Roi ici présents la justice de croire qu'ils n'eussent pas agi autrement que ceux dont je viens de vous raconter la justice, le courage et la fidélité; mais je vous prierai de faire attention à deux mots dans le discours de Louis XIV: *Vous avez TOUS UNANIMEMENT soutenu une opinion contraire à la mienne. TOUS UNANIMEMENT!* Qu'un seul des ministres eût été de l'avis du Roi, Louis XIV auroit cessé de croire que c'étoit lui qui se trompoit. Vous savez que l'unanimité dans les conseils n'existe pas toujours... Vous savez ce qu'a répondu en 1812 un grand empereur du nord, qui gémissoit d'avoir trouvé son pays presque sans lois, et qu'on vouloit consoler en lui disant que son caractère en tenoit lieu à ses peuples: *Si je mérite ce que vous me dites, alors je suis un heureux accident. Mais il faut autre chose que des accidents pour garantir la justice des princes et le bonheur des peuples; il faut des lois fixes.* Messieurs, la réunion d'un roi tel que Louis XIV — d'un conseil tel que celui qui l'entouroit ce jour-là — et de l'unanimité dans ce conseil, sont trois accidents au lieu d'un. Croyez-vous facile de les réunir en permanence?... Il

faut des lois, Messieurs; notre Roi nous a donné des lois; il a proposé et sanctionné la loi du 2 janvier 1817; j'en demande le maintien.

Je crois, nobles Pairs, avoir établi ma première proposition : sans l'amendement que j'ai eu l'honneur de vous présenter, nous allons arriver à voter sur le projet de loi le plus grave sans principes convenus.

J'ai ajouté que nous y arriverions sans faits constatés. Peu de mots vont suffire à cette seconde proposition.

En sortant de la lecture du beau rapport que vous fit l'année dernière M. le comte de Portalis, je me tenois pour certain qu'au moins onze de ces établissements de religieuses hospitalières auxquels nous mettons tant de prix, onze établissements chefs-d'ordre, ayant déjà d'immenses ramifications, étoient *reconnus par la loi*. Comme je sortois avant-hier de la Chambre, une autorité des plus imposantes m'a dit qu'*aucun n'étoit encore reconnu par la loi*. J'ai cherché à résoudre mon doute entre deux assertions si opposées : on m'a répondu d'un côté : « *Ces établissements ont été reconnus par des décrets impériaux qui ont eu, et qui ont encore force de loi.* » On m'a répliqué de l'autre : « *Des décrets de Napoléon ne sont pas des lois.* » Vous voyez que



l'incertitude des *principes* se rencontre ici avec celle des *faits*.

Il faudroit cependant que nous sussions si les sœurs de Saint-Vincent de Paule, de la Sagesse, de Saint-Thomas de Villeneuve, de la Charité, de Notre-Dame de Châlons, enfin des onze communautés que j'ai trouvées nominativement dans le rapport de M. de Portalis, sont ou ne sont pas reconnues par la loi.

Si elles ne le sont pas encore, supplions humblement le Roi de nous faire présenter une seule loi qui reconnoisse ces onze communautés avec toutes leurs ramifications; il ne faudra guère plus de temps pour l'adopter que pour la lire. Le lendemain du jour où cette seule loi aura été adoptée, il n'y aura plus que des ordonnances royales à rendre sur tout ce qui concernera ces onze communautés, leurs succursales, leurs affiliations, leur extension dans tout le territoire de la France.

Sont-elles déjà reconnues légalement? plus de difficulté, plus de délai même. Dès aujourd'hui le Gouvernement peut rendre autant d'ordonnances qu'il le jugera convenable pour ces communautés mères et pour leurs filles. Elles sont reconnues légalement; il n'est plus besoin de loi pour elles.



Mais, nous dit-on, des associations nouvelles se présentent pour être reconnues. Les unes ne le sont pas du tout; les autres ne le sont qu'à moitié, provisoirement; toutes existent par le fait; toutes sont dans un état ou irrégulier ou au moins précaire, nombreuses, bientôt tumultueuses, parcequ'il y aura anarchie! Eh bien, Messieurs, passons le projet actuel de loi, avec l'amendement qui est présenté. Ou ces associations prouveront qu'elles ont satisfait à ce qu'exige ce projet pour les juger *reconnues par la loi*, ou elles vont s'empresser d'y satisfaire; et le lendemain du jour où les unes auront fait cette preuve, et les autres donné cette satisfaction, elles ne seront plus que du ressort de l'administration. Voyez donc comme tout se simplifie!

On nous parle avec effroi de deux cent vingt, de deux cent soixante-dix-neuf, de trois cents maisons! Mais pour juger si cette multitude est si difficile à débrouiller, à coordonner, à classer ou à réunir, enfin à régulariser, ne faudroit-il donc pas qu'on eût la bonté de nous instruire un peu plus qu'on ne l'a fait? D'abord à quel nombre attache-t-on ce titre d'association? J'en connois, moi, une qui s'intitule ainsi, qui a donné des preuves d'un zèle, d'un cou-

rage et d'une charité vraiment héroïques ; pansant les blessés sous les pieds des chevaux et à la bouche du canon ; soignant et nourrissant dans les hôpitaux et les prisons les malades et les affligés ; demandant et obtenant la grace de condamnés dignes de clémence. Moi et mes amis avons servi, autant que nous avons pu, ces pieuses héroïnes qui ont dit des paroles et fait des actions sublimes (1). Mais ces pauvres sœurs ne sont plus aujourd'hui que sept dans toute la France. Quand je leur ai parlé de s'unir à d'autres ayant la même vocation, alors j'ai trouvé résistance. *Nous voulons bien que d'autres s'unissent à nous, mais non pas nous unir à d'autres : nous voulons nos statuts tels que nous les tenons de M. le cardinal du Belloi : nous voulons notre titre, notre saint, notre patron. Rien n'est plus naturel* (2). Mais cependant on ne peut pas

---

(1) Qui blâmées par l'esprit de parti de donner leur pain à tous les affamés, leurs soins à tous les malades, leur charpie et leurs pansements à tous les blessés, répondoient : *Dieu a dit, je suis le Dieu de toutes les nations ; nous n'épousons pas les partis, nous épousons les victimes.*

(2) Je conçois que celles-là tiennent à leur nom, car il est gravé sur les murs de Barcelone comme sur ceux de Paris ; à leur Patron, car ce sont les sœurs de Saint-



prétendre à instituer autant de convents qu'il y a de saints. Et s'il faut autant de lois ou d'ordonnances qu'il se formera de petites associations de quatre à cinq femmes pieuses qui s'uniront entre elles, avec la volonté déterminée de rester, l'une, madame la supérieure; l'autre, madame la coadjutrice, les bureaux ministériels n'y suffiront pas plus que les séances des Chambres.

Un noble auteur, en parlant des divisions et subdivisions infinies qui, dans la religion écossaise, avoient suivi la désertion du chef de l'unité, a dit: *Chacun veut être le pape de sa secte.*

Ne laissons pas naître, au sein de notre religieuse unité, de ces petits scandales qui pourroient être suivis de plus grands, lesquels bientôt ne seroient pas sans dangers.

Ai-je besoin de répéter que je signerois à chaque page tout ce qu'a renfermé le discours de M. l'évêque d'Hermopolis sur ses deux premières propositions?

Il a dit, en discutant la troisième, qu'il vou-

---

Camille, admirées, célébrées, bénies de toute l'Europe, et dont les pauvres meubles ont été saisis, parcequ'elles n'avoient pas de quoi payer leur loyer. *Virtus laudatur et alget.*



loit que *la monarchie fût forte*; je le veux, je ne dirai pas plus, mais autant que lui; et c'est pour qu'elle reste forte que je veux qu'elle soit éclairée, qu'elle ne soit pas surprise, qu'elle ne soit pas trahie, qu'elle ne soit pas troublée....

Mais c'est aussi parce que je veux une *monarchie fortement* constituée, que je ne puis laisser passer sans contradiction ce qui a été dit, dans cette troisième discussion, sur l'enregistrement des édits, déclarations et lettres-patentes de nos Rois sous notre ancien régime. Par l'étendue de son esprit et par l'éloquence de ses paroles, le révérendissime prélat est appelé à répandre des lumières sur tous les sujets qu'il voudra connoître. Si profond, si persuasif dans les sciences de la religion dont il est le ministre, et de la morale dont il est le gardien et le modèle, il est acquis récemment à la politique et à la législation. J'ose le prier de puiser ses nouvelles instructions à des sources plus élevées, plus dignes de lui et de nous, que celle d'où il a cru pouvoir faire découler sa croyance politique sur ce qu'ont été successivement pour les monarques français et pour la nation française, le *consentement*, le *concours*, la *correction*, la *vérification*, l'*enregistrement des lois* publiques ou privées. J'ose l'inviter à chercher la définition, le

sens et la valeur de toutes ces grandes expressions, non dans les sommaires techniques d'un praticien, mais dans la suite des augustes documents qu'il me permettra de lui indiquer :

Dans les capitulaires de Charlemagne, et de ses successeurs.

Dans les établissements de saint Louis, dont le respectable prélat nous a fait entendre un si juste et si éloquent panégyrique.

Dans les déclarations de Philippe-le-Bel, de Charles V, *le Sage*; de Louis XII, *le Père du peuple*; de François I<sup>er</sup>, *le Loyal*; de Henri IV, *le Grand et le Bon*.

Dans les remontrances du clergé à Henri III, 1579.

Dans le discours de l'archevêque de Bourges aux États-généraux, 1588.

Dans le procès-verbal de toutes les tenues d'États-généraux.

Dans tous les discours et réclamations de tous les Chanceliers, Gardes des sceaux, Présidents, gens du Roi (1);

---

(1) C'est-à-dire des L'Hôpital, des Montholon, des d'Aguesseau, des Lamoignon, des Molé, des Seguier — et de MONTESQUIEU !



Dans les registres de toutes les Cours du Royaume;

Et pour couper court à des détails infinis, en élaguant tous les intermédiaires et rapprochant les extrémités :

Dans ces paroles sacramentelles par lesquelles Charles-le-Chauve a consacré son code : « Tels  
« sont les capitulaires de nos pères, que les Fran-  
« çais ont jugé à propos de reconnaître pour lois,  
« et que nos fidèles ont résolu dans une assem-  
« blée générale d'observer en tout temps. »

Dans ce que François I<sup>er</sup> ordonna à son chancelier d'écrire en son nom au duc de Savoie, qui, pour appuyer une de ses prétentions, invoquoit des lettres-patentes à lui accordées par le Roi, mais non enregistrées : « N'y a eu  
« aucune vérification, ce que toutes fois est re-  
« quis et nécessaire, tant de disposition de droit,  
« que par les ordres et usances du royaume; et  
« partant les dites lettres demeurent encore sans  
« effet aucun tant qu'elles soient vérifiées. »

Enfin dans cette déclaration que le président du Ferrier, ambassadeur à Rome, fut chargé de déclarer au Pape, au nom de Charles IX; « Par  
« nos coutumes et les antiques constitutions des  
« rois très chrétiens, jusqu'à ce jour très reli-  
« gieusement observées en France, rien de pu-



« blic concernant les choses, soit sacrées, soit  
« humaines, ne peut être tenu pour loi, qui n'ait  
été promulgué par un arrêt du parlement (1).

(1) Lorsqu'en 1814, Louis XVIII, *le Désiré*, seule autorité souveraine, seul pouvoir constituant resté debout au milieu des ruines de son Royaume qu'il venoit reconstruire, nous a octroyé l'inappréciable bienfait de sa Charte royale et constitutionnelle, il a conçu, annoncé et réalisé l'idée sublime de *renouer la chaîne des temps*. Si le Gouvernement pouvoit aujourd'hui, sans le concours et l'adoption des deux Chambres, ce qu'il ne pouvoit pas autrefois sans la vérification et l'enregistrement des Cours, *la chaîne des temps* ne seroit pas *renouée*, elle seroit à jamais rompue.

Le 21 novembre 1629, une déclaration du Roi fut envoyée au parlement de Paris, défendant « qu'aucune communauté religieuse pût s'établir sans permission du Roi, signée d'un secrétaire d'État. » Le parlement de Paris, dans son enregistrement, substitua aux mots : *sans la permission du Roi, signée d'un secrétaire d'État*, ceux-ci : *sans lettres-patentes vérifiées en la Cour*. La déclaration de 1629 ainsi enregistrée, et la loi du 2 janvier 1817, ont *renoué la chaîne des temps* sur cette matière, ne la rompons pas.



# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1824.

Séance du vendredi 16 juillet 1824.

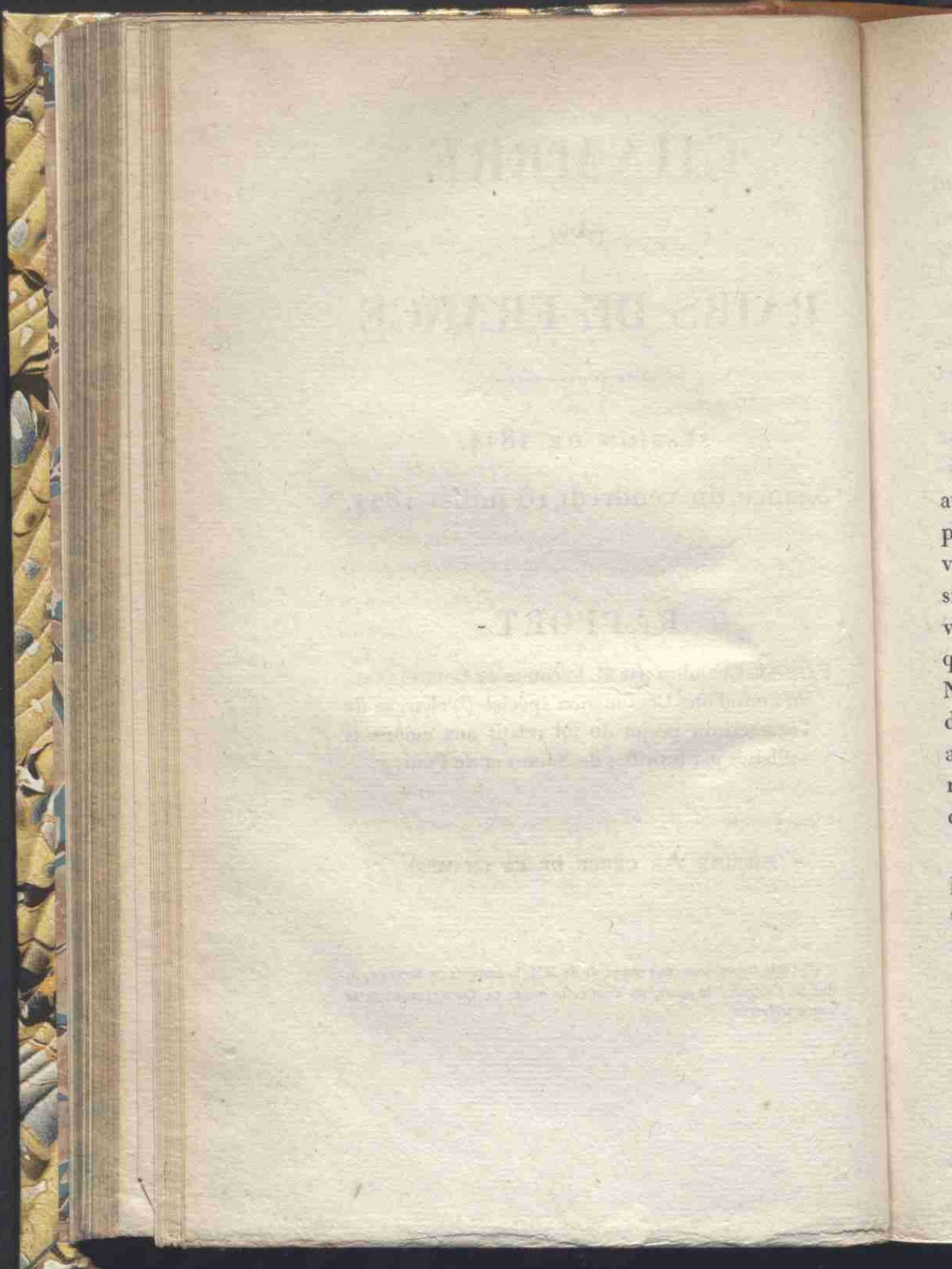
## RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le comte DE COURTARVEL,  
au nom d'une Commission spéciale(\*) chargée de  
l'examen du projet de loi relatif aux emprunts  
sollicités par les villes de Nantes et de Poitiers.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(\*) Cette commission étoit composée de MM. le marquis DE BONNAY, le  
duc DE CHILLON, le comte DE VOGUÉ, le comte DE COURTARVEL, et le  
comte D'ESCARS.





## RAPPORT.

---

MESSIEURS,

Le rapporteur de la Commission que vous aviez précédemment chargée de l'examen du projet de loi, relatif aux emprunts de diverses villes, et aux impositions extraordinaires de six départements, vient de nouveau exposer à vos Seigneuries les motifs d'utilité publique qui ont déterminé les conseils municipaux de Nantes et de Poitiers à demander (en raison de la loi de finances du 15 mai 1818) pareille autorisation pour des emprunts considérables, mais dont vous jugerez que le but est pour chacune de ces villes d'une importance majeure.

Ces intérêts de localité sont, Messieurs, la première source de l'esprit public; ils ont sous ce rapport droit à fixer cette attention si honorablement soutenue, que la Chambre des Pairs porte aux intérêts généraux de la France.

La ville de Nantes, dont la situation géogra-

phique favorise des relations commerciales qui augmentent sa population et ses richesses, manque d'un *abattoir* public nécessaire à la salubrité de l'air et à la sûreté de ses habitants; elle manque aussi d'un *muséum*, dont le vaste local puisse réunir les collections éparses, que les arts et l'histoire naturelle doivent au sol et aux connoissances éclairées de ses nombreux voyageurs. La construction d'un abattoir pour les bestiaux servant à la consommation habituelle de la ville, est évaluée, par pièces probantes, à la somme de 615,000 fr., et celle du muséum est portée à environ 200,000 fr.

C'est, Messieurs, pour subvenir aux frais de ces établissements considérables, que le conseil municipal a voté, le 24 mars dernier, un emprunt de 800,000 fr. remboursable en seize années, avec les intérêts à cinq pour cent, sur l'excédent des revenus de la ville; cet excédent monte à la somme de 136,350 fr., et s'accroîtra encore de 36,000 fr., produit présumé des droits à percevoir sur l'abattoir projeté.

Lors de la construction du muséum, le conseil municipal desire y joindre l'avantage de la fondation d'une école publique et gratuite de dessein et de sculpture. L'exécution de ce projet utile offrira à la classe industrielle l'appli-



ection des règles de l'art, et la connoissance de  
 ses principes favorisera les arts mécaniques et  
 libéraux, si essentiels à la classe ouvrière. Ce sera  
 donc dans tous les temps une ressource profi-  
 table à la jeunesse active de cette ville, qui ren-  
 ferme soixante-huit mille âmes. Elle viendra puis-  
 ser dans ce muséum un goût pur et des con-  
 noissances utiles; elle devra ses progrès à l'é-  
 tude de quarante-cinq beaux tableaux dont le  
 Gouvernement a déjà gratifié cette ville, et for-  
 tifiera l'amour du sol natal, par l'étude des ri-  
 chesses minéralogiques que la ville de Nantes  
 doit aux produits des trois départements qui  
 composent la glorieuse et immortelle Vendée.  
 Votre Commission, Messieurs, ayant considéré  
 que l'emprunt de 800,000 fr., dont l'autorisation  
 est demandée par la ville de Nantes, a pour  
 motif une utilité reconnue, qu'il offre les ga-  
 ranties voulues par une bonne administration,  
 que l'intérêt est fixé au taux légal, a l'honneur  
 de vous en proposer l'adoption.

La ville de Poitiers dont la situation topogra-  
 phique est une des plus avantageuses de France  
 pour un dépôt de cavalerie, joint à l'avantage  
 de posséder un quartier militaire situé près de  
 la rivière, celui de se trouver à l'embranchement  
 des routes de la Bretagne, de la Rochelle,

de Limoges, de Bordeaux, et de Lyon. Mais elle a peu de commerce; l'abondance comparative des produits de ses fertiles environs avec le petit nombre de ses consommateurs, lui a depuis long-temps fait desirer l'agrandissement de ses casernes, afin de les rendre convenables à l'établissement fixe d'un régiment complet de cavalerie, dont la présence donneroit des consommateurs à ses produits et du travail à ses ouvriers.

Le Ministre de la guerre combinant l'intérêt local de cette ville, avec les convenances particulières de son ministère, a donné son assentiment à ce vœu, sous la condition toutefois, que le ministère de la guerre ne seroit en rien chargé des frais relatifs aux reconstructions et améliorations du casernement.

C'est pour subvenir à ces frais, évalués 300,000 fr., somme que la ville de Poitiers ne peut prélever sur ses revenus ordinaires, sans nuire au service municipal, que le conseil de la commune a voté dans la séance du 12 mars dernier, un emprunt de 300,000 fr. remboursable en quinze années, avec intérêts limités à cinq pour cent, sur les revenus de la ville.

Poitiers trouvera le dédommagement de cet important sacrifice dans le débit assuré d'une



quantité considérable de fourrages qui croissent dans ses fertiles environs, notamment dans la vallée du *Clin*. Leur admirable qualité est très connue dans le département de la Vienne, et peut-être leur bas prix devoit-il engager les propriétaires à ne se pas contenter d'appeler au secours de leurs consommations un régiment de cavalerie. Ce beau pays offre d'immenses ressources à l'industrie agricole, et nous savons tous que l'augmentation des bestiaux en est la première base : l'intérêt particulier, et bien entendu, les portera sans doute à en multiplier le nombre. D'après les motifs d'utilité publique et d'intérêt local que j'ai eu l'honneur de mettre sous les yeux de la Chambre, et qui se réunissent en faveur des emprunts votés par les conseils municipaux de Nantes et de Poitiers; et attendu l'autorisation législative exigée pour les villes jouissant de 100,000 fr. de revenu, par la loi du 15 mai 1818, votre Commission a l'honneur de proposer à vos Seigneuries d'adopter le projet de loi qui en règle le mode.

---





# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1824.

Séance du vendredi 16 juillet 1824.

## DÉVELOPPEMENTS

De l'amendement proposé par M. le comte Roy,  
relativement aux Communautés religieuses de  
femmes.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

DES PAIRS DE FRANCE

Séance du 18 mai 1854

Discours de M. le Président de la Chambre

DE VOTRE

Le Président de la Chambre a lu le rapport de M. le Ministre de l'Intérieur sur l'état de l'enseignement primaire en France.

Le Président de la Chambre a lu le rapport de M. le Ministre de l'Intérieur sur l'état de l'enseignement primaire en France.



## DÉVELOPPEMENTS

De l'amendement proposé par M. le comte Roy,  
relativement aux Communautés religieuses de  
femmes.

MESSIEURS,

Le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes, et celui proposé par la Commission, portent que ces communautés seront reconnues par des ordonnances du Roi, *rendues dans les formes des réglemens d'administration publique, le conseil d'État entendu.*

L'amendement que j'ai l'honneur de soumettre à la Chambre consiste dans la suppression de ces mots: *rendues dans la forme des réglemens d'administration publique, le conseil d'État entendu.*

Je reconnois que c'est dans de bonnes vues, dans d'excellentes intentions, dans celles de donner à la société plus de garanties, que le projet de loi et la Commission proposent d'impo-

ser ces conditions pour l'établissement de nouvelles communautés.

Toutefois, il y auroit de si grands inconvénients de les prescrire *par la loi*, que je n'ai pas de doute que vous n'en adoptiez la suppression. Une courte explication suffira pour vous en faire sentir la nécessité.

L'objet principal du projet de loi est de reconnoître à la puissance exécutive la faculté d'autoriser l'établissement *des communautés religieuses de femmes*.

Sous la constitution de l'an 8, trois pouvoirs bien distincts se partageoient les attributions du pouvoir exécutif.

Le conseil d'État étoit un de ces pouvoirs.

Établi par la constitution même, il étoit chargé, par cette constitution, *de la rédaction des projets de loi; de celle des réglemens d'administration publique; de résoudre les difficultés qui s'élevoient en matière administrative; d'autoriser la mise en jugement des agents administratifs*: enfin, c'étoit parmi les membres du conseil d'État que devoient toujours être pris les orateurs chargés de porter la parole devant le corps législatif.

Ainsi, c'étoit par une autorité qui lui étoit propre que le conseil d'État, sous l'auspice de

la constitution de l'an 8, devoit intervenir dans les réglemens d'administration publique; qu'il devoit être entendu, et qu'il devoit lui-même faire ces réglemens, qui étoient seulement approuvés par le chef du Gouvernement; et il n'est personne qui ne sache quel abus a été fait de cette attribution, et combien elle a servi, sous le précédent Gouvernement, à l'envahissement de tous les pouvoirs.

L'ancien conseil d'État a cessé d'exister; son existence comme *pouvoir* étoit inconciliable avec les principes de notre monarchie et avec ceux de la Charte, suivant laquelle *au Roi seul appartient la puissance exécutive*.

Le conseil d'État, tel qu'il existe aujourd'hui, a été créé par une Ordonnance; il n'est pas un pouvoir dans l'État; il n'a pas de droits qui lui soient propres: il est le conseil du Prince qui, pour l'exercice des pouvoirs qui lui appartiennent, a voulu s'entourer d'hommes éclairés dont il appelle les lumières, lorsqu'il le croit convenable.

Je suis loin de contester l'utilité et même la nécessité du conseil d'État; mais je crois indispensable d'éviter de lui donner ou de lui reconnoître des attributions qui altéreroient sa na-



ture, et qui seroient une atteinte à l'autorité du Roi.

Aux termes de la Charte, *le Roi fait les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois*: Mais, nulle part, elle n'emploie les expressions de la constitution de l'an 8, celles de *règlements d'administration publique*.

On ne pourroit les employer, et on ne pourroit dire que les ordonnances du Roi seront rendues *dans la forme des règlements d'administration publique*, sans supposer que les ordonnances du Roi sont de nature différente; qu'elles ont une autre autorité, dans le cas où, comme précédemment, elles doivent être *rédigées par le conseil d'État*; sans renouveler le sens que ces expressions avoient; sans introduire dans notre législation une nature d'actes qui n'existent pas, et sans imposer à l'autorité royale une entrave qu'elle n'a pas, et qu'il n'est pas au pouvoir des Chambres de lui imposer.

En rejetant les amendements qui lui ont été présentés, la Chambre a décidé que l'établissement des communautés religieuses de femmes étoit dans les attributions de la puissance exécutive.

Mais alors cette attribution doit être exercée

comme toutes les autres attributions qui appartiennent à la puissance exécutive, *par des réglemens ou des ordonnances du Roi*, parceque nous ne connoissons que des actes de législation, ou des actes d'exécution.

Personne ne doute que le Roi ne s'environne des lumières du conseil d'État, lorsqu'il s'agira d'autoriser des communautés religieuses, d'examiner et d'apprécier leurs statuts; mais la loi ne peut pas le soumettre à n'accorder cette autorisation que par une *ordonnance rendue dans la forme des réglemens d'administration publique*, c'est-à-dire présentée et rédigée par le conseil d'État.

La loi, dans les matières qui appartiennent à la puissance exécutive, ne peut même pas, sans attenter à cette puissance, obliger le Roi à prendre l'avis du conseil d'État, par la raison qu'il n'a mis aucune condition à la réserve qu'il a faite pour lui *seul* de la puissance exécutive.

C'est volontairement et librement qu'il a créé et qu'il conserve le conseil d'État; et c'est volontairement et librement qu'il le consulte, lorsqu'il ne trouve pas en lui-même, ou dans ses ministres, des lumières qui lui paroissent suffisantes.

La nécessité imposée par la loi d'exercer tels

ou tels actes de la puissance exécutive, par des ordonnances rendues *dans la forme des règlements d'administration publique*, seroit même une atteinte au principe de la responsabilité ministérielle, puisqu'il ne seroit pas juste de rendre un ministre responsable d'un acte d'un conseil devenu l'organe et l'instrument nécessaire de la loi.

En vous soumettant ces observations, Messieurs, j'ai encore eu pour objet de rendre sensibles les inconvénients qui résultent toujours de la confusion des principes politiques d'une constitution qui n'est plus, avec les principes politiques de celle qui l'a remplacée, lorsque ces principes sont relatifs aux rapports qui existent entre les pouvoirs créés par l'une ou par l'autre.



# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du samedi 17 juillet 1824.

---

## RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le comte DE BRETEUIL,  
au nom d'une Commission spéciale (\*) chargée de  
l'examen du projet de loi relatif aux chemins vi-  
cinaux.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(\*) Cette Commission étoit composée de MM. le comte DE CHABROL, le  
duc DE BRISSAC, le comte DE CASTELLANE, le marquis DE RASTIGNAC, et le  
comte DE BRETEUIL.

CHAMBRE

PAIRS DE FRANCE

SESSION DE 1834

Séance du samedi 17 juillet 1834

RAPPORT

Par M. le Comte de la Roche-Aymon, l'un des  
membres de la Commission chargée d'examiner  
le projet de loi relatif à l'organisation  
du service des prisons.

PRÉSENTÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE

Paris, le 17 juillet 1834.

## RAPPORT.

MESSIEURS,

La Commission que vos Seigneuries ont chargée d'examiner le projet de loi sur les chemins communaux, ayant daigné me nommer son Rapporteur, je me suis empressé de remplir cette tâche honorable, et d'autant plus facile, que la discussion éclairée de l'autre Chambre avoit déjà fixé notre attention.

Depuis nombre d'années la presque totalité des conseils-généraux, les administrateurs, ainsi que leurs administrés, réclament une loi sur les chemins communaux.

En 1817, soixante et dix-huit conseils-généraux demandèrent la prestation en nature, rachetable en argent;



En 1821, soixante-trois de ces mêmes conseils renouvelèrent leurs instances.

Personne n'ignore le déplorable état de ces chemins, si utiles au commerce et à l'agriculture.

Sur plusieurs points de la France les produits restent encore invendus, ou se donnent à trop vil prix, par suite de la difficulté de les transporter sur les points où leur vente s'opèrerait avantageusement.

Les chemins communaux sont, depuis longtemps, regardés comme la propriété des communes.

Les lois des 1<sup>er</sup> décembre 1790, 6 et 14 octobre 1791, 1<sup>er</sup> décembre 1798, 17 février 1800, et 28 février 1805, ont régi, jusqu'à ce jour, l'administration des chemins communaux.

Par la loi du 6 octobre 1791, l'administration reçut l'autorisation d'imposer les communes, pour la réparation de leurs chemins.

La loi du 1<sup>er</sup> décembre 1798 restreignit tellement cette trop grande latitude, que les chemins des trois quarts des communes tombèrent dans un état absolu de dégradation.

La loi du 17 février 1800 appela les conseils municipaux à régler la répartition des travaux nécessaires à la réparation et à l'entretien desdits chemins.

Enfin, la loi du 28 février 1805 ordonna la recherche des limites de ces chemins, fixa leur largeur suivant les localités, et indiqua le mode de poursuites en contravention.

La loi qui nous occupe étoit, sans contredit, une des plus difficiles à créer, puisqu'elle devoit s'appliquer à un nombre infini de localités, et donner à l'autorité départementale tous les moyens de lever légalement, non seulement les difficultés prévues, mais encore celles imprévues, plus multipliées que les premières.

Votre Commission pense, Messieurs, que le projet qui vous est soumis, sans avoir encore atteint toute la perfection possible, nous rapproche cependant beaucoup du but désiré.

L'article premier de cette loi a paru à votre Commission ne pouvoir donner lieu à aucune observation, puisque, d'une part, le principe en est d'une rigoureuse justice, et que, de l'autre, la prévoyance de l'article 9 ne permet pas de redouter des charges trop onéreuses ou mal réparties.

Il en est de même de l'article 2 : votre Commission a reconnu que la prestation en argent ou en nature, au choix des contribuables, étoit le seul moyen de remédier aux maux existants.



Les revenus de la presque totalité des communes rurales ne peuvent suffire à l'entretien de leurs chemins, encore moins donc aux travaux extraordinaires, que leur affreuse dégradation actuelle nécessite aujourd'hui. L'expérience nous a prouvé que la prestation, régulièrement et sagement employée, étoit, sous tous les rapports, préférable aux contributions extraordinaires. Ce puissant moyen, que l'on s'est vainement efforcé d'assimiler à l'ancienne corvée, se pratiquoit, il y a peu d'années, en France, et se pratique depuis long-temps en Autriche, en Belgique, et en Angleterre, où l'on admire avec juste raison la beauté des communications vicinales.

La loi proposée nous promet ce même résultat, et nous le fera obtenir d'une manière moins onéreuse et plus équitable.

La corvée, telle qu'elle existoit autrefois, étoit arbitraire, illimitée, et injustement répartie; la prestation, au contraire, telle qu'elle vous est demandée, n'est autre chose qu'un impôt, une charge proportionnée aux besoins, imposée sur tous les intéressés à la bonne viabilité de nos chemins, une servitude, enfin, prévue par les articles 649 et 650 du Code civil.

Le choix laissé aux contribuables de s'acquit-



ter en nature ou en argent, rendra l'impôt moins onéreux, et sa libération plus facile.

L'article 3 donne les moyens d'exécution, en indiquant dans quelle proportion l'impôt de la prestation sera frappé sur chaque individu, chef de famille ou d'établissement, à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier, ou de colon partiaire, porté sur l'un des rôles des contributions directes: ainsi, d'après ledit article, un chef de famille, non imposé au rôle de la contribution foncière, ayant trois fils et une bête de somme ou de trait, paiera (s'il préfère s'acquitter en argent) au plus 16 francs, tandis qu'un propriétaire, imposé à 4,000 fr., paiera 216 fr., dans la supposition (difficile à admettre) que ses charges n'excéderaient pas celles de l'exemple précité.

Votre Commission a donc pensé, Messieurs, que cette proportion étoit aussi juste que possible, et avec d'autant plus de raison que, si la taxe du riche propriétaire ne semble pas être au premier coup-d'œil en proportion avec celle du pauvre, il n'en est plus de même lorsque l'on remarque que la taxe du riche sera toujours fort augmentée par le nombre de domestiques et de chevaux que son état de fortune permet de supposer.

La prestation a été reconnue indispensable, et sa répartition, d'après la seule base des contributions directes, n'atteindroit point le but proposé: M. le Ministre de l'intérieur vous l'a très clairement démontré, le 8 juillet dernier.

Un honorable membre de l'autre Chambre a proposé de dispenser de la prestation tous ceux qui ne paieroient que l'impôt personnel: votre Commission partagée d'autant moins cette opinion que les articles 3 et 5 du projet de loi donnent la faculté de ne point imposer ou de dégréver tous ceux que l'autorité locale reconnoitra indigents.

L'article 4 ne faisant que prévenir l'insuffisance des moyens accordés par l'article 3, et mettant en harmonie le principe d'impôt, qui s'attache à la personne, avec celui qui s'attache à la propriété, comme à l'industrie, votre Commission ne fera, sur cet article, aucune observation. Cette latitude étoit d'ailleurs indispensable; et comme la loi en fixe elle-même la limite, l'on ne doit point en redouter l'abus.

L'article 5 rappelle les dispositions de la loi, en ce qui concerne les votes et recouvrements des contributions directes; il offre, en outre, le grand avantage de diminuer, sans le moindre inconvénient, la centralisation, et satisfait, sous ce double rapport, au besoin si généralement



et depuis si long-temps exprimé; ce même article prévoit les dégrèvements reconnus nécessaires.

Si les ressources autorisées par les articles 3 et 4 se trouvoient encore trop foibles, l'article 6 permettroit de recourir, avec l'approbation royale, et les formalités exigées par nos lois existantes, à des contributions extraordinaires. L'ouverture de nouvelles communications, la construction de ponts, aqueducs, etc., exigeroient cette faculté, dont les communes ne feront, au surplus, usage que lorsqu'elles mêmes l'auront reconnu indispensable, ou lorsque le Gouvernement et les conseils-généraux de départemens n'auront pu suffisamment contribuer à ces travaux de grande importance. Votre Commission auroit peut-être désiré que ce même article eût donné aux propriétaires absents ou incapables de défendre eux-mêmes leurs intérêts, tels que les veuves et les mineurs, le droit de se faire représenter; mais comme avant tout il est de la plus grande urgence de répondre au vœu de la France entière, votre Commission ne vous proposera aucun amendement à ce sujet; elle se borne à exprimer le desir que le droit de représentation, pour le seul cas dont il vient d'être question, soit ac-



cordé par l'un des articles de la loi des finances de l'année prochaine.

Rien n'est plus juste que l'obligation imposée par l'article 7. De toutes parts on demandoit depuis long-temps que les dégradations extraordinaires, occasionées sur les chemins communaux par des exploitations de mines, de carrières, de forêts, ou de toute autre entreprise industrielle, donnassent lieu, d'après des expertises contradictoires, à des subventions particulières. Les charges ne doivent-elles pas être, autant que possible, proportionnées aux avantages, sur-tout à l'égard de la viabilité publique.

Qui pourroit d'ailleurs s'en plaindre, lorsque le Roi, qui ne laisse échapper aucune occasion d'alléger les charges publiques, a voulu que les domaines de l'État et de la Couronne fussent assimilés, dans cette circonstance, à toutes les autres propriétés, et contribuassent également aux dépenses des chemins communaux, dans les proportions réglées par les préfets, en conseil de préfecture? Cette décision royale, indiquée par l'article 7, ne peut qu'augmenter la reconnaissance due au gouvernement légitime et tout paternel de nos Rois.

L'article 9 n'a paru mériter aucune observa-

tion de la part de votre Commission, puisqu'il donne tout à-la-fois les moyens d'ouvrir ou réparer de longues communications, sans grever, d'une manière disproportionnée, une ou plusieurs des communes plus ou moins intéressées à cette dépense. D'une part l'autorité ne sera jamais entravée, et de l'autre la commune qui se croira lésée, pourra réclamer et obtenir justice, toutes les fois que son opposition sera fondée : la hiérarchie établie pour l'examen de la question ne laisse, au surplus, rien à désirer.

L'article 10 et dernier de la loi, qui fait le sujet de ce rapport, ne laisse plus le droit de se plaindre (du moins pour cette partie de l'administration) de l'excès de la centralisation : les lenteurs seront considérablement abrégées, les autorités seront investies d'un pouvoir que réclamoit depuis long-temps le bien du service, et le nouveau mode d'acquisitions, aliénations, échanges de travaux d'ouverture ou élargissement de chemins communaux, enfin d'extraction de matériaux, conciliera les intérêts des contribuables avec l'intérêt général.

Les décisions des préfets seront définitives, mais elles ne seront point, pour cela, sans ap-



pel : il en est de même dans presque toutes les autres parties de l'administration : le recours est de droit tant que les délais voulus ne sont point expirés.

L'expropriation pour cause d'utilité publique, prévue et autorisée par la loi du 8 mars 1810, ne peut donc être redoutée : l'intérêt public ne doit-il pas toujours être satisfait, toujours prévaloir sur les intérêts privés?

On avoit émis le vœu dans l'autre Chambre que la loi présentée pût donner plus d'extension et de force à la loi du 28 février 1805, afin de rendre plus prompte, et dès-lors plus efficace, la répression des envahissements et autres délits de la petite voirie. Peut-être un amendement auroit-il offert, à ce sujet, quelques avantages; mais comme d'un côté les lois, ordonnances, décrets, et arrêtés, réprimant les empiétements et autres délits commis sur la voirie vicinale, subsistent dans toute leur force; et que de l'autre le moindre retard de l'exécution du projet de loi présenté seroit plus nuisible au bien du service que l'ajournement de l'extension demandée, votre Commission n'a cru devoir faire aucune proposition à cet égard.

Votre Commission a également examiné,



avec une scrupuleuse attention, les observations faites à l'égard du classement des chemins communaux, de leur plantation, de l'entretien des fossés, et de la vente des chemins inutiles; mais attendu que les lois du 11 juillet 1797, du 28 février 1805, et plusieurs autres lois et décrets, ne sont point abrogés, votre Commission n'a pas été dans le cas de vous proposer des amendements sur ces divers articles: le droit commun et les lois en vigueur y suppléeront aisément.

Une loi peut difficilement tout prévoir: la meilleure et la plus sage est celle qui concilie les intérêts divers. Le projet de loi présenté offre ce caractère. Hâtons-nous, Messieurs, de l'adopter tel qu'il est; le temps en fera bien mieux encore ressortir les avantages; et si l'expérience fait apercevoir quelques lacunes, ou fait désirer quelques perfectionnements, le Gouvernement, n'en doutons pas, s'empressera de nous soumettre plus tard les moyens d'y remédier.

Votre Commission espère donc que vos Seigneuries s'empresseront de faire jouir notre belle patrie des avantages du projet de loi soumis à votre approbation, et qui doit être regardé comme un bienfait du Monarque que la Providence a rendu à nos vœux.

---



# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du samedi 17 juillet 1824.

---

## RAPPORT

FAIT à la Chambre, par M. le comte CHAPTAL, au nom d'une Commission spéciale (\*) chargée de l'examen du projet de loi relatif aux altérations et suppositions de noms sur les produits fabriqués.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(\*) Cette Commission étoit composée de MM. le comte CHAPTAL, le comte DE CORNET, le marquis D'ARAGON, le vicomte DAMBRAY, et le comte LECOUBEUX DE CANTELEU.



CH. LAMBE

PAIRS DE FRANCE

1800

1800

1800

1800

1800

## RAPPORT.

---

MESSIEURS,

L'article 1<sup>er</sup> du projet de loi qui est soumis à vos Seigneuries, contient toute la loi : il prononce la peine d'emprisonnement et celle de l'amende contre tout individu qui auroit apposé sur des produits fabriqués le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication.

Ces dispositions sont justes ; elles sont nécessaires :

Elles sont justes en ce qu'elles donnent une garantie à la propriété industrielle ; je dis propriété ! et en est-il de plus sacrée que celle du nom d'un fabricant qui, par un travail assidu, une conduite sans tache, et des découvertes utiles, s'est placé honorablement parmi les bienfaiteurs de son pays, et les créateurs de son industrie ? S'il est glorieux de porter des noms illustrés dans la carrière des armes, de la magistrature, de l'administration, il est pareil-

lement honorable de consacrer le sien par de grands services rendus à l'industrie, une des principales sources de la richesse et de la prospérité d'un État.

Ce que je dis ici des individus, je le dirai des villes, où des fabricants sont parvenus à créer des genres d'industrie, que la supériorité et la qualité constante des produits ont fait apprécier de tous les peuples consommateurs : souvent le nom de la ville apposé sur les produits commande seul la confiance, et forme une garantie aux yeux de l'acheteur, et s'il étoit permis de revêtir de ces noms des produits inférieurs, la confiance seroit bientôt retirée, et la France perdrait infailliblement plusieurs genres d'industrie qu'il importe à sa gloire et à sa prospérité de conserver.

Le nom d'un fabricant devenu célèbre par la supériorité constante de ses produits, la fidélité et la bonne foi dans ses relations commerciales, de même que celui d'une ville qui a créé un genre d'industrie connu et réputé dans toutes les parties du monde, sont donc plus qu'une propriété privée, ils forment une propriété publique et nationale. Les produits revêtus de ces noms sont admis par-tout avec confiance, et elle est telle cette confiance, que, dans plusieurs



lieux de grande consommation, on les reçoit sans rompre balle.

Eh bien ! qu'on tolère tacitement de fausses inscriptions sur les étoffes ; que la loi reste muette sur ces usurpations de noms ; que le consommateur n'ait plus aucune garantie sur laquelle puisse reposer sa confiance, dès ce moment nos relations commerciales avec les étrangers sont dissoutes. C'est donc un véritable délit qu'il appartient à la loi de réprimer.

Et qu'on ne dise pas que le consommateur saura bien distinguer à l'achat les degrés de qualité d'une étoffe : non, Messieurs, le consommateur ne peut pas les apprécier ; il ne juge que ce qui tombe sous les sens : l'œil et le tact suffisent-ils pour prononcer sur la solidité des couleurs, pour déterminer avec précision le degré de finesse d'une étoffe, la nature et la bonté des apprêts ? Dans les premières années de la révolution, les bonnes couleurs de la fabrique de Lyon s'étoient altérées, et le nord repoussa bientôt nos soieries. Ce n'est qu'en revenant à ses couleurs solides que cette importante fabrique a pu retrouver ses anciennes relations.

Sans doute l'industrie doit être libre : c'est le seul moyen d'en hâter les progrès et d'exciter l'émulation ; mais il ne doit pas être permis d'u-

surper un nom respectable pour faire colporter impunément la fraude, pour décrier une manufacture, déshonorer un nom jusques-là révére, et fermer des débouchés au commerce d'une nation.

Qu'on ne dise pas non plus qu'on établit par la loi un monopole ou un privilège entre les mains de quelques fabricants : non, Messieurs, il n'y a ni monopole ni privilège, toutes les fois qu'il est permis à un fabricant d'imiter et de copier les méthodes et les procédés d'une fabrication quelconque. Il ne s'agit ici que de donner une garantie légale à la propriété des noms qu'il n'est pas permis d'usurper.

Dans tous les temps, le Gouvernement s'est occupé de l'objet qui est maintenant soumis à vos délibérations.

Les statuts accordés à la fabrique de Carcassonne, le 26 octobre 1666, portoient la peine du carcan, pendant six heures, contre tout manufacturier qui apposeroit sur ses draps la marque d'une autre ville ou celle d'un autre fabricant.

La loi du 12 avril 1803 assimile au crime de faux, et prononce des peines infamantes, contre les contrefacteurs du genre dont il s'agit.

La sévérité seule de ces lois les a fait tomber



en désuétude. Les fabricants les plus intéressés à la répression du délit n'ont pas voulu poursuivre l'exécution de la loi, tant il est vrai que toujours la peine doit être proportionnée au délit, et qu'il est un sentiment naturel plus fort que l'intérêt personnel, et antérieur à toutes les lois, qui repousse tout ce qui ne paroît pas juste.

Le projet de loi qui vous est soumis ne prononce que des peines correctionnelles contre les mêmes délits; et, sous ce rapport, il atteint le même but sans compromettre le sort de la loi.

Ce projet de loi consacre un principe, la garantie des noms des fabricants et des villes de fabrique. Il restera, après son adoption, à en régler l'exécution.

Ici se présentent de graves difficultés qui ne pourront être résolues que par des ordonnances interprétatives et réglementaires.

Les fabricants établis dans l'enceinte tracée et limitée d'une ville de fabrique doivent-ils jouir seuls du droit d'apposer le nom de la ville sur leurs produits? Ceux qui se sont établis dans le voisinage pour profiter d'un cours d'eau, du plus bas prix de la main-d'œuvre, de bâtimens plus commodes et plus spacieux, mais qui emploient dans leur fabrication les mêmes matiè-



res, les mêmes procédés, les mêmes apprêts, et dont les produits sont de même nature que ceux qu'on fabrique dans l'intérieur, seront-ils déshérités du droit d'apposer sur leurs étoffes le nom de la ville? Cela ne paroît ni juste ni conforme à l'intérêt de l'industrie. Par exemple, Sedan est une ville militaire, son enceinte est circonscrite et très restreinte; à mesure que la fabrique s'est étendue elle a dû sortir des limites tracées pour la défense de la place; les principaux fabricants se sont établis hors des murs; pourroit-on aujourd'hui leur contester le droit de continuer à marquer leurs tissus du nom de *drap de Sedan*?

L'ordonnance doit prévoir ces difficultés et les résoudre d'avance pour éviter toute contestation entre les fabricants.

Une autre difficulté se présente, et celle-ci n'est pas la moins grave.

Depuis qu'on a donné toute liberté à l'industrie manufacturière, les fabriques de Sedan, d'Elbeuf, de Louviers, qui ne pouvoient fabriquer chacune qu'une sorte d'étoffe, ont varié à l'infini la qualité de leurs produits, et on fabrique dans la seule ville d'Elbeuf vingt sortes de draps dont les prix varient depuis 8 et 12 fr. jusqu'à 30 et 40 fr. l'aune.

Cette liberté a produit plusieurs bons effets : le premier, d'employer à une bonne fabrication l'énorme variété de laines que produit aujourd'hui notre agriculture ; le second, de nous mettre en mesure de rivaliser avec les fabriques étrangères et de repousser leurs produits analogues ; le troisième, d'assortir la fabrication à tous les goûts et à toutes les fortunes.

Mais vous ne pouvez pas empêcher qu'un fabricant d'Elbeuf, de Sedan, ou de Louviers, ne marque son drap, quelle que soit sa qualité, du nom du lieu où il a été fabriqué ; le projet de loi qui vous est soumis l'y autorise expressément. Je dis plus, vous ne pouvez pas empêcher que d'autres fabricants ne s'établissent dans ces trois villes pour acquérir le droit de revêtir des produits quelconques du nom d'une ville célèbre par sa fabrication.

Ainsi la loi seroit incomplète sous ce rapport et l'effet en seroit illusoire.

Que desirent les fabricants de Sedan et de Louviers qui ont fait la demande de la loi qui est soumise à vos délibérations ? Ils veulent que leur draperie fine qui, colportée dans le monde entier sous le nom de *draps de Sedan* ou de *Louviers*, a acquis par-tout une réputation méritée, puisse la reprendre. Leurs efforts sont louables,

leurs vœux sont légitimes ; mais ils ne parviendront à leur but qu'autant que , par une ordonnance , il sera réservé aux seuls fabricants de la bonne draperie , anciennement connue sous le nom de *draps de Louviers* ou de *Sedan* , d'ajouter à ces dénominations celle de *première qualité*. Sans cela les noms de draps d'Elbeuf , de Sedan , ou de Louviers , n'offriront aucune garantie au consommateur.

La Commission vous propose l'adoption de la loi.



# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du samedi 17 juillet 1824.

---

## RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le marquis DE PASTORET,  
au nom d'une Commission spéciale<sup>(\*)</sup> chargée de  
l'examen du projet de loi relatif à l'ouverture de  
nouveaux crédits pour complément de dépenses  
extraordinaires de l'exercice 1823.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(\*) Cette Commission étoit composée de MM. le marquis DE  
LATOUR-MAUBOURG, le marquis DE PASTORET, le comte D'ESCARS,  
le marquis D'HERBOUVILLE et le marquis DE VILLEFRANCHE.



## RAPPORT.

MESSIEURS,

La loi du 17 mars 1817 établit que les parties du service de chaque ministère seront réglées de manière que la dépense ne puisse excéder le crédit en masse ouvert à chacun d'eux. Les Ministres, ajoute-t-elle, ne pourront, sous leur responsabilité, dépenser au-delà du crédit. (Art. 151.)

L'art. 152 porte : « Le Ministre des finances ne pourra, sous la même responsabilité, autoriser les paiements excédants que dans des cas extraordinaires et urgents, et en vertu des ordonnances du Roi, qui devront être converties en lois à la plus prochaine session des Chambres. »

Une double obligation est ici imposée aux Ministres : une ordonnance du Roi doit recon-



noître que le cas est extraordinaire et urgent, l'autorisation qu'elle donne doit être convertie en loi à la plus prochaine session des Chambres.

Par une loi du 17 mars 1823, des crédits éventuels, jusqu'à concurrence de 100 millions, furent ouverts aux Ministres ordonnateurs pour les dépenses extraordinaires et urgentes qui seroient autorisées dans les formes prescrites par la loi du 17 mars 1817, additionnellement aux crédits votés pour leur service de 1823.

La guerre d'Espagne n'est pas nommée dans cette loi; mais personne n'ignoroit qu'elle en étoit l'objet principal. Dans le discours prononcé à l'ouverture de la session des Chambres, le Roi avoit annoncé, le 28 janvier, que cent mille Français seroient prêts à marcher pour garantir l'Espagne des calamités qui la menaçoient, et la préserver de sa ruine. Mais les hommes qui dominoient alors leur malheureuse patrie, avoient repoussé, au nom d'un prince qu'ils tenoient captif, tous les avertissements d'une prévoyance salutaire et d'une sagesse éclairée. Un mois auparavant, une note, adressée à l'ambassadeur de France à Madrid, avoit annoncé que la guerre commenceroit si l'Espagne continuoit à être régie par les mêmes principes révo-

lutionnaires. Dès le mois d'octobre, le cordon sanitaire étoit devenu une armée d'observation.

Plusieurs ordonnances furent rendues au mois de février, toutes relatives à cette destination.

Un projet de loi fut présenté à la même époque pour l'ouverture d'un crédit extraordinaire. Il fut adopté par les deux Chambres dans le mois suivant. C'est la loi du 17 mars 1823, dont nous venons de parler.

Les autorisations qu'elle exigeoit conformément à une loi plus ancienne, celle de 1817, ont toutes été données. Une ordonnance royale a réparti les cent millions d'après les besoins reconnus des divers ministères. L'approbation de cette ordonnance et sa conversion en loi nous sont demandées aujourd'hui.

Le projet qui vous est soumis n'a pas ce seul objet.

L'art. 3 demande que le crédit accordé le 17 mars 1823 soit augmenté d'une somme de 107,768,077 fr., à laquelle s'élève le complément des dépenses extraordinaires et urgentes autorisées par des ordonnances royales, pour les services de guerre dans l'année 1823.

Un article précédent demande qu'il soit accordé au Ministre de l'intérieur, sur les fonds du budget de 1823, au-delà des crédits ouverts pour les dépenses de cet exercice, un supplément de 575,893 fr. pour solder les travaux de construction et de dispositions intérieures de la nouvelle salle de l'Académie royale de musique.

Nous n'avons pas besoin, Messieurs, de rappeler à votre mémoire un grand crime, une épouvantable calamité. Nos pleurs l'ont dit, nos regrets le diront long-temps, et nos neveux sauront qu'il avoit toutes les vertus de Henri IV ce jeune prince qui est mort comme lui, au milieu de cette immense cité, par le poignard d'un lâche assassin.

Votre Commission n'a pas pensé, Messieurs, que le supplément de crédit demandé par le Ministre de l'intérieur pût être refusé; elle vous propose d'adopter le premier article du projet de loi.

La guerre d'Espagne est l'objet principal de l'article suivant. Quelques autres dépenses y sont aussi comprises. Sans être appliquées à ce grand événement, elles n'y sont pas toutes étrangères. Ainsi, le Ministre de l'intérieur réclame au-delà des 550,000 fr. qu'il avoit ob-



tenus dans la répartition du crédit ouvert par la loi du 17 mars 1823, 610,000 fr. pour secours aux réfugiés espagnols, et 30,992 fr. pour les dépenses du commissariat civil de l'armée.

Obligés de quitter leur patrie pour se soustraire à des dangers que redoubloient chaque jour les fureurs révolutionnaires dont elle étoit obsédée, des Espagnols étoient venus nous demander un asile; et ce n'est pas chez les Français qu'un asile et des secours sont refusés à l'infortune! Ils l'accorderoient même à des malheurs mérités. Ici, c'étoient des hommes victimes de leur fidélité, de leur dévouement à la cause que nous-mêmes allions défendre dans leur propre pays. Les secourir n'étoit pas seulement une générosité volontaire; c'étoit pour nous un devoir impérieux de la justice.

Quant au commissariat civil de l'armée, je ne puis mieux en faire sentir la nécessité qu'en redisant ce qu'en a dit l'honorable rapporteur de la Chambre des Députés, qui, lui-même, avoit rempli si dignement cette haute magistrature.

En offrant aux Espagnols le secours d'une armée protectrice, on vouloit leur laisser l'administration intérieure du pays qu'on venoit les

aider à défendre : « Il fut donc arrêté qu'une junte, un conseil, un gouvernement provisoire seroient créés avant qu'on pénétrât en Espagne; que cette junte, marchant sous la protection des armes françaises, établiroit dans les pays successivement occupés, les administrations locales, les tribunaux, les magistratures de tous les ordres, et travailleroit à l'organisation régulière d'une armée espagnole. »

« Quelqu'indépendant que dût être dans son action particulière le gouvernement transitoire, il falloit néanmoins que ses opérations ne fussent pas en contradiction avec celles de l'armée, et il devenoit indispensable de régulariser les nombreux et importants rapports qui devoient exister chaque jour, entre le Prince généralissime et lui. C'est dans cet objet que, par une ordonnance du 19 mars 1823, le Roi établit un commissaire civil auprès du chef de l'armée. L'ordonnance portoit que ce fonctionnaire auroit, sous l'autorité du Prince, la direction de toutes les affaires civiles, et la correspondance avec les autorités Espagnoles pour tout ce qui ne seroit pas relatif au service militaire; il devoit contre-signer les proclamations adressées à la nation Espagnole, et demeurer l'intermédiaire nécessaire des communications qui de-

voient avoir lieu entre le Prince et le gouvernement provisoire. »

Une ordonnance du Roi avoit ouvert, pour le commissariat civil de l'armée, un crédit de 50,000 fr.; 30,992 fr. ont suffi; 19,008 fr. se trouvent annulés. C'est un bon exemple de plus qu'aura donné le commissaire choisi par Sa Majesté, pour cette noble fonction.

Votre Commission pense encore que le supplément de crédit demandé sur ces deux objets par le Ministre de l'intérieur, doit lui être accordé.

Plusieurs événements dont la plupart appartiennent à la même cause, rendent nécessaire aussi l'allocation d'un supplément de crédit pour le Ministre des affaires étrangères. Les mouvements des consulats, quelques missions diplomatiques, les frais extraordinaires des courriers, le voyage de l'ambassadeur à Madrid, l'établissement et les traitements de l'ambassade de Portugal, sont les objets sur lesquels repose principalement le supplément demandé. La tenue du conclave, et la nomination de deux cardinaux en font aussi partie.

Dans la distribution du crédit accordé par la



loi du 17 mars 1823, le ministère des finances avoit été compris pour une somme de 2,333,000 francs, dont

600,000 francs pour l'organisation du service de l'année;

Et un million 733,000 francs pour les dépenses extraordinaires du service des postes.

Une ordonnance du 31 décembre dernier ouvre au Ministre, sur l'exercice 1823, un crédit supplémentaire de la somme de 6,036,367 francs, savoir :

5,500,000 francs, pour les frais de service et de négociations;

350,000 francs, pour les frais de trésorerie de l'armée;

Et 186,367 francs pour le service extraordinaire des postes.

Un double motif est présenté à l'appui de cette ordonnance.

Le premier est que l'accroissement des dépenses, et la nécessité de faire des fonds en pays étrangers et sur des points éloignés, ont mis le Trésor royal dans l'obligation de recourir à des emprunts temporaires qui ont entraîné une augmentation dans les intérêts de la dette flottante, et dans les prix de transport et de réalisation des fonds.

Le second, que les opérations de l'armée des Pyrénées, en raison de leur importance et de leur durée sur une plus vaste étendue de territoire, ont donné lieu à des dépenses plus considérables que celles qui avoient été prévues, tant pour le matériel et le personnel de la trésorerie de l'armée, que pour le service confié à l'administration des postes.

Ces considérations sont développées dans le rapport fait par le Ministre au Roi, le 5 avril 1824.

Le 12 février de cette année, attendu l'épuisement des crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du service des postes à l'armée d'Espagne, un nouveau crédit de 502,800 fr. fut ouvert par une ordonnance du Roi, pour compléter la régularisation et le paiement de ces dépenses.

Des avances ont été faites au Gouvernement espagnol, en vertu de plusieurs ordonnances du Roi.

1,838,000 francs, le 25 juin 1823;

663,731, le 4 septembre suivant;

3,377,000, le 1<sup>er</sup> octobre;

6,000,000, le 31 décembre.

Total onze millions huit cent soixante dix-sept mille sept cent trente-un francs.

Ces avances font partie d'une somme de 34 millions dont l'Espagne s'est reconnue débitrice envers la France par un traité du 29 janvier 1824.

L'établissement d'un gouvernement provisoire, l'impossibilité de trouver des ressources dans le Trésor de l'État dont les Cortès dispo-  
soient, la nécessité de rendre successivement aux villes et aux provinces soumises, des administrateurs, des juges, tous les fonctionnaires dont ils avoient besoin, de subvenir à toutes les dépenses générales que réclamerait leur situation politique, justifient assez l'avance faite à cet égard. Aucun succès n'auroit été possible si la France n'eût fourni tous les moyens nécessaires de force et de gouvernement aux défenseurs de la cause royale en Espagne. Du reste, nous le répétons, ce n'est ici qu'une avance faite, et nous aurons occasion de revenir, dans la suite de ce rapport, sur les sommes prêtées par la France, et sur la convention dont elles sont devenues l'objet.

Le Ministre de la marine avoit obtenu dix millions sur le crédit supplémentaire; il a eu besoin de 14,588,187 fr. Nous croyons aussi que ce supplément doit être accordé. La pro-



tection de notre commerce par des armemens maritimes a été, sans doute, une des causes de l'emploi des sommes demandées; mais on conceit que ces armemens ont dû se multiplier. Le Ministre y joint des constructions imprévues de petits bâtimens, des achats de matières et de denrées, divers objets encore parmi lesquels il en est d'une haute importance, qui tiennent à l'amélioration et à la sûreté de nos colonies. L'état où la France alloit se trouver rendoit ces accroissemens nécessaires.

Vous le savez, Messieurs, tandis que dans les mers qui séparent l'Europe de l'Asie, nos braves marins étoient, pour le malheur, comme des envoyés de cette Providence divine, qui ne voit dans l'infortune que des maux à soulager et des consolations à offrir, une autre portion de la marine française s'honoroit sur les rivages d'Espagne par l'union de l'habileté au courage, et du dévouement à l'intrépidité. Elle secondoit, par ses efforts ou par ses travaux, les succès si hardis et si prompts de nos guerriers, et du chef illustre qui les dirigeoit par ses commandemens et les animoit par ses exemples.

Je passe au supplément de crédit demandé par le Ministre de la guerre. Ce supplément est de 83,672,000 fr. C'est ici, sans doute, le

point le plus important du rapport que nous sommes chargés de vous soumettre.

Heureusement pour nous, la haute sagesse du Roi en a resserré les limites : nous n'avons point à juger les imputations réciproques faites à ceux qui ont dû coopérer à préparer ou à assurer tous les différents besoins de l'armée. Une commission d'examen a été nommée : elle se compose d'hommes que leurs lumières, leur expérience et leur fermeté rendent également dignes de la confiance publique. Attendons le résultat de cet important travail ; nous l'aurons à la session prochaine. Alors aussi vous seront soumises toutes les questions que le règlement définitif des comptes peut amener.

Pour nous, la question actuelle se retrouve dans les termes même de la loi que nous avons citée au commencement de ce rapport. L'autorisation du Ministre des finances ne peut être donnée, pour les dépenses excédant le crédit ouvert, que dans des cas extraordinaires et urgents, et en vertu d'ordonnances du Roi.

L'urgence n'étoit pas douteuse. Le départ ne pouvoit être différé ; l'avenir étoit là, un avenir du lendemain, et le présent ne suffisoit pas à tout ce qu'un avenir si prochain réclamoit. Les Espagnols fidèles à la monarchie, attendoient leurs libérateurs, et les ennemis étoient assem-



blés, sur les bords de la rivière qu'il falloit traverser. Des hommes courageux ne suffisent pas; il faut que tous les besoins de l'armée soient prévus, et d'avance satisfaits.

Quant aux ordonnances du Roi, elles avoient été rendues; elles nous sont toutes présentées.

Déjà la loi du 17 août 1822 avoit alloué au ministère de la guerre un crédit de 189 millions 694 mille francs.

La loi du 17 mars 1823, ayant accordé un crédit éventuel de 100 millions, le département de la guerre y fut compris, par une ordonnance du Roi, pour 87,117,000 fr. La répartition faite de cette somme, forme un des tableaux placés dans le rapport du Ministre. On trouve aussi dans le même rapport le développement des motifs sur lesquels ont été fondées les dépenses extraordinaires.

Ses crédits pour 1823 se montoient ainsi à 276 millions 811,000 fr.

Quelques chapitres des comptes que le Ministre a présentés, s'appliquent plus particulièrement à l'objet de ce rapport. Le Ministre y explique, lui-même, les causes des augmentations survenues. Pour la solde d'activité, par exemple, et les abonnements payables comme la solde, la dépense ordinaire, sur le pied de paix



étoit de 9,040,000; la dépense extraordinaire que la guerre occasionoit, augmentoit cette somme de 4,805,000 fr. L'accroissement venoit :

- 1° De la mise en activité, avant le 1<sup>er</sup> avril, de la plupart des officiers d'état-major appelés à faire partie de l'armée des Pyrénées;
- 2° De l'extension donnée aux états-majors des différents corps de l'armée;
- 3° Des traitements extraordinaires accordés aux officiers-généraux;
- 4° Des gratifications d'entrée en campagne;
- 5° Du supplément de solde alloué aux officiers d'état-major qui ne jouissoient pas déjà d'un traitement extraordinaire;
- 6° De la continuation, pendant un mois, du traitement sur le pied de guerre aux officiers rentrés de l'armée.

La dépense de la solde de l'infanterie sur le pied de paix, est de 36,262,000 fr. La dépense extraordinaire, résultat du pied de guerre, fut de 19,568,000 fr.; ces deux sommes réunies forment un total de 55,820,000 fr.

Aux causes générales d'augmentation produites par l'état de guerre et communes à toutes les armes, se joignoient ici pour l'infanterie :

- 1° La mise en activité des vétérans;
- 2° La création de quatre régiments nouveaux;

3° La formation d'un nouveau bataillon dans vingt régiments;

4° La création d'un bataillon d'ouvriers d'administration;

5° La réunion, dans les dixième et onzième divisions militaires, avant le 1<sup>er</sup> avril, d'une partie des troupes appelées à faire partie de l'armée des Pyrénées, et l'allocation à ces troupes de l'indemnité de rassemblement;

6° Le supplément de solde aux officiers, sous-officiers et soldats de l'armée des Pyrénées;

7° Les gratifications accordées aux instructeurs dans les corps;

8° Les primes de rengagement acquittables d'avance, accordées aux soldats par décision royale du 14 mai 1824.

Les causes générales d'augmentation de dépense déjà indiquées, se sont accrues, pour la cavalerie, par l'augmentation spéciale de la masse d'entretien du harnachement et du ferrage, accordée pour l'armée active. L'état de guerre devoit ainsi porter à plus de 17 millions les 11,425,000 fr., dépense ordinaire sur le pied de paix.

L'état de guerre nécessita la création d'une compagnie d'armuriers à l'armée des Pyrénées. Une ordonnance du 23 avril 1823 y pourvut.

Il nécessitoit aussi une augmentation considérable dans l'effectif du train d'artillerie.

Cette circonstance et l'augmentation de solde accordée par une ordonnance du 9 juillet suivant, expliquent, avec les causes générales mentionnées aux autres armes, l'accroissement des dépenses de l'artillerie. Le pied de paix étoit de 5,882,000 fr.; la dépense extraordinaire résultant du pied de guerre est évaluée à 2,475,000 fr.

L'augmentation pour l'arme du génie est de 363,000 fr.; la dépense ordinaire, sur le pied de paix est de 764,000 fr.; elle a été sur le pied de guerre de 1,127,000 fr. La guerre a nécessité quelques accroissements dans l'effectif de ces troupes qui, d'ailleurs, ont participé à toutes les allocations accordées aux autres armes.

Tels sont, sur tous ces points, les motifs offerts dans les comptes du Ministre de la guerre. Les augmentations sur les autres services y sont également expliquées et justifiées. Ces comptes, Messieurs, vous ont été distribués : ils sont sous vos yeux. Les autres dépenses ordinaires pour lesquelles un accroissement est demandé, portent principalement sur la solde du train des équipages militaires, et sur une indemnité de



route que motivent assez les grands mouvements qui se sont opérés dans l'armée.

Le chapitre suivant des comptes rendus par le Ministre a pour objet la maison militaire du Roi. Un supplément de 338,000 fr. vous est demandé. Ils représentent les frais d'entrée en campagne des escadrons des gardes-du-corps appelés à faire partie de l'armée des Pyrénées, et les suppléments de solde qui leur ont été accordés dans la même proportion qu'aux autres corps.

Maintenant se présenteroit, dans l'ordre des comptes rendus par le Ministre de la guerre, l'importante question des subsistances militaires et de quelques autres besoins de l'armée. Mais c'est ici sur-tout qu'on a besoin d'attendre le travail de la commission nommée par le Roi, le 30 juin dernier, relativement aux dépenses dont la guerre d'Espagne a été la cause. Elle doit faire son rapport à la fin de l'année. Tous les documents relatifs à ces dépenses auront été réunis et appréciés par elle, avant que les comptes définitifs nous soient présentés.

Nous croyons cependant devoir ajouter quel-

ques observations qui ne vous paroîtront peut-être pas sans intérêt.

Les dépenses faites n'ont pas toutes le même caractère. Il en est dont il ne reste aucune trace; il en est d'autres dont nous conservons les résultats en partie, quelquefois même en totalité. Il est impossible de les confondre. L'achat, l'établissement, la construction de tels ou tels objets nécessaires ne peuvent plus être considérés alors que comme une avance pour l'avenir.

Ainsi dans le ministère de la marine, le plan d'opérations adopté pour la campagne a exigé tout-à-coup la mise en activité de quatre-vingt-un armemens supplémentaires. Cette mise en activité, et les dépenses qui devoient en résulter sous le rapport des soldes, des munitions, des subsistances, et de toutes les matières devenues indispensables, fut même la principale cause du crédit accordé au-delà du premier crédit de dix millions. Mais ces armemens subsistent. Les achats des matières dont ils se composent ont été, il est vrai, faits extraordinairement; mais il seroit injuste d'y voir une dépense absolue, comme on le feroit pour une acquisition dont la nature est d'être consommée dans un espace de temps plus ou moins limité.

Ainsi, pour le département de la guerre, le



Ministre annonce que, parmi les approvisionnements de matériel faits en France pour le service de l'artillerie avant que la campagne fût ouverte, une partie n'ayant pas été consommée, est restée disponible. De plus, le matériel des équipages s'est enrichi de caissons établis pour la campagne, et reconnus susceptibles de faire encore un bon service. L'effectif des chevaux s'est accru et renouvelé en grande partie; les magasins de l'habillement, du campement, du harnachement, ont augmenté leur capital; et le Ministre dit, à la fin du rapport présenté au Roi le premier mars de cette année, qu'outre la réduction qui doit être faite sur la dépense, de la valeur des approvisionnements de siège et de réserve, on doit la réduire encore de toutes les sommes qui rentreront dans les caisses du Trésor royal, par suite de la vente des chevaux et mulets de réforme, et de la partie du matériel de l'armée qui n'est point susceptible de conservation.

Votre Commission a aussi désiré de connoître avec quelques détails les dépenses faites en France pour les préparatifs de la campagne d'Espagne, avant et depuis l'allocation du crédit de cent millions accordé par la loi du 17



mars 1823. La note détaillée qui nous a été envoyée contient plusieurs objets dont la valeur peut être portée en déduction, ou au moins en diminution de la dépense, soit par l'usage, soit par la vente qu'on pourroit en faire, comme

Les achats de mobilier et d'ustensiles pour les subsistances militaires;

Le mobilier acheté pour les hôpitaux;

L'habillement et le harnachement;

Les remotes de chevaux et mulets;

Le service de marche et transport;

Et, outre les approvisionnements pour le matériel de l'artillerie, tout ce qui concerne également le matériel du génie.

On peut porter à vingt millions la valeur de ce qui nous restera dans les services des deux ministères de la marine et de la guerre.

Nous avons déjà parlé à vos Seigneuries du traité fait avec l'Espagne au mois de janvier 1824. Par ce traité, l'Espagne s'est reconnue débitrice envers la France de 34 millions. Ce n'est pas la défalcation la moins importante que nous ayons lieu d'espérer. Ces 34 millions ne sont pas seulement destinés au remboursement des sommes avancées pour les troupes espagnoles, et des dépenses nécessaires pour rétablir le gouvernement du Roi dans les pays

occupés. On y comprend encore la solde, l'habillement, et les secours donnés aux corps du baron d'Éroles, du comte d'Espagne, des généraux Quesada, O'Donnell, et Longa, réfugiés sur notre territoire, antérieurement au 7 avril 1823.

Ces secours étoient indispensables à offrir au peuple que nous venions aider et défendre. Entrés comme auxiliaires, les Français ne pouvoient inquiéter l'habitant, vivre de la récolte que cet habitant avoit pu amasser pour sa famille et pour lui. Des réquisitions eussent été un malheur, une mesure absolument contraire au but qu'on vouloit atteindre, et à la direction qu'on vouloit suivre. La discipline n'est pas seulement fondée sur le caractère du soldat, et la fermeté de ses chefs ; elle l'est encore sur la prévoyance du Gouvernement pour lever les obstacles qui pourroient retarder sa marche et ses succès.

Dans l'état qui nous a été présenté sur les dépenses faites en France pour les préparatifs de la campagne, on les portoit par approximation à 70,098,000 fr. Les dépenses extraordinaires occasionées par la guerre d'Espagne étant évaluées à la somme totale de 178 millions 340,000 fr., il s'ensuit que les dépenses



faites hors de France sont présumées devoir s'élever à 108 millions 242,000 fr.

Ces observations, Messieurs, ont paru importantes à recueillir, et la Commission a cru devoir vous les présenter. Nous n'avons rien à ajouter sur les dépenses qui ont été faites. Vous en connoissez l'objet, et ce n'est pas à vous, Messieurs, qu'on a besoin de dire que cet objet étoit légitime, que notre amour pour la famille de nos Rois nous en fesoit un devoir autant que notre tranquillité politique sous les rapports de ces agitations si funestes à la sûreté des empires, qui, suscitées et maintenues par des doctrines factieuses, infectent la liberté en la proclamant, et ne conservent la monarchie que pour l'avilir. Hélas! un retour sur nous-mêmes nous offroit de terribles leçons dans l'histoire de notre patrie. Depuis dix ans, elle nous rendoit la royauté plus chère encore. De grands malheurs avoient pesé sur la France, punie d'avoir renversé un trône debout depuis quatorze siècles; et ce fut de ce trône même que redescendirent, pour elle, le bonheur et la liberté! De nouveaux succès dans la carrière des armes sembloient manquer à des hommes accoutumés à tous les prodiges de la valeur, et de la gloire des



combats. Le restaurateur de la monarchie étoit là encore; il veilloit sur tous les descendants de ce Henri que ses contemporains ont appelé le Grand, et que la postérité aime à désigner par ce titre de Bon, qui semble exprimer mieux chaque jour notre affection et ses bienfaits. Près du Roi, vivoit un Prince cher à la patrie, compagnon et modèle des plus éminentes vertus: simple et modeste, on eût dit qu'il ignoroit seul tous ses droits à notre amour et à notre reconnoissance. Le Roi les connoissoit. Il l'appelle; affranchir un peuple, affranchir un Roi, voilà le noble devoir qu'il impose au Prince devenu son fils. Nos guerriers accourent autour de lui; tous s'unissent dans le même objet; de jeunes militaires vont se confondre avec ces vétérans de l'armée déjà consacrés par la gloire; par-tout la discipline égale le courage, et la vaillance la fidélité. Un descendant de Louis XIV replacera sur son front la couronne telle qu'il l'avoit reçue de ses ancêtres, telle que la redemandoient les vœux de cette nation espagnole si brave, si superbe, si capable d'associer à la liberté qu'elle aime et qu'elle sait défendre, l'appui tutélaire d'un Monarque puissant pour lui rendre tout le bonheur dont elle est digne.

Le Roi l'a dit. Son fils a marché vers l'Espagne. Le ciel va protéger ses résolutions et nos vœux.

Le 6 avril, on part; le 7, on arrive; le 7, on a déjà vaincu. Dix jours après, l'armée étoit au-delà de l'Ebre, et plusieurs fois encore victorieuse; le 23 mai, elle étoit à Madrid.

Des succès sont bientôt suivis de succès nouveaux; par-tout la royauté reprend ses droits; par-tout la confiance et les bénédictions suivent notre armée et le chef qui la conduit. De nouveaux attentats signalent l'arrivée des Cortès à Séville: mais ce prince qu'ils osent dépouiller d'une autorité dont Dieu même a investi les rois, sera bientôt vengé des insolents outrages de ses dominateurs. Il faut fuir de Séville même; il faut aller chercher, à l'extrémité de l'Espagne et de l'Europe, un sacrilège asile. La vengeance divine les y suivra. Libres du joug qu'on leur imposoit, déjà les peuples se soulèvent contre les malheureux qui les égardoient. Par-tout recommencent les cris de la victoire et de la royauté. Des succès plus étonnants encore, et non moins rapides, achèvent cette haute entreprise. La rébellion, vaincue, fuit sur les mers. Ferdinand VII et son libérateur se sont embrassés! Les mânes d'Henri IV et de Louis XIV s'a-

paient; ils sont consolés. De nouveaux liens vont unir l'Espagne et la France, et des cantiques de reconnaissance s'élèveront, dans les deux pays en l'honneur du Dieu des armées, qui ne doit plus être, après la victoire, que le Dieu de miséricorde et de bonté.

Nous croyons, Messieurs, vous avoir fait connoître les différents motifs du projet de loi. Votre Commission est unanimement d'avis qu'il doit être adopté.

---



pour le service de la nation. Le roi a  
ordonné que les dépenses de la guerre  
seroient payées par le roi, et non par  
le peuple. Le roi a aussi ordonné que  
les soldats seroient payés par le roi,  
et non par le peuple. Le roi a encore  
ordonné que les officiers seroient payés  
par le roi, et non par le peuple. Le  
roi a enfin ordonné que les généraux  
seroient payés par le roi, et non par  
le peuple.

EXPRESSIONS  
N° 154.

# CHAMBRE

DES

SESSIONS

N° 154.

## PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1824.

Séance du lundi 19 juillet 1824.

### OPINION

DE M. LE MARQUIS DE MARBOIS,

SUR le projet de loi relatif à l'autorisation demandée  
par les villes de Saint-Quentin, Caen, Orléans,  
Boulogne, et Saint-Germain, d'emprunter diffé-  
rentes sommes pour leurs besoins.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

Session de 1824

Séance du lundi 19 juillet 1824

OPINION

DE M. LE MARQUIS DE MANTOU

sur le projet de loi relatif à l'organisation  
des villes de Saint-Quentin, Compiègne, Soissons,  
Laon, et Saint-Germain, et sur le projet de loi  
relatif à l'organisation des villes de Saint-Quentin,  
Compiègne, Soissons, Laon, et Saint-Germain.

IMPRIMERIE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE



# CHAMBRE DES PAIRS.

## OPINION

DE M. le marquis DE MARBOIS, sur le projet de loi relatif à l'autorisation demandée par les villes de Saint-Quentin, Caen, Orléans, Boulogne, et Saint-Germain, d'emprunter différentes sommes pour leurs besoins.

MESSEIERS,

Dès les premières années du règne de Louis XIV, le Gouvernement se trouva embarrassé des dettes des villes. Colbert remédia passagèrement au mal. Les dépenses, les dettes, les emprunts, recommencèrent après lui, et les réglemens qu'il avoit maintenus avec fermeté furent sans efficacité quand la surveillance cessa.

Les embarras causés par des dettes successivement accrues engendrèrent des vexations sourdes et fréquentes. Les charges imposées pour payer des dépenses imprudemment faites ruinoient le commerce. Les octrois devenus

un impôt perpétuel n'avoient rien conservé de la vieille signification attachée à leur nom, et, quelquefois décuplés, ils atteignoient les moindres habitants, qui devoient en payer leur part comme les plus opulents. Je m'abstiens de redire les tumultes et les attentats dont quelques communes furent le théâtre.

Des arrêts du conseil avoient autorisé leurs emprunts, et tous portoient des clauses d'amortissement. Les maires, les échevins, avoient eu recours aux Génois, à la Hollande, à la Suisse, à Genève: car tous ces étrangers avoient des capitaux surabondants, produits chez les uns par un commerce florissant, fictifs chez les autres, et formés de dividendes accumulés, toujours appliqués à des prêts nouveaux. Les villes possédoient encore des revenus patrimoniaux. Ces revenus étoient engagés. Les termes assignés pour le remboursement des emprunts étoient déterminés avec précision, comme dans les projets qui vous sont aujourd'hui proposés. Mais à l'échéance, les communes n'avoient payé que les intérêts, et même elles ne les avoient pas toujours payés. L'amortissement promis avoit été impossible. Dans la détresse où elles retomboient, elles demandoient une nouvelle autorisation pour emprunter, et elle étoit toujours



accordée, souvent même avec un accroissement du capital. Le collection des arrêts où sont visées et consignées les requêtes et les motifs de ces emprunts, offre une série déplorable de fautes et quelquefois plus que des fautes. Le mal étoit à son dernier période, quand les lois des 3 avril et 10 août 1791 furent promulguées. Entre autres dispositions, elles contiennent celles-ci :

« Les municipalités donneront l'état détaillé  
« de leurs dettes; elles feront connoître la date,  
« la nature, la cause de ces dettes, et l'emploi  
« des fonds. »

« L'État leur délègue ensuite des immeubles,  
« afin qu'elles puissent s'acquitter, et, si les  
« moyens qui sont assignés ne suffisent pas, il  
« prend à sa charge le surplus de leurs dettes. »  
Quelques unes, par une exception rare, avoient eu une longue succession de bons administrateurs, et cependant toutes eurent besoin de secours plus ou moins abondants. Ainsi, Messieurs, les corps de ville avoient eu du crédit, et le crédit avoit donné ses fruits accoutumés; d'abord les dépenses; ensuite les engagements; ensuite les dettes exigibles; ensuite un emprunt dont le remboursement étoit impossible. On finit par charger l'État de ce fardeau devenu



trop lourd pour les villes, et vous savez aussi comment l'État s'en est délivré à son tour. Les communes aujourd'hui s'engageroient de nouveau dans ces voies de ruine et de misère, si nous n'y faisons attention quand il est encore temps. Elles sont mineures; mais cette fiction de la loi ne s'étendra pas jusqu'à les rendre majeures un jour, et les dissipations de leur jeune temps ne seront jamais acquittées par un héritage recueilli plus tard. Mais, dit-on, « les dépenses sont faites; » et l'on met en avant cette considération comme pour forcer l'assentiment du législateur : elle me semble au contraire rendre le refus indispensable.

On dit aussi : « Cet édifice est à moitié de sa hauteur : si nous ne l'achevons pas, nous perdrons la dépense faite. Ce sera même convenir qu'en le commençant on a commis une faute, empruntons. »

« Ces emprunts seront acquittés par des retenuës sur nos revenus courants. » Mais, Messieurs, puisque ces revenus n'ont pu suffire, tandis que les villes s'endettoient, ils suffiront bien moins quand il faudra en distraire de quoi payer les intérêts, et amortir le capital. On voudra en vain sur-imposer : il y a un terme à ces charges forcées; et ce terme, les emprun-

teurs seuls s'obstinent à ne le voir que quand ils y sont arrivés, et alors il est trop tard. Les créanciers cependant feront retentir leurs cris et leurs plaintes, et pour les satisfaire on négligera les dépenses nécessaires; les dommages et les dépenses d'entretien croîtront en raison composée de l'impuissance d'entretenir et de conserver, et dans la crise qui surviendra, ces villes, avant peu d'années, seront forcées de vous présenter la nouvelle demande d'un nouvel emprunt.

Nos souvenirs à ce sujet, Messieurs, sont l'histoire abrégée et le tableau fidèle du résultat des dettes et des emprunts des villes; et déjà il est temps de prévoir et d'empêcher la renaissance de ces désordres anciens.

C'est au sein d'une tranquillité générale qu'il faut, au lieu d'emprunter, procéder courageusement aux réformes et à l'économie. C'est quand les agitations et les tumultes populaires ne menacent point, qu'on peut efficacement et pour jamais en prévenir le retour.

Tandis que je préparois ces observations, un cahier de soixante-dix pages d'impression nous est remis, et j'y trouve l'état des emprunts faits par les communes en 1822; ils n'ont pas été considérables, j'en conviens; mais j'ai cherché



dans ce livret, monument curieux de colonnes vuides, où une ligne remplit deux pages, j'ai cherché, dis-je, quelques renseignements sur les dettes des villes. J'ai bientôt reconnu que le volume ne contenoit, et qu'il ne devoit en effet contenir rien de semblable. La loi n'a pas demandé que l'état des dettes des communes nous fût communiqué. Il est à désirer cependant qu'à l'avenir on nous fasse connoître non seulement celles de l'année, mais aussi celles des années antérieures, et qu'elles soient toujours remises en totalité sous nos yeux. Cette publicité contiendra les administrateurs, ou prodigues, ou trop enclins à donner, aux dépens des contribuables, de l'éclat à leur administration. Elle avertira les contribuables eux-mêmes d'être attentifs à des dépenses qui tôt ou tard doivent être mises à leur charge. Quand une dette d'un demi-million vous est déclarée tout-à-coup pour une seule commune, vous êtes fondés à craindre qu'il n'y en ait d'autres pareillement et secrètement endettées. La loi permet, il est vrai, les dépenses urgentes, et prescrit des formes salutaires pour ces cas particuliers. Ces formes, je n'en doute pas, ont été observées : le conseil municipal a délibéré; les ordonnances royales ont été rendues, et la dépense a été au-



torisée. Mais qui ne sait jusqu'où les abus de l'urgence ont été portés, et par combien de prétextes on peut justifier des dépenses qui, si long-temps épargnées, auroient dû subir d'autres retards, jusqu'à plus ample connoissance des besoins et des moyens.

Bien plus sages, Messieurs, sont ces six départemens qui, au lieu de se jeter dans le gouffre des emprunts, vous demandent aujourd'hui même à s'imposer extraordinairement pour subvenir à des dépenses obligées et d'une évidente utilité. Ils ont consulté les forces du contribuable, et ont reconnu qu'il ne dépendoit pas d'eux de les dépasser. Ils savent qu'une société bien organisée tend à se perpétuer; que les générations présentes ne doivent pas négliger les intérêts des générations futures. On ne leur entendra point dire que les dettes des villes sont une preuve de leur richesse et de leur prospérité. Des fonds considérables leur sont nécessaires, et la voie des emprunts ne s'est pas même présentée à la pensée des conseillers locaux. Il se trouve cependant tel autre administrateur qui, craignant d'augmenter de 20,000 fr. les impositions de sa commune, demandera sans scrupule à la charger d'un emprunt d'un demi-million.

Orléans demande d'emprunter 300,000 fr.  
 Boulogne..... 200,000.

A l'égard des trois autres emprunts proposés par la loi sur laquelle nous délibérons, je les crois suffisamment motivés par leur objet, et je conformerai mon opinion à celle de votre commission.

Les demandes des villes d'Orléans et de Boulogne me paroissent, au contraire, susceptibles de sérieuses réflexions.

La première a dépensé d'avance ; la seconde veut emprunter pour dépenser.

Je rends toute justice à la pureté des intentions des administrateurs et des magistrats au nom de qui et par qui ces demandes sont faites. Chargés de devoirs et de fonctions pénibles exercées avec un zèle désintéressé, leur sagesse nous garantit que, dans la multitude des sommes dont peut se composer l'emprunt demandé par la ville d'Orléans, il n'y en a pas une seule qui n'ait reçu les autorisations préalables nécessaires pour que de telles dépenses aient pu se faire. Des administrateurs compatissans n'ont pu être sourds aux réclamations élevées au nom d'un hospice d'enfants, d'un hôpital de malades. Un pont, une fontaine, leur ont paru d'une nécessité qu'ils ont pu croire urgente. Votre



commission, Messieurs, ne nous donne d'inquiétude ni sur la légalité des formes observées, ni sur la convenance des dépenses. Mais, puisqu'il s'agit d'une loi pour laquelle notre consentement est nécessaire, un examen scrupuleux est pour nous un devoir également nécessaire. La demande de la ville d'Orléans se fonde sur l'impossibilité où elle est par sa situation financière d'acquitter sa dette avec ses ressources ordinaires. Ceux qui ont fait ces dépenses ont-ils donc ignoré la situation financière de leur ville, et l'insuffisance de ses ressources, quand ils l'ont endettée d'un demi-million? Où sont leurs ressources nouvelles? Sont-ils plus riches aujourd'hui que quand ils ne devoient rien? Ils sont loin de compter sur une augmentation de l'octroi pour payer les intérêts de l'emprunt et amortir le capital. Nous sommes positivement informés que le produit a diminué progressivement. Et ne savons-nous pas que de tous les côtés, les campagnes qui produisent et les villes qui consomment demandent que les tarifs de l'octroi soient abaissés. Orléans n'est pas, à cet égard, plus favorisée que toutes les autres cités du Royaume. Il est notoire que, parmi tant d'industries qui ont fait sa richesse et son orgueil, toutes ne se sont pas soutenues au même



degré d'activité. On nous avertit même que la réduction de ses revenus municipaux la prive de la possibilité de suffire au service communal. Et on veut qu'elle emprunte!

Je demande encore si les dépenses ont été faites avant la loi de 1818, ou si elles l'ont été depuis?

Si elles ont précédé, comment six années se sont-elles écoulées sans qu'une demande vous ait été faite pour pourvoir à l'extinction de la dette? Si elles ont suivi, comment une commune a-t-elle pu, en peu d'années, dépenser 535,000 fr. au-delà de ses moyens, et de telle sorte, qu'elle soit réduite à vous demander une loi d'emprunt, non pour des dépenses à faire, mais pour des dépenses déjà faites?

Sur cette dette, il y a 347,000 francs exigibles. Ainsi on a assigné des termes de paiement sans pourvoir aux moyens. J'épargne ici toute observation, bien assuré que les administrateurs sont affligés eux-mêmes ou de s'être engagés inconsidérément, ou d'avoir trop tard recours à la loi. Mais enfin, l'échéance est arrivée, on n'a pas pu payer, et c'est quand le mineur est à la merci de ses créanciers, qu'il vient nous dire qu'il a pris des engagements, et qu'il est dans la nécessité d'emprunter.

Oui, Messieurs, le législateur est chargé de cette tutèle, et, s'il ne s'agissoit que d'une seule ville, je n'hésiterois pas à vous proposer de lui tendre une main indulgente; mais d'autres communes n'attendent peut-être qu'un premier exemple pour venir pareillement vous déclarer qu'elles ont des dettes exigibles, et qu'elles n'ont pour les payer que la ressource des emprunts. Si la demande de la ville d'Orléans étoit accueillie aujourd'hui, le même accueil ne pourroit être refusé désormais à des demandes semblables.

Boulogne demande qu'une loi l'autorise à emprunter 200,000 francs, pour construire une nouvelle salle de spectacle; et l'article du projet qui a pour objet d'autoriser l'emprunt, tout en annonçant l'amortissement, ne fait point connoître comment il s'effectuera, et n'assigne aucun fonds. On a fait mention, il est vrai, des ressources ordinaires de la ville; mais cette désignation du gage d'un emprunt me semble bien vague. D'ailleurs ces ressources ordinaires sont pour la plus grande partie le produit des contributions de tous les habitants, sous quelque forme que l'on perçoive; et parmi ces habitants, les neuf dixièmes n'iront pas au spectacle une seule fois dans leur vie: ils contribueront ces



pendant à l'amusement des autres. On répondra que les artisans, que les moindres ouvriers, s'enrichiront ou profiteront de l'affluence des étrangers que des plaisirs nouveaux et un théâtre, ornement de la ville, doivent y attirer : mais cette affluence doit aussi rendre l'établissement proposé une spéculation avantageuse.

Dans plusieurs autres villes des associations se sont formées dans de pareilles circonstances : l'autorité leur a prêté son appui. La spéculation leur a été profitable, et la dépense n'a pesé que sur ceux qui ont joui du spectacle. Rouen en offre un exemple remarquable ; que Boulogne fasse de même.

Messieurs, les dettes et les emprunts conduisent presque toujours les familles à leur ruine, et les villes peuvent être comparées aux familles. Le poison des emprunts endort ceux qui s'en rassasient, et même leur semble souvent délicieux. Il est mortel pour ceux qui leur succèdent. Un jour fatal arrive où le débiteur d'une dette légèrement contractée succombe sous le poids des engagements d'un autre administrateur.

Bien averti du triste avenir dont les emprunts menacent les communes qui se sont d'avance endettées, je vois à regret qu'on ait associé dans



un même projet de loi des demandes dont les unes sont suffisamment motivées, et dont les autres me paroissent ne pouvoir être accueillies ; des demandes sans conformité dans leur objet ; des demandes enfin faites d'une manière si sommaire, qu'on pourroit en conclure que les solennités de la législation ne sont pour ces matières qu'un protocole indifférent, peu digne de votre délibération.

En vain le Gouvernement résiste avec une sollicitude bien connue aux dépenses auxquelles quelques communes commencent à se livrer : ses efforts seront vains, si nous offrons pour elles une avenue facile aux emprunts.

Messieurs, les observations que j'ai l'honneur de vous soumettre dicteront mon vote, lorsque le moment sera venu de l'émettre sur chaque article de la loi.



IMPRESSIONS  
N° 155.

# CHAMBRE

DES

## PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du mardi 20 juillet 1824.

---

### DISCOURS

PRONONCÉ

PAR M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DES PONTS ET CHAUSSEES ET DES MINES,  
COMMISSAIRE DU ROI,

POUR la défense du projet de loi relatif aux droits à  
payer pour chommage de moulins et dépôts de  
bois le long des rivières.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHITRA

— 725 —

PATRS DE LA VOE

— 725 —

DI 20102

— 725 —

— 725 —

— 725 —

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## DISCOURS

PRONONCÉ par M. BECQUEY, commissaire du Roi,  
pour la défense du projet de loi relatif aux droits  
à payer pour chommage de moulins et dépôts  
de bois le long des rivières.

MESSIEURS,

La commission dont vos Seigneuries ont entendu le rapport a donné son assentiment aux motifs qui avoient dirigé le Gouvernement dans la proposition du projet de loi soumis en ce moment à votre délibération.

La nécessité de maintenir le système établi par l'ordonnance de 1672 est avouée universellement : l'on ne pourroit s'en écarter sans compromettre les intérêts d'un commerce très étendu, et l'approvisionnement de la capitale et

de ses environs. Les indemnités attribuées par le projet aux propriétaires d'usines et aux riverains des rivières flottables, ont paru réglées dans une juste proportion; et si, pour les premiers, elles ne représentent pas, dans tous les cas, le prix du sacrifice qu'on leur impose, puisque la taxation est par-tout la même, quel que soit le nombre des tournants, il ne faut pas oublier que les rivières flottables appartenant au domaine de l'État, les usines établies sur leur cours n'ont dû leur existence qu'à des concessions émanées de l'autorité, et que, dans tous les temps, ces concessions n'ont pu être accordées qu'avec la réserve de ne porter aucun obstacle à la navigation ou au flottage, deux grandes causes d'utilité publique.

Le principe de la loi a donc été approuvé et maintenu par votre commission. Les modifications qu'elle a introduites dans l'article premier ne sont pas, à proprement parler, des amendements; elles ne consistent que dans quelques légers changements de rédaction qui laissent entièrement subsister le sens du texte présenté par le Gouvernement. Ces changements sont-ils indispensables? C'est ce que nous ne croyons pas, et nous allons essayer de le démontrer.

La commission a pensé que depuis l'arrêt



du 3 nivose an VII (26 janvier 1799), le mesurage du bois s'effectuant en décastères, il falloit employer la dénomination du décastère et non celle de la corde. Je prierai vos Seigneuries d'observer que la loi que Sa Majesté vous a fait proposer et qui a reçu déjà l'assentiment de la Chambre des Députés a pour but, non de prescrire un mode quelconque de mesurage pour le bois, mais simplement de changer un tarif d'indemnités pour le mettre en harmonie avec le cours actuel de l'argent. Les mots *au lieu d'un sol par corde de bois empilée, etc., etc.*, ne sont qu'une citation empruntée textuellement à l'ordonnance de 1672, et du moment où on la citoit, on ne pouvoit, sans intervertir les temps, substituer le terme de demi-décastère à celui de corde. Ces deux mesures ne diffèrent que très légèrement entre elles, comme l'a fait observer votre commission, et dans l'application on les considère comme équivalentes. En effet le mesurage des bois a lieu aujourd'hui d'après l'arrêté du 3 nivose, le paiement des indemnités se règle d'après l'ordonnance de 1672, et comme il est bien établi que dans les relations du commerce avec les propriétaires, la corde et le demi-décastère sont deux mesures égales, là où l'ordonnance prescrit de payer un sol par corde,

on paie cinq centimes par demi-décastère; là où elle prescrit de payer dix-huit deniers ou un sol et demi par corde, on paie sept centimes et demi par demi-décastère. Que veut la loi nouvelle? que l'indemnité soit doublée pour être mise en rapport avec le taux du marc d'argent; c'est-à-dire que là où l'on payoit cinq centimes on en paie dix, et qu'on en paie quinze là où l'on n'en payoit que sept et demi. Il ne restoit donc qu'à consacrer par la loi le doublement des droits, et c'est ce que nous venons vous proposer. Ainsi la substitution du demi-décastère à la corde est déjà opérée et continuera de s'opérer en vertu de l'arrêté du 3 nivose qui subsiste dans sa teneur. En vertu de la loi nouvelle, les particuliers recevront dix centimes au lieu d'un sol, quinze centimes au lieu de dix-huit deniers, quatre francs au lieu de quarante sols, c'est-à-dire que cette loi en réglant à leur juste valeur les indemnités dues par le commerce, en ramènera l'expression dans les termes du nouveau système des poids et mesures, de même que l'arrêté du 3 nivose a déjà soumis au même système le mode de mesurer les bois. Ces deux actes, loin de se contrarier, ne doivent donc être regardés que comme compléments l'un de l'autre. Ainsi le système métrique ne sera point altéré, rien ne



troublera les habitudes établies. La loi n'entraînera dans son application aucune espèce d'embarras.

L'article 2 du projet de loi est le résultat d'un amendement proposé par la Chambre des Députés. L'ordonnance de 1672 a déterminé la hauteur des empilements. L'indemnité étant réglée à raison de la quantité de bois empilée et non d'après l'étendue de l'emplacement qu'elle occupe, il est juste que le prix de l'occupation s'accroisse, si la même quantité de bois est distribuée sur une surface plus considérable, ce qui a lieu lorsque les marchands, dérogeant aux dispositions de l'ordonnance, n'élèvent pas les piles à la hauteur prescrite, et ne forment que des *piles basses*. Dans ce cas, ils économisent les frais de main-d'œuvre qu'exige l'élévation des bois à une plus grande hauteur; mais ils privent le particulier de la jouissance d'une plus grande portion de sa terre. Il y a profit pour le marchand et perte pour le propriétaire. Depuis long-temps on se plaignoit de cet état de choses. L'arrêté du 3 nivose l'avoit malheureusement légitimé, en donnant, par son article 4, au commerce de bois la faculté de construire ce que nous avons appelé plus haut des *piles basses*, sans stipuler aucun accroissement d'indemnité



pour le propriétaire. Sans doute l'intention de la commission a été de réparer cette injustice; mais nous devons faire remarquer que son vœu ne seroit pas rempli par la rédaction qu'elle a cru devoir adopter. Cette rédaction admet la hauteur indiquée dans l'arrêté du 3 nivose et n'alloue une indemnité plus forte que si les empilements n'atteignent pas cette hauteur.

Or, nous venons de voir que l'arrêté du 3 nivose autorisoit, par son article 4, des empilements inférieurs à ceux que prescrit l'ordonnance de 1672, et que cette disposition priveroit la propriété d'une part de l'indemnité qui lui est due. La justice que les particuliers réclament, qu'ils ont droit d'attendre, que la commission est d'avis de leur accorder, ils ne l'obtiendroient pas en vertu de l'amendement proposé, ils la trouveront au contraire dans l'art. 2 du projet de loi. Si le mot *corde* s'y représente encore, c'est par une conséquence naturelle de l'emploi qu'on en a fait dans l'article premier; mais nous croyons avoir prouvé qu'il n'en peut résulter absolument aucune difficulté dans l'exécution.

La commission est encore d'avis que la loi ne soit mise en vigueur qu'à dater du 1<sup>er</sup> janvier prochain. Il nous est impossible de partager

cette opinion. Vos Seigneuries savent que dans l'état des choses, il y a lésion manifeste pour les propriétaires au profit des marchands de bois; que l'on sollicite avec instance la réformation d'un tarif qui préjudicie à de nombreux intérêts; qu'il s'agit enfin de réparer des torts trop longtemps prolongés. La proposition que nous avons l'honneur de soumettre à vos Seigneuries est juste; il n'est personne qui n'en convienne : il ne peut y avoir aucun intérêt public à en retarder l'effet; ce seroit accorder au commerce un nouveau bénéfice au détriment de la propriété qui souffre. Une mesure dilatoire ne nous paroit pas convenable. Autant que possible la justice ne doit pas s'ajourner.

La commission a émis le vœu qu'on examinât si l'ordonnance de 1672 ne comportoit pas quelques changements, et s'il ne s'y trouvoit pas des lacunes qu'il seroit desirable de remplir; elle voudroit, par exemple, qu'on étendît la servitude à des matières autres que les bois, dont le dépôt s'effectue par un privilège légal, sur les terres des riverains.

L'ordonnance de 1672 renferme des dispositions nombreuses; elle forme un Code étendu et complet qui règle tous les détails d'un service auquel se rattachent de grands intérêts pu-



blics et privés ; elle atteste la haute sagesse et la prévoyance de Louis XIV, et on peut la ranger parmi les belles ordonnances d'un règne glorieux à tant de titres , mais qui mérite sur-tout notre reconnoissance pour l'ordre admirable que le Monarque a porté dans toutes les branches de l'administration intérieure du Royaume. Ce n'est donc qu'avec précaution, qu'avec respect, que l'on peut toucher à un monument qui a subi la longue épreuve du temps, et qui est resté de bout au milieu de tant de ruines. Le projet de loi dont il est ici question ne modifie en rien les principes de l'ordonnance de 1672. Il ne change même pas la proportion réelle de l'indemnité. Seulement il en met l'expression en rapport avec la valeur des espèces.

D'ailleurs une servitude nouvelle ne paroît pas commandée par l'utilité générale. Le respect que l'on doit à l'exercice de la propriété ne permet d'y apporter des entraves, que dans la vue d'un intérêt public incontestable. L'approvisionnement des combustibles est un objet de première nécessité pour l'immense population agglomérée dans la capitale. Le moindre trouble apporté dans ce service pourroit avoir les conséquences les plus fâcheuses ; mais les denrées qu'il est possible de se procurer par la voie des transac-



tions ordinaires, et dont le transport plus ou moins prompt, plus ou moins commode, n'est susceptible d'exercer d'influence que sur des spéculations particulières, ne doivent pas être affranchies du droit commun.

Les diverses considérations que nous avons exposées nous laissent espérer que vos Seigneuries accueilleront le projet de loi. S'il étoit nécessaire de l'amender pour remplir les vues de la commission, nous serions les premiers à reconnoître cette nécessité; mais nous croyons avoir démontré qu'on obtiendrait les mêmes résultats avec le texte même du projet; que ce texte n'attaquoit en rien l'arrêté du 3 nivose; que l'application n'occasioneroit aucun embarras, aucune difficulté, enfin qu'il consacroit, pour le paiement des indemnités, l'emploi du système métrique déjà en usage pour le mesurage des bois. Vos Seigneuries ne voudront pas prolonger un état de choses qui excite des plaintes universelles, et ajourner sans nécessité une mesure dont la justice est reconnue par tout le monde.

---



# CHAMBRE

DES

## PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1824.

Séance du mardi 20 juillet 1824.

### OPINION

DE M. LE DUC DE MORTEMART,

Sur le projet de loi relatif aux chemins vicinaux.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

SEANCE DU 18 JUILLET 1824

SEANCE DU MARDI 30 JUILLET 1824

PROCES-VERBAUX

DE LA CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE

EN 1824

PARIS, CHEZ LA SOCIÉTÉ DES BUREAUX DE LA CHAMBRE

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le duc DE MORTEMART, sur le projet de loi  
relatif aux chemins vicinaux.

MESSIEURS,

En venant soutenir le projet de loi qui vous est soumis, je n'ai pas la prétention de vous exposer un système général de routes et de chaussées. Je n'irai puiser ni des exemples, ni des autorités dans les temps anciens: et, sans voyager avec César sur les voies romaines des Gaules, ce que je pourrois très bien faire sans être accusé de sortir du sujet qui nous occupe, je me permettrai seulement de vous exposer quelques considérations, en sollicitant votre indulgence.

Vous m'excuserez, si je ne mets pas sous vos yeux, suivant l'usage, de belles théories ap-

puyées de lumineux développements ; je ne m'en sens pas capable : et d'ailleurs , presque tout le monde est convaincu , que si la loi qu'on vous propose est réellement bonne , elle amènera des résultats immenses ; si elle n'est que médiocre , elle sera encore d'une utilité incontestable ; et enfin , si la pratique démontre qu'elle n'atteint pas le but désiré , elle vaudra mieux que rien : car elle sera un acheminement aux améliorations si nécessaires pour tirer nos campagnes de l'état d'isolement où elles sont souvent placées , et je dirai , sans crainte d'être contredit , que dans quelques parties du Royaume , cet état est véritablement intolérable.

Le premier principe sur lequel repose la loi , est d'une justesse si évidente , qu'il n'a pas encore été l'objet d'une seule contestation. Je ne m'y arrêterai donc pas , et passant tout de suite à l'établissement des prestations en nature rachetables en argent , j'ajouterai à tout ce qui a déjà été dit en sa faveur , qu'il me paroît un véritable bienfait pour la classe pauvre de nos campagnes.

Vos Seigneuries savent que tous les travaux communaux se font et doivent se faire pendant les mortes saisons. Celle qui suit les ré-



coltes tombant en hiver, est la plus rude et la plus longue; de nombreux besoins se font impérieusement sentir, et il s'offre peu de moyens d'y pourvoir. Dans les communes où de riches propriétaires ne viennent pas au secours des pauvres journaliers et manœuvres, la misère est souvent bien grande: on voit de laborieux pères de famille diminuer le morceau de pain de leurs enfants, et partager entre plusieurs, la couverture qui suffiroit à peine à un seul, pour le garantir du froid. Souvent dans le village, personne ne peut ou ne veut faire travailler. Dans cette occurrence le produit des journées de prestations rachetées en argent, et celui des centimes facultatifs, si il y en a de votés, ira tout entier secourir le malheureux privé d'ouvrage. Avec quelle satisfaction, il donnera sans rétribution deux journées de son travail, pour recevoir ensuite le salaire de toutes celles qu'il pourra faire à son propre compte au nom des autres. Supposez que la commune, dans une saison, ne puisse l'employer que six journées; en déduisant les deux qu'il doit fournir sans rétribution, le gain qu'il retirera des quatre autres ne portera le prix moyen de la journée qu'à un tiers au-dessous de ce qu'il gagne ordinairement, lorsqu'il travaille sur les lieux pour quelque propriétaire.

Ainsi donc, dans cette hypothèse, les dispositions de la présente loi compenseront, par de grands avantages, ce qu'elles auront exigé de lui; il ne sera pas obligé de se déplacer pour aller chercher de l'ouvrage à moitié prix de la journée, et que souvent il ne trouve pas. Ici la masse considérable de travaux pour l'entretien des chemins, lui assurera une occupation annuelle. Les hommes dans la force de l'âge que désigne la loi, ne seront pas les seuls appelés à participer aux avantages résultant de ces travaux; les femmes, les vieillards, les enfants même y trouveront leur bénéfice. Les réparations des chemins communaux seront exécutées économiquement, et, pour ainsi dire, en famille; et les habitants de tout âge et de tout sexe aimeront certainement mieux retirer un salaire, quelque foible qu'il soit, en participant aux travaux, que de rester blottis tout un hiver sous un toit froid ou humide; leur santé et leurs intérêts y trouveront un double profit. Oui, Messieurs, je ne crains pas de le redire, la prestation, telle que la loi vous propose de l'établir, indépendamment des avantages que toute la France doit en retirer, sera un véritable bienfait pour les pauvres de la campagne.



En examinant l'art. 3 qui fixe la répartition des journées que devront fournir les *bêtes de somme*, je me demande, s'il n'existe pas une exception en faveur des étalons et juments qui servent uniquement à la propagation de l'espèce. Cette branche d'industrie est loin d'être lucrative; lorsqu'on s'en occupe dans l'intérêt de la race, elle devient presque toujours onéreuse. Cependant des hommes généreux, animés d'un noble zèle, s'y livrent avec désintéressement: on ne sauroit donc leur donner trop d'encouragement.

Les efforts qu'ils font méritent les plus grands éloges; car, en travaillant, pour nous soustraire à la dépendance des étrangers, dans laquelle nous nous trouvons pour la remonte de notre armée, ils rendent à l'État le service le plus éminent. Le 3<sup>e</sup> paragraphe de l'article en question spécifiant après les *bêtes de trait et de somme*, le *cheval de selle*, ou *d'attelage de luxe*, je puis croire, et j'espère que l'étalon et la poulinière seront exempts de la prestation.

J'aurois encore, Messieurs, beaucoup d'observations à vous soumettre en faveur du projet de loi, et peut-être des idées d'amélioration, mais craignant d'abuser de vos moments, et convaincu qu'une campagne de travaux et d'expérience



mettra le Gouvernement à même de proposer des perfectionnements à cette branche de la législation, beaucoup mieux que toutes les investigations théoriques, je me hâte de voter pour le projet de loi.

---

ser  
lé-  
ves-  
our

EXPRESSIONS  
N° 157.

# CHAMBRE

DES

## PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1824.

Séance du mardi 20 juillet 1824.

---

### DÉVELOPPEMENTS

D'UNE proposition faite à la Chambre par M. le duc  
DE VALENTINOIS, et relative aux obsèques des Pairs  
de France.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBER

PAIRS DE FRANCE

Session de 1834

Revue de la Chambre de 1834

DE LA CHAMBRE

Revue de la Chambre de 1834  
de la Chambre de 1834

Revue de la Chambre de 1834



# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## DÉVELOPPEMENTS

D'UNE proposition faite à la Chambre par M. le duc  
DE VALENTINOIS, et relative aux obsèques des Pairs  
de France.

NOBLES PAIRS,

La proposition que j'ai l'honneur de soumettre à vos Seigneuries exige peu de développements.

Ainsi que je l'ai déjà exprimé à cette tribune, ils se trouvent naturellement dans vos cœurs, j'ajouterai dans le sentiment de votre dignité personnelle. Interprète d'un vœu général, je n'aurai à craindre ni à combattre aucune opposition.

Et d'abord, Messieurs, il ne s'agit pas ici

d'une innovation, mais de corroborer ce qui existe, ce qui s'est toujours pratiqué dans cette Chambre, de donner à un fait la solennité du règlement.

Or ce fait est l'exécution d'un devoir sacré, d'un devoir de famille, que nous voyons s'accomplir chaque jour sous nos yeux, c'est un dernier hommage rendu à la vie qui nous avertit et nous prépare à la mort.

Une noble famille, formée de l'alliance de plusieurs siècles, siège dans cette enceinte; elle a constamment rempli les devoirs de cette alliance, devenue chère à tous ceux qui la composent. Je le répète, le fait a toujours existé.

Mais il y a peut-être quelque utilité, je dirai plus, quelque convenance à constater ce précédent, à l'assurer dans son exécution, à le convertir en droit. C'est là le but de ma proposition.

On pourroit peut-être, dans ce moment, émettre le vœu qu'une pompe analogue à celle que vous déciderez, proportionnée à l'importance de vos hautes fonctions, accompagnât la dépouille mortelle de ceux de nos collègues dont la vie se sera éteinte hors de cette capitale: car la Pairie appartient à la France entière.

Mais ce vœu, pour être accompli, a besoin d'une auguste approbation. Nous nous borne-

rons à le consigner dans ce discours. Celui dont la volonté créa la Pairie étendra sa sollicitude jusqu'au moment où l'éternité aura commencé pour nous.

Peut-être aussi seroit-il possible, par une transmission rétrograde de la mort à la vie, de rappeler, je ne dirai pas l'utilité, mais la nécessité indispensable de fixer la position de la Pairie dans ses plus augustes fonctions ; de déterminer enfin ce qu'elle est hors de cette enceinte, ce qu'elle est dans la société ; de lui accorder non des privilèges abolis à jamais, mais des distinctions que réclame le haut rang pour lequel elle a été créée ; elle aussi a besoin de plus de force (1), de plus de fixité, elle doit réfléchir aux yeux des Français une partie de l'éclat qui environne le Trône.

Je m'arrête, Messieurs, dans un sujet aussi grave, aussi élevé, il seroit bien qu'une haute initiative voulût user de ses droits. Nous nous bornerons donc à l'expression d'un vœu, et nous conserverons l'espérance de le voir accueilli.

Je reviens à ma proposition.

Le nombre de douze Pairs indiqués pour té-

---

(1) Voir le moniteur du 6 juin. Séance de la Chambre élective.



moigner notre commune douleur m'a paru en rapport avec les convenances, et proportionné au rang élevé que vous occupez dans la monarchie.

Quant à la manière de les choisir, on pourroit, ce me semble, décider que le rang de nomination remplacera le tirage au sort, devenu impossible dans l'intervalle des sessions, et difficile même pendant leur durée.

Dans cette supposition, six Pairs seroient choisis au commencement de la liste de nomination, et six à la fin, en continuant ainsi jusqu'à l'épuisement de cette même liste. De cette manière chacun connoitroit positivement et d'avance le moment où il deyra remplir ce triste devoir.

J'observerai que les Pairs, bien que désignés d'avance, devront néanmoins être prévenus par M. le Grand-référendaire, en raison des absences ou autres empêchements absolus, de telle manière que le nombre de douze ne puisse éprouver aucune diminution.

Les détails de ces tristes solennités seront mis sous la surveillance de votre Grand-référendaire, dont la sollicitude pour le maintien de vos dignités a toujours été appréciée par vos Seigneuries.

J'ai l'honneur de proposer à la Chambre la rédaction suivante :

Lorsque la Chambre aura à déplorer la perte d'un de ses membres, douze Pairs en costume lui rendront les derniers devoirs, et accompagneront le convoi.

Ces douze Pairs seront désignés par l'ordre de nomination, moitié sera prise au commencement et moitié à la fin de la liste, successivement et jusqu'à l'épuisement de cette même liste.

Les Pairs désignés seront prévenus par M. le Grand-référendaire, de manière à remplacer les absences ou autres empêchements absolus, le nombre de douze devant toujours être complet.

M. le Grand-référendaire demeure chargé du détail de ces tristes solennités, sa sollicitude leur donnera la pompe que réclame la dignité de la Pairie.

---

1. Le premier de ces deux est le plus ancien.

2. Le second est le plus récent.

3. Le troisième est le plus ancien.

4. Le quatrième est le plus récent.

5. Le cinquième est le plus ancien.

6. Le sixième est le plus récent.

7. Le septième est le plus ancien.

8. Le huitième est le plus récent.

9. Le neuvième est le plus ancien.

10. Le dixième est le plus récent.

11. Le onzième est le plus ancien.

12. Le douzième est le plus récent.

13. Le treizième est le plus ancien.

14. Le quatorzième est le plus récent.

15. Le quinzième est le plus ancien.



CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du jeudi 22 juillet 1824.

---

OPINION  
DE M. LE COMTE DE LA VILLEGONTIER,  
SUR le projet de loi relatif aux chemins vicinaux.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

SESSION DE 1834

Séance du Jeudi 22 Juillet 1834

OPINION

DE M. LE COMTE DE LA FERRONNIÈRE

sur le projet de loi relatif aux épaves navales

IMPRIMERIE DE LA CHAMBRE

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le comte DE LA VILLEGONTIER, sur le projet  
de loi relatif aux chemins vicinaux.

MESSIEURS,

Depuis long-temps une loi sur les chemins vicinaux étoit vivement désirée. Le Gouvernement s'est occupé de satisfaire à ce vœu, et la commission chargée par vos Seigneuries de l'examen du projet déjà adopté par la Chambre des Députés demande que vous lui donniez votre assentiment. Je ne viens point chercher à contrarier cette proposition; mais ce sujet peut être envisagé sous tant d'aspects divers, qu'en exposant d'abord des vues générales différentes de celles qui vous sont offertes, et en vous soumettant ensuite quelques observations



sur les articles du projet, j'ai pensé que peut-être ces observations ne seroient pas sans utilité, dans les améliorations qu'il seroit par la suite appelé à recevoir.

Je l'avoue, ce n'étoit pas sur ces bases que je desirois voir fonder la législation des chemins vicinaux. Je souhaitois qu'au moment où la loi s'occuperoit des communications vicinales, les routes départementales qui, jusqu'au 16 décembre 1811, avoient été routes royales de troisième classe, fussent rendues à la direction générale des ponts et chaussées, et que les départements eussent à appliquer les fonds qu'ils affectent aujourd'hui à ces routes, aux principales lignes des chemins vicinaux, lesquelles joindroient (et en se servant autant que possible des routes royales), tous ou presque tous les chefs-lieux de communes, aux chefs-lieux des marchés, des cantons, et des arrondissements. Dans ce système, tout devient facile : les communications utiles au commerce intérieur sont adoptées ; tout s'opère dans l'intérêt public ; plus d'embarras de localités où les réparations sont souvent d'autant plus considérables, que les communes sont plus pauvres ; les ponts, les ouvrages d'art presque toujours trop dispendieux pour une commune, ne font plus

obstacle. Des commissaires-voyers surveillent et dirigent gratuitement les travaux. Les personnes qui y ont donné des soins savent à combien peu de frais ils s'effectuent. Sans doute ces lignes générales, bien que multipliées, seroient loin de suffire; mais dans chaque hameau, dans chaque lieu d'exploitation il ne s'agiroit plus que de les atteindre, et là s'appliqueroit le mode de la prestation en nature et des centimes additionnels par chaque commune ou section de commune, suivant qu'il s'agiroit d'un chemin ou communal ou de traverse, et d'un usage plus limité. Ainsi, la négligence de telle ou telle commune ne nuirait qu'à elle seule, et les communications publiques seroient également protégées. Voilà de quelle manière je penserois que l'on parviendrait le mieux à obtenir par toute la France une suffisante viabilité, mais je n'ai point à discuter ce système, qui peut-être comporteroit des objections que je n'aperçois pas, et qui ne nous est pas présenté.

Revenant au projet actuel, je crains que de l'isolement dans lequel, nonobstant l'article 9, il laisse les communes entre elles, il ne résulte, dans l'application, l'inconvénient que souvent les points à réparer seront choisis plus dans l'in-



térêt de la localité que dans l'intérêt général.

L'article 2 rétablit la prestation en nature. A la vérité, ce mode s'éloigne un peu de l'égalité des charges, mais il est reconnu indispensable; les conseils-généraux l'ont constamment réclamé, et d'ailleurs le vote des centimes, là où ils seront nécessaires, rétablira à-peu-près l'équilibre.

Il me semble que l'article 3 auroit dû désigner la classe nombreuse des journaliers qui ne sont ni chefs de famille, ni chefs d'établissements, ni propriétaires, ni aux gages fixes d'aucun fermier. Je pense toutefois qu'ils seront considérés comme domestiques. Les réglemens auront à s'occuper aussi de la fourniture des outils, et de l'emploi des chevaux non attelés, emploi dont je doute que l'on retire un bénéfice sensible.

L'article 9 qui appelle plusieurs communes à la réparation d'un même chemin, sera, si je ne me trompe, d'une difficile exécution. Je n'ai vu qu'une fois plusieurs conseils municipaux s'entendre sur une dépense de ce genre; et d'ailleurs le projet de loi donne-t-il les moyens de contraindre une commune qui se refuse, à former des rôles de prestation, ou à voter des centimes?



L'article 10 ne laisse-t-il pas à désirer un mode pour l'élargissement des chemins? Il est probable que l'on suivra les usages locaux; en Bretagne, par exemple, où les chemins vicinaux devoient avoir, suivant leurs classes, huit, douze, ou dix-huit pieds de largeur, de quelle manière ce qui manque à ces largeurs sera-t-il restitué? sera-ce avec ou sans indemnité? Les chemins qui n'ont, d'après les anciens usages, que huit et douze pieds seront-ils portés à dix-huit ainsi que le prescrit la loi du 9 ventose an XIII; alors les riverains auroient droit à une indemnité basée sur la différence. Ces chemins auront-ils ou non des fossés? Qui en supportera les frais? Ces détails insérés dans la loi eussent facilité et bonifié les opérations.

Le point le plus important est sans contredit, dans les pays ombragés et pluvieux, celui des arbres qui bordent les chemins vicinaux. Jamais, quoique l'on fasse, des chemins d'une aussi faible largeur ne seront praticables, si les arbres qui les bordent ne sont abattus au moins du côté du midi. L'élagage ordinaire ne suffiroit pas, ou plutôt ne remédieroit à rien. J'en appelle à tous ceux qui connoissent les chemins creux et couverts d'une partie de la France, et notamment des provinces de l'ouest.

Si le projet de loi eût assimilé la jurisprudence actuelle des chemins vicinaux à celle de la grande voirie, afin que la justice rendue par le conseil de préfecture, fût plus prompte et à moindres frais, je pense qu'il en seroit ressorti un véritable bien; de même, j'aurois cru avantageux que l'article 10 eût précisé, en ce qui a rapport à l'extraction des matériaux, que les règles suivies pour les routes royales et départementales l'eussent été pour les routes vicinales, c'est-à-dire qu'il n'y auroit lieu au paiement des matériaux, à raison de leur valeur intrinsèque, que là où l'on s'emparerait d'une carrière en exploitation, et que, hors cette circonstance, il ne seroit dû d'indemnités qu'à raison de la perte des fruits et du dommage causé. Le recours à la loi du 8 mars 1810 est long, et s'écarte de la règle que je viens de citer.

Je crois cette remarque d'autant plus importante, que l'article 10 me paroît laisser au moins des doutes sur ce point, et que cependant ayant plusieurs fois, à l'occasion de l'empierrement des chemins communaux, consulté le Gouvernement sur des résistances que j'éprouvois de la part de propriétaires de carrières non exploitées par eux, il me fut répondu que, par assimilation, il y avoit lieu à appliquer aux



routes vicinales la règle que je viens de citer relative aux routes royales et départementales, et qui s'appuie sur la loi du 16 septembre 1807.

Enfin, et je bornerai là mes observations sur un sujet qui en comporteroit beaucoup d'autres, qu'il me soit permis de dire que j'eusse souhaité qu'en présentant la loi nouvelle, le Gouvernement eût examiné s'il n'y avoit pas lieu à aborder la question même de la propriété des chemins vicinaux, à calculer s'ils sont bien réellement propriétés communales, ou si, une jurisprudence particulière n'auroit pas, à juste titre, considéré, depuis quelques années, ces chemins comme des propriétés riveraines et privées, chargées d'une servitude imposée par la nécessité. Un arrêt de la cour de Toulouse du 26 novembre 1812 l'établit positivement. La commune répare, rien de plus juste; elle jouit, la charge la concerne. Le propriétaire d'un sol grevé de cette servitude souffre, mais ne fait pas les réparations.

Si la commune est propriétaire, tout chemin vicinal reconnu inutile, peut être vendu par elle; ainsi des étrangers acquéreurs d'un terrain de 2 à 6 mètres de large sur une longueur considérable viendroient s'établir au milieu d'anciennes propriétés sur lesquelles le che-



min auroit été pris originairement; ce voisinage est intolérable. N'y auroit-il pas plus de convenance et de justice à ce qu'une ancienne communication désormais abandonnée, fût rendue ou cédée aux riverains, et que l'on arrêtât ces ventes ou locations de petits terrains vains et vagues, prélevés sur les routes vicinales là où elles ont une largeur superflue.

La loi prescrivant qu'elles conserveront celle qu'elles ont au-delà de six mètres, défend que personne s'en mette en possession; mais, si le propriétaire riverain n'a pas le droit de prendre cet excédent, au moins, si ce terrain doit être rendu à l'agriculture, que ce soit lui qui le reçoive, et qu'il ne voie pas s'établir auprès de lui un acquéreur ou locataire de quelques toises qui, primitivement, faisoient partie de sa possession. Messieurs, l'on ne se méprendra pas sur mes intentions: je n'ai eu, ainsi que je l'ai dit plus haut, d'autre but que d'indiquer ce que, d'après la lecture de nombreux écrits sur les chemins vicinaux et peut-être quelque expérience, j'aurois cru souhaitable que le projet de loi eût contenu. Je m'estimerois heureux, si mes observations générales et celles qui s'adressent particulièrement au projet qui vous est soumis pouvoient ne pas paroître dénuées de justesse,

et si elles donnoient lieu plus tard à quelques améliorations. Le temps les amènera. C'est beaucoup d'avoir commencé, et je me joins à ceux qui félicitent le Gouvernement d'avoir porté ses regards sur une partie de l'administration depuis long-temps en souffrance, et qui recevra infailliblement un notable secours de la loi proposée à l'approbation de vos Seigneuries.

---





CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du jeudi 22 juillet 1824.

---

OPINION  
DE M. LE COMTE DE TOURNON,  
SUR le projet de loi relatif aux chemins vicinaux.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBERLAIN

PAIRS IN FRASE

THE

OF THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

# CHAMBRE DES PAIRS.

## OPINION

DE M. le comte DE TOURNON, sur le projet de loi  
relatif aux chemins vicinaux.

MESSIEURS,

Je vais profiter des moments que vos Seigneuries veulent bien m'accorder pour mettre sous leurs yeux, ainsi que je le conçois, le système dans lequel la loi a été conçue, système tellement coordonné que tout amendement introduit dans ses articles le détruiroit radicalement.

En lisant le projet de loi, on reconnoît que ses auteurs ont recherché soigneusement ce qui se passe dans tous les départements, relative-

*N. B.* Cette opinion ayant été improvisée, son auteur l'a redigée telle qu'elle est ici, d'après le procès-verbal et ses souvenirs.



ment à l'entretien des chemins vicinaux : ils ont reconnu facilement les nombreux obstacles que rencontrent par-tout les administrateurs les plus habiles et les plus vigilants ; et c'est à écarter ces obstacles qu'ils ont donné leurs soins dans la rédaction du projet.

Le premier, le plus grave de ces empêchements à toute amélioration, est le retrécissement des chemins. Vos Seigneuries savent avec quelle coupable industrie les habitants des campagnes aspirent à accroître leur champ d'une lisière de terrain enlevée au chemin, et avec quelle audace, pendant notre déplorable révolution, ils ont ainsi agrandi leur héritage ; elles savent que pour ces hommes peu éclairés, le bénéfice actuel, quelque léger qu'il soit, fait oublier un dommage à venir incomparablement plus étendu ; ainsi, pour donner à leur champ quelques pieds de largeur de plus, le plus souvent des paysans aveugles ont détruit le chemin qui servoit à donner de la valeur aux denrées produites par ce champ.

Le rétablissement de la largeur des chemins étoit donc le premier pas à faire. La loi de 1802 avoit à la vérité donné les moyens de faire restituer les terrains récemment usurpés ; mais le plus souvent le temps, la végétation ont couvert

le larcin et enlevé tout moyen de reconnaître ce qui appartenait naguères à la route. Alors on ne peut plus opérer par voie de restitution, et il faut nécessairement acquérir le terrain usurpé. Dans ce cas, qui est le plus fréquent, les formalités les plus solennelles, les plus longues, sont aujourd'hui exigées : pour racheter quelques pieds de terrain, le croiriez-vous, Messieurs, il faut que la main royale signe une ordonnance ! On peut se représenter les lenteurs inévitables de ce mode de procéder : elles sont telles qu'on peut affirmer que les administrateurs les plus persistants dans leur amour du bien renoncent à l'employer.

L'article 10 de la loi met un terme à ce désordre : il autorise les Préfets, après l'observation de formalités qui y sont détaillées, à acquérir les terrains nécessaires pour l'ouverture ou pour l'élargissement des chemins. Ainsi, par cet article, le roi se dévêtit d'un droit qui lui appartenait, et il en investit ses agents dans les départements. Ceux-ci, placés au centre des besoins, pourront y pourvoir avec rapidité et rien ne s'opposera plus au rétablissement des chemins vicinaux dans leur primitive et nécessaire largeur. C'est ainsi que peut sans péril se réduire cette centralisation contre laquelle tant



de voix s'élèvent, et qui cependant ne peut être diminuée qu'avec les plus grandes précautions.

Un deuxième obstacle à l'amélioration des chemins vicinaux, est dans le défaut d'accord entre les communes intéressées à leur entretien, lorsqu'ils servent à plusieurs d'entr'elles.

S'il est des chemins qui, se bornant à mettre en communication les diverses parties d'une même commune, ou à joindre deux communes entre elles, peuvent être laissés aux soins des communes qu'ils traversent, ainsi que le règle l'article 1<sup>er</sup>; il en est d'autres qui, traversant plusieurs territoires, faisant communiquer un grand nombre de communes avec le marché où se vendent leurs produits, avec un port d'embarquement ou avec une grande route, doivent être l'objet d'une législation particulière. Le plus souvent l'intérêt à leur entretien n'est pas en rapport avec les espaces parcourus ni avec les dépenses de réparation. Dans ce cas, quelques communes se livrent à des travaux, tandis que d'autres moins vivement excitées par un intérêt moins pressant laissent dépérir le chemin dans la partie qui traverse leur territoire. Dès lors tout ce que font les communes les plus actives est en pure perte, et la route améliorée sur quelques points, mais impraticable sur



d'autres, reste fermée aux habitants zélés comme aux négligents.

L'accord à mettre entre ces communes intéressées à divers degrés, fait aujourd'hui le tourment des administrateurs les plus habiles, et on citeroit peu d'exemples de réussite dans une semblable entreprise.

L'article 9 du projet de loi donne aux administrateurs un moyen qui leur manquoit pour faire coordonner entre eux les travaux à faire sur un chemin vicinal d'un intérêt complexe. Maintenant ils pourront former à ces chemins des espèces de bassins, et y comprendre, dans des classes différentes, les communes qui y prennent des intérêts divers. La ligne séparative des territoires disparaîtra devant un intérêt débattu et reconnu, et lorsque des communes prêteront un long passage à une route qui en intéressera une autre à un plus haut degré, cette dernière donnera à sa voisine un secours sans lequel le chemin n'auroit pas été réparé. Ainsi, où il y aura communauté d'intérêts, on trouvera communauté de secours.

Il ne suffisoit pas, Messieurs, de régler ce qui concernoit l'élargissement des chemins et la coopération des communes à leur entretien, il falloit encore assurer les moyens pécuniaires

d'y parvenir. Les articles 2, 3, 4, 5 et 6, fournissent ces moyens. Je vais les examiner rapidement.

Divers modes sont concurremment mais successivement employés. Le premier est la prestation en nature fixée à deux journées de travail pour tout homme valide porté au rôle des contributions.

On a reproché à ce mode son inégalité proportionnelle, puisque le riche et le pauvre y sont également cotisés. Mais outre qu'on peut dire que le pauvre lui-même a un grand intérêt à ce que le bon état des chemins amène la baisse des denrées qu'il consomme, il est évident que le riche sera atteint dans une toute autre proportion, à raison de ses domestiques et des animaux de somme, de trait, ou de selle qu'il possède.

Mais l'inégalité apparente qui résulte de cette égalité de taxe, disparoît entièrement si on considère que, par les articles 4, 5 et 6, le complément nécessaire de la prestation en nature sera levé au moyen de centimes additionnels aux contributions. Dès lors l'équilibre est rétabli et le pauvre ne contribue que dans une équitable proportion avec son intérêt au bon état des chemins qui facilitent l'apport, et par suite



amènent le bon marché des denrées dont il a besoin.

La prestation en nature et la levée de centimes additionnels existe dans la législation actuelle ; mais l'une et l'autre ne peuvent être employées qu'après qu'une ordonnance royale, rendue, le conseil d'État entendu, a autorisé la perception.

Vos Seigneuries conçoivent les lenteurs de ce mode de procéder, lenteurs dont je les ai déjà entretenues en leur parlant de l'article 10 du projet de loi. Le Roi daigne encore dans ce cas remettre à ses agents le pouvoir qu'il tient de la loi, et diminuer une seconde fois, dans l'intérêt de ses peuples, cette centralisation qui, encore dans ce cas, peut être réduite sans danger.

Mais lorsque les cinq centimes dont la levée est permise par l'article 4, unis à la prestation en nature, ne suffiront pas à la réparation d'un chemin ; lorsqu'une imposition plus forte sera reconnue nécessaire, le Roi reprend son pouvoir, et sa paternelle vigilance ne s'en remet qu'à lui-même des soins d'examiner les besoins et de fixer les charges à imposer à ses sujets. Dans ce cas on rentrera dans le droit commun, une ordonnance royale, rendue après avoir entendu



le conseil d'État, sera indispensable pour autoriser une imposition qui, levée sans ménagement, pourroit devenir trop lourde pour les contribuables.

Ainsi, tandis que la part est faite au besoin d'agir promptement, et sans d'inutiles formalités, les intérêts des contribuables sont garantis contre un imprudent desir d'atteindre trop vite un but auquel il faut savoir n'arriver qu'avec une sage lenteur.

Jusqu'à ce moment, Messieurs, les exploitations de forêts, de mines, de carrières, avoient librement sillonné les chemins, et leurs entrepreneurs n'avoient pu être contraints à réparer des dévastations dont toute la commune supportait le dommage.

Grace à l'article 7 du projet, on pourra désormais faire constater à l'avance l'état d'un chemin, et après qu'une exploitation nouvellement ouverte dans son voisinage l'aura endommagé, ou lorsque le transport des produits d'une mine ou d'une carrière le dégradera habituellement ou pourra contraindre les intéressés à concourir à sa réparation.

L'article 8 introduit enfin, Messieurs, une notable amélioration dans la législation des chemins vicinaux en étendant le cercle dans le

quel on puisera les ressources pour les réparer. Les domaines du Roi sont exempts de tout impôt, et la raison en est simple puisque leur produit est un revenu de l'État ou de la Couronne qui dispense de lever un impôt. Mais le Roi a voulu que cette nécessaire immunité ne s'étendit pas jusqu'à la charge imposée spécialement pour la réparation des chemins, et cette marque de sa royale bienveillance sera sentie par les communes sur lesquelles sont assis ces domaines.

Ainsi s'expliquent et se justifient toutes les dispositions de la loi que je crois devoir voter.

Je terminerois ici mes observations si je ne voulois, avant de quitter la tribune, répondre à une objection faite par un noble Comte.

Cet orateur a exprimé le vœu que les routes départementales fussent entretenues aux dépens de l'État, et que les départements employant les fonds qu'ils leur destinoient à l'entretien des chemins vicinaux d'un grand intérêt, les communes restassent chargées des seuls chemins de petite communication.

Ce système peut être défendu; mais il ne faut pas oublier d'une part qu'il faudroit accroître le budget du ministère de l'intérieur chargé des ponts et chaussées, d'une somme de huit à

dix millions, et que de l'autre il faudroit étendre, sur une longueur de routes presque égale à la longueur des routes royales, la surveillance de M. le directeur-général des ponts et chaussées. Quelque confiance que j'aie en son activité et en son habileté, auxquelles je me plais à rendre un juste hommage, je craindrois que les soins que réclament plus impérieusement et les immenses travaux de canalisation et la réparation des routes et des ports de commerce, ne souffrissent de la charge nouvelle que l'on donneroit à son administration.

Je ne pense donc pas que cette idée du noble Comte puisse être accueillie.

---



IMPRESSIONS  
N° 160.

# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1824.

Séance du jeudi 22 juillet 1824.

## OPINION

DE M. LE MARQUIS DE PANGE,

Sur le projet de loi relatif aux chemins vicinaux.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBER

1858

FAIRS DE FRANCE

Session de 1858

Session du 1er juillet 1858

OTITION

DE LA MARQUE DE JACOB

Sur le projet de loi relatif aux droits de douane

PROJET DE LOI



# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le marquis DE PANGE, sur le projet de loi  
relatif aux chemins vicinaux.

MESSIEURS,

La loi qui est soumise en ce moment à l'approbation de vos Seigneuries, ayant généralement pour base les votes des conseils-généraux, ne pourra sûrement que satisfaire les habitants des campagnes, et améliorer l'état très déplorable des agriculteurs, en attendant que la clairovoyante bonté de sa majesté, qui tôt ou tard va dans les parties les plus reculées de son Royaume découvrir et soulager les malheureux, trouve et emploie les moyens de mettre un terme à cet



état fâcheux, et de réaliser en quelque sorte, pour une classe si intéressante de ses sujets, le vœu touchant que formoit déjà pour elle son illustre aïeul, ce grand et bon Henri, dont se renouvelle alternativement sous nos yeux tous les jours, dans son auguste race, la bonté, l'héroïsme, et les vertus. Mais de telles lumières dont on avoit eu la prévoyance de s'entourer pour la rédaction de cette loi, l'empressement avec lequel elle a été accueillie et discutée par la Chambre des Députés, tout en prouvant combien elle lui a paru urgente, n'a pu lui laisser le temps de la mûrir, et d'y intercaler toutes les modifications dont vraisemblablement plus tard elle sera reconnue susceptible. Pénétré moi-même plus que personne de cette urgence, je suis bien loin d'appeler ici de mes vœux le moindre amendement qui pourroit en faire ajourner à une autre année les avantageux et desirables résultats; et si je me permets de soumettre à vos Seigneuries quelques foibles observations, ce n'est que dans l'idée qu'elles pourront peut-être leur paroître dignes de quelque attention, et que, honorées alors de leur approbation, elles entreront probablement après pour quelque chose dans les instructions qui seront

données par le Gouvernement pour l'exécution de cette loi.

L'art. 1<sup>er</sup> porte :

« Les chemins reconnus par un arrêté du  
« préfet, sur une délibération du conseil mu-  
« nicipal, pour être nécessaires à la communi-  
« cation des communes, sont à la charge de  
« celles sur le territoire desquelles ils sont éta-  
« blis, sauf le cas prévu par l'art. 9 ci-après. »

Je crois devoir faire remarquer que par plusieurs actes authentiques les préfets dans plusieurs départements ont déjà reconnu les chemins dits vicinaux ou communaux ; je pense qu'il seroit nécessaire d'expliquer ce que deviendront ceux reconnus comme tels jusqu'à ce jour, qui sans être d'une nécessité générale, sont d'une grande utilité à une partie des habitants de la commune, pour l'exploitation de leurs héritages, et qui, par l'effet de la nouvelle loi, seroient rejetés de la catégorie des chemins communaux, et de spécifier s'ils doivent être conservés (comme je le pense), en laissant leur entretien à la charge de ceux auxquels ils seront utiles, ou s'ils seront supprimés, et si les communes pourront en aliéner à leur profit la propriété.

Au sujet de l'article 5, qui dit :

« Les prestations et les cinq centimes mentionnés dans l'article précédent, seront votés par les conseils municipaux, qui fixeront également le taux de la conversion des prestations en nature. Les préfets en autoriseront l'imposition. Le recouvrement en sera pour suivi, comme pour les contributions directes, les dégrèvements prononcés sans frais, les comptes rendus comme pour les autres dépenses communales.

« Dans le cas prévu par l'article 4, les conseils municipaux devront être assistés des plus imposés, en nombre égal à celui de leurs membres »,

je soumettrai l'observation suivante :

Je ne crois pas que les votes des conseils municipaux soient tout-à-fait arbitraires, et que le préfet n'ait pas le droit de provoquer la prestation, dans le cas où, par une insouciance déplorable, mais malheureusement trop à présumer et à craindre, un conseil municipal se refuseroit à la voter. Si cette attribution n'étoit pas accordée à ce magistrat, et si cela n'étoit pas positivement expliqué, le but de la loi ne seroit atteint que d'une manière bien imparfaite.



Je regrette que la loi se taise sur les plantations; il seroit à désirer que l'on déterminât la distance à laquelle elles peuvent être faites le long des chemins qui auroient six mètres de largeur et au-delà, et auxquels par conséquent elles ne pourroient porter aucun préjudice; je sais par expérience qu'on n'observe sur cela aucunes règles fixes. L'honorable Pair, organe de la commission, a rappelé dans son excellent rapport les différents arrêts et les différentes décisions auxquels on pouvoit à cet égard avoir recours; mais plusieurs de ces dispositions sont contradictoires; elles sont tombées dans les campagnes en désuétude ou dans l'oubli, et il me paroîtroit à désirer que l'on fixât, dans les instructions, les incertitudes des maires; que l'on prévînt les discussions, et qu'on donnât toutes les facilités possibles aux propriétaires de faire de ces sortes et de ces si utiles plantations.

Enfin, je demanderai s'il ne seroit pas avantageux de charger, au moins pendant la première année, un ou deux employés ou élèves des ponts-et-chaussées, dans chaque département, de remplir les fonctions de commissaires-voyers, et de faire des tournées pour diriger les travaux et la mise en bon état de ces chemins depuis si

long-temps négligés, et particulièrement de ceux qui sont d'une grande communication, et qui, par exemple, aboutissent d'un chef-lieu de canton, d'une grande forêt, d'un pays très fertile, à la grande route ou à une ville; car personne n'ignore de quelle manière l'on s'y prend habituellement dans les campagnes pour réparer un chemin, et vos Seigneuries savent que le résultat de ces travaux, mal dirigés et mal entendus, est très souvent de ne le rendre que plus impraticable.

En résumé, je suis convaincu que les bases de cette loi sont très bonnes, qu'elle produira de très bons effets, et en conséquence je vote pour son adoption.

ÉTAT A.

## BUDGET GÉNÉRAL

DES DÉPENSES ET SERVICES POUR L'EXERCICE 1825.

ÉTAT A.

BUDGET de la Dette consolidée et de l'Amortissement.

|                                            |                                                                                                                                                                                                                                   |            |                |                |
|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|----------------|----------------|
| INTÉRÊTS<br>des 5 p. 100<br>consolidés.    | Rentes inscrites au 1 <sup>er</sup> janvier 1824.....                                                                                                                                                                             |            | 197,032,975 f. |                |
|                                            | 1 <sup>o</sup> Sur les crédits ouverts pour le paiement de l'arriéré des ministères antérieurs à l'an 9.....                                                                                                                      | 15,202 fr. |                |                |
|                                            | 2 <sup>o</sup> Sur le crédit de 2 millions de rentes ouvert par la loi du 15 mai 1818, pour le paiement de l'arriéré de 1801 à 1809 inclusivement.                                                                                |            | 52,810         |                |
|                                            | (Solde du crédit restant disponible au 1 <sup>er</sup> janvier 1824.).....                                                                                                                                                        | 37,608     |                |                |
|                                            | 3 <sup>o</sup> Sur le crédit ouvert par l'article 1 <sup>er</sup> de la loi du 17 août 1822, pour compléter l'inscription au grand-livre des créances arriérées antérieures au 1 <sup>er</sup> janvier 1810 (400,000 francs)..... | Mémoire.   |                |                |
|                                            | TOTAL des rentes dont les arrérages seront à servir en 1825, pour les deux semestres, aux échéances des 22 mars et 22 septembre.....                                                                                              |            | 197,085,785 f. | 197,085,785 f. |
| Dotation de la caisse d'amortissement..... |                                                                                                                                                                                                                                   |            |                | 40,000,000     |
| TOTAL.....                                 |                                                                                                                                                                                                                                   |            |                | 237,085,785 f. |







ÉTAT B. 1<sup>o</sup> BUDGET des Dépenses générales et Services.

|                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | MONTANT<br>des dépenses<br>présümées. |
|--------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Liste civile.....        | 25,000,000                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 34,000,000                            |
| Famille royale.....      | 9,000,000                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                       |
| MINISTÈRES.              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                       |
| Justice.....             | { Service ordinaire..... 15,925,092<br>Frais de justice (crédit provisoire)..... 2,520,000                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 18,445,092                            |
| Affaires étrangères..... | Administration centrale et dépenses de police générale..... 2,659,000<br>Cultes..... 26,225,000<br>Services divers d'utilité publique..... 11,774,000<br>Travaux publics..... 38,962,278                                                                                                                                                                                                                                     |                                       |
| Intérieur.....           | { fixes (6 cent. 9/10 centralisés au Trésor)..... 12,551,004<br>Dépenses dépes. variables (12 cent. 1/10, dont 5 cent. en fonds commun).... 22,009,732<br>Ressources spéciales et produits divers appartenant aux départements..... Mémoire.                                                                                                                                                                                 | 117,000,000                           |
|                          | Secours pour grêle, incendies et autres cas fortuits (1 cent. sur le fonds de non-valeurs)..... 1,818,986<br>Excédant du fonds de non-valeurs de la contribution des portes et fenêtres... Mémoire.                                                                                                                                                                                                                          |                                       |
| Guerre.....              | { Service actif..... 183,627,000<br>Dépenses temporaires..... 6,373,000                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 190,000,000                           |
| Marine.....              | Service général..... 55,000,000<br>Colonies..... 5,000,000<br>Dette viagère..... 9,100,000                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                       |
|                          | { Civiles..... 1,750,000<br>Pensions..... Militaires..... 49,600,000<br>Ecclésiastiques..... 7,450,000<br>Donataires dépossédés..... 1,600,000<br>Supplément au fonds de retenues des divers ministères..... 1,273,025                                                                                                                                                                                                       | 61,673,025                            |
|                          | Intérêts de cautionnements..... 10,000,000                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                       |
|                          | { Frais de service et de trésorerie..... 2,800,000<br>Frais de service Intérêts de la dette flottante, escompte et frais de négociation: Mémoire.<br>et de Bonifications aux receveurs généraux et particuliers des finances, sur les anticipations de versements des contributions directes..... 2,600,000                                                                                                                  | 5,400,000                             |
| Finances.....            | négociations..... 101,126,325                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                       |
|                          | Intérêts, lots et primes des annuités émises en remboursement du premier cinquième de la dette arriérée de 1810 à 1816, et frais inhérents à ce mode de remboursement..... Mémoire                                                                                                                                                                                                                                           | 101,126,325                           |
|                          | Chambre des Pairs..... 2,000,000<br>Chambre des Députés..... 800,000<br>Légion-d'honneur. (Supplément à sa dotation)..... 3,400,000<br>Cour des comptes..... 1,256,300<br>Administration des monnoies (y compris 422,370 francs pour refonte d'espèces)..... 1,000,000<br>Cadastre..... 1,000,000<br>Centimes facultatifs votés par les conseils généraux..... Mémoire.<br>Service administratif du ministère..... 5,497,000 |                                       |
| TOTAL.....               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 528,386,417                           |

ÉTAT B. (Suite.) 2<sup>o</sup> Frais de régie, de perception, d'exploitation, non-valeurs, etc., remboursements et restitutions aux contribuables. (A ordonnancer par le Ministre des finances.)

| FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION, D'EXPLOITATION, NON-VALEURS, etc.                                     |                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                       | MONTANT<br>des dépenses<br>présümées. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| <i>Administrations financières.</i>                                                                  |                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                       |
| Enregistrement et Domaines.....                                                                      |                                                                                                                                    | 11,376,000                                                                                                                                                                                                                                                            | }                                     |
| Forêts. {                                                                                            | Frais administratifs ..... 2,980,500<br>Avances à charge de remboursement. (Frais de poursuites et frais d'arpentage)..... 337,500 | 3,318,000                                                                                                                                                                                                                                                             |                                       |
| Douanes et sels.....                                                                                 | {                                                                                                                                  | Frais d'administration et de perception..... 23,212,300<br>Remise de 2 pour 100 sur l'impôt du sel..... 744,000<br>Prélèvement sur le produit des amendes et confiscations attribuées.. 1,600,000                                                                     | 25,556,300                            |
| Contributions indirectes.                                                                            | {                                                                                                                                  | Frais d'administration et de perception..... 20,000,000<br>Exploitation des tabacs..... 24,000,000<br>Exploitation et vente des poudres à feu..... 2,133,000<br>Prélèvement sur le produit des amendes..... 900,000<br>Avances à charge de remboursement..... 670,000 | 47,703,000                            |
| Postes.....                                                                                          |                                                                                                                                    | 12,660,000                                                                                                                                                                                                                                                            | }                                     |
| Loterie.....                                                                                         | {                                                                                                                                  | Frais d'administration..... 1,475,000<br>Remise de 6 pour 100 aux receveurs buralistes..... 3,060,000                                                                                                                                                                 |                                       |
| Contributions directes..                                                                             | {                                                                                                                                  | Non-valeurs des quatre contributions directes..... 5,303,678<br>Dépenses des directions des contributions directes dans les départem.* 3,300,000<br>Frais de perception (y compris, pour mémoire, les frais de premier avertissement)..... 12,420,000                 | 21,023,678                            |
| Taxations aux receveurs généraux et particuliers, sur l'impôt indirect et les recettes diverses..... |                                                                                                                                    | 1,200,000                                                                                                                                                                                                                                                             |                                       |
| <i>Remboursements et Restitutions pour trop perçu, et paiements de primes à l'exportation.</i>       |                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                       |
| Ministère des finances.....                                                                          |                                                                                                                                    | 200,000                                                                                                                                                                                                                                                               | }                                     |
| <i>Administrations financières.</i>                                                                  |                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                       |
| Enregistrement, Timbre, Domaines et Forêts.....                                                      |                                                                                                                                    | 1,325,000                                                                                                                                                                                                                                                             | }                                     |
| Douanes et sels (y compris 2,500,000 fr. pour primes à l'exportation).....                           |                                                                                                                                    | 4,050,000                                                                                                                                                                                                                                                             |                                       |
| Contributions indirectes.....                                                                        |                                                                                                                                    | 174,000                                                                                                                                                                                                                                                               | }                                     |
| Postes.....                                                                                          |                                                                                                                                    | 340,000                                                                                                                                                                                                                                                               |                                       |
| TOTAL.....                                                                                           |                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                       | 133,460,978                           |

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES.

|                                                     |                                                                                                                                |             |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| ÉTAT A.                                             | Dettes consolidées et amortissement.....                                                                                       | 237,085,785 |
| ÉTAT B.                                             | 1 <sup>o</sup> Service général.....                                                                                            | 528,386,417 |
|                                                     | 2 <sup>o</sup> Frais de régie, de perception, d'exploitation, etc.....                                                         | 133,460,978 |
| Montant des Dépenses propres à l'exercice 1825..... |                                                                                                                                | 898,933,180 |
| <b>DÉPENSES POUR ORDRE.</b>                         |                                                                                                                                |             |
| Intérieur.....                                      | Instruction publique.....                                                                                                      | 2,230,100   |
|                                                     | Produit de la taxe spéciale des brevets d'invention par aperçu (Loi du 25 mai 1791).....                                       | 80,000      |
| Guerre.....                                         | Direction générale des poudres et salpêtres.....                                                                               | 3,488,792   |
|                                                     | Dépenses des communes sur le produit des centimes additionnels ordinaires et extraordinaires affectés à cette destination..... | Mémoire.    |
| Finances.....                                       | Non-valeurs et frais de perception sur le fonds de redevances des mines.....                                                   | Mémoire.    |
|                                                     | Décharges et réductions de contributions foncière, personnelle et mobilière, imputables sur le fonds de réimpositions.....     | Mémoire.    |
| TOTAL GÉNÉRAL.....                                  |                                                                                                                                | 904,732,072 |



TABLEAU des Contributions directes à imposer en principal et centimes additionnels, pour l'Exercice 1825.

| DÉSIGNATION<br>DES CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL<br>ET CENTIMES ADDITIONNELS.                           |                                                                                                                 | MONTANT DE CHAQUE CONTRIBUTION          |                |                                         |               |                                         |               |                                         |               | TOTAUX.        | OBSERVATIONS.                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|----------------|-----------------------------------------|---------------|-----------------------------------------|---------------|-----------------------------------------|---------------|----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                      |                                                                                                                 | FONCIÈRE.                               |                | PERSONNELLE<br>ET MOBILIÈRE.            |               | PORTES<br>ET FENÊTRES.                  |               | PATENTES.                               |               |                |                                                                                                                                                                                                            |
|                                                                                                      |                                                                                                                 | Nombre<br>des centimes<br>additionnels. |                | Nombre<br>des centimes<br>additionnels. |               | Nombre<br>des centimes<br>additionnels. |               | Nombre<br>des centimes<br>additionnels. |               |                |                                                                                                                                                                                                            |
| Produits généraux.                                                                                   |                                                                                                                 |                                         | fr. c.         |                                         | fr. c.        |                                         | fr. c.        |                                         | (A) fr. c.    |                |                                                                                                                                                                                                            |
| Principal des                                                                                        | quatre contributions. . . . .                                                                                   | "                                       | 154,737,588 85 | "                                       | 27,161,020 00 | "                                       | 12,812,466 36 | "                                       | 18,282,838 00 | 212,993,913 21 | (A) Le produit annuel des pa-<br>tentés est présumé de<br>19,872,650 fr.                                                                                                                                   |
| Centimes<br>additionnels                                                                             | Sans affectation spéciale. . . . .                                                                              | 19                                      | 29,400,141 90  | 29                                      | 7,876,695 80  | 50                                      | 6,406,233 17  | "                                       | "             | 43,683,070 87  |                                                                                                                                                                                                            |
|                                                                                                      | Pour dépenses départementales fixes, com-<br>munes à plusieurs départem. . . 6 c. 9/10 <sup>e</sup>             |                                         |                |                                         |               |                                         |               |                                         |               |                |                                                                                                                                                                                                            |
|                                                                                                      | Pour dépenses variables des dé-<br>partements. . . . . 7 1/10 <sup>e</sup>                                      | 19                                      | 29,400,141 90  | 19                                      | 5,160,593 79  | "                                       | "             | "                                       | "             | 34,560,735 69  | Dont à déduire,<br>pour non-valeurs<br>et attributions<br>aux communes,<br>8 p. 100. . . . 1,589,812                                                                                                       |
|                                                                                                      | Pour fonds communs des mêmes<br>départements. . . . . 5                                                         |                                         |                |                                         |               |                                         |               |                                         |               |                | Reste. 18,282,838 fr.                                                                                                                                                                                      |
|                                                                                                      | Pour secours, grêle, incendies. . . . .                                                                         | 1                                       | 1,547,375 88   | 1                                       | 271,610 22    | "                                       | "             | "                                       | "             | 1,818,986 10   |                                                                                                                                                                                                            |
|                                                                                                      | Centimes additionnels facultatifs à voter par les conseils<br>généraux (maximum 5 centimes). . . . .            | "                                       | Mémoire.       | "                                       | Mémoire.      | "                                       | "             | "                                       | "             | Mémoire.       |                                                                                                                                                                                                            |
|                                                                                                      | Centimes additionnels à voter par les conseils généraux<br>pour dépenses du cadastre (maximum, 3 centimes). . . | "                                       | Mémoire.       | "                                       | Mémoire.      | "                                       | "             | "                                       | "             | Mémoire.       |                                                                                                                                                                                                            |
| Produits affectés aux non-valeurs, dépenses des com-<br>munes, réimpositions et frais de perception. |                                                                                                                 |                                         |                |                                         |               |                                         |               |                                         |               |                |                                                                                                                                                                                                            |
| Centimes<br>additionnels                                                                             | Pour non-valeurs et dégrèvements. . . . .                                                                       | 1                                       | 1,547,375 88   | 1                                       | 271,610 22    | 10                                      | 1,281,246 63  | "                                       | "             | 3,100,232 73   | (B) Y compris environ trois<br>cent quatre vingt mille francs<br>pour frais de confection de<br>rôles et frais de tournées des<br>inspecteurs et contrôleurs<br>chargés d'en recueillir les élé-<br>ments. |
|                                                                                                      | Pour non-valeurs et attributions aux com-<br>munes sur les patentes. . . . .                                    | "                                       | "              | "                                       | "             | "                                       | "             | "                                       | "             | 2,583,444 50   |                                                                                                                                                                                                            |
|                                                                                                      | Pour dépenses ordinaires des communes.                                                                          | "                                       | Mémoire.       | "                                       | Mémoire.      | "                                       | "             | "                                       | "             | Mémoire.       |                                                                                                                                                                                                            |
|                                                                                                      | Pour dépenses extraordinaires des com-<br>munes. . . . .                                                        | "                                       | Mémoire.       | "                                       | Mémoire.      | "                                       | "             | "                                       | "             | Mémoire.       |                                                                                                                                                                                                            |
|                                                                                                      | Pour réimpositions. . . . .                                                                                     | "                                       | Mémoire.       | "                                       | Mémoire.      | "                                       | "             | "                                       | "             | Mémoire.       |                                                                                                                                                                                                            |
| TOTAUX (non compris les pour mémoire). . . .                                                         |                                                                                                                 | 40                                      | 216,632,624 41 | 50                                      | 40,741,530 03 | 60                                      | 20,499,946 16 | 5                                       | 20,866,282 50 | 298,740,383 10 |                                                                                                                                                                                                            |
| Centimes addi-<br>tionnels sur<br>principal et<br>centimes addi-<br>tionnels réunis.                 | Traitements et taxations des receveurs-<br>généraux et particuliers (par évalua-<br>tion). . . . .              | "                                       | 1,730,000 00   | "                                       | 290,000 00    | "                                       | 150,000 00    | "                                       | 80,000 00     | 2,250,000 00   |                                                                                                                                                                                                            |
|                                                                                                      | Remises des percepteurs. . . . .                                                                                | "                                       | 7,470,000 00   | "                                       | 1,400,000 00  | "                                       | 660,000 00    | "                                       | 640,000 00    | 10,170,000 00  |                                                                                                                                                                                                            |
| TOTAUX GÉNÉRAUX. . . . .                                                                             |                                                                                                                 | "                                       | 225,832,624 41 | "                                       | 42,431,530 03 | "                                       | 21,309,946 16 | "                                       | 21,586,282 50 | 311,160,383 10 | (C) Cette somme de 1,589,812 f.<br>fait partie des patentes, et en<br>a été déduite plus haut.                                                                                                             |





CONTRIBUTION FONCIÈRE DE 1825.  
TABLEAU du Répartement entre les Départements.

| DÉPARTEMENTS.                | PRINCIPAL.   | 19 CENTIMES<br>sans affectation<br>spéciale. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses fixes,<br>variables,<br>et fonds communs des<br>départements. | 2 CENTIMES<br>pour secours,<br>non-valeurs,<br>et dégrèvements. | TOTAL.       |
|------------------------------|--------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------|
| Ain. . . . .                 | 1,223,199 61 | 232,407 93                                   | 232,407 93                                                                                 | 24,463 99                                                       | 1,712,479 46 |
| Aisne. . . . .               | 2,744,736 16 | 521,499 87                                   | 521,499 87                                                                                 | 54,894 72                                                       | 3,842,630 62 |
| Allier. . . . .              | 1,314,454 12 | 249,746 28                                   | 249,746 28                                                                                 | 26,289 8                                                        | 1,840,235 76 |
| Alpes (Basses). . . . .      | 609,675 15   | 115,838 28                                   | 115,838 28                                                                                 | 12,193 50                                                       | 853,545 21   |
| Alpes (Hautes). . . . .      | 500,783 22   | 95,148 81                                    | 95,148 81                                                                                  | 10,015 66                                                       | 701,096 50   |
| Ardèche. . . . .             | 884,668 "    | 168,086 92                                   | 168,086 92                                                                                 | 17,693 36                                                       | 1,238,535 20 |
| Ardennes. . . . .            | 1,245,631 18 | 236,669 92                                   | 236,669 92                                                                                 | 24,912 63                                                       | 1,743,883 65 |
| Ariège. . . . .              | 593,383 "    | 112,742 77                                   | 112,742 77                                                                                 | 11,867 66                                                       | 830,736 20   |
| Aube. . . . .                | 1,399,884 "  | 265,977 96                                   | 265,977 96                                                                                 | 27,997 68                                                       | 1,959,837 60 |
| Aude. . . . .                | 1,739,098 "  | 330,428 62                                   | 330,428 62                                                                                 | 34,781 96                                                       | 2,434,737 20 |
| Aveyron. . . . .             | 1,438,112 "  | 273,241 28                                   | 273,241 28                                                                                 | 28,762 24                                                       | 2,013,356 80 |
| Bouches-du-Rhône. . . . .    | 1,520,971 "  | 288,984 49                                   | 288,984 49                                                                                 | 30,419 42                                                       | 2,129,359 40 |
| Calvados. . . . .            | 3,742,550 62 | 711,084 62                                   | 711,084 62                                                                                 | 74,851 1                                                        | 5,239,570 87 |
| Cantal. . . . .              | 1,111,364 "  | 211,159 16                                   | 211,159 16                                                                                 | 22,227 28                                                       | 1,555,909 60 |
| Charente. . . . .            | 1,791,138 93 | 340,316 40                                   | 340,316 40                                                                                 | 35,822 78                                                       | 2,507,594 51 |
| Charente-Inférieure. . . . . | 2,382,856 7  | 452,742 65                                   | 452,742 65                                                                                 | 47,657 12                                                       | 3,335,998 49 |
| Cher. . . . .                | 999,731 23   | 189,948 93                                   | 189,948 93                                                                                 | 19,994 62                                                       | 1,399,623 71 |
| Corrèze. . . . .             | 856,723 79   | 162,777 52                                   | 162,777 52                                                                                 | 17,134 48                                                       | 1,199,413 31 |
| Corse (Ile de). . . . .      | 170,000 "    | 32,300 "                                     | 32,300 "                                                                                   | 3,400 "                                                         | 238,000 "    |
| Côte-d'Or. . . . .           | 2,569,416 86 | 488,189 20                                   | 488,189 20                                                                                 | 51,388 34                                                       | 3,597,183 60 |
| Côtes-du-Nord. . . . .       | 1,683,918 67 | 319,944 55                                   | 319,944 55                                                                                 | 33,678 37                                                       | 2,357,486 14 |
| Creuse. . . . .              | 717,053 "    | 136,240 7                                    | 136,240 7                                                                                  | 14,341 6                                                        | 1,003,874 20 |



| DÉPARTEMENTS.              | PRINCIPAL.   | 19 CENTIMES<br>sans affectation<br>spéciale. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses fixes,<br>variables,<br>et fonds communs des<br>départements. | 2 CENTIMES<br>pour secours,<br>non-valeurs,<br>et dégrèvements. | TOTAL.       |
|----------------------------|--------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------|
| Dordogne . . . . .         | 2,108,890 "  | 400,689 10                                   | 400,689 10                                                                                 | 42,177 80                                                       | 2,952,446 "  |
| Doubs . . . . .            | 1,198,172 87 | 227,652 85                                   | 227,652 85                                                                                 | 23,963 46                                                       | 1,677,442 3  |
| Drôme . . . . .            | 1,204,768 "  | 228,905 92                                   | 228,905 92                                                                                 | 24,095 36                                                       | 1,686,675 20 |
| Eure . . . . .             | 3,131,185 5  | 594,925 16                                   | 594,925 16                                                                                 | 62,623 70                                                       | 4,383,659 7  |
| Eure-et-Loir . . . . .     | 2,157,687 49 | 409,960 62                                   | 409,960 62                                                                                 | 43,153 75                                                       | 3,020,762 48 |
| Finistère . . . . .        | 1,421,406 50 | 270,067 24                                   | 270,067 24                                                                                 | 28,428 13                                                       | 1,989,969 11 |
| Gard . . . . .             | 1,779,682 51 | 338,139 68                                   | 338,139 68                                                                                 | 35,593 65                                                       | 2,491,555 52 |
| Garonne (Haute) . . . . .  | 2,247,025 40 | 426,934 83                                   | 426,934 83                                                                                 | 44,940 51                                                       | 3,145,835 57 |
| Gers . . . . .             | 1,641,640 6  | 311,911 61                                   | 311,911 61                                                                                 | 32,832 80                                                       | 2,298,296 8  |
| Gironde . . . . .          | 2,890,629 63 | 549,219 63                                   | 549,219 63                                                                                 | 57,812 59                                                       | 4,046,881 48 |
| Hérault . . . . .          | 2,272,211 "  | 431,720 9                                    | 431,720 9                                                                                  | 45,444 22                                                       | 3,181,095 40 |
| Ille-et-Vilaine . . . . .  | 1,914,323 "  | 363,721 37                                   | 363,721 37                                                                                 | 38,286 46                                                       | 2,680,052 20 |
| Indre . . . . .            | 996,729 "    | 189,378 51                                   | 189,378 51                                                                                 | 19,934 58                                                       | 1,395,420 60 |
| Indre-et-Loire . . . . .   | 1,577,759 85 | 299,774 37                                   | 299,774 37                                                                                 | 31,555 20                                                       | 2,208,863 79 |
| Isère . . . . .            | 2,380,421 38 | 452,280 6                                    | 452,280 6                                                                                  | 47,608 43                                                       | 3,332,589 93 |
| Jura . . . . .             | 1,325,293 "  | 251,805 67                                   | 251,805 67                                                                                 | 26,505 86                                                       | 1,855,410 20 |
| Landes . . . . .           | 753,543 "    | 143,173 17                                   | 143,173 17                                                                                 | 15,070 86                                                       | 1,054,960 20 |
| Loir-et-Cher . . . . .     | 1,302,365 30 | 247,449 41                                   | 247,449 41                                                                                 | 26,047 31                                                       | 1,823,311 43 |
| Loire . . . . .            | 1,436,537 31 | 272,942 9                                    | 272,942 9                                                                                  | 28,730 74                                                       | 2,011,152 23 |
| Loire (Haute) . . . . .    | 1,020,624 94 | 193,918 74                                   | 193,918 74                                                                                 | 20,412 50                                                       | 1,428,874 92 |
| Loire-Inférieure . . . . . | 1,590,278 94 | 302,153 "                                    | 302,153 "                                                                                  | 31,805 58                                                       | 2,226,390 52 |
| Loiret . . . . .           | 1,912,332 30 | 363,343 14                                   | 363,343 14                                                                                 | 38,246 64                                                       | 2,677,265 22 |
| Lot . . . . .              | 1,256,166 "  | 238,671 54                                   | 238,671 54                                                                                 | 25,123 32                                                       | 1,758,632 40 |
| Lot-et-Garonne . . . . .   | 2,094,264 52 | 397,910 26                                   | 397,910 26                                                                                 | 41,885 29                                                       | 2,931,970 33 |

D 1.

|  |  | 19 CENTIMES | 19 CENTIMES<br>pour dépenses fixes, | 2 CENTIMES<br>pour secours, | TOTAL |
|--|--|-------------|-------------------------------------|-----------------------------|-------|
|--|--|-------------|-------------------------------------|-----------------------------|-------|



| DÉPARTEMENTS.                 | PRINCIPAL.   | 19 CENTIMES<br>sans affectation<br>spéciale. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses fixes,<br>variables,<br>et fonds communs des<br>départements. | 2 CENTIMES<br>pour secours,<br>non-valeurs,<br>et dégrevements. | TOTAL.       |
|-------------------------------|--------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------|
| Lozère. . . . .               | 590,379 94   | 112,172 19                                   | 112,172 19                                                                                 | 11,807 60                                                       | 826,531 92   |
| Maine-et-Loire . . . . .      | 2,523,198 13 | 479,407 64                                   | 479,407 64                                                                                 | 50,463 96                                                       | 3,532,477 37 |
| Manche . . . . .              | 3,350,197 60 | 636,537 54                                   | 636,537 54                                                                                 | 67,003 95                                                       | 4,690,276 63 |
| Marne . . . . .               | 1,811,507 "  | 344,186 33                                   | 344,186 33                                                                                 | 36,230 14                                                       | 2,536,109 80 |
| Marne (Haute) . . . . .       | 1,378,050 80 | 261,829 65                                   | 261,829 65                                                                                 | 27,561 2                                                        | 1,929,271 12 |
| Mayenne. . . . .              | 1,555,841 50 | 295,609 89                                   | 295,609 89                                                                                 | 31,116 83                                                       | 2,178,178 11 |
| Meurthe. . . . .              | 1,714,414 83 | 325,738 81                                   | 325,738 81                                                                                 | 34,288 30                                                       | 2,400,180 75 |
| Meuse . . . . .               | 1,511,158 69 | 287,120 15                                   | 287,120 15                                                                                 | 30,223 17                                                       | 2,115,622 16 |
| Morbihan . . . . .            | 1,450,310 93 | 275,559 8                                    | 275,559 8                                                                                  | 29,006 22                                                       | 2,030,435 31 |
| Moselle . . . . .             | 1,655,362 50 | 314,518 88                                   | 314,518 88                                                                                 | 33,107 25                                                       | 2,317,507 51 |
| Nièvre . . . . .              | 1,268,304 32 | 240,977 82                                   | 240,977 82                                                                                 | 25,366 9                                                        | 1,775,626 5  |
| Nord. . . . .                 | 4,089,549 41 | 777,014 39                                   | 777,014 39                                                                                 | 81,790 99                                                       | 5,725,369 18 |
| Oise . . . . .                | 2,698,893 3  | 512,789 67                                   | 512,789 67                                                                                 | 53,977 86                                                       | 3,778,450 20 |
| Orne. . . . .                 | 2,327,135 43 | 442,155 73                                   | 442,155 73                                                                                 | 46,542 71                                                       | 3,257,989 60 |
| Pas-de-Calais . . . . .       | 2,976,337 58 | 565,504 14                                   | 565,504 14                                                                                 | 59,526 75                                                       | 4,166,872 61 |
| Puy-de-Dôme . . . . .         | 2,361,007 46 | 448,591 42                                   | 448,591 42                                                                                 | 47,220 15                                                       | 3,305,410 45 |
| Pyrénées (Basses). . . . .    | 869,985 67   | 165,297 28                                   | 165,297 28                                                                                 | 17,399 71                                                       | 1,217,979 94 |
| Pyrénées (Hautes) . . . . .   | 570,499 63   | 108,394 92                                   | 108,394 92                                                                                 | 11,469 99                                                       | 798,699 46   |
| Pyrénées-Orientales . . . . . | 700,348 "    | 133,066 12                                   | 133,066 12                                                                                 | 14,006 96                                                       | 980,487 20   |
| Rhin (Bas) . . . . .          | 1,879,282 16 | 357,063 61                                   | 357,063 61                                                                                 | 37,585 64                                                       | 2,630,995 2  |
| Rhin (Haut). . . . .          | 1,551,548 60 | 294,794 23                                   | 294,794 23                                                                                 | 31,030 97                                                       | 2,172,168 3  |
| Rhône . . . . .               | 2,100,000 "  | 399,000 "                                    | 399,000 "                                                                                  | 42,000 "                                                        | 2,940,000 "  |
| Saône (Haute). . . . .        | 1,478,172 "  | 280,852 68                                   | 280,852 68                                                                                 | 29,563 44                                                       | 2,069,440 80 |
| Saône-et-Loire. . . . .       | 2,851,023 93 | 541,694 55                                   | 541,694 55                                                                                 | 57,020 48                                                       | 3,991,433 51 |

| DÉPARTEMENTS.             | PRINCIPAL.     | 19 CENTIMES<br>sans affectation<br>spéciale. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses fixes,<br>variables,<br>et fonds communs des<br>départements. | 2 CENTIMES<br>pour secours,<br>non-valeurs,<br>et dégrèvements. | TOTAL.         |
|---------------------------|----------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|----------------|
| Sarthe . . . . .          | 2,177,630 »    | 413,749 70                                   | 413,749 70                                                                                 | 43,552 60                                                       | 3,048,682 »    |
| Seine. . . . .            | 6,864,750 »    | 1,304,302 50                                 | 1,304,302 50                                                                               | 137,295 »                                                       | 9,610,650 »    |
| Seine-Inférieure. . . . . | 4,685,493 18   | 890,243 70                                   | 890,243 70                                                                                 | 93,709 86                                                       | 6,559,690 44   |
| Seine-et-Marne . . . . .  | 2,822,420 77   | 536,259 95                                   | 536,259 95                                                                                 | 56,448 41                                                       | 3,951,389 8    |
| Seine-et-Oise . . . . .   | 3,353,135 57   | 637,095 76                                   | 637,095 76                                                                                 | 67,062 71                                                       | 4,694,389 80   |
| Sèvres (Deux). . . . .    | 1,458,639 »    | 277,141 41                                   | 277,141 41                                                                                 | 29,172 78                                                       | 2,042,094 60   |
| Somme. . . . .            | 3,066,156 30   | 582,569 70                                   | 582,569 70                                                                                 | 61,323 13                                                       | 4,292,618 83   |
| Tarn. . . . .             | 1,638,105 »    | 311,239 95                                   | 311,239 95                                                                                 | 32,762 10                                                       | 2,293,347 »    |
| Tarn-et-Garonne . . . . . | 1,641,803 1    | 311,942 57                                   | 311,942 57                                                                                 | 32,836 6                                                        | 2,298,524 21   |
| Var. . . . .              | 1,401,609 79   | 266,305 86                                   | 266,305 86                                                                                 | 28,032 20                                                       | 1,962,253 71   |
| Vaucluse. . . . .         | 892,507 90     | 169,576 50                                   | 169,576 50                                                                                 | 17,850 16                                                       | 1,249,511 6    |
| Vendée. . . . .           | 1,563,631 »    | 297,089 89                                   | 297,089 89                                                                                 | 31,272 62                                                       | 2,189,083 40   |
| Vienne. . . . .           | 1,209,042 29   | 229,718 4                                    | 229,718 4                                                                                  | 24,180 84                                                       | 1,692,659 21   |
| Vienne (Haute). . . . .   | 909,819 77     | 172,865 76                                   | 172,865 76                                                                                 | 18,196 40                                                       | 1,273,747 69   |
| Vosges. . . . .           | 1,181,078 50   | 224,404 92                                   | 224,404 92                                                                                 | 23,621 57                                                       | 1,653,509 91   |
| Yonne . . . . .           | 1,755,972 »    | 333,634 68                                   | 333,634 68                                                                                 | 35,119 44                                                       | 2,458,360 80   |
|                           | 154,737,588 85 | 29,400,141 90                                | 29,400,141 90                                                                              | 3,094,751 76                                                    | 216,632,624 41 |

D 1

ÉTAT D, N° 3.

CONTRIBUTIONS DES PORTES ET FENÊTRES de 1825.

TABLEAU du Répartement entre les Départements.



TABLEAU du Répartement entre les Départements.

| DÉPARTEMENTS.              | PRINCIPAL. | 10 CENTIMES<br>ordinaires pour frais<br>de confection de rôles,<br>fonds<br>de dégreèvement, etc. | 50 CENTIMES<br>pour<br>dépenses générales. | TOTAL.     |
|----------------------------|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|------------|
| Ain. . . . .               | 88,678 "   | 8,867 80                                                                                          | 44,339 "                                   | 141,884 80 |
| Aisne. . . . .             | 220,200 "  | 22,020 "                                                                                          | 110,100 "                                  | 352,320 "  |
| Allier. . . . .            | 61,300 "   | 6,130 "                                                                                           | 30,650 "                                   | 98,080 "   |
| Alpes (Basses).. . . .     | 40,824 "   | 4,082 40                                                                                          | 20,412 "                                   | 65,318 40  |
| Alpes (Hautes). . . . .    | 25,576 "   | 2,557 60                                                                                          | 12,788 "                                   | 40,921 60  |
| Ardèche. . . . .           | 59,500 "   | 5,950 "                                                                                           | 29,750 "                                   | 95,200 "   |
| Ardennes. . . . .          | 101,277 "  | 10,127 70                                                                                         | 50,638 50                                  | 162,043 20 |
| Ariège.. . . .             | 51,000 "   | 5,100 "                                                                                           | 25,500 "                                   | 81,600 "   |
| Aube. . . . .              | 114,600 "  | 11,460 "                                                                                          | 57,300 "                                   | 183,360 "  |
| Aude. . . . .              | 93,800 "   | 9,380 "                                                                                           | 46,900 "                                   | 150,080 "  |
| Aveyron. . . . .           | 100,770 "  | 10,077 "                                                                                          | 50,385 "                                   | 161,232 "  |
| Bouches-du-Rhône. . . .    | 429,907 "  | 42,990 70                                                                                         | 214,953 50                                 | 687,851 20 |
| Calvados.. . . .           | 234,861 "  | 23,486 10                                                                                         | 117,430 50                                 | 375,777 60 |
| Cantal. . . . .            | 40,600 "   | 4,060 "                                                                                           | 20,300 "                                   | 64,960 "   |
| Charente. . . . .          | 110,600 "  | 11,060 "                                                                                          | 55,300 "                                   | 176,960 "  |
| Charente-Inférieure. . . . | 163,900 "  | 16,390 "                                                                                          | 81,950 "                                   | 262,240 "  |
| Cher. . . . .              | 68,900 "   | 6,890 "                                                                                           | 34,450 "                                   | 110,240 "  |
| Corrèze. . . . .           | 55,510 85  | 5,551 8                                                                                           | 27,755 42                                  | 88,817 35  |
| Corse (Ile de).. . . .     | 6,000 "    | 600 "                                                                                             | 3,000 "                                    | 9,600 "    |
| Côte d'Or. . . . .         | 163,000 "  | 16,300 "                                                                                          | 81,500 "                                   | 260,800 "  |
| Côtes-du-Nord. . . . .     | 85,600 "   | 8,560 "                                                                                           | 42,800 "                                   | 136,960 "  |
| Creuse. . . . .            | 37,800 "   | 3,780 "                                                                                           | 18,900 "                                   | 60,480 "   |



| DÉPARTEMENTS.             | PRINCIPAL. | 10 CENTIMES<br>ordinaires pour frais<br>de confection de rôles,<br>fonds<br>de dégrèvement, etc. | 50 CENTIMES<br>pour<br>dépenses générales. | TOTAL.     |  |
|---------------------------|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|------------|--|
| Dordogne. . . . .         | 95,373 "   | 9,537 30                                                                                         | 47,686 50                                  | 152,596 80 |  |
| Doubs. . . . .            | 133,553 "  | 13,355 30                                                                                        | 66,776 50                                  | 213,684 80 |  |
| Drôme. . . . .            | 66,200 "   | 6,620 "                                                                                          | 33,100 "                                   | 105,920 "  |  |
| Eure. . . . .             | 268,000 "  | 26,800 "                                                                                         | 134,000 "                                  | 428,800 "  |  |
| Eure-et-Loir. . . . .     | 135,100 "  | 13,510 "                                                                                         | 67,550 "                                   | 216,160 "  |  |
| Finistère. . . . .        | 126,800 "  | 12,680 "                                                                                         | 63,400 "                                   | 202,880 "  |  |
| Gard. . . . .             | 143,965 50 | 14,392 65                                                                                        | 71,963 25                                  | 230,282 40 |  |
| Garonne (Haute). . . . .  | 194,998 "  | 19,499 80                                                                                        | 97,499 "                                   | 311,996 80 |  |
| Gers. . . . .             | 96,179 "   | 9,617 90                                                                                         | 48,089 50                                  | 153,886 40 |  |
| Gironde. . . . .          | 410,400 "  | 41,040 "                                                                                         | 209,700 "                                  | 671,040 "  |  |
| Hérault. . . . .          | 153,600 "  | 15,360 "                                                                                         | 76,800 "                                   | 245,760 "  |  |
| Ille-et-Vilaine. . . . .  | 123,400 "  | 12,340 "                                                                                         | 61,700 "                                   | 197,440 "  |  |
| Indre. . . . .            | 50,400 "   | 5,040 "                                                                                          | 25,200 "                                   | 80,640 "   |  |
| Indre-et-Loire. . . . .   | 118,800 "  | 11,880 "                                                                                         | 59,400 "                                   | 190,080 "  |  |
| Isère. . . . .            | 140,300 "  | 14,030 "                                                                                         | 70,150 "                                   | 224,480 "  |  |
| Jura. . . . .             | 110,800 "  | 11,080 "                                                                                         | 55,400 "                                   | 177,280 "  |  |
| Landes. . . . .           | 65,500 "   | 6,550 "                                                                                          | 32,750 "                                   | 104,800 "  |  |
| Loir-et-Cher. . . . .     | 85,200 "   | 8,520 "                                                                                          | 42,600 "                                   | 136,320 "  |  |
| Loire. . . . .            | 81,900 "   | 8,190 "                                                                                          | 40,950 "                                   | 131,040 "  |  |
| Loire (Haute). . . . .    | 57,400 "   | 5,740 "                                                                                          | 28,700 "                                   | 91,840 "   |  |
| Loire-Inférieure. . . . . | 141,700 "  | 14,170 "                                                                                         | 70,854 "                                   | 226,720 "  |  |
| Loiret. . . . .           | 197,900 "  | 19,790 "                                                                                         | 98,950 "                                   | 316,640 "  |  |
| Lot. . . . .              | 68,848 "   | 6,884 80                                                                                         | 34,424 "                                   | 110,156 80 |  |
| Lot-et-Garonne. . . . .   | 92,349 "   | 9,234 90                                                                                         | 46,174 50                                  | 147,758 40 |  |

D 3.

| DÉPARTEMENTS. | PRINCIPAL. | 10 CENTIMES<br>ordinaires pour frais<br>de confection de rôles | 50 CENTIMES<br>pour | TOTAL. |  |
|---------------|------------|----------------------------------------------------------------|---------------------|--------|--|
|---------------|------------|----------------------------------------------------------------|---------------------|--------|--|

Lot-et-Garonne. . . . . 92,349 » 3,584 60 34,444 » 110,150 60  
 92,349 » 9,234 90 46,174 50 147,758 40

D 3.

| DÉPARTEMENTS.                | PRINCIPAL. | 10 CENTIMES<br>ordinaires pour frais<br>de confection de rôles,<br>fonds<br>de dégrevement, etc. | 50 CENTIMES<br>pour<br>dépenses générales. | TOTAL.     |
|------------------------------|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|------------|
| Lozère. . . . .              | 30,100 »   | 3,010 »                                                                                          | 15,050 »                                   | 48,160 »   |
| Maine-et-Loire. . . . .      | 129,201 »  | 12,920 10                                                                                        | 64,600 50                                  | 206,721 60 |
| Manche. . . . .              | 155,739 »  | 15,573 90                                                                                        | 77,869 50                                  | 249,182 40 |
| Marne. . . . .               | 228,600 »  | 22,860 »                                                                                         | 114,300 »                                  | 365,760 »  |
| Marne (Haute). . . . .       | 106,300 »  | 10,630 »                                                                                         | 53,150 »                                   | 170,080 »  |
| Mayenne. . . . .             | 61,200 »   | 6,120 »                                                                                          | 30,600 »                                   | 97,920 »   |
| Meurthe. . . . .             | 158,400 »  | 15,840 »                                                                                         | 79,200 »                                   | 253,440 »  |
| Meuse. . . . .               | 118,981 »  | 11,898 10                                                                                        | 59,490 50                                  | 190,369 60 |
| Morbihan. . . . .            | 88,800 »   | 8,880 »                                                                                          | 44,400 »                                   | 142,080 »  |
| Moselle. . . . .             | 165,331 »  | 16,533 10                                                                                        | 82,665 50                                  | 264,529 60 |
| Nièvre. . . . .              | 60,200 »   | 6,020 »                                                                                          | 30,100 »                                   | 96,320 »   |
| Nord. . . . .                | 419,487 »  | 41,948 70                                                                                        | 209,743 50                                 | 671,179 20 |
| Oise. . . . .                | 234,300 »  | 23,430 »                                                                                         | 117,150 »                                  | 374,880 »  |
| Orne. . . . .                | 123,617 »  | 12,361 70                                                                                        | 61,808 50                                  | 197,787 »  |
| Pas-de-Calais. . . . .       | 277,800 »  | 27,780 »                                                                                         | 138,900 »                                  | 444,480 »  |
| Puy-de-Dôme. . . . .         | 77,300 »   | 7,730 »                                                                                          | 38,650 »                                   | 123,680 »  |
| Pyrénées (Basses). . . . .   | 140,500 »  | 14,050 »                                                                                         | 70,250 »                                   | 224,800 »  |
| Pyrénées (Hautes). . . . .   | 48,600 »   | 4,860 »                                                                                          | 24,300 »                                   | 77,760 »   |
| Pyrénées-Orientales. . . . . | 36,800 »   | 3,680 »                                                                                          | 18,400 »                                   | 58,880 »   |
| Rhin (Bas). . . . .          | 274,322 »  | 27,432 20                                                                                        | 137,161 »                                  | 438,915 20 |
| Rhin (Haut). . . . .         | 156,137 »  | 15,613 70                                                                                        | 78,068 50                                  | 249,819 20 |
| Rhône. . . . .               | 301,900 »  | 30,190 »                                                                                         | 150,950 »                                  | 483,040 »  |
| Saône (Haute). . . . .       | 122,100 »  | 12,210 »                                                                                         | 61,050 »                                   | 195,360 »  |
| Saône-et-Loire. . . . .      | 118,300 »  | 11,830 »                                                                                         | 59,150 »                                   | 189,280 »  |

D 3.



| DÉPARTEMENTS.             | PRINCIPAL.    | 10 CENTIMES<br>ordinaires pour frais<br>de confection de rôles,<br>fonds<br>de dégrèvement, etc. | 50 CENTIMES<br>pour<br>dépenses générales. | TOTAL.        |  |
|---------------------------|---------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|---------------|--|
| Sarthe. . . . .           | 108,783 »     | 10,878 30                                                                                        | 54,391 50                                  | 174,052 80    |  |
| Seine. . . . .            | 1,279,900 »   | 127,990 »                                                                                        | 639,950 »                                  | 2,047,840 »   |  |
| Seine-Inférieure. . . . . | 538,300 »     | 53,830 »                                                                                         | 269,150 »                                  | 861,280 »     |  |
| Seine-et-Marne. . . . .   | 162,100 »     | 16,210 »                                                                                         | 81,050 »                                   | 259,360 »     |  |
| Seine-et-Oise. . . . .    | 345,500 »     | 34,550 »                                                                                         | 172,750 »                                  | 552,800 »     |  |
| Sèvres (Deux). . . . .    | 68,799 »      | 6,879 90                                                                                         | 34,399 50                                  | 110,078 40    |  |
| Somme. . . . .            | 302,400 »     | 30,240 »                                                                                         | 151,200 »                                  | 483,840 »     |  |
| Tarn. . . . .             | 99,500 »      | 9,950 »                                                                                          | 49,750 »                                   | 159,200 »     |  |
| Tarn-et-Garonne. . . . .  | 69,283 »      | 6,928 30                                                                                         | 34,641 50                                  | 110,852 80    |  |
| Var. . . . .              | 137,200 »     | 13,720 »                                                                                         | 68,600 »                                   | 219,520 »     |  |
| Vaucluse. . . . .         | 79,066 86     | 7,906 69                                                                                         | 39,533 43                                  | 126,506 98    |  |
| Vendée. . . . .           | 49,100 »      | 4,910 »                                                                                          | 24,550 »                                   | 78,560 »      |  |
| Vienne. . . . .           | 96,300 »      | 9,630 »                                                                                          | 48,150 »                                   | 154,080 »     |  |
| Vienne (Haute). . . . .   | 63,189 15     | 6,318 91                                                                                         | 31,594 57                                  | 101,102 63    |  |
| Vosges. . . . .           | 122,300 »     | 12,230 »                                                                                         | 61,150 »                                   | 195,680 »     |  |
| Yonne. . . . .            | 134,900 »     | 13,490 »                                                                                         | 67,450 »                                   | 215,840 »     |  |
|                           | 12,812,466 36 | 1,281,246 63                                                                                     | 6,406,233 17                               | 20,499,946 16 |  |



TABLEAU du Répartement entre les Départements.

| DÉPARTEMENTS.                | PRINCIPAL. | 29 CENTIMES<br>sans affectation<br>spéciale. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses fixes,<br>variables,<br>et fonds communs des<br>départements. | 2 CENTIMES<br>pour secours,<br>non-valeurs,<br>et dégrèvements. | TOTAL.     |
|------------------------------|------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------|
| Ain. . . . .                 | 139,566 "  | 40,474 14                                    | 26,517 54                                                                                  | 2,791 32                                                        | 209,349 "  |
| Aisne. . . . .               | 381,700 "  | 110,693 "                                    | 72,523 "                                                                                   | 7,634 "                                                         | 572,550 "  |
| Allier. . . . .              | 154,900 "  | 44,921 "                                     | 29,431 "                                                                                   | 3,098 "                                                         | 232,350 "  |
| Alpes (Basses). . . . .      | 61,850 "   | 17,936 50                                    | 11,751 50                                                                                  | 1,237 "                                                         | 92,775 "   |
| Alpes (Hautes). . . . .      | 40,150 "   | 11,643 50                                    | 7,628 50                                                                                   | 803 "                                                           | 60,225 "   |
| Ardèche. . . . .             | 97,900 "   | 28,391 "                                     | 18,601 "                                                                                   | 1,958 "                                                         | 146,850 "  |
| Ardennes. . . . .            | 202,507 "  | 58,727 3                                     | 38,476 33                                                                                  | 4,050 14                                                        | 303,760 50 |
| Ariège. . . . .              | 100,100 "  | 29,029 "                                     | 19,019 "                                                                                   | 2,002 "                                                         | 150,150 "  |
| Aube. . . . .                | 244,300 "  | 70,847 "                                     | 46,417 "                                                                                   | 4,886 "                                                         | 366,450 "  |
| Aude. . . . .                | 242,300 "  | 70,267 "                                     | 46,037 "                                                                                   | 4,846 "                                                         | 363,450 "  |
| Aveyron. . . . .             | 217,670 "  | 63,124 30                                    | 41,357 30                                                                                  | 4,353 40                                                        | 326,505 "  |
| Bouches-du-Rhône. . . . .    | 577,916 "  | 167,595 64                                   | 109,804 04                                                                                 | 11,558 32                                                       | 866,874 "  |
| Calvados. . . . .            | 604,330 "  | 175,255 70                                   | 114,822 70                                                                                 | 12,086 60                                                       | 906,495 "  |
| Cantal. . . . .              | 147,300 "  | 42,717 "                                     | 27,987 "                                                                                   | 2,946 "                                                         | 220,950 "  |
| Charente. . . . .            | 247,300 "  | 71,717 "                                     | 46,987 "                                                                                   | 4,946 "                                                         | 370,950 "  |
| Charente-Inférieure. . . . . | 384,500 "  | 111,505 "                                    | 73,055 "                                                                                   | 7,690 "                                                         | 576,750 "  |
| Cher. . . . .                | 131,700 "  | 38,193 "                                     | 25,023 "                                                                                   | 2,634 "                                                         | 197,550 "  |
| Corrèze. . . . .             | 107,851 48 | 31,276 93                                    | 20,491 78                                                                                  | 2,157 3                                                         | 161,777 22 |
| Corse (Ile de). . . . .      | 55,500 "   | 16,095 "                                     | 10,545 "                                                                                   | 1,110 "                                                         | 83,250 "   |
| Côte-d'Or. . . . .           | 355,500 "  | 103,095 "                                    | 67,545 "                                                                                   | 7,110 "                                                         | 533,250 "  |
| Côtes-du-Nord. . . . .       | 241,600 "  | 70,064 "                                     | 45,904 "                                                                                   | 4,832 "                                                         | 362,400 "  |
| Creuse. . . . .              | 93,900 "   | 27,231 "                                     | 17,841 "                                                                                   | 1,878 "                                                         | 140,850 "  |

| DÉPARTEMENTS.             | PRINCIPAL. | 29 CENTIMES<br>sans affectation<br>speciale. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses fixes,<br>variables,<br>et fonds communs des<br>départements. | 2 CENTIMES<br>pour secours,<br>non-valeurs,<br>et dégrèvements. | TOTAL.      |
|---------------------------|------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-------------|
| Dordogne. . . . .         | 249,914 "  | 72,475 6                                     | 47,483 66                                                                                  | 4,998 30                                                        | 374,871 2   |
| Doubs. . . . .            | 189,698 60 | 55,112 59                                    | 36,042 73                                                                                  | 3,793 97                                                        | 284,547 89  |
| Drôme. . . . .            | 142,700 "  | 41,383 "                                     | 27,113 "                                                                                   | 2,854 "                                                         | 214,050 "   |
| Eure. . . . .             | 383,400 "  | 111,186 "                                    | 72,846 "                                                                                   | 7,668 "                                                         | 575,100 "   |
| Eure-et-Loir. . . . .     | 321,200 "  | 93,148 "                                     | 61,028 "                                                                                   | 6,414 "                                                         | 481,800 "   |
| Finistère. . . . .        | 351,800 "  | 102,022 "                                    | 66,842 "                                                                                   | 7,036 "                                                         | 527,700 "   |
| Gard. . . . .             | 281,839 5  | 81,733 32                                    | 53,549 42                                                                                  | 5,636 78                                                        | 422,758 57  |
| Garonne (Haute). . . . .  | 339,941 "  | 98,582 89                                    | 64,588 79                                                                                  | 6,798 85                                                        | 509,911 53  |
| Gers. . . . .             | 210,302 "  | 60,987 58                                    | 39,957 38                                                                                  | 4,206 "                                                         | 315,452 96  |
| Gironde. . . . .          | 686,100 "  | 197,229 "                                    | 129,219 "                                                                                  | 13,602 "                                                        | 1,020,150 " |
| Hérault. . . . .          | 388,100 "  | 112,549 "                                    | 73,739 "                                                                                   | 7,762 "                                                         | 582,150 "   |
| Ille-et-Vilaine. . . . .  | 329,300 "  | 95,497 "                                     | 62,567 "                                                                                   | 6,586 "                                                         | 493,950 "   |
| Indre. . . . .            | 142,800 "  | 41,412 "                                     | 27,132 "                                                                                   | 2,856 "                                                         | 214,200 "   |
| Indre-et-Loire. . . . .   | 232,000 "  | 67,280 "                                     | 44,080 "                                                                                   | 4,640 "                                                         | 348,000 "   |
| Isère. . . . .            | 265,000 "  | 76,856 "                                     | 50,350 "                                                                                   | 5,300 "                                                         | 397,500 "   |
| Jura. . . . .             | 164,700 "  | 47,763 "                                     | 31,293 "                                                                                   | 3,294 "                                                         | 247,050 "   |
| Landes. . . . .           | 95,600 "   | 27,724 "                                     | 18,164 "                                                                                   | 1,912 "                                                         | 143,400 "   |
| Loir-et-Cher. . . . .     | 209,100 "  | 60,639 "                                     | 39,729 "                                                                                   | 4,182 "                                                         | 313,650 "   |
| Loire. . . . .            | 292,900 "  | 84,941 "                                     | 55,651 "                                                                                   | 5,858 "                                                         | 439,350 "   |
| Loire (Haute). . . . .    | 116,600 "  | 33,814 "                                     | 22,154 "                                                                                   | 2,332 "                                                         | 174,900 "   |
| Loire-Inférieure. . . . . | 455,900 "  | 132,211 "                                    | 86,621 "                                                                                   | 9,118 "                                                         | 683,850 "   |
| Loiret. . . . .           | 373,100 "  | 108,199 "                                    | 70,889 "                                                                                   | 7,462 "                                                         | 559,650 "   |
| Lot. . . . .              | 192,351 "  | 55,781 79                                    | 36,546 69                                                                                  | 3,847 5                                                         | 288,526 53  |
| Lot-et-Garonne. . . . .   | 292,033 "  | 84,689 57                                    | 55,486 27                                                                                  | 5,840 66                                                        | 438,049 50  |

| DÉPARTEMENTS. | PRINCIPAL. | 29 CENTIMES<br>sans affectation<br>speciale. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses fixes,<br>variables,<br>et fonds communs des<br>départements. | 2 CENTIMES<br>pour secours,<br>non-valeurs,<br>et dégrèvements. | TOTAL. |
|---------------|------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------|
|---------------|------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------|



| DÉPARTEMENTS.                | PRINCIPAL. | 29 CENTIMES<br>sans affectation<br>spéciale. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses fixes,<br>variables,<br>et fonds communs des<br>départements. | 3 CENTIMES<br>pour secours,<br>non-valeurs,<br>et dégrèvements. | TOTAL.      |
|------------------------------|------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-------------|
| Lozère. . . . .              | 51,700 "   | 14,993 "                                     | 9,823 "                                                                                    | 1,034 "                                                         | 77,550 "    |
| Maine-et-Loire. . . . .      | 330,770 "  | 95,923 30                                    | 62,846 30                                                                                  | 6,615 40                                                        | 496,155 "   |
| Manche. . . . .              | 457,570 "  | 132,695 30                                   | 86,938 30                                                                                  | 9,151 40                                                        | 686,355 "   |
| Marne. . . . .               | 344,200 "  | 99,818 "                                     | 65,398 "                                                                                   | 6,884 "                                                         | 516,300 "   |
| Marne (Haute). . . . .       | 196,700 "  | 57,043 "                                     | 37,373 "                                                                                   | 3,934 "                                                         | 295,050 "   |
| Mayenne. . . . .             | 243,800 "  | 70,702 "                                     | 46,322 "                                                                                   | 4,876 "                                                         | 365,700 "   |
| Meurthe. . . . .             | 229,600 "  | 66,584 "                                     | 43,624 "                                                                                   | 4,592 "                                                         | 344,400 "   |
| Meuse. . . . .               | 186,957 "  | 54,217 53                                    | 35,521 83                                                                                  | 3,739 14                                                        | 280,435 50  |
| Morbihan. . . . .            | 274,100 "  | 79,489 "                                     | 52,079 "                                                                                   | 5,482 "                                                         | 411,150 "   |
| Moselle. . . . .             | 234,275 "  | 67,939 75                                    | 44,512 25                                                                                  | 4,685 50                                                        | 351,412 50  |
| Niévre. . . . .              | 176,900 "  | 51,301 "                                     | 33,611 "                                                                                   | 3,538 "                                                         | 265,350 "   |
| Nord. . . . .                | 718,188 "  | 208,274 52                                   | 136,455 72                                                                                 | 14,363 76                                                       | 1,077,282 " |
| Oise. . . . .                | 395,500 "  | 114,695 "                                    | 75,145 "                                                                                   | 7,910 "                                                         | 593,250 "   |
| Orne. . . . .                | 307,346 "  | 89,130 34                                    | 58,395 74                                                                                  | 6,146 92                                                        | 461,019 "   |
| Pas-de-Calais. . . . .       | 422,000 "  | 122,380 "                                    | 80,180 "                                                                                   | 8,440 "                                                         | 633,000 "   |
| Puy-de-Dôme. . . . .         | 348,700 "  | 101,123 "                                    | 66,253 "                                                                                   | 6,974 "                                                         | 523,050 "   |
| Pyrénées (Basses). . . . .   | 150,900 "  | 43,761 "                                     | 28,671 "                                                                                   | 3,018 "                                                         | 226,350 "   |
| Pyrénées (Hautes). . . . .   | 62,700 "   | 18,183 "                                     | 11,913 "                                                                                   | 1,254 "                                                         | 94,050 "    |
| Pyrénées-Orientales. . . . . | 61,200 "   | 17,748 "                                     | 11,628 "                                                                                   | 1,224 "                                                         | 91,800 "    |
| Rhin (Bas). . . . .          | 339,340 "  | 98,408 60                                    | 64,474 60                                                                                  | 6,786 80                                                        | 509,010 "   |
| Rhin (Haut). . . . .         | 209,989 "  | 60,896 81                                    | 39,897 91                                                                                  | 4,199 78                                                        | 314,983 50  |
| Rhône. . . . .               | 559,000 "  | 162,110 "                                    | 106,210 "                                                                                  | 11,180 "                                                        | 838,500 "   |
| Saône (Haute). . . . .       | 139,300 "  | 40,397 "                                     | 26,467 "                                                                                   | 2,786 "                                                         | 208,950 "   |
| Saône-et-Loire. . . . .      | 320,400 "  | 92,916 "                                     | 60,876 "                                                                                   | 6,408 "                                                         | 480,600 "   |



| DÉPARTEMENTS.             | PRINCIPAL.   | 29 CENTIMES<br>sans affectation<br>spéciale. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses fixes,<br>variables,<br>et fonds communs des<br>départements. | 2 CENTIMES<br>pour secours,<br>non-valeurs,<br>et dégrevements. | TOTAL.       |
|---------------------------|--------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------|
| Sarthe. . . . .           | 296,654 "    | 86,029 66                                    | 56,364 26                                                                                  | 5,933 8                                                         | 444,981 "    |
| Seine. . . . .            | 4,177,400 "  | 1,211,446 "                                  | 793,706 "                                                                                  | 83,548 "                                                        | 6,266,100 "  |
| Seine-Inférieure. . . . . | 1,095,400 "  | 317,666 "                                    | 208,126 "                                                                                  | 21,908 "                                                        | 1,643,100 "  |
| Seine-et-Marne. . . . .   | 443,600 "    | 128,644 "                                    | 84,284 "                                                                                   | 8,872 "                                                         | 665,400 "    |
| Seine-et-Oise. . . . .    | 616,500 "    | 178,785 "                                    | 117,135 "                                                                                  | 12,330 "                                                        | 924,750 "    |
| Sèvres (Deux). . . . .    | 195,748 "    | 56,766 92                                    | 37,192 12                                                                                  | 3,914 96                                                        | 293,622 "    |
| Somme. . . . .            | 467,000 "    | 135,430 "                                    | 88,730 "                                                                                   | 9,340 "                                                         | 700,500 "    |
| Tarn. . . . .             | 210,000 "    | 60,900 "                                     | 39,900 "                                                                                   | 4,200 "                                                         | 315,000 "    |
| Tarn-et-Garonne. . . . .  | 187,889 "    | 54,487 81                                    | 35,698 91                                                                                  | 3,757 78                                                        | 281,833 50   |
| Var. . . . .              | 212,800 "    | 61,712 "                                     | 40,432 "                                                                                   | 4,256 "                                                         | 319,200 "    |
| Vaucluse. . . . .         | 121,644 60   | 35,276 94                                    | 23,112 47                                                                                  | 2,432 89                                                        | 182,466 90   |
| Vendée. . . . .           | 192,982 "    | 55,964 78                                    | 36,666 58                                                                                  | 2,859 64                                                        | 289,473 "    |
| Vienne. . . . .           | 123,500 "    | 35,815 "                                     | 23,465 "                                                                                   | 2,470 "                                                         | 185,250 "    |
| Vienne (Haute). . . . .   | 134,048 27   | 38,874 "                                     | 25,469 17                                                                                  | 2,680 97                                                        | 201,072 41   |
| Vosges. . . . .           | 131,900 "    | 38,251 "                                     | 25,061 "                                                                                   | 2,638 "                                                         | 197,850 "    |
| Yonne. . . . .            | 262,100 "    | 76,009 "                                     | 49,799 "                                                                                   | 5,242 "                                                         | 393,150 "    |
|                           | 27,161,020 " | 7,876,695 80                                 | 5,160,593 79                                                                               | 543,220 44                                                      | 40,741,530 3 |

| DÉSIGNATION DES REVENUS ET IMPOTS.                                                                                      |             | PRODUITS<br>BRUTS<br>présumés. |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------------------------|
| 1 <sup>o</sup> PRODUITS SPÉCIALEMENT AFFECTÉS A LA DETTE CONSOLIDÉE.                                                    |             |                                |
| Enregistrement, timbre et domaines, et produits accessoires des forêts.....                                             |             | 171,000,000                    |
| Coupes de bois de l'ordinaire de 1825. (Principal des adjudications payables en traites).....                           |             | 20,000,000                     |
| Douanes et sels. { Droits de douanes et de navigation, et recettes accidentelles.. 84,000,000 } 137,000,000             |             | 138,600,000                    |
| { Droits sur les sels..... 53,000,000 }                                                                                 |             |                                |
| { Produits présumés des amendes et confiscations attribuées..... 1,600,000 }                                            |             |                                |
| TOTAL.....                                                                                                              |             | 329,600,000                    |
| 2 <sup>o</sup> PRODUITS AFFECTÉS AUX DÉPENSES GÉNÉRALES DE L'ÉTAT.                                                      |             |                                |
| Excédant éventuel des produits ci-dessus sur le service de la dette consolidée.....                                     |             | Mémoire.                       |
| Contributions indirectes. { Droits généraux..... 133,200,000 }                                                          |             | 203,800,000                    |
| { Vente des tabacs..... 65,000,000 }                                                                                    |             |                                |
| { Vente des poudres à feu..... 3,800,000 }                                                                              |             |                                |
| { Recouvrements d'avances..... 900,000 }                                                                                |             |                                |
| { Produits des amendes et confiscations (Portion attribuée.)..... 900,000 }                                             |             |                                |
| Postes.....                                                                                                             |             | 25,350,000                     |
| Loteries.....                                                                                                           |             | 17,300,000                     |
| Versement au Trésor par la ville de Paris, en vertu de la loi du 19 juillet 1820.....                                   |             | 5,500,000                      |
| Produits divers. { Salines de l'Est..... 2,400,000 }                                                                    |             | 6,800,000                      |
| { Produits de l'Inde..... 1,000,000 }                                                                                   |             |                                |
| { Recettes de diverses origines..... 3,400,000 }                                                                        |             |                                |
| Contributions directes. { Principal et centimes additionnels..... 298,740,383 }                                         |             | 311,160,383                    |
| { Centimes de perception..... 12,420,000 }                                                                              |             |                                |
| TOTAL.....                                                                                                              |             | 569,910,383                    |
| RÉCAPITULATION DES RECETTES.                                                                                            |             |                                |
| 1 <sup>o</sup> Produits affectés à la dette consolidée.....                                                             |             | 329,600,000                    |
| 2 <sup>o</sup> Produits affectés aux dépenses générales.....                                                            |             | 569,910,383                    |
| Montant présumé des produits propres au budget de l'exercice 1824.....                                                  |             | 899,510,383                    |
| RECETTES POUR ORDRE.                                                                                                    |             |                                |
| Intérieur. { Instruction publique..... 2,230,100 }                                                                      |             | 2,310,100                      |
| { Produit de la taxe spéciale des brevets d'invention..... 80,000 }                                                     |             |                                |
| Guerre..... Direction générale des poudres et salpêtres.....                                                            |             | 3,486,150                      |
| Finances.. { Pour dépenses ordinaires et extraordinaires des communes..... Mémoire. }                                   |             | 5,796,250                      |
| { Centimes additionnels. { Pour non-valeurs et frais de perception sur le fonds de redevances des mines..... Mémoire. } |             |                                |
| { Pour réimpositions..... Mémoire. }                                                                                    |             |                                |
| TOTAL GÉNÉRAL.....                                                                                                      |             | 905,306,633                    |
| RÉSULTAT.                                                                                                               |             |                                |
| Les RECETTES présumées sont de.....                                                                                     | 899,510,383 |                                |
| Les DÉPENSES (états A et B) de.....                                                                                     | 898,933,180 |                                |
| Excédant de RECETTE.....                                                                                                | 577,203     |                                |







# CHAMBRE

DES

IMPRESSIONS  
N° 161.

## PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1824.

### PROJET DE LOI

RELATIF

A la fixation du budget des dépenses et des recettes  
de 1825.

Adopté par la Chambre des Députés le 22 juillet 1824 ;

Présenté à la Chambre des Pairs le 23 du même mois.

DISCOURS du Ministre des finances, contenant les  
motifs du projet de loi.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

Session de 1864

PROJET DE LOI

RELATIVE

à l'organisation

du service des finances de la République

présenté par M. le Ministre des Finances

et adopté par le Sénat le 21 mai 1864

Paris, chez M. le Ministre des Finances

Imprimerie de la Chambre des Pairs

1864

## PROJET DE LOI.

---

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE  
ET DE NAVARRE,

A tous ceux qui ces présentes verront, SALUT :

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 22 juillet courant, sera présenté en notre nom à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État des finances, et par les sieurs baron Cuvier, Jurien, vicomte de Caux, de Vatimesnil, conseillers d'État, comte de Chabrol-Crousol, directeur-général de l'enregistrement et des domaines; Becquey, directeur-général des ponts-et-chaussées; Benoist, directeur-général des contributions indirectes; marquis de Vauchier, directeur-général des douanes; vicomte de Castelbajac, directeur des haras, de l'agriculture, et du commerce; marquis de Bouthillier, conseiller d'État, administrateur des postes; baron Thirat de Saint-Agnan, et baron



Crouseilles, maîtres des requêtes, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

## TITRE I<sup>er</sup>.

CRÉDITS VOTÉS POUR L'EXERCICE 1825.

### § I<sup>er</sup>. *Budget de la dette consolidée.*

#### ARTICLE PREMIER.

Les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement sont fixées, pour l'exercice 1825, à la somme de *deux cent trente-sept millions quatre-vingt-cinq mille sept cent quatre-vingt-cinq francs* (237,085,785 fr.), conformément à l'état A ci-annexé.

### § II. *Fixation des dépenses générales du service.*

#### 2.

Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de *six cent soixante-un millions huit cent quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-quinze francs* (661,847,395 fr.) pour les dépenses générales

( 5 )

du service de l'exercice 1825, conformément à l'état B, applicables,

SAVOIR :

|                                                                                                                                                   |                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| Aux dépenses générales, ci. . . . .                                                                                                               | 528,386,417 f.        |
| Aux frais de régie, d'exploitation, de perception, et non-valeurs des contributions directes et indirectes, et des revenus de l'État, ci. . . . . | 127,371,978           |
| Aux remboursement et restitutions à faire aux contribuables sur les produits desdites contributions, ci. . . . .                                  | 6,089,000             |
| TOTAL égal. . . . .                                                                                                                               | <u>661,847,395 f.</u> |

TITRE II.

IMPOTS AUTORISÉS POUR L'EXERCICE 1825.

3.

Continuera d'être faite, en 1825, conformément aux lois existantes, la perception

Des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèques, de passeports et permis de port d'armes ;

Des droits de douanes, y compris celui sur les sels ;

Des contributions indirectes ; des postes, des loteries, des monnaies et droits de garantie ;

Des taxes des brevets d'invention ;  
Des droits établis sur les journaux ;  
Des droits de vérification des poids et mesures ;

Du dixième des billets d'entrée dans les spectacles ;

Du prix des poudres, tel qu'il est fixé par la loi du 16 mars 1819 ;

D'un quart de la recette brute dans les lieux de réunion et de fêtes où l'on est admis en payant, et d'un décime pour franc sur ceux de ces droits qui n'en sont point affranchis ;

Des contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce ; ainsi que des revenus spéciaux accordés auxdits établissements et aux établissements sanitaires ;

Des droits établis pour les frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers ;

Des rétributions imposées, en vertu des arrêtés du Gouvernement du 3 floréal an 8 (23 avril 1799) et du 6 nivose an 11 (27 décembre 1802), sur les établissements d'eaux minérales, pour le traitement des médecins chargés par le Gouvernement de l'inspection de ces établissements ;

Des redevances sur les mines ;



Des diverses rétributions imposées, en faveur de l'Université, sur les établissements particuliers d'instruction et sur les élèves qui fréquentent les écoles publiques ;

Des taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants, et des taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807 ;

Des droits de péage qui seroient établis, conformément à la loi du 4 mai 1802, pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'État, des départements et des communes ;

Des sommes réparties sur les Israélites de chaque circonscription, pour le traitement des rabbins et autres frais de leur culte.

## 4.

La contribution foncière, la contribution personnelle et mobilière, la contribution des portes et fenêtres et des patentes, seront perçues pour 1825, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état C ci-annexé.

Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière et des portes et fenêtres, est fixé aux sommes portées dans les états D, n<sup>os</sup> 1, 2 et 3, annexés à la présente loi.

### TITRE III.

#### ÉVALUATION DES RECETTES DE L'EXERCICE 1825.

##### 5.

Le budget des recettes est évalué, pour 1825, à la somme de *huit cent quatre-vingt-dix-neuf millions cinq cent dix mille trois cent quatre-vingt-trois francs* (899,510,383 fr.), conformément à l'état E, ci-annexé.

##### 6.

#### *Moyens de service.*

Le Ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la Banque de France, des bons royaux portant intérêt et payables à échéance fixe.

Les bons royaux en circulation ne pourront excéder 140 millions.

Dans le cas où cette somme seroit insuffisante pour les besoins du service, il y sera pourvu au moyen d'une émission supplémentaire qui devra être autorisée par ordonnances du Roi, et dont il sera rendu compte à la plus prochaine session des Chambres.

## 7.

*Dispositions générales.*

Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneroient, contre les employés qui confectionneroient les rôles et tarifs, et ceux qui en feroient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auroient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution des articles 22 de la loi du 17 août 1822 et 20 de la loi du 31 juillet 1821, relatifs aux centimes fa-



cultatifs que les conseils généraux de département sont autorisés à voter pour les dépenses d'utilité départementale et pour les opérations cadastrales, et des articles 31, 39, 40, 41, 42 et 43 de la loi du 15 mai 1818, relatifs aux dépenses ordinaires et extraordinaires des communes.

DONNÉ à Saint-Cloud, le 23<sup>e</sup> jour de juillet de l'an de grace 1824, et de notre règne le 30<sup>e</sup>.

*Signé* LOUIS.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État des finances,*

*Signé* J<sup>n</sup> DE VILLÈLE.

## DISCOURS DU MINISTRE.

---

MESSIEURS,

Dès le commencement de la session, le Gouvernement a mis sous vos yeux le projet de loi qu'il soumettoit aux deux Chambres pour la fixation des recettes et des dépenses de l'année 1825.

Nous espérons que vos Seigneuries auront donné quelque attention aux documents fournis à l'appui de la loi, et nous craindrions de vous fatiguer inutilement en reproduisant les motifs sur lesquels se fonde chacun des articles qui la composent.

Nous avons été aussi exacts qu'il nous étoit permis de l'être dans la prévision des besoins de l'État pendant l'année prochaine.

Le budget, tel que nous le présentons, est tout ensemble le résultat de l'expérience de l'administration durant plusieurs années, et des délibérations des Chambres.

Nos demandes pour l'année 1825 sont fondées sur l'appréciation la plus rigoureuse des besoins du service. Nous ne sollicitons aucune allocation nouvelle qui ne soit la conséquence de dispositions déjà ordonnées par les lois. Des économies sur d'autres services balancent les augmentations qui proviennent des améliorations introduites dans le service des postes, et qui sont les seules que nous ayons cru devoir vous proposer.

La Chambre reconnoîtra, j'aime à le croire, dans des diminutions assez notables qu'elle remarquera à divers articles du budget, que le Gouvernement est animé comme elle du desir d'alléger le fardeau des impôts. Il a fait sous ce rapport tout ce que lui permettoit la situation respective de l'État et des finances, en renonçant à certains produits sur les contributions indirectes et sur l'enregistrement.

Tel a été l'objet des diverses lois qui vous ont été présentées dans le cours de la session et qui ont amélioré notre législation financière.

Les évaluations de toutes les contributions



indirectes sont établies sur les produits réalisés en 1822. C'étoit la base la plus sûre qu'il nous fût donné de choisir, mais nous pouvons espérer que nos prévisions seront dépassées. Chaque jour nous observons des augmentations dans le produit des taxes imposées à la consommation; il est clair qu'elles tendent encore à s'accroître; en effet les produits des six premiers mois de l'année courante ont déjà dépassé de près de 14,000,000, les évaluations portées au budget. Cet accroissement du revenu public tient, Messieurs, à l'accroissement de notre prospérité et au développement de notre richesse intérieure, de notre industrie, et de notre commerce. Cette prospérité elle-même n'est que le bienfait d'un gouvernement réparateur; c'est le fruit de la sagesse du Prince qui préside à nos destinées.

Je ne dois pas négliger d'appeler l'attention de la Chambre sur une disposition nouvelle introduite cette année dans la loi des finances: c'est celle qui limite à 140,000,000 l'émission des bons royaux.

Cette somme de 140,000,000 est nécessitée par l'existence d'une dette flottante qui n'est couverte par aucune autre valeur.

Jusqu'aujourd'hui la faculté laissée au Ministre sous ce rapport, n'avoit pu être restreinte,

nous n'avions pas soldé nos créanciers en consommant les emprunts. Mais la négociation des 23 millions de rentes, a créé un nouvel ordre de choses dont nous recueillons les avantages.

La limite des 140 millions de bons royaux ne pourra être franchie, si un service urgent et imprévu venoit à l'exiger, que dans les formes que la loi elle-même a établies pour les crédits supplémentaires au budget, c'est-à-dire avec l'autorisation du Roi et la nécessité de la conversion des ordonnances en lois.

Nous espérons que vos Seigneuries ne refuseront pas leur assentiment au projet de loi que nous leur présentons au nom de Sa Majesté, et dont je vais avoir l'honneur de leur donner lecture.

---

## ÉTATS

ANNEXÉS au projet de loi relatif à la fixation du  
budget des dépenses et des recettes de 1825.





# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du vendredi 23 juillet 1824.

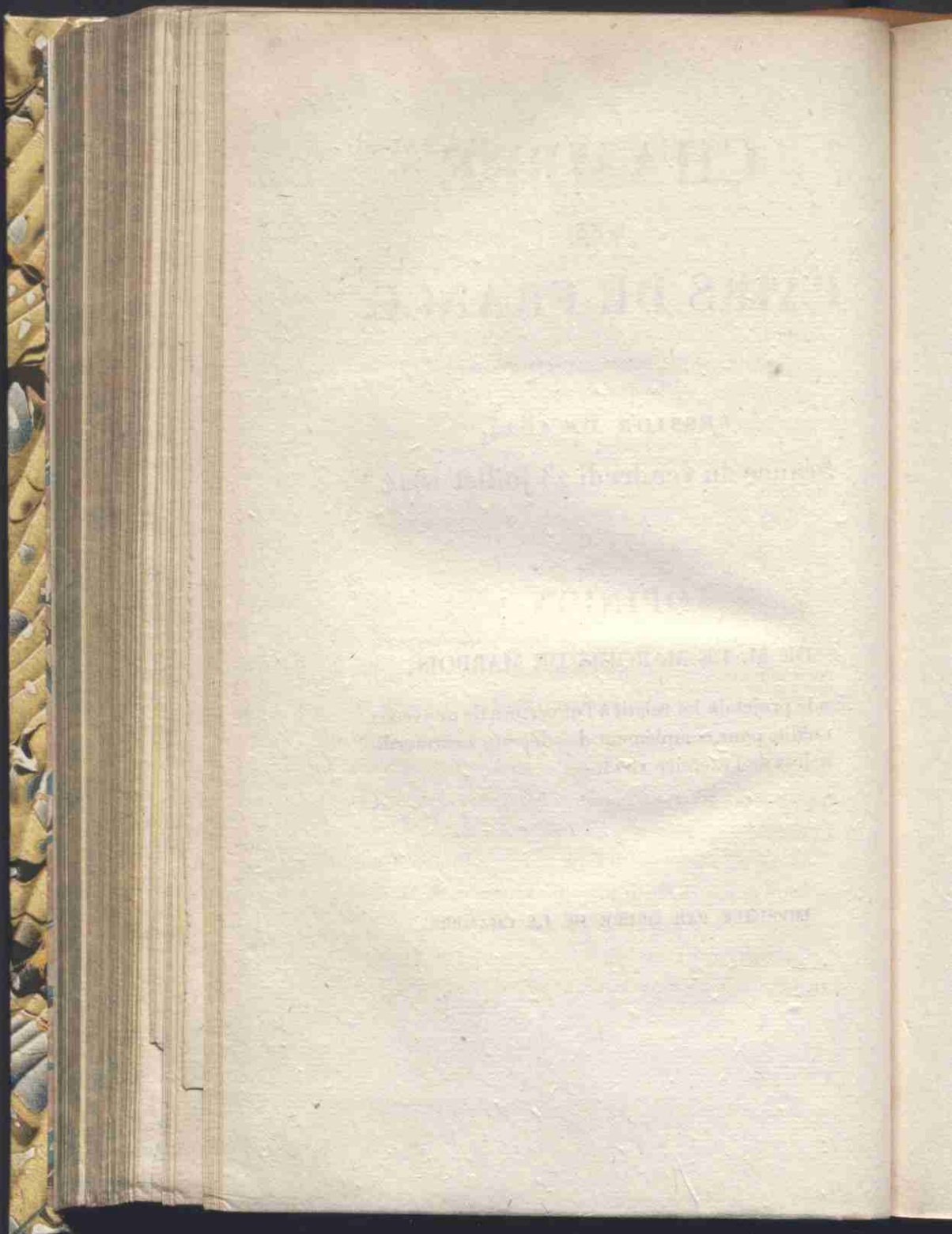
---

## OPINION

DE M. LE MARQUIS DE MARBOIS,

Sur le projet de loi relatif à l'ouverture de nouveaux  
crédits pour complément des dépenses extraordi-  
naires de l'exercice 1823.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.





# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le marquis DE MARBOIS, sur le projet de loi relatif à l'ouverture de nouveaux crédits pour complément des dépenses extraordinaires de l'exercice 1823.

MESSIEURS,

Le budget de 1825 a été hier voté dans l'autre Chambre; c'est vous dire assez que la délibération qui s'ouvre aujourd'hui devant vous se réduira à de simples observations, et pour cette fois encore nous devons déplorer un tel état de choses. Il rendra nos remarques très sommaires.

Cinq ministères ont leur part respective dans le fonds de 208,000,000 qui vous est demandé pour complément des dépenses de 1823.

L'intérieur et les finances n'y paroissent guère qu'à l'occasion de l'expédition d'Espagne. Les

suppléments n'ont pour objet principal que les affaires étrangères, la guerre, et la marine.

A l'égard des affaires étrangères, un usage s'établit et me semble devenir annuel, c'est de demander au budget de proposition un ample crédit; il est accordé : mais on revient l'année suivante en représenter l'insuffisance. On reproche aux orateurs économes leurs vues étroites, leur petitesse, et leur parcimonie; on fait retentir les mots de dignité, de grandeur. N'eût-il pas été possible cependant de subvenir aux besoins véritables sans demandes, sans concessions nouvelles, et sans diminution de la dignité, qui est en effet un attribut des hautes fonctions remplies dans ce département. Les réformes sont dans la main du Ministre, et il n'ignore pas que son service, confié précédemment, confié de tout temps, et dans toutes les résidences, au nombre de coopérateurs qui est strictement nécessaire, n'en a été que mieux exécuté. Peu de mains à ce travail, telle est la règle dans toutes les cours de l'Europe, et telle est la condition de sa perfection. Cette première économie en amènera bien d'autres, et une prévoyance prodigue ne nous fera plus lire ces mots si étranges dans la proposition d'un crédit : un supplément sera probablement nécessaire.

Nos finances ne seront bien ordonnées que quand les fonds une fois assignés, ne subiront plus ces augmentations posthumes, que quand les dépenses respectives de chaque ministère ne seront plus mesurées sur le dangereux espoir d'un supplément, mais sur les moyens des contribuables.

Le supplément demandé par le département de la marine est de 14,600,000 fr. On donne pour motif la guerre maritime de 1823. Nos marins ont été et seront toujours prêts à bien faire. Si nous avons eu une guerre de mer en 1823, si nos flottes ont dû engager une lutte contre celles d'une autre puissance, si l'administration avertie d'avance, long-temps d'avance, a concouru en temps utile à une grande opération, une augmentation de dépense a été indispensable; mais s'il y a doute et incertitude, il conviendrait d'examiner si le supplément demandé n'est pas disproportionné aux besoins de ce ministère.

Nous savons qu'une probité vigilante y tient le gouvernail; il est donc permis de croire que la nécessité d'une surveillance plus sévère est enfin reconnue. Une improbation silencieuse ne suffit pas pour parvenir à des réformes indispensables, et quand elles seront faites on



pourra reconnoître que si elles eussent précédé l'exercice 1823, des suppléments aussi considérables ne seroient point nécessaires.

Je passe au département de la guerre.

Votre commission, Messieurs, dans le rapport qu'elle vous a fait relativement aux crédits supplémentaires, demandés pour ce département, s'est montrée attentive à ne point toucher aux questions dont l'examen est délégué à la commission de trois Pairs et de trois membres de la Chambre des Députés. Je dois pareillement m'interdire tout ce qui se rapporte à cette délégation spéciale. Une opinion, quelle qu'elle fût sur ces matières, seroit prématurée. Ma tâche, plus facile que celle de la commission d'examen, n'aura pour objet qu'un article étranger au travail important confié à son zèle et à ses lumières.

Sans passer les limites où votre commission spéciale a dû s'arrêter, j'examinerai s'il n'y a pas lieu d'opérer une réduction sur le supplément de 170,789,000 fr. Quelques détails préliminaires, Messieurs, sont indispensables pour motiver mes observations, ou plutôt mes doutes.

Plusieurs années de paix s'écouloient autrefois avant que les comptes d'une guerre fussent

produits ; et c'est pendant ces retards que se préparoient, se composoient les arriérés dont le poids a été si accablant. Aussitôt que l'expédition d'Espagne fut résolue, une diligence extraordinaire, et dont il convient de rendre grace au ministère, régla d'avance les fonctions et les devoirs du comptable chargé des dépenses. Sans cette précaution, les actes, les documents, les renseignements si utiles quand ils sont obtenus à temps, vieilliroient dans le silence, pourroient même échapper finalement à la plus vigilante inspection ; nous ne savons que trop bien comment on supplée à des originaux perdus, ou qu'on a eu l'adresse de faire disparaître. L'établissement d'une bonne comptabilité, cette première disposition favorable au soulagement d'un pays occupé, à la confiance des habitants, et à toutes les opérations d'un pacificateur armé, a éloigné des provinces soumises, jusqu'aux apparences d'un tribut de guerre ; l'on a vu avec satisfaction et non sans surprise, dans le paiement de toutes les dépenses, une exactitude dont aucune autre invasion n'avoit offert l'exemple. Mais les armes une fois posées, le Généralissime a encore donné son attention à une grande mesure d'ordre en finance, à une mesure par laquelle il a voulu



mettre la dernière main à son ouvrage. Les précautions prises d'avance par le ministère, et par les agents du Trésor lui en ont donné les moyens, en ce qui concerne la régularité des paiements. Le compte d'un payeur n'a pour objet que cette régularité, et ne présente pas les autres aspects sous lesquels les dépenses peuvent être considérées. L'on y trouve en faveur de l'ordre des points de comparaison, et contre le désordre des pages qui l'accusent : il fixe à une somme certaine les dépenses faites, et cette somme une fois arrêtée, on ne peut plus en inventer, en composer après la date du compte. Ceux de l'expédition sont rendus dans le mois où nous sommes ; cette ponctualité est due à la volonté bien prononcée du Généralissime, et c'est peut-être la seule partie de son pouvoir dont il a voulu prolonger l'exercice, quand la campagne a été finie.

C'est par l'effet de ces sages dispositions, Messieurs, que je me trouve moi-même en situation de vous faire connoître des détails relatifs à un article de ces comptes.

Parmi les dépenses que la guerre nécessite, il y en a une qui est nécessairement incertaine et laissée à la sagesse et à la discrétion de celui à qui elle est confiée. Ce sont ces dépenses se-



crêtes dont le général d'armée le plus économe peut rarement s'abstenir. Elles sont justifiées par leur nécessité et souvent commandées par l'humanité même. Nous pouvons nous rappeler qu'une curiosité un peu chagrine s'est exercée sur les dépenses secrètes de l'expédition d'Espagne, et que même on a prétendu en pénétrer les mystères. Un mulet chargé d'or, nous disoit-on, avoit été introduit dans une place la veille de la capitulation. Une autre fois c'étoit une conférence dans laquelle, pour me servir de l'expression vulgaire, des raisonnements palpables avoient vaincu les scrupules. Que n'a-t-on pas dit de Cadix mis à l'enchère? Les incertitudes cessent, et nous pouvons dire exactement à quoi on doit s'en tenir touchant les dépenses secrètes qui furent successivement portées à huit cent mille francs. Le Prince, choix heureux d'une affection guidée par la sagesse, confia ces maniemens à la fidélité même; et je m'interdis de désigner d'une manière plus particulière le noble comptable d'ordre chargé d'un soin peu inquiétant pour sa délicatesse, mais chargé en même temps d'une responsabilité qu'on auroit pu croire gênante. Il paroît bien qu'il n'en a point été embarrassé. La même main a tour-à-tour tenu l'épée et la plume, et les ordonnateurs

les plus attentifs à leur devoir, ceux qui n'en auroient eu qu'un seul à remplir, n'auroient pu mieux s'en acquitter. Ici, Messieurs, point de pièces égarées, point de fourgons volés, point de registres brûlés dans un magasin, ou submergés sans espoir au passage d'une rivière; point de trésor pillé par un parti de hussard si bien montés, qu'il a été impossible de les poursuivre, point de ces retraites précipitées, si commodes pour perdre tout ce que des comptables trop habiles trouvent dangereux de garder; point de procès-verbaux pour établir la vérité incontestable de tous ces accidents; en un mot pas la moindre négligence, quoique le plus sincère ordonnateur eût pu ne pas s'en inquiéter, et justifier d'un mot une gestion occulte. Il lui eût suffi de dire: « Mes dépenses sont secrètes, on ne peut me de-  
« mander de compte. »

Ces dépenses secrètes s'étendoient à toutes les divisions de l'armée dans tous les royaumes et provinces de la péninsule, la Catalogne comprise. L'expédition a duré huit mois, et c'est quand cette tâche honorable a été remplie, c'est après que toutes les réclamations ont été satisfaites, que, de 800,000 fr., le Prince en a fait remettre à la disposition du Ministre de la guerre 527,484. Ainsi cette dernière somme



est demeurée sans emploi, et 272,516 fr. ont suffi pour l'acquittement des dépenses secrètes des différentes divisions de l'armée, de cette armée qui, des Pyrénées aux mers dont les Espagnes sont environnées, a accompli des faits dignes d'elle et de son général.

Si ces dépenses, Messieurs, étoient mises sous vos yeux, vous en remarqueriez qui n'ont rien de mystérieux, et vous pourriez demander à quoi bon le secret pour des gratifications honorablement méritées et motivées, des secours à des prisonniers sur parole, d'autres dépenses qui ont un caractère particulier de bienveillance et de bonté, et dont le secret ne sert qu'à ajouter à la reconnoissance de ceux qui en sont l'objet.

C'est la somme de 527,484 fr. rétablie dans les caisses du Trésor, ou du moins c'est une partie de cette somme, suivant les dates du versement, qui semble pouvoir être retranchée du crédit supplémentaire.

On se demandera sans doute, par quelle sorte d'exception une expédition aussi importante, aussi promptement terminée, a réussi sans recours aux séductions de l'or, et comment les fonds secrets, insuffisants dans d'autres circonstances, ont cette fois été si peu



nécessaires, que les deux tiers de la somme ont été rapportés au Trésor: Messieurs, c'est parcequ'il est une autre séduction plus puissante que l'or, plus forte même que les armes: c'est la confiance et le respect qu'inspirent la justice, la modération et la générosité. La corruption pâlit et s'évanouit devant ces vertus; peut-être même la corruption n'est pas aussi universelle que les corrupteurs voudroient le faire croire. Et qu'il me soit permis à ce sujet de dérober à l'oubli des paroles dignes d'être citées parmi celles qu'on retient comme également honorables pour le vainqueur, et pour le vaincu. Je dirai ces paroles comme je les ai entendues, et sans y faire le moindre changement. « Cadix n'a point été acheté. Si j'eusse permis qu'un séducteur y pénétrât, il n'auroit trouvé personne à corrompre, et des offres honteuses n'auroient fait que retarder la soumission. »

Nobles Pairs, une autre réduction a eu lieu dans les dépenses de l'expédition d'Espagne, et il m'est impossible de ne pas en faire mention. Le premier article qui s'offre aux yeux de quiconque ouvre le compte des dépenses d'une armée, c'est celui du traitement réglé pour le Généralissime. On s'attend à le trouver ici pro-

portionné à un rang encore plus élevé que le commandement suprême. Mais à cette page, Messieurs, la ligne est en blanc, et on apprend que le Prince a déclaré simplement qu'il ne vouloit aucun traitement, et que son revenu lui suffisoit en guerre comme en paix.

Ce Prince, Messieurs, est placé à une telle hauteur, ces actions lui ont semblé si ordinaires, que les louer seroit, sinon lui faire offense, du moins exciter sa surprise, et cependant elles doivent être connues; s'il les a oubliées, nous devons en garder le souvenir, et peut-être que l'historien, racontant un jour une expédition que la sagesse et la modération rendront à jamais célèbre, réservera une ligne pour les choses que je viens de dire.

La réduction qui peut être faite sur le crédit supplémentaire de la guerre n'aura pas des sommes considérables pour objet, si les versements principaux ont précédé la demande faite par le Ministre de ce département. En quelque état que se trouve la question, et quand même la somme entière devroit être retranchée du crédit supplémentaire, je ne vous proposerois pas aujourd'hui de mettre ce retranchement en délibération. Mais, Messieurs, ces dépenses et ces économies seront à une autre époque pré-

sentées à la Chambre, et examinées par elle, et alors les détails dans lesquels je viens d'entrer, tandis que les faits sont récents, pourront être utilement rappelés.

---



e,  
er,  
tre



IMPRESSIONS

N° 163.

# CHAMBRE

DES

IMPRESSIONS  
N° 163.

## PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du vendredi 30 juillet 1824.

---

### RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le marquis d'HERBOUVILLE,  
au nom d'une Commission spéciale (\*) chargée de  
l'examen du projet de loi relatif à la fixation du  
budget des dépenses et des recettes de 1825.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(\*) Cette Commission étoit composée de MM. le comte MOLLIER, le  
comte DE VILLEMANTZ, le marquis d'HERBOUVILLE, le comte LAFOREST, et  
le duc DE NARBONNE.



CHAMBER  
OF  
PEERS OF GREAT BRITAIN

IN PARLIAMENT ASSEMBLED

REPORT

OF THE  
COMMISSIONERS OF THE  
LAND REVENUE  
IN ANSWER TO A RESOLUTION  
PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS  
IN APRIL 1841

BY  
JAMES G. F. DICKENS

LONDON:  
PRINTED BY  
JOHN WILKINSON, ST. MARTIN'S LANE.

## RAPPORT.

---

MESSIEURS,

La Commission à qui vous avez confié le soin d'examiner la loi de finances de 1825, m'a chargé d'être son organe : c'est en cette qualité que je parois à la tribune. Mais, avant de remplir le devoir qu'elle m'a imposé, permettez-moi de vous témoigner le regret que j'éprouve de ce qu'aucun des nobles Pairs qui ont plus spécialement l'habitude de vous entretenir de mesures financières, n'ait pas pu se charger cette année de cet important travail. En vous faisant entendre une voix moins connue, j'ose espérer que vous voudrez bien rendre justice à mon zèle, et, par ce motif, m'accorder quelque sentiment d'indulgence.

Le noble Pair (1) qui vous a fait l'année dernière un rapport sur le budget des recettes et

---

(1) M. le duc de Lévis.

dépenses de l'année 1824, exposoit qu'il «seroit  
 «préférable d'adopter parmi nous la méthode  
 «usitée dans la Chambre des Députés, qui par-  
 «tage toujours entre deux de ses membres  
 «l'examen des recettes et celui des dépenses. »  
 Je vous demande la permission de reproduire  
 cette année le même vœu. L'époque à laquelle  
 le budget nous parvient le rend peut-être né-  
 cessaire. Non pas que nous ayons cette année  
 aucune représentation à faire sur ce sujet aux  
 Ministres de Sa Majesté. Dès le commencement  
 de la session ils ont mis sous vos yeux le projet  
 de loi qu'ils soumettoient aux deux Chambres  
 pour la fixation des recettes et dépenses de l'an-  
 née 1825; mais comme, aux termes de la  
 Charte, la loi de l'impôt doit être d'abord dis-  
 cutée dans la Chambre des Députés, elle ne  
 peut vous parvenir qu'après y avoir été approu-  
 vée, ce qui vous conduit toujours au terme de  
 votre session, c'est-à-dire, dans un temps où la  
 fatigue des discussions parlementaires fait que  
 chacun, dans les deux Chambres, aspire égale-  
 ment au repos.

C'est une considération qui pourra vous oc-  
 cuper dans le cours de la session prochaine.

Avant d'entrer dans les détails de la loi, votre  
 Commission en a considéré l'ensemble : l'idée



d'un budget de près de 900 millions l'a conduite immédiatement à la pensée si naturelle et si simple de faire des économies, afin de ne plus supporter à l'avenir le pesant fardeau qui nous est imposé tous les ans. Mais quand elle a cherché sur quels objets elle pourroit les faire porter, elle s'est trouvée dans un embarras qui l'a empêchée de vous proposer aucun moyen. Effectivement, si à côté de la nécessité des économies, on met en balance le besoin de pourvoir aux dépenses de l'État, on voit que, bien loin d'économiser, il faudroit augmenter les budgets de presque tous les ministères. Celui de l'intérieur devroit être accru des sommes nécessaires pour améliorer le traitement des ecclésiastiques, et pour réparer les maisons d'habitation des évêques et des curés. Le fonds assigné aux travaux publics est insuffisant; les haras auroient besoin d'être plus richement dotés, afin que des primes, distribuées à propos, puissent encourager les cultivateurs à faire des élèves pour remonter en chevaux français toute notre cavalerie.

D'un autre côté les budgets de la guerre et de la marine sont insuffisants, puisqu'ils ne peuvent servir qu'à l'entretien d'une armée de terre et de mer, inférieures à celles des autres

puissances, et inférieures aux devoirs qui nous sont imposés par le soin de notre considération.

Il est bien généralement reconnu, et votre Commission ne fait que proclamer une vérité de tous les temps, en répétant que c'est pendant la paix qu'il faut se préparer des ressources pour la guerre. Il est trop tard d'y songer au moment d'entrer en campagne. La puissance qui par une heureuse prévision a su se ménager les moyens de combattre, y est communément moins exposée qu'une autre. Et lorsque l'intérêt de son honneur ou de sa conservation l'oblige à subir la loi de cette terrible nécessité, elle s'y soumet avec plus de chances de succès et avec de moindres sacrifices que si elle est forcée de regagner par la précipitation le temps qu'elle a perdu par son imprévoyance. C'est par ces motifs que votre Commission émet le vœu que dans le prochain budget des sommes plus considérables soient demandées pour la réparation de nos places de guerre, et pour que le matériel du génie et de l'artillerie ainsi que des transports, et tout ce qui concerne l'administration de la guerre se trouve toujours dans une proportion convenable avec des besoins imprévus. Elle desire aussi que le service pour le personnel des hôpitaux et des vivres soit telle-



ment organisé, qu'au moment d'entrer en campagne rien ne puisse retarder l'action du général et le bien être du soldat.

Elle desireroit aussi que le Ministre de la marine reçût des fonds suffisants pour préparer à l'avance des approvisionnements qu'il est si difficile de se procurer lorsque la guerre est déclarée.

Il ne seroit pas mal aisé, comme on voit, de justifier l'élévation de tous les budgets, mais le moyen d'y pourvoir seroit plus embarrassant à trouver. Ce ne pourroit pas être en augmentant les contributions directes; car on peut sans hésiter déclarer qu'elles ont atteint leur maximum. Peut-être seroit-ce en taxant quelques objets qui jusqu'à présent ont échappé à l'action des contributions indirectes; mais sur ce genre d'impôt dont il est si difficile d'assigner les limites, il faut toujours prendre garde de ne pas diminuer les produits, en voulant trop les étendre. D'ailleurs, si cet impôt a l'avantage d'être en quelque sorte insensible aux contribuables, il occasionne tant de frais de perception, et son régime impose tant de gêne, que ses avantages en sont singulièrement affaiblis. Et cependant si, ce qu'à Dieu ne plaise, on avoit besoin d'impôts, ce seroit uniquement aux



contributions indirectes qu'il faudroit avoir recours.

M. le Ministre des finances, dans le discours qu'il a prononcé, lors de la présentation du budget, nous a donné une idée bien satisfaisante de tout ce qu'on peut espérer de ce genre d'impôt et des ressources qu'il pourroit offrir dans un besoin pressant. Les produits obtenus, nous a dit M. le Ministre, sont tellement au-dessus des espérances, que dans les six premiers mois de l'année courante, ils ont déjà dépassé de près de 14 millions les évaluations portées au budget.

Ce symptôme de prospérité nous donne lieu de croire que nous pourrons échapper à la crise qui menace notre existence agricole. Dans toutes les parties de la France, on se plaint, non seulement du bas prix des grains, mais encore de l'impossibilité de les vendre. Quelques esprits méditatifs en accusent une importation frauduleuse que toute la surveillance des douanes ne peut empêcher; d'autres accusent l'entrepôt de Marseille d'être un moyen ouvert aux fraudeurs pour verser dans l'intérieur de la France ces terribles blés d'Odessa qui, depuis leur introduction en 1817, ont porté la plus funeste atteinte à notre agriculture.

La position dans laquelle nous sommes à cet égard, mérite toute l'attention du Gouvernement : n'est-il pas à craindre en effet que les propriétaires qui ne peuvent vendre aucun des produits de leur sol soient bientôt aussi dans l'impossibilité de payer l'impôt, et de donner de l'ouvrage à la classe industrielle ? C'est un malheur qu'on ne peut envisager sans effroi tant les conséquences en sont graves. Votre Commission n'en parle point pour répandre des alarmes, mais afin de provoquer l'administration supérieure, qui peut seule prendre les mesures propres à nous garantir de ce danger.

Dans tout ce qui a été écrit sur des moyens d'économie, votre Commission a remarqué qu'une idée principale s'étoit emparée de beaucoup d'esprits : celle de détruire la centralisation. Votre Commission n'a point adopté ces vues : tous les extrêmes lui ont paru dangereux et nuisibles. Ainsi, sans approuver absolument le parti que dans un temps antérieur on avoit pris de tout centraliser ; sans méconnoître que pour intéresser un plus grand nombre d'individus à la chose publique, il seroit possible et peut-être désirable de se relâcher, sur certains objets d'administration, d'un système trop exclusif ; elle verroit avec un extrême chagrin



que, retrogradant vers un passé impossible à rétablir, on tentât de remettre en question ce qui est résolu par les années, ce qui est résolu par la Charte et ce qui fait maintenant une partie de nos doctrines sociales. Tout bouleverser sous le prétexte d'économiser seroit une opération bien funeste, et votre Commission est persuadée que si cette idée pouvoit se propager, le Chambre des Pairs s'uniroit au Gouvernement pour repousser avec énergie toute proposition de cette espèce.

Au surplus, Messieurs, votre Commission est unanimement d'avis qu'on n'improvise pas plus des économies qu'on n'improvise des lois, qu'on n'improvise des systèmes de haute administration. C'est à ceux-là seulement que le Monarque a investis de sa confiance qu'il appartient de chercher ce qu'il y a de plus avantageux pour le pays et pour le trône. Ce sont eux qui doivent le soumettre à la délibération des Chambres, assurés qu'ils doivent être qu'elles prendront toujours le parti le plus convenable à la prospérité de la France et à la dignité de son Roi.

La révolution nous a légué de longs malheurs à supporter; la suprême sagesse est de chercher à les réparer; c'est le produit du temps, de la constance; c'est sur-tout le produit de l'union,



et d'une confiance éclairée dans les intentions d'un Monarque qui n'a repris son pouvoir que pour en sacrifier une partie, et dont tous les actes ont pour mobile la gloire et le bonheur d'un peuple heureux de vivre sous sa domination.

Ces sentiments réparateurs, on les trouvera toujours dans la Chambre des Pairs; et c'est avec cette conviction que nous allons entrer dans les détails du budget.

Cependant qu'il nous soit encore permis, avant d'entreprendre cette tâche, de vous exprimer le sentiment unanime de satisfaction que votre Commission a éprouvée, en voyant avec quel esprit d'ordre, d'économie et de bonne foi, les budgets de tous les ministères ont été établis. Rien n'y est caché, rien ne reste sans justification. On reconnoît clairement que chaque Ministre a voulu se mettre à découvert vis-à-vis des Chambres; de sorte que l'ensemble et les détails des dépenses de chaque partie d'administration, se trouvant clairement énoncés dans les budgets, toute investigation particulière est absolument inutile.

Votre Commission rend avec plaisir cet hommage aux Ministres : il est mérité par l'attention qu'ils ont mise à soigner leur comptabilité. — Ce

perfectionnement que nous remarquons est une garantie de celui qu'on peut espérer encore. — C'est par une tendance constante vers le mieux possible que des Ministres peuvent espérer des succès sous les gouvernements représentatifs. Dans cette forme de gouvernement, on est avare de louanges, on est prodigue de contradictions; ce qui doit toujours tenir les Ministres sur leurs gardes, et les confirmer dans la route du bien, lorsqu'une fois ils y sont entrés.

---

BUDGET DES DÉPENSES.

|          |                                                |                |
|----------|------------------------------------------------|----------------|
| Justice. | En 1824, le crédit alloué à ce ministère étoit |                |
|          | de .....                                       | 18,445,559 fr. |
|          | La demande pour 1825 est                       |                |
|          | de .....                                       | 18,445,092     |

Différence en moins. 467 fr.

Elle provient de la cessation des droits de deux anciens employés, à une indemnité temporaire.

Les tribunaux de première instance figurent dans le budget du ministère pour 5,523,690 fr. C'est une somme considérable, et cependant votre Commission, qui sait combien le traitement de juges des première instance est insuffisant, regrette qu'il n'ait pas été possible de

l'augmenter. Peut-être seroit-il préférable de diminuer le nombre de ces tribunaux, et d'accroître le traitement des juges : c'est une considération qu'elle abandonne aux méditations de M. le Ministre de la justice.

La demande pour ce ministère est de 7 millions 815,000 fr. C'est précisément la même somme qui lui avoit été allouée pour 1824 ; mais votre Commission est informée que l'insuffisance de ce crédit étant reconnue, le Roi y pourvoit tous les ans par des ordonnances supplémentaires qui s'élèvent à-peu-près à un million ; votre Commission a pensé qu'il seroit préférable d'augmenter de budget de 500,000 fr. et d'inviter M. le Ministre des affaires étrangères à chercher dans les économies qu'il pourra faire, la somme nécessaire pour égaler les dépenses et les recettes.

Affaires  
étrangères.

Votre Commission desire que cette augmentation soit appliquée sur-tout aux agents consulaires dont le traitement est en général tout-à-fait hors de proportion avec leurs besoins.

La demande du Ministre est de 117,000,000 f. Intérieur.

Le crédit alloué en 1824 étoit  
de ..... 114,800,000

Différence en plus. .... 2,200,000



Sans entrer dans les détails concernant ce Ministère, ou de nombreuses diminutions et quelques augmentations accordées à des parties de service qui en avoient besoin, prouvent assez l'attention particulière qu'on a mise à diminuer les dépenses, nous trouvons pour justifier l'augmentation demandée trois articles, qui non seulement l'absorbent en totalité, mais même qui la dépassent.

|                                                                                |               |
|--------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| 1° Augmentation sur les traitements du clergé. ....                            | 650,000 fr.   |
| 2° Arc de triomphe de l'Étoile. ....                                           | 500,000       |
| 3° Contributions du trésor pour travaux faits sur des fonds particuliers. .... | 1,105,000 fr. |
| Total. ....                                                                    | 2,255,000 fr. |

Nous répéterons ce que nous avons dit relativement à l'insuffisance des sommes accordées à différentes parties du service qui dépendent de ce ministère. Nous avons cité, et nous citerons encore les ponts et chaussées, et les haras qui demanderoient une dotation plus ample. Nous citerons aussi l'agriculture et le commerce qui auroient besoin d'être encouragés par des primes ou par des avances, afin de les porter à l'état de prospérité desirable.

Dans cette circonstance encore, nous ne

pouvons pas nous empêcher de citer le noble rapporteur du budget de 1824, et de témoigner avec lui le regret que nous éprouvons à la vue de tant de travaux commencés, et dont l'exécution est suspendue; nous parlerions d'abord de l'église de la Madeleine dont nos pères ont vu poser les fondements, et dont l'achèvement est encore pour nous un sujet d'incertitude; de cette église qu'une auguste volonté destine aux plus nobles comme aux plus touchants souvenirs; si le budget ne nous apprenoit pas qu'une somme de 500,000 francs est demandée pour avancer les travaux dans l'année 1825. Mais nous citerons l'hôtel du quai d'Orsay qui est encore cette année retranché du chapitre des constructions, et qui coûte cependant des frais de garde et d'entretien. Nous gémirons de ce qu'un budget trop étroit s'oppose à l'achèvement de ces travaux qui ressemblent moins à des constructions qu'à des ruines. Votre Commission vivement touchée de cet objet important, s'est demandée si, dans un moment où l'esprit de spéculation domine si généralement, il ne seroit pas possible de suppléer à l'insuffisance des capitaux par l'adoption des entreprises particulières. Mais, considérant qu'elle étoit sur-tout appelée à vous dire des

choses positives , et non pas à faire des projets , elle a dû se borner à manifester une idée qui peut être utile , en se rapportant pour son exécution à ce que l'administration supérieure en pourra décider.

Nous parlerons aussi d'un objet bien important , puisque de sa combinaison dépendent à-la-fois l'amélioration de nos routes et l'extension du commerce intérieur , sur-tout pour les objets d'un grand poids et d'une grande encombrance : ce sont les canaux. Ici l'argent ne manque pas , puisque , sur les 135,105,200 fr. dont l'emprunt est autorisé par les lois , les prêteurs ont versé. . . . . 31,301,519 fr. 23 c.  
sur lesquels le peu d'avancement des travaux n'a absorbé qu'une somme de.. 17,390,965 33

---

par conséquent. . . . . 13,910,553 fr. 90 c.  
ont été versés en pure perte , et occasionnent un paiement d'intérêts dont rien ne dédommage.

Il est à désirer que cet état de choses ne se prolonge pas , et votre Commission est bien persuadée qu'elle n'a pas besoin de provoquer à cet égard la sollicitude de l'administration supérieure.



|                                        |                 |
|----------------------------------------|-----------------|
| Le budget de la guerre, en 1824, étoit |                 |
| de .....                               | 189,737,000 fr. |
| il est, en 1825, de .....              | 190,000,000     |
| ce qui fait une augmentation           | <hr/>           |
| de .....                               | 263,000 fr.     |

Guerre.

Cette augmentation paroitra peu sensible, si l'on se rappelle que le budget de 1824 fut diminué de 4,466,000 francs, par l'unique considération de l'absence d'une ressource sur laquelle on avoit compté en établissant les recettes probables du même exercice. Votre Commission est donc bien éloignée de vous proposer aucune diminution; mais elle s'unira à l'autre Chambre et à ceux des nobles Pairs qui ont déjà parlé sur cet objet, pour rendre hommage à l'ordre et à la clarté qui règne dans la comptabilité de ce ministère.

Les observations que nous pourrions faire sur le budget de la guerre sont consignées au commencement de ce discours. Il seroit d'autant plus inutile de les répéter ici, que M. le Ministre de la guerre, dans son rapport au Roi, et dans son discours à l'autre Chambre, exprime le même regret que nous, sur ce que les ressources générales de l'État ne permettent pas d'assigner des crédits plus considérables aux armes spé-

ciales de l'artillerie et du génie, qui ont encore tant à réparer.

Marine.

Le budget de ce ministère en 1824 étoit de 60 millions.

Les demandes pour 1825 sont également de 60 millions.

Mais en se réduisant à cette somme, le Ministre annonce que le crédit nécessaire pour 1825, devoit être porté à 65 millions. Nous n'avons pas à statuer sur cette augmentation qui n'est pas portée en demande expresse; mais nous croyons sans peine que le Ministre est fondé à la réclamer. Nous avons déjà dit qu'il seroit trop tard d'attendre le moment d'entrer en campagne pour faire des approvisionnements et des constructions. D'ailleurs, il importe à la protection de notre commerce, de nos pêcheries, et du peu de colonies que nous possédons encore, d'avoir toujours à la mer un certain nombre de bâtimens. Nous savons tous quelle a été la belle conduite de nos marins à Santi-Pétri, et nous savons également de quelle noble gloire le pavillon français a été couronné dans l'Archipel, où on l'a vu constamment par-tout où il y avoit des malheurs à prévenir, ou des dommages à réparer.

Ici la Commission émettra un vœu qui se

rapporte à-la-fois aux deux budgets de la guerre et de la marine, celui de voir établir dans ces deux ministères une bonne comptabilité du matériel; il seroit satisfaisant pour les deux Ministres, pour celui de la marine sur-tout, de justifier l'emploi des fonds votés pour des approvisionnements; il seroit utile pour lui de posséder des états détaillés qui lui feroient connoître à chaque instant l'étendue des ressources sur lesquelles il pourroit compter pour des armements nécessaires. Peut-être, si des considérations de haute politique ne s'y opposoient pas, seroit-il avantageux que ces états fussent remis aux Chambres. Actuellement les moyens de communication entre les puissances sont tellement simplifiés, qu'elles n'ont rien à s'apprendre ni à se dissimuler sur l'étendue de leurs forces respectives; et dans cet état général, une nation qui a la conscience de ses intentions pacifiques, ne doit pas redouter une publicité qui peut donner, à ses amis de la confiance, à ses ennemis une juste expression de sa force.

Le budget des finances se compose de trois parties. La première qui comprend la dette consolidée et l'amortissement

s'élève à ..... 237,085,785 fr.

La seconde qui comprend

Finances.



|                                                                                                                                 |                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| <i>Report</i> .....                                                                                                             | 237,085,785 fr. |
| le dette viagère, les pensions,<br>les services divers, le service<br>administratif du ministère<br>des finances s'élève à..... | 101,126,325     |

La troisième qui comprend  
les charges et frais inhérents  
aux revenus bruts de l'État  
est de.....

133,460,978

Total.....

471,673,088

Les crédits alloués à ce  
ministère en 1824 étant de.

471,065,097

Il y a augmentation dans  
les demandes de 1825 de..

607,991 fr.

C'est le résultat d'un accroissement de 1 million 438,950 sur les crédits affectés en 1824 aux pensions militaires, et de 786,914 francs d'augmentation, principalement nécessitée par les améliorations et perfectionnements introduits dans le service des postes qui absorbent et excèdent les extinctions, les réductions, et les économies qui eussent dû atténuer de 1 million 617,350 fr. les dépenses de ce ministère pour 1825.

Votre Commission n'a qu'une seule observation à faire sur ce budget: elle est relative à la

caisse d'amortissement dont on voudroit que la dotation fût diminuée de tout ce qui est encore disponible sur les 125,000 hectares de bois qui lui ont été assignés primitivement.

La faculté réclamée par le Ministre d'user d'un supplément de crédit de 140,000,000 en bons royaux est moins une innovation qu'une rectification, ou plutôt une limitation volontaire du pouvoir dont il pouvoit user toutes les fois que des dépenses urgentes n'étoient pas couvertes. Je citerai, pour exemple, le paiement des rentes par semestre, s'il n'étoit pas aligné par les recettes réalisées du budget. C'est sous cette forme que le Ministre réclamoit les escomptes de la banque, lorsqu'ils devenoient nécessaires aux besoins du service.

Une pareille ressource, qui n'a aucun des inconvénients qu'on peut reprocher aux anticipations, se justifie aujourd'hui par la situation particulière du budget de 1823. Les événements de cette année ont nécessité des dépenses extraordinaires, pour lesquelles vous avez voté des crédits, qui ne peuvent eux-mêmes être couverts que par des ressources supplémentaires. Celles qui vous sont proposées paroissent à la Commission être les mieux appropriées à l'état actuel des choses, puisque leur emploi est déjà



garanti par d'heureuses expériences, et qu'il ne seroit possible d'y suppléer, ni par une addition de taxes, ni par un autre mode d'emprunt, le trésor étant encore dans les liens de celui des 23 millions de rentes, qu'il a fait avec succès en 1822.

Les Chambres ont de plus une garantie de la marche et de la suite de cette opération dans les comptes annuels que vous rend le ministère; il est bien démontré que vous n'avez à craindre à cet égard, ni les retards, ni les inexactitudes.

Une dernière considération propre à calmer toutes les inquiétudes, c'est que les lois de finances n'étant votées que pour un an, le Ministre sera, l'année prochaine, obligé de faire une pareille demande aux Chambres, s'il veut continuer à jouir de la faculté qu'il vous demande. C'est, ainsi que nous l'avons déjà dit, une grande amélioration dans notre système financier.

En récapitulant les différents articles de dépense dont nous venons de faire l'énumération, et en y joignant les 34 millions destinés à la liste civile, et à la Famille royale, on aura un budget de dépense de 898,933,180 fr., lequel comparé aux crédits alloués pour 1824 et montant à 895,862,656 fr., augmente les dépenses de 1825, de 3,070,524 fr.



## BUDGET DES RECETTES.

Nous allons examiner maintenant les moyens qui sont proposés pour subvenir aux dépenses dont nous venons de vous entretenir.

Enregistre-  
ment,  
timbre,  
domaine,  
etc.

Tous les droits compris sous les noms d'enregistrement, de timbre, domaines, etc., sont évalués pour l'année 1825 à 171 millions : c'est la même évaluation que l'année dernière, et l'on peut, d'après le discours de M. le Ministre des finances, espérer qu'elle sera surpassée.

Cette partie si importante des contributions indirectes avoit été frappée dans sa combinaison primitive de plusieurs formes gênantes et de plusieurs droits tellement élevés que, dans la vue de s'y soustraire, on ne craignoit pas de s'exposer aux risques qui pouvoient en résulter. Une loi toute de bienfaisance vous a été présentée cette année; vous lui avez donné votre assentiment, et quoique les contribuables jouissent des avantages qu'elle procure, il est à croire que le produit de cet impôt n'en sera que foiblement diminué.

Le revenu des forêts royales est évalué pour 1825 comme il l'étoit pour 1824 à 20 millions.

Forêts.

Cette partie précieuse des ressources de l'État qui a tant souffert pendant la révolution, a

éprouvé depuis de bien énormes dommages. Si on ose le dire, on a trop considéré cette propriété précieuse comme un moyen de finance et non pas comme un des attributs de la force matérielle de la France. On a beaucoup trop vendu de bois, fonds et superficie. On les a vendus sans discernement et à vil prix ; et quelque soin qu'on mette aujourd'hui à réparer cette dévastation légalisée, il n'est que trop à craindre qu'une partie du dommage qui en est résulté ne soit irréparable. C'est par cette considération que votre Commission répète le vœu qu'elle avoit émis l'année dernière pour que la somme destinée aux plantations et améliorations, qui étoit fixée à 100,000 fr. lors du budget de 1824, et qui l'est à 120,000 dans le budget de 1825, soit encore augmentée par la suite.

Douanes.

Le produit brut des douanes est porté dans le budget de cette administration à 138 millions 600,000 fr. Ce n'est guère qu'à la session prochaine qu'on pourra parler des douanes, lorsque la loi projetée sera mise en activité. Elle remédiera, du moins il faut l'espérer, aux plaintes qui se sont élevées.

Votre Commission n'avoit ni le temps ni la mission de s'occuper de tout ce qu'elle a entendu

dire contre les dommages qui sont résultés, au détriment de notre agriculture et de notre commerce, de tarifs imparfaits et d'introductions nuisibles. Mais, considérant les choses sous un aspect plus général et plus élevé, elle se plaît à répéter que l'exagération du produit des douanes n'est pas une preuve de richesse, parcequ'il n'y a richesse que là où il y a reproduction, et que les droits de douanes mal répartis ne font que paralyser l'industrie, le commerce et l'agriculture, au lieu de les favoriser.

Le produit brut des contributions indirectes est évalué à 203,800,000 francs. Le problème si difficile à résoudre de la perception de cet impôt, en faisant éprouver aux contribuables le moins de gêne possible, existe encore dans toute sa rigueur. Cependant des adoucissements successifs ont été accordés; et, dans cette session même, vous avez adopté une loi d'amélioration généralement désirée, qui a été reçue dans les pays vignobles avec la plus vive reconnaissance.

Contributions indirectes.

Le produit brut des postes est évalué à 25,350,000 francs.

Postes.

C'est sans doute pour se conformer à une habitude irréflechie, et non à aucun motif plausible, qu'on met l'administration des postes au nombre de celles qui sont surnommées *finan-*



*cières.* Les postès-relais, comme les postes aux lettres, sont établies pour l'utilité publique, pour faciliter les moyens de communication et les moyens de correspondance, et non pas pour produire un bénéfice. Cela est si vrai, que les maîtres de poste, qui, loin de rapporter au fisc, en retirent des gages annuels, foible représentation des privilèges dont ils jouissoient jadis, sont et doivent être entretenus, pour faciliter les communications sans lesquelles il ne peut y avoir de civilisation.

Il en est de même de la poste aux lettres. Ne dût-elle rien produire, il faudroit encore la conserver. Louis XI, qui l'a établie, en avoit fait un objet de dépense et non de lucre; et lorsque, par la suite, les rétributions payées à la poste pour la récompenser des services qu'elle rendoit, se furent élevées au point de former un revenu public, le principe de l'institution resta toujours le même. Faciliter la communication des pensées et le transport des voyageurs fut le but de l'établissement: en obtenir un revenu n'en fut qu'une conséquence accidentelle.

Ces réflexions n'ont pas pour objet de renoncer au produit des postes, mais seulement de mettre l'administration supérieure dans le cas de considérer s'il n'y auroit pas quelque avan-

tage à modérer la taxe des lettres qu'on a successivement exagérée. Elles ont encore pour objet de justifier les tentatives récentes faites par l'administration, quoiqu'elles occasionnent un surcroît de dépense, attendu qu'elles sont tout-à-fait combinées pour le plus grand avantage du service.

La loterie est un impôt contre lequel on s'élève avec justice, et qu'on maintient par nécessité. Son produit est évalué à 17,300,000 qui prouvent à-la-fois et la duperie des joueurs qui en courent les chances, et l'immense profit qu'on peut faire en spéculant habilement sur la cupidité des hommes.

Loterie.

Nous passerons rapidement sur quatre articles de recette, montant ensemble à 12 millions 300,000 fr., pour arriver de suite aux contributions directes, dont le produit brut est porté à 311,160,383 fr.

Sur cette dernière espèce de contribution, nous ne pourrions que répéter ce qui est connu de tout le monde, et ce que nous avons dit nous-mêmes, sur sa disproportion avec la faculté des contribuables. Ce point de fait est si généralement consenti, qu'il est inutile d'en entreprendre la démonstration. Le Gouvernement lui-même l'a reconnu, car il nous a déjà fait

Contributions directes.

jouir des avantages d'un dégrèvement. Nous pourrions en espérer d'autres à mesure que notre situation financière s'améliorera; ce qui sera la conséquence nécessaire du temps et de l'application que nous mettrons à rester toujours unis.

Nous bornerons ici ces réflexions. Votre Commission a vu en général que toutes les parties du service s'amélioroient tous les jours; que les budgets des Ministres sont établis avec ordre et clarté; que l'on cherche à porter la plus grande économie dans toutes les parties du service, et que malgré l'énormité d'un budget de près de *neuf cents millions*, les Ministres ont accompli la parole recueillie dans le discours du Trône: « Qu'il seroit pourvu à toutes les dépenses sans « nouveaux impôts. » Ce qui doit être pour nous un sujet de reconnaissance.

La Commission vote à l'unanimité, et sans aucun amendement, l'adoption du projet de loi.



us  
re  
la  
li-  
is.  
m.  
lu  
les  
et  
de  
et  
de  
la  
e:  
ns  
s

SESSIONS  
N° 164.

# CHAMBRE

DES

## PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du lundi 2 août 1824.

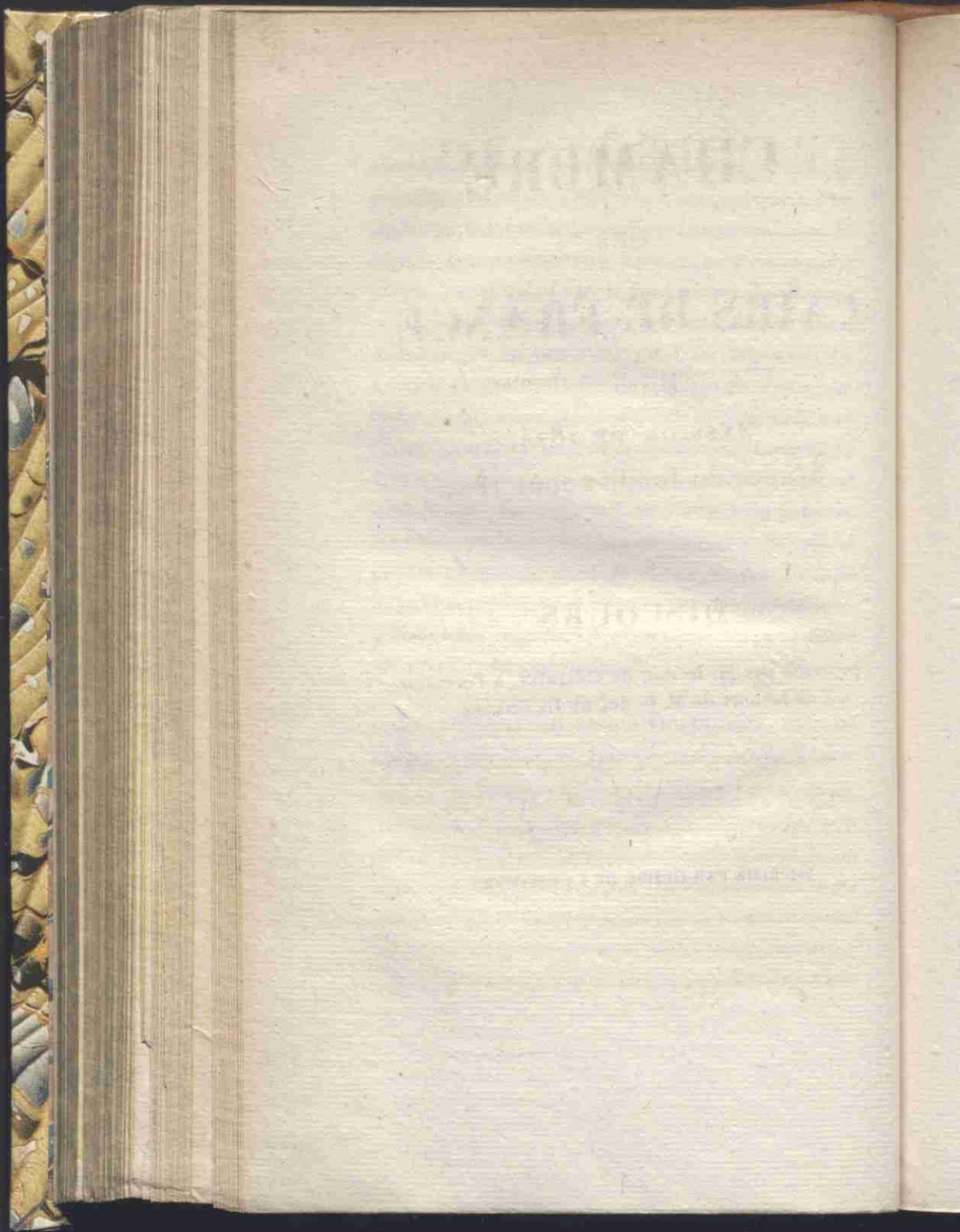
---

### DISCOURS

PRONONCÉ par M. le duc de CASTRIES, à l'occasion  
de la mort de M. le duc DE LA CHATRE.

ns  
oi.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## DISCOURS

---

PRONONCÉ par M. le duc de CASTRIES, à l'occasion de  
la mort de M. le duc DE LA CHATRE.

---

MESSIEURS,

Pressé par le besoin de rendre hommage à la mémoire d'un honorable collègue, et de servir d'interprète à vos regrets sur la perte récente et douloureuse que nous en avons faite, permettez à un ami de jeter quelques fleurs sur la tombe de celui que ma présence à cette tribune suffit pour nommer.

Claude-Louis, comte de La Châtre, issu des



princes de Déols, en Berri, étoit né à Paris le 30 septembre 1745.

Entré au service dès l'âge de onze ans, il arriva de grade en grade, dans différents régiments, à celui de colonel des Dragons de *Monsieur*, faveur qu'il dut aux bontés de S. A. R., à qui il étoit attaché depuis 1771, en qualité de gentilhomme d'honneur, puis de premier gentilhomme de sa chambre, et qu'il avoit accompagné dans ce voyage dont le midi de la France conserve précieusement la mémoire.

En 1788, il fut nommé maréchal de camp, et inspecteur de cavalerie en 1789. Il faisoit partie de l'assemblée constituante.

Au moment où l'horizon politique s'obscurcissoit en France, il partit pour Mons, où MONSIEUR retrouva le comte de la Châtre qui s'y étoit rendu du cantonnement d'Ath, chef-lieu désigné pour le rassemblement des émigrants.

A ses soins fut remise l'organisation des compagnies composées d'officiers de terre et de mer, de gentilshommes et volontaires destinés à former l'armée de S. A. S. Mgr le duc de Bourbon.

Il commandoit cette avant-garde dans la campagne de 1792.

A la réforme de ce corps d'armée, le comte

de La Châtre se rendit à Londres, et fut chargé par le Gouvernement britannique de faire valoir les titres de ses illustres compagnons d'exil à la généreuse hospitalité de l'Angleterre.

Le 1<sup>er</sup> mai 1793, il obtint par capitulation la levée d'une légion connue sous le nom de *Royal Émigrant*, composée en grand nombre de gentilshommes et d'officiers français.

Cette légion embarquée à Greenwich eut, dès son arrivée en Flandres, les plus brillantes affaires à Ostende, à Furnes et à Neuport.

Les actions multipliées de ce corps, notamment celle de Menin, à jamais mémorable dans les fastes militaires par sa sortie vraiment chevaleresque, eurent trop d'éclat pour qu'il soit besoin de les rappeler.

Une récompense d'honneur, *un lion portant le drapeau de son régiment*, a été transmise à l'héritier de la branche aînée de sa famille, le vicomte de La Châtre qui fut blessé d'une balle et d'un coup de baïonnette dans cette périlleuse campagne.

Sur la fin de 1794, la légion prit ses quartiers d'hiver à Brême, et s'embarqua au printemps pour la grande expédition de Quiberon. A son rembarquement pour l'Angleterre, elle étoit réduite à quarante-cinq hommes.



Le comte de La Châtre, à son retour, devint, par son intervention, très utile à un grand nombre de ses infortunés compagnons d'armes.

En 1796, cette légion fut reformée des débris des corps qui avoient combattu à Quiberon, et envoyée de Lymington en Portugal, où elle fut licenciée en 1802.

Depuis cette époque, le comte de La Châtre, retiré à Londres, y jouissoit de l'honorable asile que ses services distingués lui avoient assuré, dans l'espoir de reprendre les armes pour son auguste maître, ou de mourir pour la défense de la cause légitime.

Au commencement de 1807, le Roi daigna nommer le comte de La Châtre son chargé d'affaires confidentiel à Londres, fonctions importantes dans lesquelles il obtint le double succès de mériter l'approbation de son Prince et l'estime du gouvernement britannique.

Le prince régent, aujourd'hui George IV, avoit une bienveillance toute particulière pour le comte de La Châtre, dont le zèle éclairé, l'esprit conciliateur, et la loyauté connue, préparèrent les voies au rétablissement de la dynastie.

Le 1<sup>er</sup> novembre, de la même année, notre collègue eut l'honneur de recevoir le Roi à son



débarquement à Yarmouth. Sa Majesté, charmée de revoir son ancien et fidèle serviteur, se plut à lui donner des preuves marquées d'estime et de confiance.

Depuis ce moment si cher à son souvenir, le comte de La Châtre sembla redoubler, s'il étoit possible, de zèle pour le service de son Prince.

Admis seul à présenter et faire valoir les demandes de tous les Français malheureux que la cause royale avoit réunis en Angleterre, il eut le bonheur de les voir réussir presque toutes, grâce à la considération dont il jouissoit auprès du gouvernement britannique. « C'est le comte de La Châtre, disoit-on, qui fait cette réclamation, sans doute elle est juste, il faut l'accorder. »

Un désintéressement absolu ajoutoit encore à un crédit dont il n'usoit que pour les autres. Aucun des Français réunis sur la terre hospitalière, qui avoit aussi reçu Sa Majesté Louis XVIII, ne peut oublier le nom du comte de La Châtre; mais ce qui donnoit sur-tout un grand prix à ses services, c'est la grace qu'il mettoit à les rendre.

Quand tout fut prêt pour le grand événement qui devoit remettre le fils de saint Louis

sur le trône, les instances, les démarches de notre collègue près du gouvernement anglais contribuèrent à hâter l'expédition de Bordeaux, ville que l'on peut regarder comme le berceau de la restauration. Après le succès de cette tentative, que le Roi avoit jugée avec sa perspicacité et son coup-d'œil ordinaire, Sa Majesté, prête à partir pour rentrer dans ses États, laissa le comte de La Châtre à Londres en qualité d'ambassadeur. Les traités de paix entre les deux puissances et la restitution de l'île Bourbon ont été négociés et signés par lui.

Pendant la célèbre et malheureuse époque des cent jours, ce que notre collègue a fait pour la cause royale ne sera jamais oublié, ni par le Roi lui-même, ni par son auguste famille, ni par aucun des Français qui avoient suivi une seconde fois le descendant de Henri hors de France.

Il étoit naturel que Sa Majesté desirât rapprocher de sa personne sacrée l'homme qui lui avoit donné tant de preuves d'un dévouement digne des anciennes mœurs de la monarchie. C'est à ce dessein, dans laquelle la bonté royale mettoit, j'ose le dire, presque de la reconnoissance, qu'il faut attribuer la nomination de M. de La Châtre à la place de premier gentil-



homme de la Chambre. Il étoit déjà duc et membre de cette assemblée, qui, instruite des services qu'il avoit rendus à la monarchie, alloit apprendre à le mieux connoître en le voyant de près et au milieu d'elle.

On peut dire de notre honorable collègue qu'il fut un vrai chevalier français; il en avoit la loyauté, l'honneur, la bravoure, l'urbanité, les manières élégantes et faciles. Il joignoit à ces qualités une droiture d'intention que l'on reconnoissoit d'abord, un esprit judicieux et une bonté qui ne s'est jamais démentie. Le duc de La Châtre sembloit vivre uniquement pour les autres, tant il avoit l'habitude de s'oublier lui-même. Il avoit une religion sincère et éclairée: personne n'étoit plus franchement royaliste, plus capable de tout sacrifier à la cause monarchique; mais les principes politiques qu'il professoit et qu'il laissa toujours éclater avec la franchise de son caractère, n'excluoient point en lui une certaine tolérance qui venoit du cœur et de l'habitude d'avoir commandé beaucoup d'esprits différents.

On ne pouvoit voir le duc de La Châtre sans être attiré vers lui par un attrait particulier: on ne pouvoit cesser de le chérir quand on



avoit eu le bonheur d'entrer une fois dans son intimité.

Aucun homme ne se montra plus fidèle à tous ses attachements , et par un rare privilège, il ne perdit jamais un ami.

Mais la première de ses vertus, celle qui les renfermoit toutes et leur donnoit tout son éclat, c'étoit un dévouement sans bornes à l'auguste chef et aux Princes qui lui ont donné des marques d'un intérêt si touchant pendant la dernière maladie qui vient de ravir notre collègue, à sa famille, à la Chambre, à la France.

Heureux d'avoir si bien rempli sa longue carrière, il obtiendra la plus noble récompense de ses services , et l'on pourroit mettre avec vérité sur sa tombe et dans les pages de son histoire :

« Il fut l'ami de son Roi et l'un de ses plus fidèles serviteurs. »

IMPRESSIONS  
N° 165.

# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du lundi 2 août 1824.

---

## DISCOURS

PRONONCÉ par M. le comte DE BOISSY-D'ANGLAS, à  
l'occasion de la mort de M. le comte DE RICHE-  
BOURG.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMPAGNE

TAIERS DE FRANCE

DISCOURS



# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## DISCOURS

PRONONCÉ par M. le comte DE BOISSY-D'ANGLAS, à  
l'occasion de la mort de M. le comte DE RICHE-  
BOURG.

NOBLES PAIRS,

La Chambre des Pairs, en perdant il y a quelques mois M. le comte Porcher de Richebourg, un de ses membres, a eu à regretter un honorable collègue digne de sa bienveillance et de son estime : le Roi a perdu en lui un sujet fidèle, et la France un homme de bien. Ceux qui, comme moi, l'ont connu long-temps, et ont partagé avec lui des fonctions diverses, ont conservé pour sa mémoire une vénération particulière, et leurs regrets l'ont suivi dans la tombe....

Il avoit acquis, dans sa jeunesse, toutes les

connoissances qui composent la science de la médecine. Particulièrement honoré de l'estime et de l'amitié d'un professeur célèbre (1), il est permis de croire que d'honorables succès l'attendoient dans cette carrière, si des fonctions administratives ne l'eussent, pour ainsi dire, enlevé à ses premières études, et n'avoient donné une autre direction à ses talents. Subdélégué de l'intendance de Berry vers l'année 1782, il jouissoit dans cette place d'une considération méritée, lorsque la révolution, qui a changé ou modifié tant d'institutions générales, et tant d'existences particulières, vint lui préparer une destinée nouvelle. Le choix du peuple l'appela aux fonctions de la magistrature judiciaire. Il accepta l'emploi que lui décernoient de tels suffrages, et eut le bonheur de le remplir de la manière la plus honorable (2). Un nouveau témoignage de l'estime de ses concitoyens vint bientôt récompenser son zèle. Il avoit été nommé suppléant à l'Assemblée législative; il fut

---

(1) Barthès.

(2) Son fils, digne héritier de son noble rang et de ses qualités morales, après m'avoir entendu, m'a informé d'un fait important dans la vie de son honorable père, qui n'étoit pas à ma connoissance, il avoit possédé et exercé pendant quelque temps la place de président du

député à la Convention. Je ne reviendrai point sur les événements qui ont rempli la longue session de cette dernière assemblée. Ils sont trop ou trop peu connus pour que je puisse m'y arrêter ici; et il y en a eu de trop douloureux pour que je me permette de les rappeler à vos Seigneuries, même pour honorer encore la mémoire du collègue dont je viens de vous entretenir. Je dirai seulement que plusieurs membres de la Convention n'en sont pas sortis sans honneur, et que M. le comte Porcher a été de ce nombre. On se souvient qu'il attaqua avec courage, vers l'époque du 31 mai, les hommes qui alloient saisir la fatale puissance; et qu'il fit plus tard, au nom du comité de législation, le rapport d'après lequel fut supprimé le tribunal révolutionnaire. Je dois rappeler encore que, lorsque après de grands malheurs, dont il n'avoit pas été la cause et dont il avoit failli à être la victime, un jour plus pur parut devoir éclairer la France, il s'unit avec empressement de

---

grenier à sel de La Châtre, laquelle avoit une certaine juridiction. Il ne put y empêcher une décision qu'il croyoit injuste, et il se démit de cet emploi. Il fut appelé bientôt après aux fonctions de subdélégué, et il les remplit honorablement lorsqu'elles furent supprimées.



principes et de conduite à ceux qui, n'ayant pas été plus que lui les complices de la tyrannie, s'efforçoient de l'empêcher de renaitre et d'en adoucir les blessures, et que dans cette honorable lutte il ne fut pas sans influence.

Il porta le même esprit dans les assemblées législatives qui succédèrent à la Convention, et l'infortune lui dut plus d'une fois des adoucissements et des espérances. Je pourrois, Messieurs, raconter encore beaucoup de faits généraux et particuliers auxquels il eut aussi une part honorable ; mais l'histoire ne les taira point, et je suis pressé de vous offrir en lui le collègue que vous regrettez.

Le Roi, dès son heureux retour, le choisit parmi les sénateurs qu'il daigna élever à la dignité de Pair du royaume, et se plut à récompenser ainsi des services rendus à la patrie, par la conduite que j'ai rappelée. Assis à vos côtés, Messieurs, il s'est fait distinguer de vous tous par la pureté de ses principes, par la noblesse de ses sentiments, par la franchise de ses procédés, par son dévouement au Roi, à son auguste famille, à sa glorieuse dynastie, à cette chartre, ouvrage admirable de la sagesse du meilleur des Princes, laquelle garantit tout à-la-fois la stabilité du trône et le bonheur des

sujets , et qui , en fermant *l'abyme des révolutions* ,  
pour me servir d'une des belles expressions de  
son immortel auteur , doit être à jamais parmi  
nous le lien sacré de l'union , et le fondement  
inébranlable de la prospérité publique.

EXPRESSIONS

Nº 166.



# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du lundi 2 août 1824.

---

## OPINION

DE M. LE VICE-AMIRAL COMTE VERHUELL,

Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des  
dépenses et des recettes de 1825.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

DES  
PAIRS DE FRANCE

Session de 1864

Session du 10 au 15 novembre

ORDRE

DE MESSIEURS LES SEIGNEURS

DE LA CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE

INTIMÉ PAR LEUR EXCELLENCE

# CHAMBRE DES PAIRS.

## OPINION

DE M. le vice-amiral comte VERHUELL, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1825.

MESSIEURS,

La persuasion où je suis qu'il est du devoir d'un Pair de France d'apporter à la Chambre le tribut de son expérience, m'encourage à exposer encore à vos Seigneuries quelques réflexions sur l'état de la marine, qui, j'espère, mériteront l'attention du ministère.

La marine a eu le bonheur de participer à la gloire que les armées du Roi ont si justement acquise en Espagne; elle a mérité les éloges du Prince auguste que toute la France et l'Europe entière ont admiré, elle s'est montrée digne de son ancienne réputation de bravoure et de ta-



lent, et l'on peut tout attendre d'elle lorsque ses institutions seront bien établies.

La marine a plus souffert qu'aucun autre département du fréquent changement de ses Ministres; tous ont laissé beaucoup à désirer. Le Ministre actuel qui connoit mes sentiments pour lui, est arrivé sous des auspices très avantageux, autant par ses talents que par la carrière militaire qu'il a parcourue; aussi fait-il concevoir de plus grandes espérances. S'il sort du ministère sans avoir posé les bases d'une meilleure organisation, et fait les améliorations indispensables à cet important département, on lui reprochera, plus qu'à tous ses prédécesseurs, d'avoir laissé échapper l'occasion favorable que nous offre l'état de paix dont nous jouissons encore.

C'est un principe avoué dans tous les temps, que les gouvernements dirigés par une saine politique règlent, autant qu'ils le peuvent, leurs forces militaires sur celles de leurs voisins contre lesquels ils peuvent un jour se trouver en état de guerre. La France, comme première puissance maritime du continent, doit, pour conserver le rang que lui donne son heureuse position au centre de l'Europe, les riches productions de son sol, et l'industrie de ses habitants, se mettre en mesure de résister à la pre-

mière agression d'un État voisin , qui lui est encore si supérieur en force maritime.

J'ai vu avec bien du regret que la dotation de la marine est encore restreinte pour cette année à la somme de 60 millions. Il a été plus d'une fois démontré jusqu'à l'évidence que cette faible allocation ne suffit pas même pour entretenir notre marine dans l'état où elle se trouve actuellement.

Permettez-moi, Messieurs, d'exposer rapidement à vos yeux le tableau de la marine française et de la marine anglaise, qui vous fera sentir davantage la nécessité absolue d'augmenter cette somme.

La marine française porte maintenant sur ses cadres vingt-deux amiraux, pendant que l'Angleterre en a deux cent dix-huit; la France a cent quatre-vingt-six capitaines de vaisseaux ou de frégates, l'Angleterre en a seize cent trente-neuf; la France a six cent quatre-vingt-dix-huit lieutenants ou enseignes de vaisseaux, l'Angleterre en a trois mille sept cent neuf; le nombre des élèves de première et de seconde classe est réduit dans notre marine à deux cent vingt, en Angleterre les élèves ou gardes de la marine ne sont pas portés sur les états, mais il y en a plus de deux mille.



D'après ce court exposé, vos Seigneuries apprécieront comme moi la nécessité d'appeler l'attention du Gouvernement sur la grande disproportion qui se trouve entre le corps d'officiers de la marine militaire française et celui de la marine anglaise.

Tout en rendant justice au mérite et aux talents des amiraux qui se trouvent à la tête de notre marine, on seroit peut-être effrayé de voir combien peu sont encore en état de servir; mais c'est au Ministre et non à moi à faire cette importante observation.

La liste des contre-amiraux offre plus de ressources; on a vu avec satisfaction la dernière promotion, quoiqu'on eût pu désirer que le Ministre ne se fût pas borné à un si petit nombre, et qu'il eût compris dans cette promotion d'autres braves capitaines de vaisseaux, dont l'ancienneté et les bons et loyaux services eussent mérité cette distinction.

Autant il est à désirer que le mérite et les actions d'éclat reçoivent leur juste récompense, autant on doit souhaiter que les titres d'ancienneté ne soient pas perdus dans la marine; rien ne détruit plus l'émulation et l'amour de la gloire dans un brave officier, que lorsqu'il se voit enlever par une promotion, dans



laquelle les titres d'ancienneté sont méconnus, le grade d'amiral dont il s'étoit flatté pendant tant d'années comme d'une récompense due à ses longs services; cela n'influe pas seulement sur les grades élevés, mais sur tous les autres, en persuadant à ceux qui les occupent que l'on accorde plutôt l'avancement à la faveur, qu'aux services réels; cette idée est une des plus funestes, c'est un poison qui attaque les plus fortes ames, et cause souvent l'insubordination que l'on doit tant redouter dans la marine.

Le nombre des capitaines de vaisseaux et de frégates est beaucoup trop restreint, il seroit aisé de démontrer qu'en les doublant et même les triplant, il ne seroit point encore trop considérable, en proportion du nombre de vaisseaux et frégates que la France doit armer en cas de guerre: dans aucun corps il n'est plus nécessaire d'avoir une grande latitude de choix.

Il y a actuellement un grand nombre de capitaines de frégates, qui donnent l'espoir de former un jour de bons commandants de vaisseaux; avec le foible cadre de notre marine actuelle, ils seront vieux et cassés avant de parvenir à ce grade.

La liste des lieutenants de vaisseaux offre de grandes ressources, mais beaucoup de ces officiers ont déjà près de quarante ans, et n'ont pas l'espoir de passer de long-temps, à cause du petit nombre des grades élevés, à des grades supérieurs auxquels ils ont tant de droits.

La liste des enseignes renferme également les noms de jeunes officiers très recommandables: il seroit à désirer que le cadre des lieutenants de vaisseaux fût augmenté, afin que les enseignes, qui sont depuis plus de douze ans dans ce grade, pussent passer à celui de lieutenant de vaisseaux; il y en a près de cinquante qui se trouvent dans ce cas.

Le nombre des élèves de première et de seconde classes, est disproportionné à celui de tous les autres grades; il faut espérer que le Ministre trouvera le moyen d'éveiller le goût de la marine dans la jeunesse française, et que nous verrons bientôt augmenter leur nombre. Il n'y a pas de doute que si les élèves après avoir passé tous leurs examens, et complété le temps exigé de service à la mer, obtenoient de droit le grade d'officier, cette mesure ne réveillât le goût de la marine, auquel contribueroit aussi beaucoup le placement de l'école des élèves dans un port de mer.



On a, depuis quelques années, la funeste habitude de donner à de très jeunes officiers des commandements, ce qui n'existoit pas autrefois dans la marine; les Ministres ont cédé à l'importunité des parents, et aux vains desirs de jeunes officiers, du reste très estimables; et tout en voulant leur faire du bien on les a au contraire desservis dans leur qualité d'officier; il est nécessaire d'apprendre à obéir avant de commander soi-même; et je ne doute pas que le Ministre actuel ne remédie à ce mal, en n'accordant plus de commandements aux lieutenants de vaisseaux qu'après cinq années de leur grade. Le Ministre n'ignore pas que ces jeunes commandants sont souvent pleins de prétentions, et très difficiles à diriger, lorsqu'ils retournent à leur place à bord des vaisseaux et frégates, où quelquefois ils se trouvent le cinquième ou le sixième en rang: alors ces officiers se permettent souvent de censurer leurs supérieurs, et se croient plus habiles qu'eux parcequ'ils ont commandé pendant quelque temps un petit bâtiment.

Un grand nombre d'officiers de la marine, atteints par la réduction du corps dans l'année 1817, ont pris le parti de naviguer pour le



commerce. J'en ai vu plusieurs dans nos ports, et je dois avouer qu'ils se distinguent presque tous par la bonne tenue de leurs bâtimens; il seroit à desirer que l'on formât des cadres de ces officiers pour pouvoir les rappeler au service du Roi en leur accordant des avantages, et ce seroit à eux qu'il conviendrait d'accorder le commandement des petits bâtimens en cas de guerre.

L'Angleterre a de plus un corps de cinq cent quatre-vingt-quatre officiers de manœuvres ou maîtres d'équipages; il seroit bien utile de former un corps semblable à celui dont la marine anglaise tire un si grand parti; je ne doute pas qu'il n'existe déjà un grand nombre de sujets dignes de former ce corps, et que l'on pourroit attacher à un vaisseau ou à une frégate en activité, et même à un bâtiment désarmé dans les ports; dans ce dernier cas la direction de la marine en tireroit toujours un très grand service, par la surveillance continuelle que ces maîtres exerceroient sur tout ce qui appartient à ces bâtimens.

Les ressources de l'Angleterre en marins sont difficiles à calculer, il est certain qu'il n'en manque jamais; leur commerce qui couvre encore toutes les mers leur en fournit toujours, jamais

leurs armements ne trouvent de difficultés, et trop d'exemples viennent confirmer cette assertion.

La faiblesse de nos ressources s'est fait sentir pendant la dernière guerre ; heureusement, l'augmentation de nos armements n'a point été considérable ; sans cela on eût été forcé de recourir à des mesures très nuisibles au commerce. Je ne citerai pas de faits particuliers, mais le Ministre sait mieux que personne qu'à cette époque on a été obligé d'enlever des marins au commerce, qui devoit être à l'abri de semblables mesures, pour des armements aussi peu importants. Avec de meilleures institutions, la marine militaire pourroit, non seulement se suffire à elle-même, mais encore venir au secours du commerce. Lorsqu'on examine le littoral considérable que la France possède sur les trois mers de l'Europe, il est bien pénible de penser que dans l'état actuel de nos armements, en temps de paix, tous nos marins sont embarqués ; et, d'après le rapport du Ministre sur le budget de cette année, ils montent à treize mille quatre cent dix-huit hommes, tout compris.

Le défaut d'une bonne organisation militaire de la marine produit un autre inconvénient très fâcheux ; toutes les peines que nos officiers



se sont données pour former leurs équipages à chaque voyage, sont à peu près perdues, les matelots se dispersent, on est même obligé de congédier des contre-mâtres, quartier-mâtres, etc., classe de marins qu'il seroit si utile de pouvoir conserver.

Si nous avions des équipages organisés, quel avantage le service du Roi ne tireroit-il pas des armements actuels, qui, il faut l'avouer, sont très considérables, en proportion de la somme allouée par le budget, avec ces dix à douze mille marins embarqués: on formeroit en peu de temps, en cas de nécessité, les cadres de vingt à trente mille hommes; l'esprit de corps si précieux pour la marine se formeroit, et l'on seroit toujours prêt à tout événement.

La petite escadre d'évolutions que tous les marins voient avec tant de satisfaction se réunir sous les ordres d'un des amiraux les plus distingués, pour la faire manœuvrer dans l'Océan, et dans la Méditerranée pendant la belle saison, produira un bien réel à la marine, mais en produiroit un bien plus grand encore, si tous les équipages des bâtimens dont se compose cette escadre, étoient organisés pour rester ensemble. Combien d'utiles réflexions les commandants ne trouveroient-ils pas l'oc-



casion de faire à leurs officiers sur la tactique et les évolutions journalières que l'amiral leur fera exécuter? Il est connu que l'ensemble dans les manœuvres fait une des principales forces d'une escadre; et si l'armée de terre a besoin de s'exercer continuellement dans les évolutions militaires, la marine en a un plus impérieux encore.

C'est à cette occasion que je me permettrai d'émettre le vœu que la marine imite l'exemple du département de la guerre pour les inspections, et envoie tous les ans, lorsque le plus grand nombre des bâtimens de guerre se trouvent dans les ports, et autant pour le personnel que pour le matériel, un inspecteur qui s'assure que les ordonnances du Roi sont parfaitement exécutées, et constate les progrès de l'instruction que les officiers de tous les grades, jusqu'à celui d'amiral, ont acquise : cette surveillance continuelle ne peut avoir que les résultats les plus avantageux.

Il paroît qu'enfin on a senti la nécessité d'établir des équipages de haut bord, sous la dénomination d'équipages de ligne; mais l'organisation en est si lente, qu'il n'en existe encore que deux, ce qui prouve que l'on n'a point encore vaincu tous les obstacles qui s'y opposoient,

obstacles qui ne peuvent être que dans l'opinion, car je ne puis en trouver d'autres. Maintenant qu'il paroît décidé qu'une partie de la levée générale sera employée pour l'armée navale, rien n'empêchera de former les cadres et de mettre sur pied le nombre d'équipages que l'on croira nécessaire; je ne pense pas qu'il puisse y en avoir moins de quarante. Je l'ai déjà dit, et le répète encore, sans cette organisation, la marine se trouvera dans le plus grand embarras à la première guerre que nous aurons à soutenir. On ne peut se dissimuler la foiblesse de notre commerce à l'extérieur, qui ne pourroit à beaucoup près nous offrir les mêmes ressources qu'avant la révolution. La France avoit alors de belles colonies, un commerce très étendu dans les quatre parties du monde, et une pêche fort active; l'institution des classes étoit bonne pour cette époque, mais auroit besoin actuellement de grandes modifications pour ne pas nuire au commerce. La France doit donc avoir un corps de marins militaires toujours sur pied, et le service des ports doit lui être uniquement réservé. En lui donnant les mêmes avantages qu'à l'armée de terre, il n'y a pas de doute que beaucoup de ces marins res-

teront au corps après le temps de leur service expiré, et les autres retourneront au commerce ou à la pêche, qui y gagneront. La supposition que l'on ne formera pas plus de matelots avec cette organisation qu'à présent, n'est pas juste; tous les anciens commandants des équipages de haut bord, et les amiraux sous lesquels ils ont servi, attesteront que les jeunes conscrits qui leur étoient souvent envoyés des départements bien éloignés de la mer, se sont formés en deux ou trois ans à tous les exercices de marins, et n'avoient besoin que d'un peu d'habitude de la mer pour être aussi bons matelots, et souvent même préférables à ceux que fournit le commerce. Le service des soldats est maintenant fixé à huit années, tandis que la marine perd ses matelots, souvent après moins de trois ans.

Je connois la sollicitude du Ministre pour l'organisation de ce corps, j'espère qu'il ne se laissera pas arrêter par les oppositions frivoles qui peuvent encore se présenter, il rendra un service important au Roi et à l'État, en présentant bientôt un bon plan pour cette organisation. L'Angleterre a cent treize vaisseaux de ligne, et cent treize frégates au-dessus de quarante pièces de canon. Nous avons quarante-



sept vaisseaux de ligne, et trente-sept frégates : la disproportion entre les deux flottes est grande !

Mais on a souvent une fausse idée des forces maritimes , que l'on calcule d'après le nombre des vaisseaux , pendant qu'elle consiste plus réellement dans la force du personnel. Avec de l'argent on peut obvier au manque du matériel, on peut activer les constructions en cas de guerre ; mais avec de l'argent on ne peut faire ni des officiers ni des matelots , car il faut les former , et cela pendant longues années.

L'important est donc de s'occuper du personnel de la marine et des approvisionnements.

L'immense quantité de lois , d'ordonnances et d'instructions pour la marine fait que chaque officier choisit arbitrairement celles qu'il croit les meilleures , ce qui cause de l'irrégularité dans le service ; il seroit à désirer que le Ministre fit faire un recueil des lois existantes pour ne conserver que celles qui conviennent à notre service actuel. On m'a assuré que ce travail précieux , aujourd'hui abandonné , avoit été fort avancé sous le précédent ministère.

Le matériel de la marine s'est considérablement accru , et il y a eu de grandes améliorations ; on doit rendre justice à la direction de

la marine, elle fait tout ce qui est en son pouvoir pour les perfectionner, et pour approvisionner nos arsenaux; il est fâcheux que la somme allouée au budget ne lui donne pas les moyens de l'augmenter encore.

Les constructions nouvelles se poursuivent avec autant d'activité que le permettent les fonds qui y sont destinés; l'entretien des bâtimens est toujours très coûteux, les refontes de vaisseaux, pour lesquelles on dépense beaucoup, sont souvent perdues au bout de peu d'années: je voudrais que la direction n'ordonnât ces refontes qu'avec beaucoup de circonspection.

Dans le rapport du Ministre sur le budget, il a fait un court exposé des améliorations qui ont eu lieu dans les bagnes. Non seulement les forçats ne seront bientôt plus une charge pour la marine, mais elle en tirera de grands avantages, comme cela a déjà eu lieu à Toulon; on y veille avec la plus grande attention à leur perfectionnement sous le rapport physique et moral, et on les traite avec une humanité digne d'éloge; aussi ne voit-on plus le spectacle hideux d'hommes occupés uniquement aux travaux des bêtes de sommes, et conduits par le bâton de vieux débauchés qui ne valaient souvent pas mieux qu'eux. J'espère qu'on imitera

l'exemple de Toulon dans tous les lieux où il se trouve des bagnes ; les forçats ont déjà élevé dans le port des édifices magnifiques , sans l'aide d'aucun homme libre , à l'exception des architectes et des maîtres. Le vagabond qui arrivoit au bagne a dû prendre l'état le plus convenable à ses moyens , de sorte qu'en rentrant dans la société , après l'expiration de son jugement , il pourra se procurer les moyens de vivre sans se livrer à de nouveaux désordres , qui le rendent souvent encore le fléau de ses concitoyens , et le ramèneroient au bagne par un nouveau jugement. Le travail que font ces forçats leur procure un peu d'argent , sur lequel on fait une retenue que l'on envoie au maire de leur commune , au moment de leur sortie du bagne , afin qu'ils puissent vivre jusqu'à l'instant où ils pourront se remettre à travailler. Le bagne de Toulon est aussi bien tenu que nos vaisseaux , et les hôpitaux des forçats sont aussi propres et aussi bien ordonnés que les autres hôpitaux de la marine. La juste différence que l'on fait à Toulon entre les condamnés à longs termes , et ceux dont le jugement est bientôt expiré , produit aussi un grand bien et prévient beaucoup de vices , auxquels ce mal-



heureux mélange les exposoit. Il seroit à désirer que l'on séparât entièrement les hommes condamnés à vie, et qu'ils fussent tous réunis dans un seul endroit, ou occupés à des travaux dans l'intérieur, jusqu'à ce que l'on trouve un lieu de déportation : le sort auquel ces malheureux sont condamnés pour toute leur vie les porte souvent aux excès les plus affligeants ; je les crois fort dangereux dans les ports, où tout ce qui les environne est combustible. L'homme qui n'a plus rien à espérer dans cette vie est capable de tout, et ne devoit jamais mettre le pied dans un chantier ni dans un magasin.

On prévientra beaucoup de mal si on suit les intentions bienfaisantes du Ministre, et que l'on accorde la grâce à un petit nombre de ces malheureux dont la bonne conduite pendant plusieurs années mériteroit cet acte de clémence ; mais malheureusement les mœurs du plus grand nombre sont tellement perverties, que l'on doit craindre qu'ils ne soient à jamais expulsés de la société.

L'intérêt des colonies se lie si étroitement à celui de la marine, qu'il est difficile de les séparer ; si on néglige une partie, l'autre doit s'en ressentir. Le rapport du Ministre renferme des

données très avantageuses , et qui prouvent le prix qu'on attache à l'amélioration des établissements d'outre-mer restés à la France.

J'espère que l'on persévéra dans les essais qu'on a faits au Sénégal. L'expérience apprendra sans doute que l'on vaincra les obstacles qui ont empêché jusqu'ici cet établissement d'être plus utile à la Métropole. Il en est de même pour Madagascar. Je regarde cette petite colonie naissante de la plus haute importance pour la France. Les contrariétés qu'a éprouvées l'expédition de Sainte-Marie sont fâcheuses, mais nullement faites pour nous décourager. Il faudra peut-être long-temps avant de pouvoir donner une grande étendue à cette colonie ; son accroissement dépendra de l'extension de notre marine militaire et du choix des hommes qu'on enverra pour diriger cet établissement.

Il est une autre colonie qui n'a offert jusqu'ici que de foibles ressources à la mère-patrie. Le Ministre dit lui-même dans son rapport : « La France possède depuis plus d'un siècle Cayenne et la Guyanne française, sans les connoître entièrement. »

Je considère Cayenne comme une possession aussi avantageuse qu'aucune des colonies ci-devant hollandaises dans la Guyanne ; elle peut



offrir des ressources immenses dans l'avenir à la Métropole. Je crois le port de Cayenne plus favorable au commerce que les rivières de Surinam, Berbis, et Domeraris.

Les terres basses sont en grande partie des terrains d'alluvion, et d'une fertilité extrême; mais l'expérience a prouvé qu'il seroit inutile de tenter de tirer parti de la richesse de son sol sans le secours des nègres ou des Indiens. J'espère qu'on n'essayera plus de le faire cultiver par des Européens; il faudroit peut-être plus d'une génération pour que ces derniers puissent s'acclimater de manière à supporter les pénibles travaux qu'exigent les terres basses; il est à désirer que l'on ne se livre à aucune entreprise hasardeuse à cet égard: l'histoire de cette colonie nous offre trop de fâcheux exemples d'essais qui ont coûté la vie à tant de Français.

L'aspect du pays change entièrement à trente ou quarante lieues dans l'intérieur; le sol s'élève graduellement; les chaleurs sont moins accablantes le jour, et les nuits généralement fraîches, de sorte qu'on peut se livrer au travail pendant plusieurs heures du jour sans aucun danger; les forêts antiques, qui couvrent de toutes parts l'intérieur de la Guyanne, offrent un sol extrêmement fertile; une fois dé-



barrassé de ces arbres, le terrain est susceptible de tous les genres de cultures, à l'exception de celle des cannes à sucre, qui ne réussissent que dans les terres basses. Les défrichements de ces forêts exigent un travail pénible; on ne doit le faire qu'avec méthode, et n'y appeler que les Européens acclimatés. Je crois qu'il sera utile de laisser d'espace en espace des massifs d'arbres, pour ne pas changer trop rapidement le climat.

J'ai remarqué avec satisfaction que le Ministre a fait faire la recherche des espèces de bois qui se trouvent en si grande variété dans ces forêts, et dont plusieurs sont très utiles pour la menuiserie et pour les constructions navales : les Portugais en ont déjà fait des essais avantageux au Para, dans le voisinage de Cayenne.

J'ai vu les Hollandais user de moyens que je conseillerois également pour Cayenne; ils employèrent des Indiens à l'abbatis des arbres, moyennant une foible rétribution. Ces forêts pourroient être aussi d'une grande utilité pour les îles de la Martinique et de la Guadeloupe, qui doivent à présent se procurer ailleurs, et à grands frais, les bois dont elles ont besoin.

A côté de ces forêts l'on trouve des savannes immenses, qui servent à présent de repaire aux

animaux féroces et aux reptiles : avec une légère culture et en brûlant les herbes de ces savannes, on les transforme aisément en belles prairies, si utiles pour élever des bêtes à cornes, des chevaux, et des mulets. Les Hollandais ont prouvé tout l'avantage qu'elles procurent. La Martinique et la Guadeloupe tireroient de cette colonie les bestiaux qui leur viennent à présent de l'Amérique septentrionale.

Les rivières qui arrosent Cayenne sont peu connues; je ne doute pas que le Ministre ne s'empresse de faire lever des plans exacts de leur cours et de leur profondeur. Elles offriront un jour de grandes ressources à la colonie; on ne peut douter que les principales n'aient assez de fond pour la navigation des bâtimens légers de commerce, et pour la facilité de communication avec le chef-lieu.

Les établissemens portugais, à l'est de Cayenne, prouvent que cette partie de l'Amérique méridionale peut être habitée par les Européens: tout dépendra de la manière dont les premiers établissemens seront dirigés. Je crois qu'on doit les placer d'abord sur les hauteurs et dans le voisinage des rivières, n'abattre que la quantité de forêts nécessaire pour faire des champs suffisans à la nourriture des co-



lons dont les bananes et la cassave forment la principale partie.

Sous un Gouvernement libre et paternel, une entreprise de ce genre ne doit être envisagée que sous le rapport du bien qui peut en résulter dans l'avenir, et si elle coûte quelques sacrifices à l'État, l'État en tirera dans la suite de très grands avantages. Si l'établissement des blancs dans cette belle colonie ne produit dans le commencement que ce qui est nécessaire à leur seule existence, l'industrie propre aux Français leur fera bientôt tirer des ressources considérables de ce sol fertile, et le rendra utile à la Métropole; et quelle récompense plus douce peut obtenir le Gouvernement bienfaisant du Roi, que d'avoir assuré le sort d'un grand nombre de Français qui, de misérables qu'ils étoient en Europe, seront devenus de riches et industrieux habitants!

Ils est connu que le sol de la Martinique va toujours en déclinant; lorsqu'on aura adopté un bon système de défense dans la Guyanne française, et que le Gouvernement aura daigné accorder des concessions à des particuliers dans cette colonie, je ne doute pas que plusieurs colons de la Martinique viendront s'établir à Cayenne où ils auront une terre vierge à cul-



tiver, qui les dédommagera plus qu'au quintuple des travaux qu'exigent aujourd'hui les terres maigres et épuisées de la Martinique.

Je crois que l'on ne doit rien donner au hasard pour la fondation de cet établissement, les gouvernements devant être extrêmement avares de la vie de leurs sujets; les hommes propres à cette colonie doivent être pris dans la classe des ouvriers ou des cultivateurs; on doit veiller à ce qu'ils trouvent à leur arrivée tout ce qui est nécessaire à leur subsistance, afin qu'ils n'aient besoin que de se livrer à un travail modéré pour s'habituer peu-à-peu à ce climat. Il sera aussi nécessaire de reviser les ordonnances et les réglemens sanitaires, de former des hôpitaux dans la partie la plus salubre, d'y attacher des officiers de santé spéciaux, qui ne puissent quitter la colonie sans permission; il est essentiel qu'ils aient acquis d'avance quelques connoissances du pays, et des maladies qu'ils auront à traiter.

Qu'il me soit enfin permis de dire que le succès dépendra en grande partie des hommes choisis pour gouverner ce beau pays; s'ils s'y rendent par d'autres motifs que celui de servir le Roi et la patrie, on échouera encore, l'amour du bien, et une sage philanthropie doivent être

leur seul mobile, et la postérité verra alors la Guyanne française rivaliser avec les plus riches colonies du globe. Cayenne peut devenir un jour le centre d'un commerce considérable par son heureuse situation au vent des possessions hollandaise et anglaise, et par la proximité des riches contrées du Brésil.

Les moyens de défenses de la colonie sont à créer ou à réparer entièrement, je ne doute pas que le Ministre n'ait tous les états de la colonie sous les yeux, et ne s'en occupe avec activité; en conséquence je ne m'étendrai pas sur le mauvais état dans lequel se trouvent les fortifications de Cayenne, ni sur les batteries qui existoient autrefois sur la rivière de Mahureye, et qu'il faudroit reconstruire. Ces batteries et celles que l'on établira sur les points qui peuvent être menacés, devroient être fermées, et faites en forme de redoute, afin qu'elles puissent être défendues isolément.

Pour mieux conserver la santé des troupes destinées à défendre la colonie, je crois indispensable de ne pas les laisser séjourner à l'île de Cayenne, et de n'y garder que le nombre d'hommes nécessaires au service journalier; les autres doivent être casernés dans les parties élevées du pays; les officiers les surveilleront

mieux, et les empêcheront de se livrer à la mauvaise vie et à la séduction, qui les perd dans les chef-lieux. J'espère qu'il y aura toujours une force militaire suffisante pour faire respecter cette colonie, et qu'il n'arrivera plus jamais à la France qu'une poignée d'hommes armés puisse en troubler la sécurité ou s'en emparer.

Je me réfère à tout ce que j'ai dit sur l'administration de la marine dans les sessions de 1820 et 1822. Je vote pour la somme allouée au budget de la marine, avec le vœu qu'il soit possible d'augmenter cette somme pour l'exercice des années suivantes.





SESSIONS  
167.

# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du lundi 2 août 1824.

---

## OPINION

DE M. LE VICE-AMIRAL COMTE TRUGUET,

SUR le projet de loi relatif à la fixation du budget  
des dépenses et des recettes de 1825.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

DE LA CHAMBRE

DE LA CHAMBRE

DE LA CHAMBRE

DE LA CHAMBRE

DE LA CHAMBRE

DE LA CHAMBRE

DE LA CHAMBRE

DE LA CHAMBRE



# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le vice-amiral comte TRUGUET, sur le projet  
de loi relatif à la fixation du budget des dépenses  
et des recettes de 1825.

MESSIEURS,

Depuis six ans que j'ai l'honneur de siéger dans cette Chambre, c'est la troisième fois que je monte à cette tribune pour demander une augmentation du budget en faveur de la marine; et c'est toujours avec le même regret que je le vois tous les ans bien au-dessous des dépenses urgentes qu'elle nécessite. Les Ministres des autres départements éprouvent aussi ce regret; mais il ne va pas jusqu'à consentir de faire doter la marine aux dépens de leurs ministères respectifs. Je le demande à tous les hommes d'État de cette Chambre, n'est-il pas

de la nécessité la plus absolue de former une marine militaire forte dans son matériel comme dans son personnel, et sur-tout dans ses institutions, et de protéger en même temps, par tous les moyens dont le Gouvernement peut disposer, une marine marchande en état de suffire aux grandes exportations et importations que peut produire la France? Ainsi, nobles Pairs, faisons des sacrifices pour la première, et encourageons la seconde par des primes nombreuses pour toutes les spéculations que les négociants pourroient entreprendre.

Cependant, au sein de cette pénurie, le ministère est obligé d'armer des bâtimens de guerre de toute grandeur, pour protéger notre commerce dans toutes les mers, pour explorer les côtes les plus éloignées, bien moins pour enrichir notre géographie que pour découvrir de nouveaux asiles aux navires de notre commerce, et de nouveaux débouchés pour les produits de notre industrie. On a vu notre marine royale garantir le pavillon de toutes les nations des insultes des pirates; on vient de la voir, au premier signal d'une guerre imprévue, envoyer des divisions sur tous les points de la péninsule désignés par le Prince généralissime, et les officiers de marine concourir, par leur

zèle, leur bravoure et leur discipline, aux opérations si bien combinées de cet habile capitaine, et se montrer dignes de ses éloges.

Il est bien doux, nobles Pairs, pour le doyen des amiraux, qui depuis trente ans est le chef et l'ami de ces officiers, de rendre hommage, à cette tribune, à leur vaillante conduite dans toutes les circonstances de cette guerre si brillante, si heureuse et si promptement terminée. Le Ministre, voulant que de tels officiers soient un jour en état de commander nos flottes, vient de leur offrir un grand moyen d'instruction, en formant une escadre d'évolution où ils apprendront les grandes manœuvres d'armée navale.

Cette réunion spontanée de bâtimens de guerre, si long-temps désirée, est le résultat de hautes conceptions : elle est d'autant plus précieuse pour nos officiers, que la plupart d'entre eux sont trop jeunes pour avoir assisté et coopéré à nos dernières batailles navales. Cette escadre manœuvre en ce moment dans de belles mers, sous les ordres d'un vice-amiral qui sait allier la bravoure à l'expérience, et la fermeté de caractère aux qualités qui provoquent le dévouement.

J'ai long-temps désiré l'établissement des équipages de ligne ; mais la disette de nos classes,



et le peu de ressource des enrôlements volontaires, d'ailleurs si vicieux, n'ont pu, jusqu'à ce jour, nous en procurer que deux ou trois. Graces soient donc rendues au ministère qui a résolu que la marine auroit une part dans le recrutement de l'armée, dans cette mine précieuse qui fournit à l'État de si nombreux et de si bons soldats! Louons, dis-je, le ministère qui s'est occupé des moyens de former des équipages de ligne. Ainsi, désormais le Ministre de la marine, suivant les besoins de l'armée navale, pourra en créer un nombre suffisant. Et remarquons, nobles Pairs, que ces équipages de ligne ne peuvent nuire au commerce, qui continue à augmenter nos classes et à nous former des marins pour le moment du danger.

Mais le Ministre sait aussi bien que moi, que si une année d'expérience ou une campagne suffisent pour former un soldat, il n'en est pas ainsi des jeunes soldats destinés à la navigation et à la guerre de mer; il leur faut plusieurs campagnes pour devenir des marins utiles. D'après ce motif sans réplique, il croira donc devoir organiser le plus tôt possible une vingtaine de ces équipages. Si la force de l'armée navale se trouve dans de nombreux équipages de ligne, il est une autre pépinière, non moins précieuse,

qui doit un jour nous donner de bons officiers ; les élèves de la marine. Je pense toujours que le lieu le plus convenable, pour l'éducation physique de ces jeunes élèves, est le voisinage de la mer ; mais en attendant que cette vérité soit bien constatée aux yeux du Gouvernement, je n'en dois pas moins apprécier ce qu'un Ministre, à qui la théorie des sciences est familière, vient d'établir pour nous donner des élèves instruits, et dont l'instruction ne coûtera rien à l'État. Un concours vient d'être établi, et dès cette année se présenteront pour le collège d'Angoulême, des sujets déjà initiés dans la carrière des sciences.

Je persiste à penser, nobles Pairs, qu'il seroit inappréciable pour le service des ports, d'y recréer une autorité unique dans la personne d'un amiral responsable de tout, excepté des fonds qui seroient exclusivement confiés à un chef d'administration, chargé seul de leur emploi, conformément aux lois et aux ordonnances. Ce chef d'administration seroit lui-même surveillé par un contrôleur.

L'expérience de bien des années a démontré à tous les bons esprits l'avantage dans les ports de cette autorité unique ; j'en ai déjà développé l'importance à cette tribune, et je n'abuserai



pas de vos moments pour vous les retracer de nouveau; seulement, si des circonstances imprévues et urgentes forçoient l'amiral d'ordonner une disposition de fonds contraire à l'opinion de l'administrateur, celui-ci obéiroit, et une enquête seroit à l'instant formée pour examiner la conduite de l'amiral.

Bientôt, je l'espère, on demeurera unanimement convaincu de la nécessité d'établir un conseil d'amiraux, auxquels des chefs de service pourront être adjoints, et dont la stabilité sera assez forte pour être utile à la marine, en la préservant de toute innovation dangereuse, et sans nuire à l'autorité et à la responsabilité du Ministre. Ce conseil concourra à la gloire du Ministre lui-même, et nous garantira du mauvais effet de cette succession de Ministres capable d'ébranler les meilleures institutions. Déjà le Ministre de la marine a établi auprès de lui plusieurs commissions, dont les travaux sont utiles; mais ils sont étrangers à la haute administration et aux grands moyens d'exécution en ce qui concerne l'armée navale.

Permettez-moi, nobles Pairs, en terminant un discours que vos Seigneuries ont daigné entendre avec bienveillance, de vous parler d'une véritable plaie de notre révolution. Cherbourg,



fondé par le prince le plus éclairé, le plus homme d'État de son siècle, n'est point achevé; il est presque abandonné, tant on est forcé de mettre de la parcimonie à l'achèvement de ses immenses et utiles travaux.

Ce jeune Roi qui fut deux fois le restaurateur de la marine en 1776 et en 1791, avoit médité et calculé les grands avantages de la création de ce port, sans se dissimuler les difficultés de former une rade sûre au milieu de l'océan; il dirigea de ce côté tous ses efforts avec une assiduité bien remarquable, et il ne balança pas à préférer un établissement tout national, à la vanité d'élever des palais fastueux.

Invitons le Gouvernement à proposer une subvention extraordinaire pour l'achèvement prochain de ce port, et la nation applaudira bien sûrement au grand motif de ce sacrifice pécuniaire; et c'est ainsi que la France entière rendra un digne hommage à la mémoire de ce prince, objet de ses éternels regrets.

Quand ce grand port sera achevé, pourquoi ne porteroit-il pas le nom de son auguste fondateur? Je supplie la Chambre de ne pas perdre de vue cette pensée.



SESSIONS  
168.

# CHAMBRE

DES

## PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du lundi 2 août 1824.

---

### OPINION

DE M. LE COMTE D'ESCARS,

SUR le projet de loi relatif à la fixation du budget  
des dépenses et des recettes de 1825.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHARRÉ

PARIS DE FRANCE

ÉTAT DE 1814

Année du 1<sup>er</sup> Janvier 1814

OPINION

DE M. LE COMTE D'ARLÈS

Sur le projet de loi relatif à la réorganisation  
des tribunaux de la Cour de Cassation

Présentée par M. le Comte d'Arles

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le comte D'ESCARS, sur le projet de loi relatif  
à la fixation du budget des dépenses et des recettes  
de 1825.

NOBLES PAIRS,

S'il est une occasion où les membres de cette illustre assemblée puissent plus particulièrement émettre leurs vœux sur les objets qu'ils croient intéresser le bonheur de la France, c'est assurément lorsqu'ils sont appelés à voter le budget de l'État.

L'époque tardive des sessions, l'absence de la capitale d'un nombre suffisant des membres de l'autre Chambre, nous interdisent de proposer des amendements, quand même nous les jugerions utiles. Nos réflexions ne sont pas néanmoins tout-à-fait sans fruit; les Ministres de Sa Majesté entendent nos vœux: ils peuvent, à des sessions suivantes, y faire droit.

N'est-ce pas aux sages et persévérantes réclamations d'un noble duc que nous devons l'abolition du droit d'aubaine? N'est-ce pas à des demandes répétées depuis bien des années qu'a été accordée la loi que vous avez récemment votée sur les chemins vicinaux?

Si je me suis risqué, pour la première fois, à solliciter l'attention de vos Seigneuries à cette tribune, je me suis peut-être laissé entraîner par l'importance de la vaste question qui nous occupe en ce moment; mais j'ai cédé aussi au desir de parler du bien général devant des juges aussi éclairés, devant un auditoire aussi bienveillant.

Je tâcherai d'être bref, et de vous exposer non une théorie générale (je reconnois à cet égard mon insuffisance), mais quelques propositions qui importent à la prospérité de notre patrie.

Ce n'est point des idées neuves que j'ai la prétention de faire connoître. Tout ce que je dirai a sans doute été déjà souvent exprimé beaucoup mieux que je ne saurois le faire; mais il est des vérités long-temps négligées, qui ne finissent par prendre le dessus qu'à force de répétitions.

Heureux celui qui vous adresse la parole, s'il



a pu ajouter le plus léger poids à la force d'opinion qui réclame impérieusement, et finira par obtenir les nombreuses améliorations dont est susceptible l'administration de notre beau pays, et qui porteront au point le plus élevé sa richesse, son industrie, et par suite sa puissance.

La France, par sa position, par la richesse de son sol, par la variété de ses productions, par le génie de ses habitants, par l'abondance des cours d'eau qui la traversent dans toutes les directions, par l'étendue de ses côtes qui dominent l'Océan, depuis Dunkerque jusqu'à Bayonne, et la Méditerranée depuis Port-Vendre jusqu'à Toulon; la France, dis-je, est destinée par la nature à laisser bien loin derrière elle tous les autres pays de l'Europe. Tâchons de reconnoître quelles sont les causes puissantes qui se sont opposées à ses progrès, et qui l'ont tenue en arrière de plusieurs autres contrées moins bien partagées qu'elle.

Les malheurs de la révolution ont substitué à cette antique monarchie qui, depuis quatorze siècles, travailloit au bonheur de la France des gouvernements éphémères qui, ne comptant point sur l'avenir, ne songeoient qu'à jouir du présent, et à l'utiliser au profit des passions déchainées et des intérêts du moment. Toutes les

lois furent renversées, tous les droits violés, tous les principes sacrifiés. Craignant tout parce qu'ils n'avoient mérité que la haine, les administrateurs du jour vouloient tout faire par eux-mêmes; tout voir par leurs propres yeux; tout décider dans leurs conseils: ils se créèrent une tâche impossible à remplir. De là l'origine de cette funeste centralisation; de là ce système de méfiance, cette incroyable présomption de quelques hommes qui, sans quitter leurs cabinets, se sont chargés de juger à eux seuls les intérêts locaux de 40 mille communes, les intérêts individuels de 30 millions d'habitants.

La cause a été suivie de son effet. Les intérêts particuliers et locaux ont été universellement négligés; les décisions réparatrices ne sont plus arrivées que lorsque l'action du temps avoit achevé ses ravages; toute industrie a été découragée; toute entreprise soumise à des longueurs et des formalités ruineuses: les intérêts généraux languirent par-tout.

Ce mode d'administration adopté par les nombreux gouvernements qui se succédèrent depuis 1792 jusqu'à 1799, fut encore perfectionné sous le consulat et sous l'empire. Légué au Roi légitime à son retour en 1814, les malheurs de 1815 et les longues souffrances qui en furent la



suite ne permirent pas d'attaquer cet immense échafaudage. Mais à présent que la Providence a réalisé les vœux de notre Monarque, que la France jouit sans inquiétude d'une paix solide et durable, il appartient à la main paternelle de nos Bourbons de rompre enfin les dernières chaînes qui nous retiennent encore dans l'ornière des fausses doctrines, et de chercher des économies réelles dans la réduction sagement combinée de ce système colossal.

Quoique tous les ministères participent plus ou moins aux inconvénients des fausses théories produites par la révolution, c'est dans le département de l'intérieur que ses fâcheux résultats se font le plus apercevoir. En effet, toutes les sources de nos richesses en ressortent directement, et l'influence d'une direction purement bureaucratique y paralyse la volonté et la possibilité des améliorations.

L'agriculture si susceptible de fleurir en Agriculture. France a sans doute fait des progrès depuis quelques années, mais il lui manque des débouchés faciles, un commerce actif et avantageux, et des capitaux à un intérêt assez modéré pour pouvoir exécuter les grandes entreprises qui lui sont indispensables.

Un noble Pair, M. le comte Chaptal, dans un de



ses derniers ouvrages, réclame avec éloquence, en sa faveur, des lois qui encouragent le rétablissement des futaies et la conservation de celles qui existent encore, la diminution de l'impôt sur le sel, l'ouverture de nouvelles communications tant par terre que par eau. J'oserai ajouter ma voix à la sienne, et solliciter de plus une loi qui assure au propriétaire d'un sol la jouissance illimitée de toutes les richesses minérales qu'il pourroit découvrir en sondant les entrailles de la terre. Il mérite cet avantage, tant par l'utilité et la hardiesse de son entreprise, que par les capitaux qu'il a risqués.

Un code rural n'est pas moins impérieusement réclamé. Difficile à faire s'il doit s'immiscer dans tous les détails, il pourroit se borner à constater et fortifier les droits de la propriété, à prévenir et punir les délits.

Un autre bienfait non moins espéré est la suppression du droit de parcours ou de vaine pâture, droit si attentatoire à la propriété, si nuisible à ceux mêmes qui croient en tirer avantage, si incompatible avec une culture bien entendue.

Les bienfaits résultants d'une législation agricole éclairée ne tarderoient pas à se faire ressen-

tir, et l'avenir nous en devoit une longue reconnoissance.

Je ne saurois terminer mes réflexions sur l'agriculture sans parler d'une de ses parties les plus importantes : je veux dire les haras.

Haras.

A l'époque de la première et de la seconde restauration, la France diminuée d'une vaste étendue de territoire qui lui fournissoit abondamment et à des prix modiques les chevaux dont elle avoit besoin, épuisée par les longues et ruineuses guerres qu'elle venoit de soutenir, se trouva presque dépourvue de ce précieux animal si indispensable aux besoins de la guerre et aux travaux de la paix. Ses races, autrefois renommées, étoient détruites ou abâtardies.

Depuis huit ans, le Gouvernement a fait, à diverses reprises, des dépenses considérables pour importer en France des étalons arabes, anglois et allemands. On ne peut pas dire que le résultat soit nul. Sans aucun doute, divers départemens en ont profité, et en ressentent déjà les bienfaits. Mais malgré tout le soin et le zèle de l'administration, l'état de cette partie essentielle de notre agriculture est bien loin d'être satisfaisant. On voit dans beaucoup de dépôts des étalons defectueux, et dans beaucoup de lo-



calités leur nombre est loin de suffire aux besoins.

Il est, je pense, pressant de donner un nouvel essor à cette partie, et s'il est nécessaire d'augmenter pendant quelques années les sommes votées pour le soutien et l'amélioration des haras, nous en serions amplement dédommagés par le résultat avantageux et par l'économie très prochaine qui en résulteroit. Nous ne sommes pas encore arrivés au point d'abandonner aux particuliers (comme en Angleterre) le soin de nos races. Ce moment viendra, espérons-le. Mais en attendant, le Gouvernement ne sauroit mieux encourager les particuliers qu'en leur donnant l'exemple, et en prenant tous les moyens en son pouvoir pour donner de la valeur à nos chevaux indigènes.

Il est peut-être utile d'entrer ici dans une courte explication.

*Haras*, si je comprends bien la valeur de ce mot, signifie une réunion d'étalons et de juments destinés à la reproduction. Or, dans cette acception, nous n'avons en France aucun haras royal; car je n'appellerai pas de ce nom quelques juments d'un choix médiocre éparses dans les grands dépôts, et qui, somme totale, ne fournissent peut-être pas cinquante poulains par année. Nous n'avons que des dépôts d'étalons.



Je regarde cet état de choses comme vicieux. Il faut sans doute de nombreux dépôts d'étalons, mais il faut quelques haras pour les alimenter, sans être obligé d'avoir constamment recours à l'étranger.

Je crois, et une expérience de quelques années m'autorise à émettre cette opinion qu'avec une première mise bien entendue (300,000 fr. par exemple pendant dix ans au plus), il seroit possible de fonder quatre haras composés au moins de soixante poulinières chacune, où l'on n'emploiroit dans toutes les espèces que des étalons et des juments de première qualité, et dont sous peu d'années le résultat fourniroit avec abondance tous les étalons dont les divers départements peuvent avoir besoin, et mettroit dans le commerce un grand nombre de juments qui seroient recherchées, tant par la pureté de leur origine, que par la supériorité de leurs formes et de leur vigueur.

L'établissement de prix de course dans tous les départements qui voudroient se charger de fournir un local à cet effet, seroit aussi un moyen d'augmenter la valeur des chevaux. Je sais qu'il y a beaucoup de personnes distinguées par leurs connoissances qui ne sont pas de mon avis, et qui regardent ces exercices comme inutiles. J'observerai que les courses ne doivent être consi-

dérées par l'État que comme l'unique moyen positif de faire connoître publiquement les facultés d'un cheval, avant de le livrer à la reproduction; et sous ce point de vue, je les regarde comme difficiles à ne pas admettre.

Je pense qu'il est également nécessaire d'augmenter le prix des chevaux de remonte, dont l'achat à partir d'une époque très rapprochée ne seroit plus fait que dans l'intérieur du Royaume.

L'augmentation des prix seroit sans doute une première dépense assez forte; mais elle contribueroit efficacement à encourager l'éducation des chevaux en France, et à nous dispenser de faire des achats chez l'étranger. Nous ne tarderions pas à être amplement dédommagés par la qualité supérieure de notre cavalerie, et la plus longue durée de nos chevaux; par l'essor qu'une semblable mesure donneroit à tous les nourrisseurs de Normandie, de Bretagne, des Ardennes, de l'Auvergne, du Limousin, du Morvan, du Poitou, et des Pyrénées; et par la ressource immense que nous nous préparerions dans le cas d'une guerre avec l'étranger.

Commerce.

Mais, nobles Pairs, je le répète encore, les débouchés nombreux et faciles sont le plus grand besoin de l'agriculture dans toutes ses parties. Une production abondante est inutile si elle ne peut être échangée avantageusement.



En vain l'agriculteur aura-t-il ses greniers pleins de grains et de fourrages; en vain de vigoureux chevaux et de nombreux bestiaux lui fourniront-ils abondamment le travail et l'engrais nécessaires à la fertilité de ses terres; ces avantages deviendront onéreux si une consommation rapprochée ne le débarrasse promptement de l'excédant de ses richesses. Cette considération m'amène à traiter en peu de mots la question de notre commerce, tant intérieur qu'extérieur.

Le commerce intérieur est sans doute le plus indispensable pour un État; plusieurs pays riches n'en font presque aucun autre, et y trouvent une source suffisante de richesse et de prospérité. Il manque au nôtre des transports faciles et peu dispendieux, une consommation plus considérable, qui ne sera produite que successivement par l'ouverture de nouveaux débouchés et la plus grande aisance de la classe laborieuse dans nos campagnes; il lui manque encore un système de crédit plus étendu, qui facilite les échanges par un signe représentatif plus transportable que l'argent (1).

Commerce  
intérieur.

(1) Il est peut-être bon de consigner ici un fait connu de tout le monde, c'est que les billets de la Banque de France sont très difficiles à échanger à peu de lieues de



Je demande à vos Seigneuries de me permettre à ce sujet de leur donner connoissance d'une anecdote qui m'a toujours frappé, et que je tiens de la source la plus authentique. Un homme d'État célèbre, et qui a porté si haut la prospérité de son pays (M. Pitt), recevoit, peu de temps avant sa mort, des félicitations sur l'état prospère de l'Angleterre, et sur la vigueur avec laquelle elle soutenoit depuis tant d'années l'attaque de toutes les forces de la France. « Dans le cours de ma longue administration, » répondit cet habile ministre, « j'ai rendu à l'Angleterre deux services durables : le partage et la culture des biens communaux, et l'établissement des banques provinciales. » Je ne prétends pas que nous devons suivre aveuglément cet exemple, je veux seulement observer que le premier homme d'État du dernier siècle se félicitoit plus d'avoir fait adopter des mesures propres à favoriser le développement intérieur de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, des mesures qui, en peu d'années, ont couvert l'Angleterre de routes, de canaux, de manufactures, de nouvelles villes, de villages, d'exploitations rurales vastes et nombreuses, qu'il ne se glorifioit

---

la capitale. Il n'est pourtant pas de lettre-de-change plus sûre et d'un recouvrement plus facile.

de la conquête des Indes, et des nombreuses victoires qui ont donné à la marine anglaise l'empire des mers.

Quoique je regarde le commerce intérieur comme le premier de nos besoins, je suis loin de l'avis de ceux qui voudroient abandonner et décourager notre commerce extérieur. Si l'honneur de la France et sa position maritime ne nous faisoient un devoir de profiter des avantages que la nature nous a donnés, l'intérêt du commerce intérieur, et par conséquent de l'agriculture et de l'industrie, nous engageroient encore à faire tous les sacrifices possibles pour rétablir et donner une nouvelle activité à notre commerce extérieur.

Il faut avouer qu'il est bien loin de la splendeur qu'il avoit atteinte il y a quarante ans. Nous avons perdu presque toutes nos possessions en Asie et en Amérique. Notre marine ne s'est point relevée des terribles coups que lui ont portés les guerres de la révolution. Espérons que le Gouvernement ne tardera pas à abandonner le système d'économie ruineuse, commandé peut-être jusqu'ici par l'énormité de nos charges, mais dont la prolongation achèveroit de détruire les espérances de l'avenir, et de nous mettre pour des siècles à la merci de nos voisins d'outre-mer.

Commerce  
extérieur.



Sans marine marchande, point de matelots; mais sans protection de la marine militaire, vous ne sauriez espérer de marine marchande. Il faut donc favoriser cette dernière, encourager l'exportation de nos produits superflus, restreindre dans les bornes indispensables ce système prohibitif qui, trop étendu depuis quelques années, nous a mis en guerre avec le commerce de toutes les autres puissances de l'Europe; multiplier les entrepôts, parcequ'ils donneront une nouvelle vie à notre commerce. Mais il nous faut en même temps une marine protectrice, et je n'entends pas par là de nombreux vaisseaux de ligne qui pourriroient oisifs dans nos ports, mais des escadres légères qui, naviguant dans toutes les zones, affrontant tous les périls des écueils et des tempêtes, nous prépareroient pour un moment de besoin des matelots hardis, des officiers expérimentés.

Manufac-  
tures.

C'est encore le manque de commerce extérieur qui est la plaie réelle de nos manufactures. Nous avons d'habiles ouvriers, des manufacturiers instruits et intelligents; mais nos matières premières deviennent chères par la difficulté des transports. Nous ne pouvons soutenir notre industrie qu'en défendant chez nous l'entrée des produits étrangers, et nous vendons diffici-



lement nos produits à l'extérieur, à raison de la cherté de nos prix. Tous nos soins doivent donc viser à les réduire sans diminuer la qualité des objets, et nous possédons chez nous toutes les ressources nécessaires pour parvenir à ce but. Exploitions nos richesses intérieures, tant végétales que minérales, cherchons au sein de la terre un combustible abondant et peu coûteux; profitons-en pour nous procurer à bas prix du fer, de l'acier, de la fonte. Créons des communications sûres, promptes et économiques, et nous verrons bientôt les capitaux se multiplier par le crédit; de vastes entreprises sillonner de tous côtés notre sol de routes et de canaux. « Diminuer les frais de transport » dit M. le comte Chaptal dans l'important ouvrage déjà cité, « ouvrir des communications, faciliter les échanges, rendre communs à toute une nation les produits de chaque localité, c'est accroître toutes les ressources de la prospérité publique. »

Je n'abuserai pas de l'attention de vos Seigneuries pour exposer en détail l'état et les besoins de nos communications intérieures; tout le monde connoît leur état déplorable, et combien les moyens actuels sont insuffisants. Le travail fait en 1820 sur la navigation intérieure,

Communica-  
tions inté-  
rieures.

et la statistique de nos routes, qui vous a été distribuée dans le cours de cette session, font le plus grand honneur aux vues et aux talents de M. le directeur-général des ponts et chaussées, et donnent une preuve de ses vastes recherches et des justes idées qu'il a conçues pour l'amélioration future; mais il convient lui-même que, loin de permettre de nouveaux travaux, les moyens accordés à l'administration qu'il dirige ne suffisent pas à l'entretien de ce qui existe, et à l'achèvement de ce qui est commencé.

Nous ne saurions donc trop tôt entrer dans un nouveau système, et mettre un terme à un état aussi pénible et aussi désastreux.

Encourage-  
ments à  
l'agriculture.

Je terminerai ces réflexions sur le ministère de l'intérieur par une observation pénible, et qui n'est pas nouvelle. Nobles Pairs, dans un royaume essentiellement agricole, où le laboureur a si souvent besoin de consolation et d'encouragement, sur un budget de neuf cents millions, il ne se trouve qu'une somme de soixante mille francs comme primes et encouragements pour l'agriculture, tandis que 1,460,000 fr. sont accordés pour le soutien des théâtres de la capitale. Je m'abstiens de toute réflexion.

Les bornes d'un discours m'interdisent d'entrer en aucun détail sur les budgets des divers



Ministères ; je parlerai seulement et le plus brièvement possible de faits qui ne sauroient être trop répétés.

L'expérience de l'année dernière nous a fait connoître notre pénurie sous beaucoup de rapports. Je ne crains pas de le dire hautement, parcequ'une erreur reconnue ne sauroit tarder à être réparée. Il n'y a pas une nation de l'Europe plus pauvre que la nôtre dans son matériel et ses approvisionnements tant de terre que de mer.

Pénurie de  
nos arse-  
naux.

Voulant la paix, il faut être préparés à la guerre, et je regarderai toujours comme ruineuse et indigne de la France toute économie faite aux dépens et au péril de l'avenir.

Ce n'est pas ici l'occasion de discuter les détails de notre législation actuelle. L'influence qu'elle exerce sur la prospérité publique m'engage cependant à vous présenter à cet égard une très courte observation.

Révision de  
nos lois.

La tourmente révolutionnaire a détruit toutes nos anciennes lois. Celles qui ont été substituées par les nombreux gouvernements qui tour-à-tour ont essayé de se mettre à la place de la monarchie, nous régissent encore. Elles ne sont souvent pas en harmonie entre elles, et leur ré-



vision paroît indispensable aux nouvelles institutions que le Roi a fondées.

La modification, par exemple, de la loi qui concerne les successions n'est pas moins nécessaire à l'industrie qu'à la grande, moyenne, et petite propriété. En effet, la division d'un arpent de terre laisse encore un foible reste; mais la division d'une botte, d'un moulin, d'une manufacture n'équivaut-elle pas à la destruction de ces sortes de biens?

Je me bornerai à cette réflexion quoique le sujet en admet bien d'autres. Mais il est temps de terminer ici mon discours.

Je reste bien convaincu qu'il n'y a point d'économie à faire tant que le système actuel ne sera point changé. Vous ne pouvez renvoyer les principaux détails de l'administration aux diverses localités qu'après avoir reconstitué les conseils-généraux de département, les conseils d'arrondissement, le système municipal.

Lorsque vous aurez fixé leurs attributions, que vous les aurez mises en harmonie avec le centre, avec le pouvoir royal d'où elles émanent et qu'elles ne doivent tendre qu'à fortifier, alors vous pourrez vous livrer à de vastes économies. Vous diminuerez l'impôt foncier parceque l'impôt sur la consommation augmentera par le bien-

être général; vous diminuerez les frais de vos administrations centrales parceque vous aurez confié aux administrations particulières les détails que mieux que vous elles peuvent suivre.

Ainsi que le bon serviteur de l'Évangile rendoit dix talents au maître qui ne lui en avoit confié que cinq, vous rendrez à la génération naissante non la France appauvrie, traînant une existence précaire, mais la France riche, puissante, heureuse, faisant l'envie et l'admiration de ses voisins.

Je vote l'adoption du projet de loi.

---





CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1824.

Séance du lundi 2 août 1824.

OPINION

DE M. LE MARQUIS DE MARBOIS,

SUR le projet de loi relatif à la fixation du Budget  
des dépenses et des recettes de 1825.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

HAUTE DE FRANCE

LE 15 JANVIER 1804

LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

HAUTE DE FRANCE

LE 15 JANVIER 1804

LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

LE 15 JANVIER 1804

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

---

DE M. le marquis DE MARBOIS, sur le projet de loi  
relatif à la fixation du Budget des dépenses et des  
recettes de 1825.

---

MESSIEURS,

Le projet de loi qui doit régler des recettes de neuf cents millions et des dépenses pour une pareille somme, vous a été présenté le 23 du mois dernier. Votre commission vous a fait son rapport le 30, et trois jours après nous en délibérons. Il est bien évident que cette délibération, purement de forme, n'aura aucune influence sur le sort de la loi. Cette adoption



hâtive et forcée de l'acte le plus important de chaque session, peut-elle se concilier avec l'utilité publique, avec les devoirs qui nous sont imposés, et avec la dignité du premier corps de l'État?

N'est-il pas naturel de penser que des observations sur ce projet ne sont que des paroles oiseuses et qu'il seroit plus convenable de nous les épargner?

Mais si d'un autre côté le projet contient des choses dont l'admission nous semble dangereuse, le silence est-il permis, et ne devons-nous pas le rompre, soit dans l'espérance que nos observations profiteront plus tard, soit pour qu'on ne puisse pas, quand les mesures proposées donneront leurs fruits, nous faire ce reproche terrible à entendre: « Vous avez tout approuvé sans faire la moindre objection. »

Le champ des observations est vaste, mais le temps presse: il faut, parmi cette multitude d'objets dont le projet se compose, s'arrêter à ce qu'il y a de plus grave.

L'article 6, intitulé *Moyens de service*, me paroît exiger de notre part la plus sérieuse attention; moins encore pour les effets qu'il aura dans le cours de l'exercice qui nous occupe, que pour le dommage infini qui peut en résulter

dans le cours des exercices suivants. C'est vous dire assez, Messieurs, que je crains qu'on ne le rende perpétuel, quand même on viendrait tous les ans nous en proposer la continuation : il en sera comme de l'article 3 qui n'est plus que de forme, et il passera de même sans délibération.

Une seule disposition trop facilement admise dans une de nos lois a déjà coûté beaucoup de millions à l'État. Tel a été l'effet de l'article 152 de la loi du 25 mars 1817. Les rapports immédiats et nécessaires qu'il a avec celui que nous allons examiner m'obligent de le remettre sous vos yeux.

On lit dans cet article 152 les dispositions suivantes : « le Ministre des finances ne pourra ,  
« sous sa responsabilité, autoriser les paiements  
« excédants les budgets, que dans les cas extra-  
« ordinaires et urgents, en vertu des ordonnances du Roi, qui devront être converties en lois  
« à la plus prochaine session des Chambres. »

Rappelez-vous, Messieurs, comment, rassurés par le sens appliqué universellement au mot urgence, et par la rareté des cas où l'urgence existe réellement, confiants aussi dans la discrétion ministérielle, vous ne vîtes pas de danger dans une disposition accompagnée de



ces garanties. Mais d'abord, Messieurs, l'urgence a été modeste et timide; ensuite, enhardie et grandissant d'année en année, elle a fini par devenir habituelle. Elle a ouvert une ample carrière aux profusions des ordonnateurs faciles et dépensiers; et c'est ainsi que la marine a pu demander un crédit supplémentaire de près de 15 millions, à l'occasion de la guerre de mer, qu'on nous a appris avoir été faite en 1823. Notre marine, où tant d'hommes distingués ne manqueront jamais aux occasions d'acquérir une gloire nouvelle, a-t-elle eu cependant l'occasion d'augmenter ses dépenses d'un quart de son budget annuel? Les Ministres des finances, ou touchés des plaintes et des réclamations de leurs collègues, et se trouvant suffisamment à couvert derrière ce boulevard de l'art. 152 de la loi de 1817, ont fait payer tout ce qui leur a été demandé. Je reconnois même que le plus économe, le plus attentif, celui qui sent le mieux la nécessité des refus et de la résistance, est cependant obligé de se soumettre, quand les formes de la loi sont observées. A chaque session, Messieurs, ces dépenses urgentes ont comparu devant vous. On avoit pensé, dans la nouveauté de l'urgence, qu'elle seroit alors sérieusement discutée; mais est-il arrivé une



seule fois que, dans une Chambre ou dans l'autre, on ait examiné en quoi consistoit l'urgence d'une dépense faite? Ce mot, maintenant sans signification, n'est plus qu'une formule de bureau; et des ordonnateurs, mettant leur volonté à la place des fixations du budget, disent avec confiance: « Dépensons sans inquiétude, « les dépenses une fois faites, il faudra bien les « payer; l'urgence n'est jamais combattue, elle « couvrira toutes nos opérations. » L'évènement, Messieurs, justifie cette funeste doctrine, et nous n'avons pas encore vu un seul crédit supplémentaire rejeté, ou même gravement discuté. L'habitude est contractée, et l'an prochain, si nous n'y faisons attention cette fois-ci, on vous dira de même: « Les dépenses sont faites, « il faut bien les payer. »

Il n'y a point de projet de finance, quelque sagement médité qu'on le suppose, qui ne soit troublé et dérangé aussitôt que les suppléments y pénètrent. Je crois que cette disposition doit être abrogée, et c'est là qu'il y a urgence véritable. Je le dis aujourd'hui, pour que la proposition en soit faite aussitôt qu'il sera possible, et le Ministre des finances sera secondé en ce point par tous ceux qui voient de près, ainsi qu'il doit les voir, les suites funestes de cet article. Si

l'on objecte que l'abrogation n'empêchera pas qu'il ne survienne des cas d'urgence, j'en conviendrai ; mais d'ordinaire les Ministres sont attentifs à ne rien omettre dans leurs états de proposition ; l'urgence sera fort rare, quand les ordonnateurs ne seront plus avertis, par nos lois mêmes, qu'elle est devenue le code et le droit commun du département des finances. Mais si les crédits supplémentaires ont été un moyen infailible et commode de faire payer des dépenses inattendues, si, lorsque cette invention vit le jour, il y a huit ans, le Gouvernement et les Chambres furent loin d'en craindre les tristes conséquences, une autre nouveauté non moins dangereuse, plus dangereuse même, se fait remarquer dans l'art. 6 du projet de loi. L'intention est innocente, et le Gouvernement est sans inquiétude. Mais, en 1817, on assura de même que l'art. 152 ne pourroit jamais devenir dangereux, et déjà nous en déplorons les effets.

La Banque de France n'est nommée qu'une fois dans cet article 6, et cependant on peut l'apercevoir entre toutes les lignes. La nouvelle fonction que l'article 6 lui assigne rend des développements indispensables. Depuis que tant de spéculations fictives ont envahi le domaine



des affaires réelles et effectives, sous le nom de ce crédit, si cher aux brocanteurs d'affaires et si vanté par eux, la Banque remplit à peine la fonction pour laquelle elle a été instituée; trop peu utile au commerce, elle est devenue, sous l'apparence d'un grand établissement de crédit commercial, un véritable bureau de prêt et de paiement pour le compte du Trésor royal; elle n'auroit même qu'un bien modique dividende à distribuer à ses actionnaires, si elle étoit privée de cette assistance, contraire au but qu'on s'est proposé quand elle a été fondée; but que la loi du 14 avril 1803, celle de son institution, a défini de la manière suivante: *escompter les lettres de change et autres effets de commerce ayant une cause et une valeur.*

Une autre loi, celle du 22 avril 1806, confirma ces dispositions.

Il est vrai qu'un décret du 16 janvier 1808, porte (art. 16) que *la Banque peut faire des avances sur les effets publics qui lui sont remis en recouvrement, lorsque leurs échéances sont déterminées.* C'est ici, Messieurs, que commence la violation des règles et des statuts. Ce décret cependant ne sembloit pas comprendre des effets créés au Trésor: je dis créés, car il faut bien, pour me faire comprendre, que je profane



aussi ce mot de *création* si long-temps exclusif et révérend. Mais lorsque la Banque consentit à recevoir des effets ainsi créés, ils furent garantis par un gage et des transferts réguliers d'inscription de rente ; et, plus avisée, plus prudente que beaucoup d'autres Banques, la nôtre ne reçut jamais cette garantie qu'à un cours inférieur à celui du jour.

Suivant l'article 6 de la loi que nous examinons « le Ministre des finances est autorisé à « créer, pour le service de la Trésorerie et « les négociations avec la Banque de France, « des bons royaux portant intérêt à échéance « fixe. »

On ne nous dit pas si elle a consenti à recevoir les bons royaux sans demander des gages, et je crois inutile d'examiner si, à l'abri de la loi, elle se croira suffisamment garantie et n'exigera plus de nantissement. Mais quand un changement aussi important s'effectue dans sa constitution avec les solennités de la loi, quand elle cesse légalement d'appartenir exclusivement au commerce régulier et effectif, la loi ne doit-elle pas aussi pourvoir à la sûreté, non des actionnaires à qui il appartient de veiller eux-mêmes à leurs intérêts, mais des porteurs des billets, qui, presque tous ne les prennent que sur la

foi publique. Cette confiance est bien justifiée, j'en conviens, par la prudence et la bonne conduite des chefs de l'établissement; mais telle est l'incertitude des choses humaines, que l'article 6 pourroit aussi avoir des effets sur lesquels je n'appuyerais point, et qu'il est sage de prévoir.

Notre Banque désormais protégée par cette disposition législative, n'aura donc plus à craindre le reproche d'avoir perdu de vue sa destination fondamentale, et de faire des prêts et avances au Trésor au lieu de n'aider que le commerce. Peut-être même qu'un jour à venir elle ne sera que trop disposée à des complaisances, seules propres à éloigner l'époque d'une liquidation finale qui pourroit être forcée par l'exiguité du profit des seuls effets du commerce. Il convient que des opérations soumises à de telles chances ne soient jamais occultes. Supposant donc la loi en vigueur, je proposerois que tous les mois, et plus souvent si on l'exigeoit, la somme des bons royaux déposés à la Banque, celle des billets en émission, et celle de la réserve en espèces, fussent rendus publics en forme authentique. Si les amis du mystère trouvoient cette publicité incommode, et s'il falloit leur faire des concessions, on pourroit



d'abord la rendre moins fréquente et commencer par des publications faites à chaque semestre. Ces précautions sont dues au public quand un si grand changement a lieu sans le concours même des actionnaires. Nous stipulons pour ce public mineur et confiant. D'un autre côté, on ne peut exiger moins d'un établissement à qui on a conféré le droit de battre une monnaie de papier égale en valeur à l'or et à l'argent, et qui, au lieu d'écrire sur ses billets, *Domine salvum fac regem*, y grave une menace de mort.

A toutes les demandes de ce genre, les gouverneurs et directeurs de la Banque d'Angleterre donnent ces communications dans le plus grand détail.

Le second paragraphe de l'article est ainsi conçu :

« Les bons royaux en circulation, ne pourront excéder 140 millions. »

Le temps n'est pas encore loin de nous où les bons royaux se plaçoient difficilement à six pour cent, et probablement, en pareil cas, la Banque seroit plus traitable. Ainsi son intervention sera utile sous ce rapport, et dans le cas où nous ne pourrions nous passer de bons royaux. Mais cent quarante millions flottants, sans être jamais submergés, grandissant toujours tout en



flottant, livrés à divers genres de spéculations, au lieu d'être une bonne fois inscrits au grand livre, 140 millions d'effets circulants comme dette flottante perpétuelle à côté de la dette consolidée, sont une plaie profonde faite à l'ordre des finances, et l'allégation qu'ils ne coûtent que trois ou quatre pour cent au lieu de cinq, seroit aisément mise à sa valeur, si je n'étois déjà trop long.

Ces 140 millions vont être autorisés par la loi à l'occasion des moyens de service, et ils le seront d'une manière aussi sommaire que si c'étoit une affaire de fort petite importance.

Messieurs, l'habitude d'entendre parler de milliards ne doit pas nous faire perdre de vue que 140 millions sont un capital énorme. Cette somme est plus considérable que ne fut pendant la plus grande partie du règne de Louis XIV le revenu du royaume d'une année entière.

Cependant une dette flottante de cent quarante millions, déclarée même après les immenses emprunts qui l'ont immédiatement précédée, peut être le résultat des fautes passées; et il seroit injuste d'en accuser le temps présent. J'ai même exprimé le desir que cette dette pût être inscrite; mais ce seroit à condition qu'après l'avoir ainsi consolidée, nos finances seroient à

jamais dégagées de bons royaux, mandats, rescriptions, et de toutes ces mauvaises ressources qui n'engendrent que confusion, jusqu'au jour où elles produisent une catastrophe inévitable.

Les effets du Trésor seroient utilement bornés à ce qu'exige le service de la recette et de la dépense, et le mouvement des fonds.

La loi porte que les bons royaux en circulation ne pourront excéder la somme de 140 millions.

Le Ministre, heureux d'être contenu dans ces entraves, s'en félicite d'abord et nous en félicite nous-mêmes comme d'un avantage, et j'aimois aussi à voir enfin un terme à l'accroissement de la dette flottante; mais la suite de son discours, et le dernier paragraphe de l'article, ont fait évanouir mes espérances. Immédiatement après ces mots: les bons royaux ne pourront excéder 140 millions, je lis: « dans le cas où les 140 millions « seroient insuffisants pour les besoins du ser-  
« vice, il y sera pourvu au moyen d'une émis-  
« sion supplémentaire. » Ainsi, plus d'entraves, plus de bornes.

Rapprochons maintenant l'article 152 de la loi de 1817, de cet article 6, que nous discutons. Nous verrons qu'aux termes de l'article 152, les Ministres peuvent obtenir des suppléments de crédit dans les cas extraordinaires et urgents;



et que, suivant l'article présentement en discussion, le Ministre des finances est autorisé à créer pour les négociations avec la Banque de France des bons royaux, lesquels mis en circulation ne peuvent excéder 140 millions; mais que si les besoins du service l'exigent, il y sera pourvu par une émission supplémentaire, soumise, il est vrai, aux formes réglées par l'article 152, mais dont le montant n'est pas limité.

Il n'y a de nouveau dans ceci que l'intervention légale de la Banque. Mais cette nouveauté est une chose immense. Les moyens du Trésor avoient des bornes, un établissement qui frappe une monnoie de papier a des moyens illimités.

Pouvons-nous, Messieurs, prendre un engagement dont l'étendue n'a d'autre limite que ce mot : *les besoins du service*? Pouvons-nous voter ainsi les dépenses de l'État, sans savoir en quoi elles consistent et à quelles sommes elles s'arrêteront? Pouvons-nous les voter sans assigner une recette équivalente? Où se trouvera cette recette, puisque la commission reconnoît qu'une addition de taxes est impossible? Que si on compte sur des excédants de recettes dans les années suivantes, ne sommes-nous pas fondés à croire que ces années auront aussi des dépenses



excédantes? Un tel système n'exposeroit-il pas nos finances à retomber dans cette confusion dont le Ministre s'applique assidûment à les tirer?

La loi se borne à dire, d'une manière vague, que l'émission pourvoira aux besoins du service; mais la somme à laquelle ces besoins s'élèveront est inconnue, et n'a de limite présumée que les demandes supplémentaires des ministères, et le Ministre des finances, nécessairement soumis à la loi, n'a pas la faculté d'opposer un refus à des besoins présentés comme imprévus et urgents.

Ces bons royaux n'auront bien évidemment pour garantie ni cette cause, ni cette valeur exigées par les lois que j'ai citées pour les escomptes de la Banque; car, aux termes de notre article 6, le Ministre des finances en sera le créateur. Les bons royaux sont faciles à créer; quant aux valeurs, il n'y a que l'industrie, le travail, ou la nature qui puissent les produire.

Messieurs, craignant d'avoir mal compris cet article 6, j'ai été attentif au rapport de votre commission. Mais, au lieu d'analyser, comme je m'y attendois, une mesure si nouvelle et si importante, elle a cru devoir se bor-

ner à en faire l'éloge, et elle termine cet éloge par les paroles suivantes : *c'est une grande amélioration dans notre système financier.*

Nobles Pairs, avant de poursuivre, je déclare, non pour user envers les Ministres d'une courtoisie d'usage, mais je le déclare, parce que je dois le penser ainsi, l'abus de l'immense faculté d'émettre des bons royaux pour une somme illimitée n'est point à craindre avec le ministère actuel. Nous sommes avertis cependant par un grand nombre d'exemples, des suites, je ne dirai pas probables, mais inévitables de dispositions analogues à celle-ci.

Messieurs, ce que votre commission appelle une grande amélioration dans notre système financier, me semble une des plus funestes innovations qu'il fût possible d'imaginer pour y introduire les abus. L'association des banques au trésor, dans presque tous les États de l'Europe, a d'abord été innocente, et les suites n'ont pas été aperçues ; mais c'est par l'effet de cette association, rendue légale, que leurs finances sont tombées dans une confusion dont ces gouvernements s'efforcent en vain de les tirer. Les commencements des abus ont été foibles, et ce qui ne fut, pour les premiers auteurs de ces innovations, que l'emploi d'un instrument pas-



sagèrement commode, est devenu, sous leurs successeurs, un engin de ruine. La banque de Saint-Charles fut la source des Valès d'Espagne; la banque de Vienne a enfanté et les billets-papiers, et les billets métalliques qui mettent un si grand trouble dans les affaires publiques et privées; les Roubles de papiers de la Russie sont associés au sort de sa banque d'emprunt. La même plaie a frappé les finances de Naples, de la Suède, du Danemarck, des États-Unis même, avec plus ou moins de dommages. Notre caisse d'escompte a eu chez nous de tristes effets, mais ils ont été passagers. Je ne parle pas encore de l'Angleterre.

C'est à la faveur de ces établissements que les capitaux surabondent de tous côtés; ils croissent à chaque emprunt nouveau, à chaque distribution nouvelle d'un dividende. On ne sait à quoi les employer. Mais si on pouvoit commander à tous ces riches de montrer les preuves de leur opulence, tous produiroient des feuilles de papier de toutes les dénominations. Cette surabondance factice a cependant engendré des maux qui n'ont que trop de réalité, et c'est avec la plus liquide partie des contributions qu'il faut en payer les intérêts. Quand les mines du nouveau monde furent découvertes, leurs pro-



duits furent versés en Europe avec une progression annuelle et pour ainsi dire séculaire; l'accroissement des prix fut lent et gradué, et nulle part les inconvénients n'eurent des effets brusques et subits. Il n'en est pas de même des prétendues valeurs que les banques et les circulations produisent à volonté. Vingt-cinq à trente années ont suffi pour que l'Europe en ait été inondée, et c'est dans ce peu de temps que les mines de papier ont fait ce que les mines d'Amérique ont pu faire en trois siècles; élévation des salaires; troubles dans les transactions privées; incertitude dans toutes celles qui ont besoin d'une mesure fixe, commune, universelle comme l'or et l'argent. Le mal qu'ont fait les banques ne sauroit avoir chez nous des effets aussi étendus qu'ils l'ont été ailleurs, tant que le billet de notre banque ne circulera que dans Paris : mais on renouvellera peut-être un jour, et avec plus de succès, les tentatives faites pour le faire circuler dans toute la France. On fera valoir l'exemple de l'Angleterre, où le billet de la banque est d'un usage universel, et s'accommode sans beaucoup de difficulté avec celui d'une multitude d'autres banques. Déjà on voudroit assimiler nos bons royaux aux billets de l'Échiquier. On se plaît à remarquer la diffé-

rence qu'il y a entre les quatre milliards de la dette française, et les vingt milliards de la dette anglaise, et on tire de cette différence des conséquences favorables à ce qu'on appelle notre crédit. Je suis loin de croire digne d'envie la situation d'un pays qui a, hors de lui-même, les principales causes de sa prospérité; mais sans prévoir ces revers dont tant d'autres peuples dans une situation pareille ont été victimes, je reconnois que l'Angleterre en possède aujourd'hui tous les avantages à un degré dont il n'y eut jamais d'exemple, et qui la met hors de toute comparaison. Une masse colossale de papier l'embarrasse, mais ne l'accable point. Vous en savez la raison, Messieurs, c'est que le papier des particuliers a une cause et une valeur dans le commerce du monde entier pour l'exportation de leurs produits, et que pour les retours il a les denrées privilégiées de l'Asie et de l'Amérique; c'est qu'il n'y a pas un pays du globe où l'Angleterre ne soit, par les avances qu'elle a faites, associée à toutes les spéculations du commerce et à la propriété même; c'est qu'au jour où nous délibérons ici, des compagnies anglaises deviennent propriétaires des mines les plus riches des anciens royaumes d'Espagne en Amérique; c'est que ce papier anglais a une



nouvelle garantie dans le commerce de ce nouveau monde, que la diligence de l'Angleterre pourra bien rendre exclusif de fait pour elle. Ces richesses privées sont la base de la richesse et du revenu de l'État, et comparer à ces papiers publics et privés si bien garantis des émissions sans gage et sans provision, seroit une grande et dangereuse erreur.

Tandis que d'année en année nos dépenses vont croissant, l'Angleterre procède uniformément et avance à grands pas dans le système des économies; et ce n'est pas seulement sur les emplois et les places considérables ou médiocres de l'administration qu'elle exerce ses réformes, c'est dans le département de la marine et dans son armée de terre que depuis quatre ans elle fait sans éclat de sérieuses réductions. Elle a rendu le sel marchand, elle a supprimé sa loterie, beaucoup moins immorale et moins vicieuse que la nôtre; et ses réformes sont en raison inverse de nos suppléments annuels.

J'ai nommé la loterie, portée dans le budget des revenus de 1825, pour 17,300,000, comme si l'on oublioit qu'en 1814 elle ne produisit pas même ses frais. Et c'est de cet impôt que la commission, rappelant aussi les 17,000,000, sans en déduire 4,500,000 de frais; c'est de cet



impôt qu'elle a dit qu'on le condamne avec justice, et qu'on le maintient par nécessité. Pussions-nous, Messieurs, dans cette noble Chambre, ne jamais reconnoître qu'il y a des injustices nécessaires, et puisse, dès 1825 même, tomber dans le néant une contribution qui coûte aux peuples dix fois plus qu'elle n'apporte au Trésor, et qui est une source intarissable de délits et de crimes !

Des bénédictions universelles porteront au Prince la reconnaissance des peuples, et des actions de grâces seront rendues à la religieuse moralité des Chambres à la sagesse des Ministres.

Nobles Pairs, dans l'état actuel du monde, les puissances long-temps rivales peuvent au sein d'une profonde paix engager une lutte honorable, une guerre profitable aux peuples et à tout le genre humain. C'est d'opposer la sagesse à la sagesse, l'ordre et l'économie à l'ordre et à l'économie, et, si les vicissitudes des temps ramènent une guerre véritable, le plus sage et le plus économe triomphera immanquablement de l'autre. C'est bien souvent avec utilité qu'on invoque l'exemple de l'Angleterre; ainsi nous devons nous attendre que les grandes réformes que cette puissance a faites dans son établis-

sement maritime et dans son armée de terre, ces réformes qu'elle continue sans interruption, seront imitées chez nous, et que nous ne donnerons pas à d'autres cabinets la joie de voir que nos dépenses de paix surpasseroient celles de la guerre même. C'est quand nous aurons fait nos réformes que nous pourrons entrer en comparaison.

Votre commission, Messieurs, après avoir reconnu la nécessité des économies, a ajouté des paroles qu'elle aura pu juger sans danger par une suite de sa juste confiance dans la sagesse et la retenue du ministère. « Bien loin d'économiser, a-t-elle dit, il faudroit augmenter les budgets de presque tous les ministres, » et de suite elle a désigné ceux de l'intérieur, de la guerre, de la marine, des affaires étrangères. Elle a même encouragé deux de ces Ministres à faire des demandes nouvelles. J'ai douté si j'avois bien entendu. Je m'abstiens d'élever ma voix isolée et foible contre celle des nobles Pairs qui ont les droits les mieux fondés à toute notre confiance. Souffrez seulement, Messieurs, que je redise une vérité que l'expérience des siècles a rendue triviale.

L'élévation ou l'abaissement des États dépen-



dent essentiellement de la manière dont leurs finances sont gouvernées.

D'utiles souvenirs de finances, liés à de grands souvenirs historiques, ne sembleront pas hors de propos dans une Chambre où sont rassemblés tant d'hommes d'État; dans une Chambre dont tous les membres ont à cœur la gloire et la prospérité du Royaume.

Que ceux qui parviennent au faite du pouvoir interrogent notre propre histoire. Les deux derniers siècles leur offriront des leçons également instructives, quoique différentes. On sait par quelles causes la guerre de sept ans nous fit perdre l'Inde et le Canada, et subir des conditions douloureuses. On n'a pas oublié dans quel déplorable état étoient alors nos finances. On avoit vu auparavant des résultats bien différents et d'illustres résultats de l'ordre et de l'économie. Le grand Henri laisse à son successeur un riche trésor. Le surintendant d'Effiat, soutenu par Richelieu, défend la fortune publique contre les violences de Concini; il réprime toutes les cupidités, et les traités de Westphalie, après trente ans de guerre, donnent les deux Alsaces à la France, et la maintiennent dans la possession des Évêchés. La bonne administration et



les épargnes de Colbert préparèrent à Louis XIV les moyens d'élever sur le trône d'Espagne un fils de France.

Le cardinal de Fleury, étranger au manie-  
ment des finances, mais naturellement désin-  
téressé et un peu parcimonieux, mit l'esprit  
d'ordre et d'économie au rang des premières  
qualités nécessaires à un Ministre, quel que fût  
son département. L'administration de Fleury a  
donné la Lorraine et le Barrois à la France.

Messieurs, les hommes d'État qui méprise-  
ront ces exemples précipiteront vers sa ruine le  
plus puissant empire. Ceux qui s'attacheront à  
suivre les bonnes maximes, et qui feront descen-  
dre les dépenses au niveau des recettes, affer-  
miront le Gouvernement, le rendront respec-  
table et même redoutable aux puissances étran-  
gères, augmenteront les prospérités publiques,  
et perpétueront dans tous les cœurs l'amour du  
Prince; dans tous les rangs l'obéissance aux  
lois.



# CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du lundi 2 août 1824.

---

DISCOURS

PRONONCÉ

PAR M. LE COMTE DE VILLÈLE,

MINISTRE DES FINANCES,

POUR la défense du projet de loi relatif à la fixation  
des recettes et des dépenses de 1825.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBER

OF

PAIRS DE FRANCE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## DISCOURS

PRONONCÉ par M. le comte DE VILLÈLE, ministre des finances, pour la défense du projet de loi relatif à la fixation des recettes et des dépenses de 1825.

*Extrait du procès-verbal de la séance  
du 2 août 1824.*

Le Ministre des finances demande à soumettre à la Chambre quelques observations en réponse à celles qui viennent d'être présentées. On a parlé d'abord de l'insuffisance du budget de la marine, et des améliorations nombreuses que ce service pourroit recevoir. L'intention du Ministre n'est pas de combattre ce qui a été dit à cet égard par les deux premiers opinants, et comme eux il desireroit que l'état de nos finances permit d'allouer à ce département des cré-

aits plus étendus. Mais ce n'est pas isolément, et indépendamment les uns des autres, qu'il faut envisager les budgets des divers ministères. La nécessité de faire cadrer les dépenses avec la recette, fixe au Gouvernement des limites qu'il ne peut dépasser ; et l'importance différente des services publics exige ensuite que, dans la répartition des crédits généraux, chacun reçoive une part proportionnelle à l'utilité qu'il procure. Sous ce rapport, il faut reconnoître que la fixation du budget de la marine est en harmonie avec celle des autres budgets. On ne pourroit donc, pour l'accroître, retrancher à ceux-ci, et il faudroit avoir recours à de nouveaux impôts, ce que sans doute personne n'a l'intention de proposer. Le Ministre regrette que les deux nobles Pairs n'aient pas donné une autre direction à leurs savantes recherches, et qu'au lieu d'indiquer les moyens d'employer utilement des crédits plus considérables, ils n'aient pas cherché au contraire ceux de rendre plus avantageux l'emploi des sommes aujourd'hui accordées à la marine. Le Gouvernement, au surplus, sera toujours empressé d'augmenter, ainsi qu'il l'a déjà fait plusieurs fois, le budget de cet important service, de toutes les sommes que la réduction des dépenses ou l'aug-



mentation des recettes laisseroient disponibles, et qui ne seroient pas réclamées par des besoins plus impérieux encore.

Le troisième orateur, en signalant diverses parties de l'administration qui lui paroissent susceptibles de modifications utiles, s'est élevé avec force contre ce système que depuis quelque temps on attaque sans cesse sous le nom de centralisation. Les Ministres desirent sans doute plus que personne de voir alléger le fardeau qui les accable, mais ils voudroient qu'au lieu de se borner à des considérations générales, on indiquât d'une manière précise ce qui peut être rendu aux autorités locales, et ce dont on peut se décharger sur elles sans inconvénient pour la chose publique. Déjà, chaque année, quelques pas ont été faits vers le but qu'on se propose, et, dans cette session même, une loi toute récente vient encore de prouver que le Gouvernement ne néglige aucune occasion de restreindre dans ses justes bornes cette centralisation excessive dont on a raison de se plaindre. Cependant il faut reconnoître que la réforme à cet égard ne doit pas être poussée trop loin, et que la surveillance de l'autorité supérieure est souvent aussi nécessaire dans l'intérêt des localités elles-mêmes que dans l'intérêt

général. Il ne faut pas se dissimuler d'ailleurs que le retour à l'ordre ancien des choses, sous ce rapport, seroit entièrement impossible. Il s'est opéré en effet depuis trente ans, dans l'état intérieur de la France un changement qui a amené cette centralisation dont on se plaint, et qui empêche que l'on ne puisse y renoncer entièrement. Avant la révolution, chaque province avoit ses privilèges et ses franchises; chaque ville, chaque commune ses propriétés particulières; chaque établissement sa dotation indépendante. On conçoit qu'alors la décision de l'autorité locale suffisoit dans presque tous les cas, et qu'il eût été sans objet d'évoquer à Paris des affaires qui pouvoient se terminer sans l'intervention du Gouvernement. Aujourd'hui tout est changé; rien ne se fait plus qu'avec les fonds de l'État, qu'il ne doit livrer qu'en connoissance de cause, et qui sont le produit d'impôts que les Chambres seules peuvent autoriser. La centralisation est donc la suite nécessaire de l'état actuel des choses; mais le ministère en connoît les inconvénients; et, s'il ne pense pas qu'un changement total de système soit desirable ou possible, il accueillera toujours avec reconnaissance les indications qui lui seront données sur

les moyens de restreindre la centralisation à ce qu'elle doit être.

Le dernier des orateurs que la Chambre a entendus, a semblé faire au Gouvernement un reproche dont sans doute il reconnoitra lui-même le peu de fondement. Il s'est plaint du peu de jours qui avoient été laissés à la Chambre pour l'examen de la loi de finances; mais, à cet égard, les Ministres ont fait tout ce qu'il étoit en leur pouvoir de faire, en distribuant aux deux Chambres, à l'ouverture même de la session, le projet de loi avec tous les développemens nécessaires pour en apprécier les détails. La partie de cette loi qui a été plus particulièrement l'objet de la critique du noble Pair, est la disposition qui donne au Ministre le droit d'émettre des bons du Trésor jusqu'à concurrence de 140 millions, et de subvenir aux besoins urgents et imprévus par des émissions supplémentaires, autorisées par ordonnances spéciales, et à la charge de les faire régulariser ensuite par une loi. Peu de mots suffiront pour établir l'indispensable nécessité de cette mesure. La Chambre a vu, dans les comptes qui lui ont été soumis et qu'elle a approuvés, que le Gouvernement se trouvoit en avancé d'une



somme de 140 millions, qu'il avoit dépensée au-delà des crédits législatifs. Cette somme se compose, comme on sait, de 76 millions du passif des caisses, de 33 millions représentant l'excédent de la dépense de l'exercice 1823 sur la recette, et enfin de 34 millions avancés à l'Espagne. Pour faire face à cette dépense, le Gouvernement avoit dû créer des bons du Trésor, et aucune disposition de la loi ne l'en empêchoit; ce n'est donc pas un pouvoir nouveau qu'il demande, c'est seulement une limitation qu'il s'impose pour l'avenir, en fixant à 140 millions la limite ordinaire de l'émission; mais cette limitation devoit-elle être absolue, et la loi pouvoit-elle interdire de la dépasser jamais? C'est une question qu'il est facile de résoudre. L'article 152 de la loi des finances de 1817, permet à chaque Ministre, dans son département, et lorsqu'un supplément de crédit est rendu nécessaire par un événement imprévu, d'obtenir à cet effet une ordonnance royale, en vertu de laquelle le Ministre des finances est obligé de fournir le supplément alloué. Or, il est évident qu'il ne le peut qu'au moyen de ressources extraordinaires. La disposition de l'article 152 pour la dépense exige une disposition correspondante pour les voies et moyens. L'article 6 du projet

est donc la suite nécessaire de la disposition de la loi de 1816. Le noble Pair a senti la force de cette induction. Aussi, pour faire tomber l'art. 6 du projet, s'est-il particulièrement attaché à combattre la disposition de l'art. 152; mais c'est en vain qu'il a cherché à établir que l'abrogation de cet article pouvoit être nécessaire, et les plus simples réflexions suffiront pour convaincre la Chambre non seulement qu'il doit être conservé, mais que, s'il n'existoit pas, il seroit nécessaire de l'adopter sur-le-champ. Comment ne pas admettre en effet qu'à côté des besoins ordinaires du service, des circonstances imprévues puissent amener des besoins extraordinaires urgents, et tels que la sûreté ou l'honneur du pays s'y trouvent intéressés? Comment ne pas voir que le retard qu'apporteroit la convocation des Chambres, si elle étoit indispensable, et la nécessité de leur exposer les motifs et la destination de la dépense extraordinaire, pourroient compromettre gravement l'indépendance de la nation et la dignité de la Couronne? La position géographique de la France, le principe monarchique de son Gouvernement, exigent que l'administration puisse toujours pourvoir aux besoins du moment, sauf à régulariser ensuite dans des formes plus solennelles ce qu'une nécessité im-

périeuse n'auroit pas permis d'ajourner. Et que l'on ne croie pas que cette régularisation n'est qu'une vaine formalité; c'est quelque chose pour un Ministre de venir après l'événement soumettre aux Chambres les résultats d'une mesure dont il a pris sur soi toute la responsabilité. Les discussions qu'à fait naître l'allocation des crédits nécessaires pour une campagne, dont cependant personne ne conteste aujourd'hui l'utilité, prouve assez quelle garantie peut offrir la disposition de l'article 152. L'article 6 du projet, qui n'est que son complément, est donc inattaquable sous ce rapport; mais on l'a critiqué encore sous un autre point de vue : on a paru craindre que la faculté accordée au Ministre de livrer les bons royaux à la Banque n'entraînât quelque danger, et ne compromît l'intérêt public en dénaturant l'institution de la Banque. A cet égard, le Ministre est loin de partager les craintes du noble Pair et son opinion sur la situation actuelle de la Banque. Si elle ne présente pas aujourd'hui toute l'utilité qu'on pourroit en attendre, c'est que l'émission de ses billets est trop restreinte, et ne dépasse que de peu le capital qu'elle conserve dans ses coffres. Par ce moyen, au lieu de multiplier les capitaux en circulation dans la proportion



usitée du tiers aux deux tiers, ce qui est le but de l'institution de toute Banque, elle ne rend plus d'autre service au commerce que de substituer aux monnoies ordinaires un signe plus commode à transporter. Si les opérations de la Banque sont ainsi restreintes et dénaturées, ce n'est point à ses relations avec le Gouvernement qu'il faut s'en prendre, et la cause en est dans le petit nombre des escomptes qu'elle trouve à faire. La matière escomptable semble manquer en France, et c'est bien plutôt un avantage qu'un inconvénient pour la Banque et pour le public lorsqu'un emprunt fait par le Gouvernement donne les moyens de remettre en circulation pour quelque temps une partie des immenses capitaux qui sans cela demeurent oisifs dans ses caves, et d'assurer en même temps un dividende aux actionnaires. Il ne faut pas au surplus s'exagérer l'importance des emprunts faits à la Banque, l'état de situation du 1<sup>er</sup> août montre qu'il ne lui est dû en ce moment par le Trésor que 5 millions 170 mille fr., qui même lui seront remboursés le 10, et à cette époque elle se trouvera dans cette singulière position qu'elle aura dans ses coffres, en numéraire, une somme à-peu-près égale à celle des billets en émission. Mais, dira-t-on, pourquoi s'il en est

ainsi lui rembourser sitôt les avances qu'elle a faites? La raison en est simple, la Banque, à l'époque de l'expédition d'Espagne, ne voulut prêter ses capitaux qu'à cinq pour cent, aujourd'hui elle escompte les effets du Trésor comme ceux du commerce à quatre; mais le Ministre trouve à placer ses bons à trois, et son devoir est d'emprunter au taux le moins onéreux. Il ne peut oublier qu'il faudra faire figurer un jour dans ses comptes les frais de négociation, et l'intérêt des bons émis. En résultat, s'il existe un danger, il est en sens inverse de celui qu'a signalé le noble Pair; mais ses observations auront toujours eu l'avantage de mettre le Ministre à même de faire connoître le véritable état des choses. Il se réserve au surplus de revenir, lors de la discussion des articles, sur l'objet important dont il vient d'être question et d'établir, en répondant aux objections qui seroient alors présentées, la situation réelle du Trésor, et la nécessité du chiffre de 140 millions, porté dans l'article 6 du projet.

# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du lundi 2 août 1824.

---

## OPINION

DE M. LE COMTE DE MARCELLUS,

Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget  
des dépenses et des recettes de 1825.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBER

PARLIAMENT OF FRANCE

Session of 1818

OPINION

OF THE COMMISSIONERS OF THE

REVENUE

ON THE

PROPOSAL

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le comte DE MARCELLUS, sur le projet de loi  
relatif à la fixation du budget des dépenses et de  
recettes de 1825.

MESSIEURS,

Les Chambres semblent n'avoir reçu le droit d'examiner et de voter la loi de finances, que pour proposer des économies, que pour restreindre les allocations. C'est néanmoins dans des vues bien différentes que je monte à cette tribune. Vous avez entendu le noble rapporteur de votre commission déplorer plus d'une fois, dans son excellent rapport, la modicité des ressources que le Trésor consacre à des destinations d'une haute importance pour la prospérité, la sécurité, la splendeur du royaume. En effet, Messieurs, quels que soient les vœux par

lesquels nous appelons tous la diminution des impôts, quel que soit mon desir particulier de voir soulager le contribuable, et alléger surtout les charges qui pèsent le plus sur les agriculteurs et les pauvres, je viens aujourd'hui, et je viens avec confiance, offrir aux méditations du Gouvernement des vues plus grandes, et le prier de préparer, dans sa sage munificence, des secours plus généreux pour des objets chers à la France, qui voit en eux sa dignité, sa gloire, son bonheur, et dont la sollicitude, en acquittant une juste reconnaissance, trouve en elle-même sa récompense, puisqu'elle travaille ainsi pour l'honneur et le salut de la société.

Les petites économies profitent peu à l'État, ne diminuent pas d'un centime l'impôt foncier du plus faible contribuable, et trop souvent tarissent dans leur source les plus précieux, les plus utiles bienfaits. « Ce sont de ces gains funestes, dont parle un sage poète des anciens jours<sup>(1)</sup>, « qui équivalent à des pertes. » En refusant toujours à la Religion quelques millions nécessaires pour rendre plus indépendant et moins précaire le sort de ses ministres, pour relever ou conserver ses temples tombant en ruine, pour entretenir

---

(1) Hésiode, *Oper. et Dier.*



les écoles saintes où elle place ses espérances, à quelle contrée, à quelle famille, à quel individu profite cette triste économie? Personne n'en est plus riche; et le premier intérêt, le premier trésor de la France, se voit menacé dans son existence même. Nos antiques églises s'écroulent chaque jour; et les diverses communes du Royaume, qui attachent tant de prix à ces monuments de la piété de nos pères, les voient avec douleur et surprise tomber encore aujourd'hui sous les coups de la révolution, se consument en impuissants efforts pour les réédifier, et sollicitent en vain du Gouvernement des secours que l'insuffisance des fonds destinés chaque année à la Religion ne permet jamais d'accorder. Les ministres de cette Religion sainte sont toujours réduits à un *salaire*, qui est le moindre de tous les salaires. A un *salaire*!... Pardonnez, Messieurs; mais ce mot m'est échappé à regret. Ce n'est pas un *salaire*, c'est une *liste civile* qu'il faudroit aux ministres du Roi des Rois. Ces écoles où se forment les prêtres d'un Dieu de paix, ces écoles pour lesquelles l'État se croit obligé de fermer son trésor, sont toujours menacées de voir la détresse fermer aussi leurs portes aux jeunes lévites qui, pauvres des biens de la terre, voudroient apprendre

à s'enrichir des biens du ciel. La religion enfin voit se flétrir toutes ses espérances, et craint de ne pouvoir plus bientôt nous prodiguer ses bienfaits.

Il ne faudroit pas de grands sacrifices pour prévenir ces malheurs. Quelques secours, dispensés avec sagesse, encourageroient le zèle des départements et des communes, provoqueroient leurs efforts et en assureroient le succès. Ces dépenses légères porteroient un grand fruit, ne fût-ce que pour la conservation des églises ; car il en faut à la France chrétienne : et il n'y a nulle proportion entre les frais de réparation , de conservation , d'entretien , et les sommes énormes qu'il en coûtera un jour pour reconstruire entièrement, et sans doute avec bien moins de magnificence, des temples qu'on aura laissé s'abîmer de fond en comble, et disparaître sous les ruines de la barbarie, c'est-à-dire de la révolution.

N'attendons, Messieurs, une amélioration réelle dans le sort des propriétaires, un soulagement sensible pour les contribuables, que d'un système général combiné de loin, mûrement médité, et dont les vastes résultats se feroient sentir sur tous les points du Royaume, et dans tous les états de la société. Hâtons-nous



d'applaudir à ces vues salutaires, quand elles nous seront présentées; mais gardons-nous des économies mesquines dont personne ne profite, et dont souffre toujours le grand corps de l'État.

Cette manière de juger les opérations financières est tellement dans l'esprit de la France, que la Chambre des Députés, qui semble plus particulièrement investie du droit d'examiner l'impôt, loin d'applaudir, dans cette session, à ces foibles retranchements de dépenses si peu utiles au Trésor, semble n'avoir accueilli avec faveur que des vœux tendants à augmenter des allocations dont les plus hauts intérêts et les plus nobles sentiments accusent l'insuffisance.

Une voix éloquente et loyale s'est élevée, qui a parlé avec une héroïque simplicité de la Vendée, de ses exploits, de ses vertus, de sa foi, de ses guerriers, de ses martyrs. . . . . Soudain les transports ont éclaté de toutes parts. Image de la France, de l'Europe, du monde, la Chambre élective s'est levée, et a payé un juste tribut de reconnaissance et d'admiration à ce peuple-héros, à ce peuple chrétien, dont la croix et les lis furent et seront toujours l'étendard et l'idole, à ce peuple qui a si bien justifié cette belle parole de Bossuet : « Servir Dieu, c'est servir



« l'État; servir l'État, c'est servir Dieu (1). » On s'est étonné que le Trésor, déjà rendu, sous l'autorité du sceptre légitime, à sa prospérité première, se soit ouvert avec tant de parcimonie en faveur des restes d'un sang si bien employé, de membres brisés pour la plus sainte et la plus auguste des causes, en faveur de ceux qui ont échappé « à la mort la plus glorieuse, dit un orateur illustre, qu'un héros chrétien puisse souhaiter, l'épée à la main contre les ennemis de son Dieu et de son Roi (2). » On a recommandé unanimement cette cause chérie et ses héros à la généreuse sollicitude de M. le Ministre de la guerre. Héros lui-même et soldat des mêmes drapeaux, pouvoit-il ne pas entendre un tel vœu? Il a fait espérer tout ce qu'on desiroit; il a promis d'augmenter de deux cent mille francs, dès l'exercice de 1825, la somme accordée en secours, par la loi de finances actuelle, aux militaires de la Vendée et à leurs familles, de ne laisser échapper à ces justes bienfaits aucun service rendu, de faire rechercher avec soin et les exploits à récompenser, et les larmes à essuyer; et de proposer, quand tout sera connu,

---

(1) Bossuet, *Sermon sur l'unité de l'Église*.

(2) Mascarón, *Oraison funèbre du duc de Beaufort*.

les allocutions nécessaires pour adoucir toutes les blessures et consoler toutes les douleurs. Voilà, Messieurs, le vœu que j'ai cru devoir faire entendre; ou plutôt, voilà les espérances que je viens accepter. Elles ne seront pas trompées : elles reposent sur un trop noble cœur, et elles partent du cœur magnanime d'un Roi qu'il est si glorieux et si doux de servir et d'aimer.

Nous avons aussi recueilli celles qui nous ont été données en faveur des chevaliers de Saint-Louis atteints par l'indigence, et de la dotation des invalides.

Tels sont les objets chers et sacrés sur lesquels, pour couronner dignement les travaux de cette session, nous appelons encore toute la sollicitude du Gouvernement. La religion, ses temples et ses ministres; les armées royales de l'ouest et du midi de la France, car le midi a aussi sa Vendée; nos guerriers émérites, c'est-à-dire en trois mots, la vertu, la gloire, la valeur.





# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du mardi 3 août 1824.

---

## RÉSUMÉ

DE M. LE MARQUIS D'HERBOUVILLE,

RAPPORTEUR de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1825.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

UNIVERSITY OF CHICAGO

PARTS OF FRANCE

1871-1872

Session du mardi 3 mars 1872

UNIVERSITY OF CHICAGO

DE M. LE MARQUIS DE LAUNAY

Président de la Commission chargée de l'étude des questions relatives à la situation des départements de la France méridionale pendant la guerre de 1870-1871

Paris, 1872

Imprimé par M. L. LAFITTE

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## RÉSUMÉ

DE M. le marquis D'HERBOUVILLE, rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1825.

MESSIEURS,

En vous présentant le résumé des discussions qui ont eu lieu dans la séance d'hier, le rapporteur de votre Commission du budget fera en sorte de ne pas abuser de vos moments.

Deux nobles amiraux sont montés successivement à la tribune : instruits par une illustre expérience des services que la patrie peut attendre d'un arme qui a fait leur gloire, ils ont témoigné le desir que les ressources générales de l'État permissent d'augmenter dans les budgets suivants les fonds destinés au personnel et



au matériel de notre armée navale. Votre Commission a témoigné le même desir; mais restreinte dans les limites que lui imposoit ses devoirs, elle s'est contentée d'émettre un vœu; c'est au Gouvernement, dont les intentions sont conformes aux nôtres, à reconnoître le moment où par la distribution générale des richesses de l'État, il pourra verser une grande masse de fonds sur deux parties du service public, auxquelles notre considération politique est aussi étroitement unie.

Un troisième orateur que des vertus héréditaires rendent cher à cette Chambre, a prononcé un discours substantiel, fort de choses, et rempli des idées d'administration les plus utiles et les mieux inspirées; mais votre Commission regrette de ne pas se trouver entièrement d'accord avec lui, sur les avantages qu'il paroît se promettre d'une décentralisation complète. Ce que nous avons dit à cet égard, dans le rapport que nous avons eu l'honneur de vous soumettre, nous dispensera d'entrer dans une nouvelle explication. Nous nous permettrons seulement d'ajouter une considération générale: c'est que le régime actuel du Gouvernement ne ressemblant, et ne pouvant ressembler en aucune manière au régime ancien, les

moyens d'administrations ne peuvent pas être les mêmes. Il ne seroit pas plus difficile de justifier cette assertion par des raisonnemens, que de l'appuyer sur des faits et sur des exemples. En effet, vos Seigneuries sont persuadées, ainsi que nous le sommes nous-mêmes, qu'il est indispensable pour que rien n'entrave la marche du Gouvernement, d'en coordonner toutes les parties, de manière qu'elles dérivent les unes des autres, et qu'elles paroissent autant de conséquences nécessaires d'un principe unique qui en est l'ame et la vie. Il suffira, je l'espère, de ce peu de mots pour persuader vos Seigneuries que le système d'administration qui convenoit en 1789, ne peut plus convenir en 1824. Alors l'élément aristocratique prédominant dans les hautes régions du Gouvernement, il étoit avantageux aux libertés publiques, qu'un élément démocratique intervînt dans les détails administratifs; mais actuellement que, par l'institution des Chambres délibérantes, l'élément démocratique a une tendance continuelle à s'introduire dans les actes de la puissance législative, si l'on pouvoit encore l'introduire dans les actes de l'administration, tout équilibre seroit rompu, et les conséquences pourroient en être funestes.



Un quatrième orateur, recommandable par la plus noble intégrité, par un grand caractère, et par les hautes fonctions qu'il a remplies, a fait entendre des paroles sévères en faveur de l'économie. Nous la désirons tous ainsi que lui; nous savons qu'elle constitue la force de l'État, et nous souscrivons volontiers à tout ce qu'il a dit sur les avantages qui doivent en résulter; mais il sait aussi bien que nous que la véritable économie consiste, non pas à ne rien dépenser, mais à ne rien dépenser mal-à-propos. Refuser au ministère de l'intérieur le moyen de faire prospérer les établissements utiles qui, par une reproduction constante rendent au Trésor beaucoup plus qu'ils n'en reçoivent; diminuer les ressources que les encouragements, reçus par l'agriculture, l'industrie et le commerce, offrent à la circulation, ce seroit encombrer tous les canaux par lesquels les richesses se rendent sans cesse du centre aux extrémités, et se reportent avec rapidité des extrémités vers le centre. Ce seroit tout précipiter dans la stupeur et la stagnation. Négliger par une économie trop rigoureuse de porter nos forces de terre et de mer au taux qui convient à notre position continentale, à l'étendue de nos côtes maritimes, et au besoin de soutenir notre con-



sidération, ce seroit attenter à notre existence, ce seroit prononcer nous-mêmes notre condamnation politique.

Le noble marquis a attaqué une phrase du rapport dans laquelle, en proclamant l'approbation donnée par la Commission à la faculté demandée par le Ministre des finances de pourvoir au besoin d'émettre jusqu'à concurrence de 140 millions de bons royaux, le rapporteur a terminé la discussion en disant : *C'est une grande amélioration dans notre système financier.*

Suivant l'opinion que je me suis faite des devoirs respectifs d'une Commission, et de celui de ses membres qu'elle choisit pour rapporteur, je crois que l'opinion générale, l'adoption des principes, en un mot, le fond des choses, appartiennent aux Commissions, et que les expressions, sur-tout quand elles paroissent defectueuses, appartiennent au rapporteur. Eh bien, j'accepte toute la responsabilité de celle que le noble Pair a critiquée.

Pour la justifier, il me suffira de dire comment je comprends l'étendue de la faculté que le Ministre demande.

Il ne suffit pas de voter un budget; il ne suffit pas au Ministre des finances de recevoir des ouvertures de crédit pour satisfaire aux besoins

de l'État ; il faut qu'il ait toujours sous la main des valeurs disponibles, afin de payer à bureau ouvert toutes les sommes qu'il est chargé d'acquitter. Il ne faut pas qu'il imite le négociant qui, possédant en porte-feuille des effets payables à des échéances éloignées, suspendroit volontairement ses paiements, faute de pouvoir acquitter une somme médiocre, dont il n'auroit pas eu le soin de réaliser la valeur. Cette suspension, qui pourroit entraîner la ruine du négociant, perdrait infailliblement le crédit de l'État. Voilà pourquoi les Ministres des finances ont demandé depuis longtemps la faculté de créer des effets qui, sous les noms divers de billets de la caisse de service, de bons royaux, etc., pussent être donnés en paiement aux créanciers de l'État, et suppléer au défaut des rentrées énoncées au budget, lorsque leurs échéances ne se trouvent point concorder avec le besoin des paiements. Cette faculté, dont les Ministres des finances usent habituellement, étoit illimitée. C'étoit le tort des budgets; ce n'étoit pas un tort des Ministres, mais bien moins encore en est-ce un du Ministre actuel, qui pourroit en user comme ses prédécesseurs, sans chercher à s'imposer

des limites. L'autorisation qu'il sollicite aujourd'hui a pour but de vous en demander. Au lieu de créer des effets pour une somme indéfinie, il vous prie de la borner à 140 millions, ce qui est substituer un terme connu à un terme inconnu, et changer en positif ce qui étoit incertain; c'est donc faire réellement *une grande amélioration dans notre système financier*, et par conséquent le rapporteur a pu l'exprimer dans une phrase qui n'étoit que le résultat de sa conviction.

Poursuivant le cours de cette discussion, je m'efforcerai d'effacer toutes les inquiétudes, en montrant les bons royaux sous leur véritable aspect. C'est un moyen de service employé depuis long-temps, et renfermé dans les limites du budget; ce n'est pas une charge nouvelle qu'on y ajoute; ce n'est pas un papier dont la création soit occulte et la quotité indéfinie, c'est une ressource accordée par la loi, dont la quotité est déterminée, dont la durée est limitée. Il ne peut pas y avoir d'abus, car le compte doit en être rendu aux Chambres, et la seule pensée de l'inexactitude compromettrait trop gravement la responsabilité du Ministre, pour qu'il osât la concevoir. Il y a donc avantage et



non danger dans la faculté demandée , et c'est en considération de l'intérêt public que la Commission a proposé à la Chambre de l'accorder.

Une autre phrase du rapport a été critiquée par le noble marquis ; elle est relative à la loterie. Le noble orateur croit que jamais la nécessité ne portera la Chambre à dévier des sentiers de la justice ; à cet égard , sa conviction n'est pas plus profonde que la mienne ; mais , si j'ose le dire , ce n'est pas là que se trouve la question. La loterie est un impôt fondé sur la cupidité ; quelquefois il la satisfait , toujours il l'exalte , par conséquent la morale le réprouve , et l'on peut le condamner avec justice ; mais la nécessité le maintient , parcequ'en supprimant la loterie , on ne supprimeroit pas la passion de l'argent. L'espérance de s'enrichir sans travailler agiteroit toujours les mêmes hommes qui tentent aujourd'hui les hasards de la fortune. On verroit donc s'établir une foule de loteries clandestines , plus dangereuses que la loterie générale , et plus nuisibles à la morale ainsi qu'à la sûreté publique et particulière. On aggraveroit le mal au lieu d'y remédier , et le Gouvernement qui , dans l'ensemble des combinaisons générales , doit les embrasser toutes

d'un coup d'œil, ne doit faire que ce qu'il faut, comme il le faut, et dans le temps le plus favorable.

La Commission persiste dans ses conclusions précédentes.

---





CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1824.

Séance du mardi 3 août 1824.

OPINION

DE M. LE COMTE DE TOURNON,

SUR le projet de loi relatif à la fixation du budget  
des dépenses et des recettes de 1825.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

THE HISTORY OF THE

REIGN OF

CHARLES THE FIRST

BY

JOHN BURNET

OF THE UNIVERSITY OF OXFORD

IN TWO VOLUMES

LONDON

Printed by J. Sturges, in Strand

1724

Y

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le comte DE TOURNON, sur le projet de loi  
relatif à la fixation du budget des dépenses et des  
recettes de 1825.

NOBLES PAIRS,

L'expérience et l'étude m'ayant rendu familières plusieurs des parties dont se compose le budget du ministère de l'intérieur, j'ai pensé que vos Seigneuries pourroient entendre avec quelque indulgence des observations sur divers articles de ce service. Non que mon intention soit de proposer des amendements au budget qui nous est soumis; mon ambition plus modeste se borne à indiquer des améliorations qu'on pourroit facilement, selon moi, successivement introduire dans ce budget.

Mais un noble comte ayant soulevé hier une grave question qui intéresse au plus haut degré

Y



ce ministère, je crois devoir faire précéder mes observations de détail, de quelques considérations sur cette centralisation qu'il a si vivement censurée. Déjà des réponses ont été faites; mais elles n'ont peut-être pas suffi à la conviction de tous les esprits, et quoique la défense du système d'administration départementale, attaqué par les hommes les plus estimables, soit peut-être entourée de préventions défavorables, j'ose compter, de la part de vos Seigneuries, sur une bienveillante attention.

J'entre d'emblée dans le fond de la question.

La centralisation est, ce me semble, l'état d'une administration dans laquelle les affaires qui ont pris commencement dans les provinces, doivent arriver au chef-lieu du Gouvernement pour y être terminées.

En thèse générale, une telle disposition n'a rien que de favorable aux sujets auxquels elle offre une garantie nouvelle; et on conçoit que, dans un pays peu étendu, ce mode soit sans inconvénients. Mais, dans un vaste royaume, l'accumulation des affaires au chef-lieu seroit inévitable, et par suite les lenteurs dans leur décision.

La centralisation, dans son sens absolu, devient dès-lors impossible, et il convient de

choisir dans la masse des affaires celles qui doivent être attirées au centre du Gouvernement.

Les autres seront abandonnées aux agents qui résident sur les lieux mêmes où elles prennent naissance.

Toute la question est donc dans le partage à faire, dans la ligne à tirer entre les deux natures d'affaires.

Il est des pays où tout ce qui n'a pas trait aux intérêts généraux se résout sans appel par les agents locaux. Mais ces pays ont tous une organisation communale très forte, toute fondée sur la propriété, sur les corporations, sur des privilèges antiques, résultats d'existences souvent antérieures au gouvernement, qui se borne à les réunir sous une protection commune.

Mais telle n'est pas la France, et, pour nous en convaincre, examinons sa position. Nous y trouverons, je pense, la nécessité de son administration actuelle. Vous le savez, Messieurs, la révolution divisa la France en un immense échiquier, dont les cases furent appelées départements. Ces fragments de province, dépouillés de toute propriété, étant trop peu étendus pour se créer des ressources égales à leurs besoins, on fut réduit à inventer un fonds com-



mun auquel tous contribuèrent, et dans lequel tous ne puisèrent pas. De cet état de choses la centralisation devoit naître, car les parties n'existoient plus que par le secours du centre.

Telle la monarchie légitime a trouvé la France. Le Roi, dans sa sagesse auguste, eut à pourvoir à deux pressants besoins : le gouvernement, l'administration.

Tandis que sa main paternelle renversoît l'édifice du despotisme, dernier et déplorable résultat d'une révolution qui s'étoit faite au nom de la liberté, il donnoit à son pouvoir des limites, dans la participation des Chambres à la législation, et dans la responsabilité de ses Ministres. Mais, en faisant cette concession immense, il conserva ce mode d'administration qui porte rapidement et uniformément l'action du gouvernement dans le village le plus éloigné.

A mon sens, ce fut sagesse profonde et preuve d'une parfaite connoissance des nécessités des temps.

En effet, nobles Pairs, deux choses distinctes sont à examiner dans la question qui nous occupe : la nature des agents d'exécution, l'étendue du pouvoir délégué.

Car on peut confier l'administration soit à des corps, soit à des agents isolés ; et, dans ces



deux systèmes, on peut centraliser plus ou moins le pouvoir.

Mais pour parler d'abord du choix des agents d'exécution, faut-il prouver que des pouvoirs collectifs seroient de fâcheux instruments s'ils étoient employés par un gouvernement qui a, comme en France, placé auprès du foyer les résistances à ses volontés? N'est-il pas évident que les pouvoirs provinciaux, quelque nom qu'on leur donne, trouveroient nécessairement un appui dans les Chambres, et qu'accrus de cette force qu'ils donneroient à leur tour, ils lutteroient avec avantage, et nécessairement, contre le pouvoir royal? Que deviendrait la responsabilité des Ministres, si l'exécution de leurs ordres devoit être confiée à ceux mêmes qu'ils peuvent quelquefois blesser? Il faut le dire, les administrations collectives ne peuvent convenir que lorsque, par la constitution de l'État, toute volonté s'abaisse devant la volonté royale; et des agents responsables peuvent seuls, dans un gouvernement représentatif, garantir suffisamment l'exécution des ordres du Souverain.

Mais si ce choix est une conséquence de la nature des choses, il décide la question de la centralisation; car il faut bien se résoudre à

appeler au centre un plus grand nombre d'affaires, lorsqu'un seul agent est destiné à les décider. Pourroit-on prudemment abandonner une large portion d'autorité à un agent isolé, que de grandes distances séparent du Ministre qui doit le surveiller?

Quelque confiance que m'inspirent ces agents, je n'hésite pas à dire que leur intérêt même exige que le cercle dans lequel ils agissent sans contrôle soit rétréci.

Ainsi, si on m'accorde que les administrations collectives sont peu compatibles avec un gouvernement représentatif, il faut bien supporter les inconvénients attachés au mode d'administration par les agents responsables.

Mais entre des inconvénients si inégaux pourrions-nous balancer?

A la vérité on propose un système mixte, dans lequel on fait entrer des corps et des agents responsables. On se plaît à rappeler ce qui existoit autrefois dans les pays d'états.

Mais pour peu qu'on y réfléchisse on reconnoîtra qu'aussitôt qu'on donnera à des corps la moindre part dans l'administration, une pente irrésistible les entraînera à se saisir du reste. Le préfet, l'intendant quel que soit son titre, son pouvoir, disparaîtra bientôt devant cette



agglomération d'intérêts locaux appuyés inévitablement, et sur le pays et sur les Chambres dont feront souvent partie les notabilités dont ces états se composeront. Je conçois des conseils-généraux votant les fonds nécessaires aux dépenses du département et surveillant leur emploi, voyant tout, informant de tout le Gouvernement ; et je sais par expérience les services que rendent de tels conseils, et le respect qu'ils méritent ; mais au-delà de ces attributions je ne vois que désordre et dommage pour l'autorité royale.

Mais admettons cette théorie, et supposons des États provinciaux et des intendants partageant en frères le pouvoir administratif dont le Gouvernement jouit actuellement. Comment agiroient-ils sur l'étroit théâtre d'un département ? Le premier acte de leur administration ne seroit-il pas de demander des secours à ce Gouvernement sans lequel ils ne peuvent exister un seul jour ?

Alors apparôtroient les inconvénients de ce morcellement de la France dont j'ai parlé en commençant, de cette destruction de toutes les propriétés communes.

Il est un remède, dira-t-on, à l'exiguité des départements ; je n'en parlerai pas puisque le



noble comte, à qui je réponds, ne l'a pas indiqué: je me bornerai à dire que la plus sûre garantie des institutions fondamentales d'un pays est dans le respect le plus profond pour les institutions secondaires, pour les droits acquis, consolidés par le temps, et que si un funeste exemple de destruction fut donné il y a 35 ans, il doit servir de leçon maintenant, et apprendre à conserver ce que nous possédons.

En résumé, notre heureux mode de gouvernement veut une administration forte et rapide. Pour être telle, elle ne sauroit être confiée à des corps, par la raison que le Gouvernement ne sauroit avoir sur eux une action assez énergique. Des agents responsables peuvent seuls lui donner la garantie de la fidèle exécution des mesures qu'il prescrit; mais par cela qu'ils sont isolés, ces agents doivent être soumis à un contrôle plus fréquemment exercé. Dès-lors une portion notable des affaires doit inévitablement arriver au Ministre.

Mais après avoir prouvé, je le pense du moins, la nécessité inévitable d'une centralisation plus forte que dans les temps ou dans les pays qu'on met souvent en parallèle avec le nôtre, loin de moi la pensée que nous ne puissions réduire encore le fardeau qui pèse

sur le Gouvernement. Cependant je dois reconnoître que, depuis la restauration, les fils de ce réseau ont été soigneusement détendus. Ce qui reste à faire pour laisser aux départements la portion de pouvoir dont la couronne peut se dessaisir, sans se désarmer, la force des choses le fera graduellement. Mais pour atteindre ce but auquel nous touchons, n'alarmons pas des intérêts que 35 années ont cimentés; n'abolissons pas un système éprouvé par l'expérience, sans danger pour les libertés publiques, et qui prête au Trône tout l'appui de sa force. Qu'importe qu'il soit né de la révolution, s'il sert mieux qu'aucun autre le pouvoir légitime?

Je crains, nobles Pairs, d'avoir abusé de votre patience; mais la gravité du sujet sera, j'espère, mon excuse à vos yeux.

Je vais maintenant rapidement parcourir quelques chapitres du budget du ministère de l'intérieur.

L'art. du chapitre concernant le culte, et qui accorde 200,000 fr. pour les réparations ou acquisitions d'églises et de presbytères, a excité à plusieurs reprises, par sa modicité, l'étonnement et la plainte des amis de la religion. Un noble prélat a même comparé avec une sainte indignation la munificence de l'Angleterre avec la parcimonie du royaume très chrétien.



Je crois devoir saisir cette occasion, et de rassurer les âmes pieuses, et d'enlever aux impies un argument contre l'âge actuel.

Le chapitre II du budget n'accorde que 200,000 fr. pour les réparations d'églises et de presbytères.

Mais le chapitre VIII contient les allocations suivantes : église de *Sainte-Geneviève*, de *Saint-Denis*, et de la *Magdeleine* 670,000 fr.

Mais le chapitre IX contient une demande de 900,000 fr., pour des constructions et réparations d'édifices religieux. Total 1770,000.

Mais en outre, les communes qui n'ont pas d'excédents de revenus, se sont imposées en 1821: 2,222,748 fr., en 1822: 3,142,728 fr., pour constructions ou réparations d'églises et de presbytères. Enfin les communes riches emploient chaque année plus d'un million en travaux semblables. Ainsi le cumul des dépenses pour les édifices religieux, dépasse annuellement cinq millions. On auroit une somme bien plus forte, si on comptoit les dons que fait la piété des fidèles.

Les résultats de ces efforts sont remarquables. De 1802 à 1814 on a construit ou remis en état de service au culte cinq cent treize églises : et de 1814 à 1824 par une progression crois-



sante bien digne de fixer votre attention, leur nombre a été de mille trente-neuf, dont les plans ont été soumis au ministère de l'intérieur. Si on ajoute les travaux au-dessous de 20,000 fr. qui ne sont pas assujettis à ce contrôle, on trouvera qu'en 10 ans plus de mille cinq cents églises ont été relevées. Voilà ce qu'en peu d'années a fait la France chrétienne!

#### CHAP. IV.

Les colons de Saint-Domingue, ces victimes de la révolution auxquelles la restauration n'offre pas même un vague espoir d'indemnité, se partagent un million. C'est beaucoup moins, comme on l'a déjà dit, que ne reçoivent en secours supplétifs à de riches recettes, les théâtres royaux. Sans doute ces théâtres ont droit à la protection du Gouvernement: ils sont une des gloires de la France: mais le soutien de la misérable existence des colons n'en est-il pas un des devoirs? une somme moins disproportionnée à leurs besoins ne pourroit-elle donc pas leur être partagée? n'est-il donc aucune économie possible sur les fonds de la police, sur ceux des théâtres? Je me borne à des vœux, puissent-ils être entendus!

## CHAP. V.

Le service des haras coûte 1,700,000 fr., voici maintenant ce que coûte à la France la parcimonie avec laquelle ce service est doté. Dans les deux années dernières on a acheté à l'étranger 41,767 chevaux de tout âge, (les étalons exceptés) et on a dépensé dans ces achats un peu moins de 13 millions! Tel est le fruit d'imprudentes économies sur les services producteurs.

## CHAP. X.

J'arrive aux dépenses de l'administration préfectorale qui s'élève à près de 8 millions. Les traitements des préfets y sont compris pour 2,042,000 fr., et seuls ils peuvent donner lieu à quelques observations, car que pourroit-on enlever à un sous-préfet qui pour 3,000 fr. se voue, presque sans espoir d'avancement, à la vie la plus pénible.

Sur les 86 préfets, 8 reçoivent un traitement au-dessus de 30,000 fr., 18 en touchent plus de 20,000, les autres sont fixés à 18 et à 20,000 fr. Sans doute ce traitement est beaucoup plus considérable que celui qu'on fixa à ces magistrats au moment de leur établissement. Mais si on com-

pare les temps, si on considère qu'en 1800 nous sortions d'une révolution qui avoit tout nivelé; que chacun avoit appris à se contenter du simple nécessaire; tandis qu'aujourd'hui les départements ont rivalisé entre eux pour loger les préfets dans de vastes hôtels; qu'autour d'eux les habitudes de luxe ont été reprises, on reconnoitra que les traitements actuels ne sont réellement pas supérieurs aux traitements primitifs. Toute réduction auroit pour résultat de déclasser en quelque sorte ces administrateurs, de les priver de ces moyens d'influence légitime que donnent les rapports de société noblement entretenus.

Au reste, beaucoup d'hommes ont parcouru cette carrière souvent périlleuse, toujours pénible : quelques uns d'entre eux sont parvenus à de hautes dignités; mais j'ose le dire avec un juste orgueil, moi que les bontés du Roi ont daigné choisir dans cette magistrature où j'avois vieilli pour m'accorder l'incalculable honneur de siéger parmi vos Seigneuries, nul d'entre eux, par cette route, n'est arrivé à la fortune.

Je vote pour le projet du budget du ministère de l'intérieur.

---





CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du mardi 3 août 1824.

---

OPINION

DE M. LE COMTE DE CHASTELLUX,

Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget  
des dépenses et des recettes de 1825.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

SESSION DE 1844

Séance du mardi 3 août 1844

OPINION

DE M. LE COMTE DE CHATELAIN

Sur le projet de loi relatif à la liquidation des pensions  
des militaires et des marins de 1844

Paris, chez M. le Comte de Chatelet, Palais National, sous le Vestibule



# CHAMBRE DES PAIRS.

## OPINION

DE M. le comte DE CHASTELLUX, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1825.

MESSIEURS,

C'est avec une vive satisfaction que j'ai entendu M. le Ministre des finances venir nous apprendre que, si les recettes de 1825 avoient été estimées d'après celles de 1822, tout annonçoit que cette évaluation étoit au-dessous de la vérité, puisque le produit des taxes tend encore à s'accroître, a dit M. le Ministre, et que celui des six premiers mois de l'année courante a déjà dépassé de près de 14 millions les évaluations portées au budget.

Dans un état de choses aussi satisfaisant, nous pouvons nous flatter de l'espoir que, sans

augmenter les impôts, les vœux que le noble rapporteur de votre commission vous a exprimés pourront être remplis, et que différentes parties du service public recevront les augmentations que leur importance réclame. Parmi ces différents besoins, qu'il me soit permis de plaider ici la cause de celui qui nous frappe journellement le plus dans nos départements.

La religion, Messieurs, ce premier besoin des peuples, a sans doute, depuis quelques années, été l'objet d'une utile sollicitude de la part du ministère et des Chambres; une dotation annuellement croissante, un nombre d'évêques plus proportionné à l'étendue de notre vaste territoire, nous ont assuré un meilleur avenir; mais, tandis que leur zèle promet à nos communes de jeunes ministres prêts à leur porter les secours religieux dont elles sont privées, ces mêmes communes ne peuvent souvent leur offrir que des ruines pour y célébrer les saints mystères. Cette plaie, Messieurs, n'est pas la moins funeste de celles que nous a léguées la révolution. Sur plusieurs points, nos cathédrales, ces monuments de la pieuse magnificence de nos pères, sont menacées de leur destruction; dans une immensité de communes, les maisons curiales n'existent plus, et des églises



dégradées nous accusent encore d'une coupable indifférence ou d'une douloureuse impuissance.

Sans doute, ces objets d'une utilité locale doivent être à la charge des localités; aussi ( et je me félicite, avec un noble préopinant, de pouvoir rendre ici hommage au zèle de mes concitoyens ) plus de 4 millions par année sont ordinairement votés par les communes pour les acquisitions ou constructions des églises ou des presbytères; mais l'État ne doit-il pas encourager, par une sage distribution d'un fonds commun, les efforts de ces localités; ce fonds commun ne doit-il pas être en rapport avec l'importance de la dépense au secours de laquelle il est appelé?

C'est ainsi qu'un million est voté chaque année pour le fonds commun du cadastre, qui a été déclaré dépense départementale; que 400 mille fr. sont également destinés, comme fonds commun, à venir au secours des départements pour la réparation de leurs prisons.

Cette mesure est généralement sage, elle est sur-tout nécessaire dans l'intérêt que je défends dans ce moment. Les besoins religieux des communes sont par-tout les mêmes, mais leurs ressources différent. Quelques unes ont des revenus; d'autres, dépourvues de ces avantages,



sont habitées par de riches propriétaires ; d'autres, enfin, n'ont que de pauvres habitants. J'en connois dans cette dernière classe qui, oubliant l'énormité des charges que leur impose l'État, ont voté les 20 centimes, que la loi laisse à leur disposition, pour loger leur pasteur, et ne peuvent réparer leur église. De pareils efforts ne doivent-ils pas être secourus ? N'y auroit-il pas d'autant plus de justice, que l'État profite du prix de la vente des propriétés d'un grand nombre de communes ? Cette prospérité dont parloit M. le Ministre des finances, cet accroissement dans le luxe de nos consommations, ne pourroient-ils pas être aussi employés à alléger les pieux sacrifices de la misère ?

Un noble orateur nous a rappelé ici que 200,000 fr. sont alloués à notre budget pour une pareille destination.

Je supplie MM. les Ministres, à la sagesse desquels je m'estime heureux de voir confiés les intérêts de mon pays, de prendre ceux, dont j'ai l'honneur d'entretenir la Chambre, dans la plus sérieuse considération, et de proposer, à la prochaine session, un fonds commun pour les édifices religieux plus en harmonie avec la dignité de la France, et, je le répète, le premier de ses besoins. Continué pendant quelques an-

nées, son action accélérera l'heureuse époque où nous verrons disparaître de notre sol les traces hideuses d'une révolution qui, en accablant les hommes de tous les maux, avoit voulu leur ravir en même temps les consolations religieuses.

Je demande également qu'à l'avenir ce fonds commun cesse d'être pris en déduction des sommes que les lois destinent au personnel du clergé, et figure au chapitre 9 du budget de l'intérieur.

Je vote pour l'adoption du budget du ministère de l'intérieur, tel qu'il est proposé par le Gouvernement.

---





SESSIONS  
N° 175.

CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du mardi 3 août 1824.

---

OPINION

DE M. LE COMTE ROY,

Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des  
dépenses et des recettes de 1825.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

PAIRS DE FRANCE

SEANCE DU 15 MARS 1864

SEANCE DU 15 MARS 1864

DEUXIEME

DE LA CHAMBRE

DE LA CHAMBRE

DE LA CHAMBRE

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le comte Roy, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1825.

MESSEIERS,

Je ne me propose pas de présenter à la Cham-  
bre, sur le ministère de la marine et des colo-  
nies, un travail aussi étendu que l'importance  
de l'objet le demanderait: plus tard, je pourrai  
le faire. Aujourd'hui, j'aurai l'honneur de lui  
soumettre quelques observations générales.

Ministère  
de  
la Marine.

Ce seroit un immense avantage, que j'ai sou-  
vent appelé de tous mes vœux, que les divers  
services publics pussent être établis sur un plan



systematique, d'après lequel il seroit facile d'apprécier les besoins de chacun de ces services, l'emploi des sommes qui lui seroient accordées, chaque année, et les résultats qui seroient obtenus.

C'est ainsi, par exemple, que la force de l'armée seroit proportionnée aux forces extérieures, qui peuvent menacer l'indépendance du pays; que les armes spéciales, que les états-majors seroient mis en rapport et en proportion avec l'établissement de cette armée; que la dépense des pensions militaires seroit elle-même calculée et fixée, d'après le nombre d'hommes et les grades qui peuvent y donner droit, et d'après les diverses probabilités qui peuvent servir de base pour la mesure de cette dépense annuelle.

Le vote des Chambres pour les crédits seroit alors éclairé. A l'époque des comptes et du règlement des budgets, au lieu d'avoir à se perdre aussi péniblement que stérilement dans des monceaux de chiffres, elles auroient sur-tout à demander et à apprécier des résultats conformes à ce qui auroit été annoncé ou promis.

Jusque-là, on agira aveuglément, et on sera exposé, lorsque le jour des éclaircissements et

celui des besoins arriveront, à n'avoir qu'à gémir sur d'inutiles sacrifices.

La marine a l'avantage que je réclame pour tous les services.

En 1820, l'administration de ce département fit, avec franchise, le tableau de la situation de la marine. Elle démontra que le crédit de 45 millions qui lui étoit accordé étoit insuffisant; que la puissance navale étoit en péril; que les progrès de la destruction s'étendoient avec une telle rapidité, que si l'on persévéroit dans le même système, la marine, après avoir consommé 500 millions de plus, auroit cessé d'être, en 1830, c'est-à-dire, après une période de dix années; et que, dans de telles circonstances, il falloit abandonner l'institution pour épargner la dépense, ou augmenter la dépense pour maintenir l'institution.

D'un autre côté, l'administration de la marine établit que la France ne pouvoit avoir une force navale moindre de trente-huit vaisseaux, de cinquante frégates, et d'un nombre proportionné de bâtimens inférieurs;

Que pour obtenir et maintenir un tel établis-

sement, un crédit de 65 millions étoit nécessaire, chaque année ;

Qu'avec cette somme, la marine atteindroit, quoique dans un cadre resserré, le but de son existence, qui consistoit à se préparer pour le temps de guerre, sans cesser d'être utile pendant la paix ;

Que les refontes et les constructions neuves s'exécuteroient sur cette échelle ;

Que les officiers, dès-lors exempts d'inquiétude sur leur sort, se livreroient tout entiers à une profession qui exigeoit une application exclusive ;

Que les armemens deviendroient assez nombreux pour offrir au commerce une protection efficace ;

Enfin, qu'on parviendrait à rassembler quelques approvisionnements que notre sol ne produit pas, ou qu'il ne produit que dans une proportion insuffisante.

Tous les calculs sur lesquels le plan systématique de l'administration de la marine étoient fondés, tous ceux par lesquels la division de la dépense pour chaque chapitre et pour chaque objet étoit justifiés, furent présentés avec une telle précision, avec une telle exactitude, qu'ils



n'ont jamais éprouvé la plus légère contradiction ; qu'ils ont acquis la force d'une démonstration, et qu'ils n'ont laissé que le regret exprimé, à chaque session, de ne pouvoir compléter immédiatement le crédit de 65 millions.

Mais, cependant, on en a approché beaucoup, et 60 millions ont été accordés, chaque année, au ministère de la marine, pour 1822, 1823, 1824, et par le projet de loi soumis à la délibération, pour 1825, indépendamment de 14,588,187 fr., pour lesquels la marine a participé aux crédits extraordinaires pour la guerre d'Espagne.

J'aurai même l'honneur de vous faire observer, Messieurs, que les 60 millions attribués à ce département pour 1825, équivalent bien réellement à 62 millions, par le changement opéré, relativement aux régiments destinés au service des garnisons des colonies dont la charge de 2,050,927 fr. (1) est désormais reportée au ministère de la guerre.

Le plan systématique de la marine, présenté en 1820, n'a pas cessé d'être la base de l'administration de ce département : c'est celui au-

---

(1) Rapport au Roi, pag. 33.

quel cette administration se réfère continuellement: c'est celui qui est rappelé dans tous les rapports, dans tous les budgets, pour le maintien et l'exécution duquel 65 millions sont toujours demandés, et mis en regard des 60 millions accordés.

On conçoit, sans doute, que l'administration de la marine n'ayant obtenu, chaque année, que 60 millions, au lieu de 65, ne donne pas tous les résultats qui étoient promis, et que les différentes branches de son service aient été proportionnellement atteintes par la différence de 5 millions, par année.

Mais, plusieurs passages du rapport placé à la tête du budget de la marine ont frappé mon attention, et m'ont fait craindre que les approvisionnements qui sont la partie essentielle de ce service, que les approvisionnements qui en sont l'ame, si je puis parler ainsi, aient été sacrifiés au personnel dans une proportion dommageable.

J'ai lu, dans ce rapport, que des augmentations de dépenses de différente nature avoient été adoptées pour le personnel, et pour les parties du service qui y correspondent: j'y ai lu, en même temps (page 7 et 15), qu'au jour où

*la marine sera appelée à déployer sa puissance, on ne devra pas s'étonner alors des sommes qu'il faudra dépenser, et des difficultés qu'il faudra vaincre; enfin, qu'il ne seroit laissé à l'avenir d'autres ressources en approvisionnements de matériaux que ce qui échapperoit aux besoins du service courant, économie de détail dans laquelle on ne pourroit trouver qu'un approvisionnement tronqué.*

J'ai été péniblement affecté de ce qu'une dépense annuelle de 62 millions dût avoir de tels résultats; et, j'ai été amené par-là à examiner la proportion dans laquelle les crédits devoient être attribués aux approvisionnements, dans le système de la période décennale, et celle dans laquelle les crédits pour les approvisionnements avoient été portés dans les années 1822, 1823, 1824, et 1825; et, à comparer cette nature de dépenses avec quelques autres dépenses du même service. Car, dans le service de la marine, tout se rapporte tellement à la force de la flotte, et toutes les parties sont tellement liées entre elles, que les proportions ne peuvent être dérangées sans que tout le système ne soit détruit.

Or, j'ai vu d'abord que, dans le système du crédit de 65 millions, dans celui du maintien



de la flotte à l'élévation proposée, le crédit pour les approvisionnements devoit être de 27,849,886 fr.

Je me suis ensuite convaincu que pour les quatre années 1822, 1823, 1824, et 1825, il n'avoit été que de 75,335,902 fr., c'est-à-dire de 18,750,000 fr. pour chacun de ces exercices.

La différence, au préjudice des approvisionnements, seroit donc pour ces quatre années de 36,063,642 fr., c'est-à-dire de plus de 9 millions, par année.

Ainsi, les approvisionnements auroient seuls supporté la différence des 5 millions accordés de moins à la marine, en 1822, 1823, 1824; et de 3 millions seulement en 1825; et, indépendamment de cela, il auroit encore été pris plus de 4,500,000 fr. chaque année, sur la somme par laquelle il devoit y être pourvu.

D'un autre côté, les dépenses du personnel se sont successivement accrues, et de 14 millions, pour lesquels elles sont portées au budget systématique de 65 millions, elles sont proposées pour 17,808,132 fr., c'est-à-dire, pour près de 4 millions de plus, alors même que plus de 2 millions qui appartenoient au personnel, sont reportés sur le ministère de la guerre; et sans parler

des autres dépenses dont la proportion augmente, avec l'augmentation de celles du personnel.

Le résultat de ces observations générales, Messieurs, c'est que l'équilibre entre les différentes parties du service de la marine est rompu; que déjà 36 millions manquent, pour prévenir le dépérissement de la flotte, pour la maintenir à l'élévation de trente-huit vaisseaux, de cinquante frégates, et du nombre de bâtiments inférieurs correspondants; qu'à la fin de la période décennale, 90 millions auroient été enlevés aux approvisionnements; et qu'ainsi tout seroit détruit et auroit péri.

Un tel résultat seroit trop funeste pour ne pas appeler toute l'attention du Gouvernement.

Le personnel est nécessaire, sans doute: les améliorations qui y sont apportées, dans une juste mesure, sont le fait d'une bonne administration: mais, sans vaisseaux, le personnel de la marine est inutile.

Je ne dirai que deux mots, dans cette session, de la caisse des invalides de la marine dont

j'ai eu l'honneur, Messieurs, de vous entretenir plusieurs fois; et seulement pour prouver que je ne la perds pas de vue.

Les abus de cette caisse continuent d'exister, et elle persiste à ne pas restituer au trésor les 100 millions que, par des décisions et ordonnances, elle a envahi sur lui, et dont la retenue semble accuser l'impuissance des lois.

Et cependant, le Ministre qui est à la tête du département de la marine, a toutes les lumières, toute la fermeté, tout l'amour du bien public qu'on peut désirer de trouver, dans un administrateur aussi élevé.

Et cependant encore, M. le Ministre de la marine vient d'avoir une nouvelle preuve de la réalité des dangers de ces caisses spéciales dépositaires de fonds publics; car, si je suis bien instruit, une vérification de la caisse des Invalides a constaté, récemment, dans cette caisse, un nouveau déficit de plus cent mille écus.

Ah, Messieurs, c'est qu'en cette matière il y a, près des Ministres, une force encore supérieure à celle de leur esprit, de leur caractère,



et de leur amour du bien ; une force à laquelle ils ne peuvent échapper , parcequ'elle les environne , parcequ'elle les presse de toutes parts , et en tous sens.

C'est pour cela , Messieurs , qu'il est plus indispensable que , dans bien des circonstances , les Chambres viennent à leur secours , qu'elles leur prêtent leur appui , et les aident de leur autorité pour faire le bien ; car , heureusement , les pouvoirs de la société n'ont pas été établis pour se contrarier , pour se combattre ; mais pour s'aider , pour se soutenir , pour se fortifier l'un par l'autre ; et , pour arriver ainsi , plus sûrement , au but commun qui est celui de la répression des abus , et de la prospérité du pays.

Je soumettrai à la Chambre quelques observations sur plusieurs articles du budget du ministère des finances , susceptibles de difficulté , et sur un autre objet qui se rattache à cette administration , qui ne figure pas expressément dans les états des recettes ou des dépenses , mais qui est compris dans la situation de l'admi-

Ministère  
des  
Finances.

nistration des finances au 1<sup>er</sup> janvier dernier, mis sous vos yeux.

Je veux parler :

De la somme de 8,809,688 fr. 90 cent. portée dans la situation des finances comme faisant déficit sur les capitaux de cautionnement ;

De celle de 10 millions demandée pour une année d'intérêts des capitaux de cautionnement ;

Des intérêts montant à 1,425,000 f. pour 1825, des annuités émises en remboursement du premier cinquième des reconnoissances de liquidation, lesquels ne sont portés au tableau des dépenses que pour *mémoire* ;

Enfin, des intérêts des reconnoissances de liquidation échéant au 22 mars 1825, montant à 1,750,000 fr. ; des autres intérêts de la dette flottante, des comptes et des frais de négociation qui ne sont également portés que pour *mémoire*, au même tableau.

Rien n'est d'abord moins intelligible que ce

qui résulte du compte des capitaux de cautionnements.

On suppose (1) qu'ils s'élèvent à 225,923,230 f. 6 cent. ;

Que, sur cette somme, 210,073,888 f. 59 c. sont dus aux titulaires en activité;

Et 15,859,230 f. 6 c. à ceux qui ont cessé leurs fonctions;

Que, sur cette dernière somme de 15 millions 859,230 f., celle de 9,647,196 f. 46 c. est réclamée par les anciens titulaires; et que celle de 6,212,033 f. 60 c. n'est point réclamée.

Enfin, on suppose que sur la somme réclamée ou non réclamée, il existe au Trésor un déficit de 8,809,688 f. 90 c. (2).

Mais, d'où fait-on résulter les éléments de ce déficit? Ils ne sont d'accord ni avec la somme totale des capitaux dus aux titulaires qui ont cessé leurs fonctions, ni avec celle des capitaux réclamés, ni avec celle des capitaux non réclamés.

---

(1) Comptes des finances, 1823, pag. 210.

(2) Situation des finances au 1<sup>er</sup> janvier 1824, pag. 94 et 95.



Ce déficit a-t-il pour cause des versements faits antérieurement à 1814, et présente-t-il des sommes dues pour remboursement de cautionnements appartenant aux titulaires d'emplois supprimés, par suite de réduction de territoire? Et alors ils ne seroient plus d'accord, non plus, avec le compte des cautionnements fournis, en 1819, par l'administration des cautionnements, en exécution de la loi du 27 juin de la même année, et il faudroit rechercher quelle est la cause de la différence des résultats.

Ou bien représente-t-il des cautionnements versés depuis, dont le remboursement seroit dû à des titulaires qui ont cessé leurs fonctions, et dont le cautionnement auroit été retenu, en attendant l'apurement de leurs comptes, ou par suite d'oppositions, ou d'autres causes?

Mais, dans ce cas, que sont devenus les fonds provenant de ces doubles cautionnements? Ils n'ont figuré dans les budgets, ni en recette, ni en dépense; ils n'ont eu aucune influence sur les réglemens de ces budgets; ils ne sont que des dépôts; ils doivent se retrouver dans les valeurs actives du Trésor, et ils ne peuvent former de déficit.

Je concevrois pourtant un déficit quelconque dans les capitaux de cautionnement, si, en définitif, les cautionnements non réclamés montant à 6,212,033 fr. étoient réclamés en tout ou en partie.

J'ai moi-même signalé ce déficit, lorsqu'à votre séance du 29 mars 1822, j'ai eu l'honneur de vous présenter des observations contre la proposition qui vous étoit faite, et qui a été adoptée par la loi de règlement du 31 mars 1822, d'annuler le crédit de 3,595,200 fr. précédemment accordé pour le remboursement des cautionnements, pour en ajouter le montant aux ressources de 1822 : Je vous disois alors :

« La ressource qui paroît résulter du retrans-  
« chement de la somme de 3,595,200 fr. est  
« trompeuse : elle met le Trésor à découvert de  
« sommes qu'il a avancées avec des fonds qui  
« appartiennent aux titulaires dont les caution-  
« nements sont retenus, jusqu'à la liquidation  
« de leurs comptes.

« Plus tard, il faudra les remplacer. »

C'est avec raison qu'une somme de 10 mil-  
lions est demandée pour les intérêts de caution-

nement; et c'est aussi, sous tous les rapports, avec raison, que M. le Ministre des finances s'est opposé à ce qu'il fût fait, sur cette somme, un retranchement de 750,000 fr. pour réduire au taux commun de quatre pour cent l'intérêt de tous les cautionnements, lequel est payé, pour une grande partie des cautionnements, à quatre pour cent; et, pour l'autre partie, à cinq pour cent.

Il est positif que le fonds de 10 millions qui est demandé a pour objet l'acquittement des intérêts de cautionnements de 1824, échéant au 31 décembre, et payables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1825.

Le droit au paiement des intérêts échus au taux fixé, et garanti par la loi, est un droit acquis aux titulaires, et ne peut être atteint par aucune mesure rétroactive.

Il est même également certain que si une mesure de réduction d'intérêt devoit être prise, pour les cautionnements, ce ne pourroit être que par une loi spéciale, distincte de celle du budget, parcequ'elle seroit une modification aux lois existantes qui ont fixé à cinq pour cent l'intérêt de certains cautionnements qu'elles ont



demandé, sous cette condition, à une classe de fonctionnaires; et, parceque, dans le plus haut intérêt de la société, le budget doit être établi sur l'exécution des lois, et doit être conforme à leurs dispositions.

C'est sur-tout, dans cette Chambre, garante de la stabilité, et dont le concours, pour la confection des lois, pourroit sans cesse être éludé ou détruit, si le budget étoit un moyen de déroger aux lois ou d'en établir de nouvelles, que ces principes conservateurs doivent être continuellement reconnus et consacrés.

Il est impossible de les avoir respectés davantage que ne l'a fait, dans cette session même, M. le Ministre des finances, soit en s'opposant, par les motifs que je viens d'exposer, à la révocation de la loi qui existe; soit en présentant aux Chambres, particulièrement, les diverses lois de finances qui ont eu pour objet d'apporter des modifications à celles qui ont réglé différentes perceptions; soit, enfin, en annonçant que l'application au service de 1823 d'une partie des fonds acquis par la caisse des dépôts et consignations ne pourroit être faite que par une loi spéciale.

On s'est étonné que des fonds votés par la loi

de finances de 1825, soient destinés à l'acquittement de dépenses qui appartiennent à l'exercice de 1824; mais, ce fait n'est pas moins incontestable: il n'a pas cessé d'être tel, depuis que nous faisons des budgets, et, il ne pourroit changer pour l'avenir, si on le croyoit nécessaire ou utile, qu'en votant, au lieu de dix millions, vingt millions dont moitié accroitroit les crédits de 1824, et dont l'autre moitié devroit subvenir au paiement de cette dépense, pour 1825.

Il en est de même des intérêts de la dette viagère, dont le deuxième semestre échoit sur la fin de décembre de chaque année, et dont les fonds ne sont faits que par la loi de finances de l'année suivante, parceque ce n'est qu'à partir du premier janvier de cette année que le paiement en est fait. Il en est de même encore des arrérages de la dette fondée ou de la rente dont plus de trois mois du semestre courant appartiennent à l'année qui précède, et sont acquittés au 22 mars de l'année qui suit.

Mais, il suffit que, chaque année, les créanciers ne puissent exiger et que l'État ne doive faire que le paiement d'une année d'intérêts, pour que, dans l'ordre établi, il n'y ait ni ar-

rière, ni surcharge pour l'avenir. Cet inconvénient ne pourroit exister que dans le cas d'une liquidation générale du trésor; mais la continuation de l'action du trésor est aussi durable que celle de l'existence de la société elle-même.

On peut, avec plus de raison, reprocher au budget du ministère des finances l'omission dans les charges de ce ministère, ou la mention pour simple *mémoire* des intérêts des reconnoissances de liquidation, de ceux des annuités, de ceux des autres parties de la dette flottante, des frais d'escompte et de négociation.

Cette charge est bien réelle : elle est même considérable : c'est celle qui, dans la discussion du budget des finances, doit fixer davantage l'attention des Chambres, parceque c'est celle qui indique davantage la marche de l'administration, ses vues, sa sollicitude pour l'ordre et l'économie, ses soins pour éviter des encaisses qui proviendroient d'emprunts inutiles et onéreux, et son intention de ne se livrer à aucune opération extraordinaire, qui ne seroit pas fondée sur de précédentes autorisations législatives.

Les intérêts des annuités et des reconnois-



sances de liquidation exigeront d'abord certainement, en 1825, le paiement d'une somme de 3,175,000 fr.

Les intérêts des quarante-cinq millions d'avances des receveurs-généraux et particuliers, ceux des fonds appartenants aux communes et à d'autres établissements, les escomptes à la banque, et les intérêts et escomptes de bons royaux ou d'autres valeurs, exigeront encore une dépense de deux à trois millions : en tout, de cinq à six millions.

La dernière partie de cette dépense ne peut sans doute être évaluée à l'avance, avec une exactitude rigoureuse : mais, dans la situation du trésor, elle peut l'être avec beaucoup plus d'approximation qu'une multitude de recettes et de dépenses qui sont portées au budget qui, par sa nature, ne présente que des prévisions : elle y a d'ailleurs toujours été portée.

Il est vrai pourtant à l'égard des intérêts des annuités et des reconnoissances de liquidation, que les fonds pour acquitter ces intérêts ont été faits par les lois, qui, pour le remboursement de ces valeurs, ont accordé des rentes dont les

arrérages devoient être appliqués à ces intérêts, sauf le compte que ces lois prescrivoient.

Cela étoit incontestable, lorsque ces rentes demeuroient au trésor, et que le trésor en percevoit les arrérages : mais il n'en peut être de même, depuis qu'elles ont été vendues, et qu'elles ne produisent plus d'arrérages qui puissent servir à acquitter les intérêts des valeurs qu'elles remplacent.

Cependant, les rentes vendues à un cours supérieur à celui auquel elles ont été évaluées par les lois qui en ont ouvert les crédits, ont produit un capital qui excède celui de l'évaluation. Une partie de ce capital excédant eût pu être employée à acquitter la somme de 3 millions 175,000 fr. pour les intérêts en 1825 des annuités et des reconnoissances de liquidation.

Mais, les comptes du ministère des finances pour 1823, portent (à l'article *produits divers*, pag. 126), qu'après le prélèvement de 14 millions 585,907 fr. pour les dépenses extraordinaires de 1823, le surplus de l'excédant montant à 12 millions 340,981 fr. sera appliqué à l'exercice 1824.

Je ne pense pas, dans ces circonstances, qu'on



puisse dire, comme on l'a dit, que la dépense des intérêts, escomptes et frais de négociation sera faite en 1825 sans autorisation législative : il suffit qu'elle soit admise par la loi, même pour *mémoire*, pour qu'on ne puisse le prétendre avec raison : la quotité de cette dépense est seulement indéterminée.

Mais, par les motifs que je viens d'expliquer, l'exercice 1825 demeurera à découvert de la totalité de la somme de 6 à 7 millions, et le résultat qui pourtant seroit le même, quand la dépense auroit été exprimée au budget, sera que le budget de 1825, au lieu de présenter, par ses évaluations, le trop foible excédent de recettes de 500,000 fr., présentera bien réellement un excédent de dépenses, ou un déficit de plus de cinq millions.

Ce résultat annonce assez combien l'administration doit se tenir en garde contre tout excès de dépense.

Une proposition importante est soumise à la délibération de la Chambre, par M. le Ministre des finances.

Il demande d'être autorisé à créer, pour le service de la Trésorerie et les négociations



avec la Banque de France, des bons royaux portant intérêt et payables à échéance fixe.

Les bons royaux en circulation ne pourroient excéder 140 millions.

Dans le cas où cette somme seroit insuffisante pour les besoins du service, il y seroit pourvu, au moyen d'une émission supplémentaire qui devoit être autorisée par ordonnance du Roi, et dont il seroit rendu compte à la plus prochaine session des Chambres.

Cette proposition me paroît mériter une sérieuse attention; pour en apprécier mieux les avantages ou les inconvénients, il faut, d'abord se bien pénétrer des principes qui, jusqu'à ce jour, ont dirigé l'administration des finances.

La règle fondamentale, c'est que le revenu doit égaler les dépenses, et que les ressources de l'avenir ne doivent pas être entamées par des moyens d'anticipation dont la facilité trompeuse amène le discrédit et les révolutions.

Toutefois, on a prévu que des cas extraordinaires de guerre pouvoient rendre nécessaire l'emploi de moyens extraordinaires; et c'est pour ces cas extraordinaires que les moyens de crédit par emprunt en rentes ont été établis,

avec la condition indispensable d'une caisse d'amortissement.

Mais, dans les temps de paix, la règle qu'on a considérée comme invariable, c'est que les revenus doivent suffire aux dépenses, soit que, pour atteindre ce but, on diminue les dépenses, soit qu'on élève le revenu. C'est sur cette base que les dispositions de la loi du 25 mars 1817 ont été établies : elles sont sagement combinées avec les besoins du service public ; et elles n'excluent même pas la possibilité de dépenses extraordinaires qui sortiroient des prévisions du budget.

Je crois, Messieurs, que le noble Pair si distingué d'ailleurs par ses lumières, et par son amour du bien public, qui, à votre séance d'hier, s'est livré à une critique sévère des dispositions de la loi du 25 mars 1817 relatives aux suppléments de crédit que cette loi autorise, ne s'est pas assez pénétré de l'objet de ces dispositions et des garanties qu'elles offrent.

Elles veulent que les Ministres, sous leurs responsabilités, ne puissent dépenser au-delà de la somme qui leur est allouée pour leur service, et que le Ministre des finances ne puisse, sous la même responsabilité, autoriser les paiements excédents que dans des cas extraordinaires et



urgents, et en vertu d'ordonnances du Roi qui doivent être converties en lois à la plus prochaine session des Chambres.

Il falloit sans doute veiller aux intérêts des contribuables; mais il ne falloit pas, non plus, laisser le Gouvernement désarmé, pour le cas où une guerre viendrait à éclater dans l'intervalle des sessions, ou même pour celui où la prévoyance commanderoit des dispositions de guerre ou de défense qui ne pourroient encore être publiques; car, l'intérêt de l'État est aussi l'intérêt des contribuables.

Il falloit seulement multiplier les garanties contre l'abus d'une exception nécessaire, je dirai même indispensable; et la loi les a multipliées.

Il faut que la dépense ait pour objet un événement extraordinaire, qui ne peut guère être que celui d'une guerre; que cet événement n'ait pas été prévu lors de la demande ou de la fixation des crédits, et que la dépense soit urgente.

La loi fait peser la responsabilité et sur le Ministre qui fait la dépense, et sur le Ministre qui la fait acquitter; et elle indique assez par-là



qu'elle doit être prise dans une délibération commune, et dans un conseil présidé par le Roi qui autorise la dépense.

Il faut que l'ordonnance soit présentée à la plus prochaine session des Chambres pour être convertie en loi, c'est-à-dire à une époque nécessairement très rapprochée de celle où elle a été rendue, et où les causes qui l'ont déterminée peuvent être facilement appréciées.

Il faut encore que le Ministre qui a fait la dépense vienne lui-même en demander l'approbation.

Il faut enfin que le Ministre des finances vienne, à son tour, proposer les impôts ou les moyens d'y subvenir.

C'est alors que commence l'examen des Chambres, qui seroit d'autant plus sévère que l'excès de dépense auroit amené un déficit, qui ne pourroit être couvert que par le vote d'un impôt nouveau; car une dépense ne peut être créée par la loi, sans qu'en même temps la loi assigne le fonds sur lequel elle doit être acquittée.

Je sais trop que la facilité avec laquelle on admet les suppléments de crédit, et le peu d'examen qu'on y apporte, ont presque réduit en vaines formalités les sages précautions que la loi a cru devoir prendre : mais le tort en seroit aux Chambres, qui ne feroient pas exécuter les lois, ou aux commissions qui ne demanderoient et ne leur porteroient pas tous les renseignements qui pourroient éclairer leur délibération ; il ne seroit pas celui de la loi.

Les dépenses autorisées par la loi de finances ou par des ordonnances qui doivent être converties en lois, à la plus prochaine session des Chambres, et rendues dans les cas qu'elles ont prévus et avec les formes qu'elles ont prescrites, doivent être acquittées.

On n'a jamais contesté au Ministre des finances la faculté d'émettre des bons royaux pour satisfaire aux besoins de son service, et pour remédier, soit aux diminutions, soit aux retards que les recouvrements pourroient éprouver, dans certaines circonstances ou dans certains moments de l'année. La loi qui a autorisé la dépense a, par cela même, autorisé les moyens de service pour y subvenir. Si le trésor



a des espèces, il paie avec des espèces; s'il n'en a pas, et si les rentrées de l'impôt n'ont pas été assez promptes ou assez abondantes, il paie avec des bons, avec des mandats, avec des valeurs diverses, qui ne sont que des assignations sur les crédits accordés par les lois de finances. Ces émissions de valeurs reposent sur les produits qui, recouvrés ou restant à recouvrer, leur servent de gage, et leur limite est dans la double combinaison des dépenses autorisées et des moyens accordés, et par cela même elles sont légales, puisqu'elles ont pour base les dispositions mêmes des lois de finances. Une autorisation spéciale qui en détermineroit la quotité d'une manière fixe et positive ne donneroit pas plus de garantie, et auroit le grave inconvénient de compromettre le service, en posant une autre limite que celle des besoins dans la mesure des dépenses autorisées; car, si par des événements quelconques, les rentrées éprouvoient des retards plus considérables que ceux sur lesquels on auroit compté, et sur la proportion desquels celle des émissions de valeurs auroit été autorisée, le service pourroit manquer.

Aussi, Messieurs, telle n'est pas la proposition qui est faite par M. le Ministre des finances.

Si d'une part il demande l'autorisation de



créer des bons royaux, qui ne pourront exister dans la circulation que jusqu'à concurrence de 140 millions, il demande, en même temps, la faculté de faire, par de simples ordonnances, des émissions supplémentaires, si cette somme de 140 millions est insuffisante pour les besoins du service.

La proposition se réduit donc à la demande d'une autorisation générale et indéfinie, pour l'administration, de créer et d'émettre des bons royaux.

Mais, dans ce cas, la société et les Chambres, au lieu d'avoir plus de garanties qu'elles n'en ont à présent, en auroient évidemment beaucoup moins. Car, comme je viens de l'expliquer, les émissions ont actuellement leur limite dans celles des dépenses autorisées par les lois.

Si les Ministres, dans l'ordre suivi jusqu'à présent, ont la faculté d'obtenir, en l'absence des Chambres, des suppléments de crédit, ils tiennent cette faculté de la loi pour des objets *imprévus, nécessaires, urgents*; et la nécessité qui leur est imposée de faire convertir en lois, à la plus prochaine session les Chambres, des ordonnances qui ont accordé ces suppléments de crédit, donnent à ces ordonnances l'autorité de la loi, et

imposent à l'administration l'obligation de proposer aux Chambres les moyens de couvrir les dépenses dont l'approbation leur est demandée.

Mais, dans la supposition de la proposition, les émissions de bons royaux peuvent être portées aussi loin que peuvent le demander les besoins du service : on n'y met pas même la condition que ce service aura pour objet des dépenses autorisées, des dépenses nécessaires, des dépenses qui n'auroient pu être prévues, des dépenses urgentes.

Il doit bien être rendu compte aux Chambres de ces émissions supplémentaires : mais, les ordonnances qui les auroient accordées ne doivent point être converties en lois : il ne doit point être pourvu aux moyens de leur donner un gage sur les revenus de l'exercice. Car, c'est évidemment par erreur que M. le Ministre des finances a dit hier le contraire ; et cependant, la plus grande garantie, la garantie la plus efficace sera toujours dans la nécessité d'obtenir, à la plus prochaine session, la conversion en lois des ordonnances qui auroient autorisé des dépenses extraordinaires, et les moyens de les couvrir ; de manière qu'il n'en puisse résulter de déficit. En l'absence de tout contrôle, les Chambres n'au-

roient même de garantie, relativement à la proportion des émissions de bons royaux, que les déclarations qui en seroient faites par l'administration.

Et, s'il arrivoit jamais qu'une administration voulût se livrer à des opérations qui n'auroient pas été autorisées par les lois de finances, ou par des ordonnances de la nature de celles qui, susceptibles d'être converties en lois, appellent l'examen, la discussion et le vote des Chambres, ces opérations pourroient être faites et consommées, et les bons royaux rentrés en totalité, ou en plus grande partie, avant même que le compte dût en être rendu aux Chambres. Or, ne pourroit-on pas craindre que, dans quelques circonstances, ce compte ne fût même pas rendu avec une grande exactitude, lorsqu'il n'auroit pour objet que des émissions fugitives et inaperçues, qui n'auroient été que des moyens de faire des opérations, sur-tout lorsque le succès ne devoit donner lieu à aucune demande de nouveaux crédits.

Et qu'on ne dise pas que, dans l'état actuel des choses, cet abus pourroit exister.

Il seroit au moins en opposition avec les lois, qui n'autorisent des émissions de valeurs de cré-



dit que dans la proportion des dépenses autorisées, dans les formes et avec les conditions que les lois prescrivent.

Et, c'est une différence essentielle; car, on ne peut pas empêcher les prévarications.

Lorsqu'en 1819, M. le baron Louis, alors Ministre des finances demanda l'autorisation d'augmenter de 48,900,057 fr. le capital de la dette flottante, le projet de loi exprimoit formellement que le capital de cette dette ne pourroit, dans aucun cas, être élevé au-delà de la somme qu'il déterminoit, et aucune autre disposition n'annuloit cette prohibition.

La proposition ne fut pas moins rejetée, à cause des périls qu'elle présentait, et de l'innovation qu'elle introduisoit dans un système de finances qui n'avoit eu que des avantages.

Et alors, pourtant, l'actif du Trésor se composoit d'une multitude de valeurs dont la réalisation étoit très éloignée, et même fictive.

Le Trésor avoit d'ailleurs, 4,700,000 fr. de rentes dont le cours ne permettoit pas de faire la négociation, et dont il falloit cependant remplacer le capital qui avoit une destination.

La commission des finances dont M. le ministre des finances et moi faisons partie, et dont

j'avois l'honneur d'être le rapporteur, proposoit même un amendement, d'après lequel *la dette flottante du Trésor seroit liquidée et remboursée successivement par les ressources qui y seroient affectées par la loi des voies et moyens de 1819* : tant nous étions éloignés d'admettre qu'il fût utile d'augmenter la dette flottante par des moyens de crédit de l'espèce de ceux qui sont proposés.

Et si la proposition de la commission ne fut pas adoptée, c'est que celle de la création de 48 millions de valeurs ayant été rejetée, nous ne crûmes pas devoir y insister.

Je serois bien éloigné de faire des observations sur une demande qui auroit pour objet d'obtenir un crédit pour des besoins réels.

Mais d'une part, si les dépenses de la guerre d'Espagne avoient apporté dans nos affaires un accroissement de déficit, tel qu'il fallût le couvrir par des valeurs de crédit, il seroit bien préférable de chercher ces valeurs dans un crédit en rentes, que dans une création de bons royaux à échéance fixe; soit parceque, dans le cas de circonstances difficiles peu probables, mais possibles, des valeurs à échéance et une dette flottante considérable pourroient entraîner des embarras que ne présenteroit pas une création



de rentes qui est le véritable moyen de subvenir à des dépenses extraordinaires de guerre, et que dans les affaires de l'État, c'est d'abord la sécurité et la facilité qu'il faut rechercher; soit parcequ'avec l'élévation du crédit la négociation de cette partie de rentes se feroit avec avantage.

Mais d'un autre côté on ne peut se dissimuler que, dans l'état actuel du trésor, une autorisation de création extraordinaire de valeurs de crédit n'est d'aucune nécessité, d'aucune utilité même, et ne peut présenter que les inconvénients dont j'ai parlé.

Il me sera facile de le prouver, en ne prenant pour base de mes raisonnemens que des faits incontestables.

Et, d'abord, je vous prie, Messieurs, de ne pas perdre de vue que j'admets, sans difficulté, le droit de l'administration, de créer des bons royaux pour subvenir aux dépenses autorisées. Dès-lors, ce ne seroit évidemment que pour la somme faisant déficit, et pour laquelle il n'existe pas de gage, qu'il pourroit être utile ou nécessaire de se procurer des moyens de service extraordinaires que l'administration ne tiendrait



pas du droit qui lui appartient dans le système actuel de nos finances.

Or, je suppose que ce déficit qui étoit de plus de 114 millions en 1814, qui a été réduit, par les crédits successifs qui l'ont atténué, à 67 millions, doive, comme on l'annonce, être porté aujourd'hui, par les dépenses de la guerre d'Espagne, à 140 millions.

L'administration a pour subvenir aux besoins auxquels cette somme peut donner lieu, 1<sup>o</sup> celle dont les rentrées devancent les paiements, qui peut être évaluée à 120 millions, et que je supposerai, avec l'administration, n'être que de 100 millions; 2<sup>o</sup> les fonds des communes qui excèdent 27 millions; ceux des départements de plus de 2 millions; les fonds particuliers des receveurs-généraux qui s'élèvent à plus de 42 millions, divers fonds frappés d'opposition, montant à plus de 7 millions; les fonds des canaux dont les versements excités par de gros intérêts excèdent les dépenses de 18 millions, et les excéderont toujours, etc., etc. Tous objets que je ne porterai, avec l'administration, qu'à 110 millions, qui varient par des versements et des paiements divers, mais toujours maintenus à cette somme, par une rotation continue; en tout 210 millions.

C'est avec une telle avance qui se renouvelle et se maintient sans cesse, c'est avec cette somme de 210 millions que le trésor satisfera, avec facilité, aux besoins qui pourroient naître d'un déficit de 140 millions.

Une telle abondance de moyens amèneroit même un encaisse onéreux de 70 à 80 millions, si l'administration n'avoit pas le soin de maintenir, dans les caisses du trésor, les effets à échéance qui lui sont transmis, par ses divers comptables, avec bonification d'intérêts dont le trésor profite, et qui viennent en atténuation des frais de négociation.

Ces effets qui forment une réserve utile peuvent encore être donnés à la banque, à l'escompte, ou en dépôt, aux époques des semestres où le Ministre, pour éviter une trop grande accumulation de fonds, traite, avec la banque, pour leur paiement, moyennant un intérêt convenu pour les avances qu'elle peut faire au-delà de la balance active du trésor. Ces avances ne sont que momentanées, et désormais peu considérables : néanmoins l'usage est d'en couvrir la banque par le dépôt de valeurs de portefeuille ou de bons royaux. J'ai fait voir que les bons royaux reposoient sur les lois de finance et sur la foi publique, et qu'une loi

spéciale qui en autoriseroit l'émission, en laissant à l'administration la faculté d'en augmenter la quantité, donneroit moins de garantie à ces valeurs, qu'elles n'en présentent aujourd'hui. Mais si, contre toute raison, on pouvoit, à cet égard, craindre quelques difficultés de la part de la banque qui reçoit ses plus grands avantages de ses opérations avec le trésor, et dont l'intervention, dans cette circonstance, n'est même pas nécessaire, il seroit encore facile de les faire cesser par une disposition législative qui seroit sans inconvénients.

C'est sur-tout, Messieurs, sous le rapport du changement qu'elle amèneroit dans le système général de nos finances, que la mesure proposée appelle votre plus sérieuse attention.

Elle tend à établir, parmi nous, le système des billets de l'échiquier, qui, comme nos bons royaux, sont des bons à échéance, avec intérêt.

Votés pour les dépenses publiques, ils viennent ensuite se fondre dans la consolidation.

Mais, en Angleterre, c'est le parlement qui règle l'émission des billets de l'échiquier, qui en



ouvre le crédit, qui en détermine la quantité.

Mais, en Angleterre, un contrôle indispensable existe; l'échiquier délivre ses billets, les commissaires de la trésorerie les reçoivent et les dépensent.

Mais, en Angleterre, l'abondance des capitaux et les produits du monopole du commerce du monde viennent atténuer l'excès des dépenses publiques, tandis que, chez nous, il retomberoit sur la propriété foncière, qui, en définitif, en seroit accablée.

Mais, avec ce moyen trop facile de dépenses, qui pourtant étoit indispensable dans les circonstances politiques où l'Angleterre s'est trouvée placée, ses dépenses ont, chaque année, excédé ses revenus de sommes considérables, et sa dette s'est élevée à 24 milliards.

C'est depuis 1822, c'est depuis que l'administration de ce pays fait les plus grands efforts pour rétablir l'ordre dans les finances, qu'elle a désormais adopté, comme règle fondamentale, le principe que nous suivons, que, dans les temps de paix, la mesure du revenu est la mesure de la dépense, et qu'elle a posé cette maxi-

*me : Trouver les dépenses de l'année dans le revenu annuel, sans avoir recours ni aux emprunts ni à de nouvelles taxes.*

Et ce seroit dans un temps de paix, et sans nécessité, que nous abandonnerions ce principe salulaire, en adoptant une mesure avec laquelle il seroit si facile de multiplier les anticipations et les dépenses, d'augmenter et de couvrir momentanément tous les déficit; et que nous livrerions à l'ordonnance, c'est-à-dire aux mesures administratives, le grand-livre de la dette publique. Car, si l'ordonnance peut créer des bons royaux sans que leur émission ait pour limite nécessaire le revenu annuel, l'ordonnance dispose réellement du grand-livre, et l'inscription n'est plus qu'une opération mécanique et forcée.

Cependant, Messieurs, les dépenses vont continuellement en augmentant; et de toutes parts, nous n'entendons que des encouragements pour les augmenter encore.

Ce n'est pas que je sois opposé aux dépenses nécessaires et productives; mais je suis, en même temps, convaincu que celles-là peuvent être compensées par la diminution d'un grand nombre de celles qui ne sont point de cette

nature, et que l'administration peut seule opérer.

Prenez-y garde, Messieurs, les recettes propres à 1822, ne couvrent pas les dépenses propres à cet exercice, et cette année, malgré l'abondance de ses produits, laisse un déficit de plusieurs millions; le déficit de 1823 excédera 13 millions, indépendamment des dépenses extraordinaires de guerre. On ne peut encore apprécier les résultats de l'exercice courant; mais le budget de 1825, sur lequel vous délibérez, établit lui-même ainsi que je l'ai déjà dit, un déficit de plus de cinq millions, qui peut être augmenté ou diminué par des dépenses ou par des recettes plus considérables que celles qui sont prévues.

Les dangers de la mesure sur laquelle j'ai l'honneur de vous soumettre mes observations seront, sans doute, bien moins redoutables, si cette mesure n'est relative qu'au service de l'exercice de 1825; nous devons le croire, puisque nous ne pouvons supposer qu'une mesure aussi importante auroit été insérée au budget, si elle devoit être perpétuelle.



Toutefois, les expressions générales dans lesquelles elle est conçue peuvent encore laisser de justes craintes.

Je suis plein de confiance dans M. le Ministre des finances, et dans la sagesse de son administration; mais dans la discussion des grands intérêts publics, il faut s'isoler des hommes, penser qu'ils peuvent avoir des successeurs, qu'ils en auront; il faut s'occuper des choses et voir dans l'avenir.

Les explications qu'il croira probablement devoir donner à la Chambre, sur ce point important, détermineront mon opinion.

---

E

P

DA  
d

SESSIONS  
176.

CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du mardi 3 août 1824.

---

DISCOURS

PRONONCÉ

PAR M. LE M<sup>re</sup> DE CLERMONT-TONNERRE,

MINISTRE DE LA MARINE ET DES COLONIES,

DANS la discussion du projet de loi relatif à la fixation  
du budget des dépenses et des recettes de 1825.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBRE  
DES  
DEPUTES  
PARLEMENT DE FRANCE

Session de 1834  
Séance du mardi 2 août 1834

DISCOURS

DE M. LE COMTE DE LAMARQUE

Sur la proposition de loi relative à la suppression de la peine de mort

Par M. LE COMTE DE LAMARQUE

Pr  
T  
e  
L

est  
bu  
né  
cet  
He  
de  
rap  
pr  
int  
qu  
tie  
les

# CHAMBRE DES PAIRS.

## DISCOURS

PRONONCÉ par M. le M<sup>is</sup> de CLERMONT-TONNERRE,  
Ministre de la marine et des colonies, dans la  
discussion du projet de loi relatif à la fixation du  
budget des dépenses et des recettes de 1825.

MESSIEURS,

Le noble Pair qui descend de cette tribune est au moins d'accord avec les défenseurs du budget de la marine, en ce qu'il reconnoît la nécessité urgente d'augmenter la dotation de cette importante partie des services publics. Heureusement cette vérité est aujourd'hui hors de doute : les orateurs des deux tribunes, les rapporteurs des commissions, l'ont également proclamée ; enfin l'assentiment des Chambres, interprètes des vœux de la France, a montré qu'elle étoit universellement appréciée et sentie. Je conviendrai toutefois que, pour accroître les ressources des services publics, il faut que

les produits des impôts, qui suivent le mouvement de la prospérité générale, s'accroissent de manière à pouvoir donner un soulagement aux contribuables fonciers, en même temps qu'un secours aux nécessités de l'État; mais les données du présent, et les résultats du passé, suffisent ici pour fonder l'espérance de l'avenir (1).

Le noble Pair a loué, en général, le système du budget de la marine, fondé en 1820; mais il s'est plaint de ce que les proportions établies dans ce système, entre le personnel et le matériel, avoient été altérées en faveur du premier, aux dépens du dernier. Il a blâmé ce résultat. Je vous montrerai, Messieurs, comment ce ré-

---

(1) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1820 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1824, les produits indirects se sont élevés à 78,600,000 fr. de plus que les prévisions.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1824 jusqu'au 1<sup>er</sup> août, les impôts indirects ont produit 13,500,000 fr. de plus que les prévisions.

Total, 92,100,000 fr.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1820 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1825, les retranchements faits aux budgets reconnus comme nécessaires à la marine, se sont élevés à 42 millions, somme équivalente à vingt vaisseaux ou trente-huit frégates entièrement armés.



sultat a été la suite des circonstances mêmes , et des nécessités du service ; mais je veux auparavant appeler votre attention sur cette grande vérité : que la marine est un service qui ne vit que de prévoyance ; qu'elle en a besoin sous le rapport du personnel comme sous celui du matériel ; qu'elle en a besoin , Messieurs , non seulement sous le rapport de nos intérêts d'argent , mais , ce qui est beaucoup plus grave , sous le rapport de nos intérêts de gloire et de puissance qui doivent toujours tenir le premier rang parmi nous. Je vais développer ma pensée , afin de pouvoir quelque jour vous rappeler mes paroles , soit par des actions de grâces , si nous arrivons bientôt à obtenir les moyens sans lesquels il deviendrait impossible de donner à la marine française le développement qu'elle doit avoir ; soit pour ma justification , s'il se présentait quelques circonstances où elle ne fût pas en mesure de répondre à ce qu'on demanderait d'elle , et qu'il fallût , ce dont le ciel nous préserve ! dans des moments difficiles , accumuler les sacrifices , pour réparer , d'une manière insuffisante et tardive , ce qu'il auroit été économique et sage de prévoir et de prévenir.

Le prévoyance , Messieurs , doit se porter dans la marine sur trois points principaux , que

je traiterai dans l'ordre d'urgence que je leur assigne : le premier est le personnel ; les deux autres , qui tiennent au matériel , sont les constructions et les approvisionnements.

Vous savez comme moi , Messieurs , que pour former des marins , et par conséquent des officiers de marine , il faut un grand nombre d'années de mer. Ainsi donc , indépendamment des considérations générales de protection du commerce , de dignité du pavillon français , de garde et de surveillance de nos possessions lointaines , il faut que vous ayez , même en temps de paix , des armements assez forts et assez nombreux pour que , le jour de la guerre , vos officiers de marine ne soient pas seulement des officiers de port ou de salon , mais de véritables marins , mais des hommes qui puissent , sur tous les points du globe , diriger , avec honneur pour eux , avec utilité pour le pays , les forces maritimes de la France. Et il ne faut pas seulement que vous ayez des officiers expérimentés et accoutumés à la mer , il faut que vous en ayez assez pour pouvoir armer avec sécurité tout ce qu'il vous faudroit armer le jour où vous auriez une guerre maritime à soutenir. Voilà , Messieurs , les conditions à remplir ; voilà le but vers lequel vous devez tendre ; et malheureusement nous



sommes encore loin de satisfaire à cette nécessité pressante. Vous avez bien, dans l'état actuel, assez d'armemens pour exercer vos officiers; vous avez même assez d'armemens pour en exercer suffisamment un plus grand nombre; mais vous n'avez pas à beaucoup près, dans votre état actuel, le nombre d'officiers auxquels il seroit nécessaire de donner l'expérience de la mer et l'habitude du commandement, en même temps que celle de l'obéissance et de la discipline; et, par conséquent, la raison vous dit qu'il faudroit augmenter votre personnel par prévoyance, c'est-à-dire par économie véritable; économie d'argent, parceque vous ferez moins de pertes; économie de gloire, parceque, si vous avez un nombre suffisant d'officiers expérimentés, vous obtiendrez plus d'avantages sur l'ennemi, le jour où la guerre éclatera, que si vous êtes forcés d'improviser une partie de la tête de votre armée navale. J'appelle sur cet objet, Messieurs, vos plus profondes méditations, celles que doit vous inspirer votre amour pour le pays, pour la gloire du pays.

Tels sont, Messieurs, les véritables principes et les raisons générales auxquelles je pourrois me borner pour repousser la doctrine du noble Pair; mais les augmentations de dépense du



personnel, sur lesquelles portent ses observations, ont une cause qui est indépendante des calculs particuliers du budget, et sur laquelle il convient que je m'explique; je veux parler des armemens. En effet, les armemens sont déterminés par les besoins de protection du commerce, et par l'état des différentes parties du globe. Or, cette dépense qui, au budget systématique de 1820, n'étoit portée que pour 11 millions, n'a pu être évaluée à moins de 16 millions pour 1825; et je dois même vous déclarer que je suis constamment obligé de rejeter les demandes qui, de toutes parts, me sont adressées pour accroître encore la protection que notre pavillon offre, non seulement à notre commerce, et souvent au commerce des autres nations, mais à toutes les infortunes, quelle qu'en puisse être la cause. Ceci répond suffisamment, je pense, aux objections du noble Pair sur l'augmentation des dépenses du personnel, et la diminution des dépenses du matériel, qui en est la conséquence nécessaire; et vous voyez, en même temps, comment l'économie que j'ai pu faire par la remise des garnisons des colonies au département de la guerre, économie qui ne s'élève pas à 2 millions, n'a pas même pu balancer ce résultat; mais, afin

de compléter ce qui touche au personnel, et pour vous démontrer, par les faits mêmes, ce que j'ai avancé sur cet objet, j'ajouterai que dans cette guerre, où la part de gloire acquise par la marine a été si à propos révélée par la demande d'un crédit extraordinaire, à un noble Pair, aux oreilles duquel le canon de Santi-Petri, d'Algésiras et du bombardement de Cadix, apparemment n'avoit pas retenti, j'ai acquis la preuve évidente de l'insuffisance du personnel des officiers de vaisseau. Dans cette guerre, en effet, quoique nos armemens fussent peu considérables, le nombre des officiers employés sur notre flotte ne laissoit déjà plus dans nos ports la proportion strictement nécessaire pour le service dans la plupart des grades; et dès-lors j'ai pu juger quelle seroit notre situation sous le rapport du personnel, si nous avions une grande guerre à soutenir.

Je crois, Messieurs, avoir prouvé non seulement que le changement dans les rapports entre les dépenses du personnel et celles du matériel est légitime, mais encore que le nombre des officiers de vaisseau doit promptement être augmenté pour la sécurité de l'avenir.

J'aborde maintenant le second objet, c'est-à-dire les constructions; car je maintiens qu'après



avoir pourvu au personnel, la première nécessité est de construire; en effet, si vous ne construisez pas pendant la paix, au moment de la guerre vous n'aurez pas de flotte à mettre à la mer. Alors qu'arrivera-t-il? vous ne voudrez pas, sans doute, vous retirer de la lutte, et bientôt le sentiment de votre sûreté, celui surtout de la gloire nationale indignée, vous précipitant dans des constructions hâtives; vous ferez des bâtimens qui vous coûteront plus cher, parceque le prix des ouvriers sera plus élevé et parceque, étant moins soignés dans leur construction, ces bâtimens seront moins bien construits et par conséquent moins durables que les bâtimens faits à loisir par des hommes expérimentés et surveillés dans leur travail; ainsi vous dépenserez le double pour avoir des constructions dont la durée sera moitié moindre: et ce n'est pas encore tout; car au lieu d'être prêts pour agir dans le moment le plus favorable, c'est-à-dire à l'ouverture même de la guerre, vous ne pourrez développer vos forces que quand l'ennemi aura déjà profité de la faiblesse de vos premiers moyens, pour les anéantir et se mettre en mesure de faire éprouver successivement le même sort à tous ceux que vous préparerez; tandis que, si vos forces na-



vales eussent été prêtes d'avance, elles vous auroient permis, par leur ensemble, de lutter avec gloire. Jugez maintenant, Messieurs, où est l'économie véritable et si elle doit se chercher dans l'épargne de quelques millions, aux époques de prospérité et de calme, ou dans de judicieux sacrifices faits pour en prévenir de plus grands aux époques de détresse et de danger.

Regardons par conséquent comme une vérité prouvée, qu'immédiatement après l'établissement d'un personnel en officiers, tel que la guerre peut l'exiger, la première nécessité, le premier devoir tracé par la prévoyance est de construire des bâtimens qui soient prêts à prendre la mer le jour où la guerre éclate. Il me reste maintenant à vous entretenir de la prévoyance sous le point de vue des approvisionnements; mais avant d'entrer dans cette partie de ma discussion, je vous demande la permission de placer ici une observation qui intéresse l'honneur du département que j'administre; c'est qu'en dépensant moins pour le matériel que ne portoient les prévisions du budget de 1820, nous sommes cependant parvenus à nous mettre en mesure, si le budget de la marine est porté à 65 millions pour 1826,

de tenir, sous le rapport de la flotte proprement dite, les engagements de 1820, encore que la contre partie de ces engagements, c'est-à-dire une dotation de 65,000,000 n'ait pas été accomplie jusqu'ici par l'État. Il y a, Messieurs, deux sortes d'économies; l'une qui consiste à diminuer la masse des dépenses, l'autre qui a pour résultat de tirer d'une faculté de dépense donnée, le meilleur parti possible: la première est l'économie d'épargne, c'est l'économie qui soulage, à la vérité, immédiatement le contribuable, mais qui, hors le cas de surabondance, peut compromettre pour l'avenir la destinée de l'État: la seconde est l'économie d'administration; c'est celle qui, en accroissant les résultats du présent, préserve, autant que possible, l'État des sacrifices à venir. La marine ne pouvoit et ne peut encore prétendre à la première, puisqu'elle n'a reçu évidemment jusqu'ici, puisqu'elle ne reçoit encore qu'une dotation insuffisante et que tout le monde en convient; mais elle pouvoit aspirer à la seconde, et je vous ai démontré, Messieurs, qu'elle y étoit parvenue, puisque, forcée d'augmenter les dépenses du personnel, par des circonstances hors de sa volonté, et ne recevant qu'une partie de ce qui auroit été établi comme la condition in-



dispensable d'un accroissement déterminé dans les moyens d'action, elle a cependant fait marcher ses constructions avec la même activité que si la dotation eût été complète; et que s'il lui a été impossible de s'occuper régulièrement de ses approvisionnements, ou, pour m'exprimer plus exactement, de l'assortiment de ses magasins, elle est cependant encore parvenue à augmenter ses ressources dans cette partie importante de son service.

Je vous ai démontré, Messieurs, que la première nécessité de la marine étoit celle d'un personnel expérimenté et assez nombreux pour entrer en lutte avec sécurité le jour même où la guerre éclate; que la seconde étoit celle d'une flotte en état de prendre la mer au premier signal. Je vous ai fait voir comment le défaut de prévoyance, dans cette partie, entraînoit inévitablement les conséquences les plus graves, et, disons-le, des conséquences irréparables. Examinons maintenant ce qu'exige la prévoyance sous le point de vue des approvisionnements, que je n'ai placés qu'au troisième rang, parceque, en effet, s'il y a perte d'argent à n'être pas en mesure sous ce rapport, si même les pertes sont énormes, du moins avec des sacrifices peut-on réparer le mal.



Je néglige tous les objets qu'à la rigueur la France peut fournir et trouver dans ses propres ressources; mais il en est un sur lequel je ne puis trop souvent ni trop fortement appeler votre attention, parceque la France n'y peut pas suffire même en temps de paix; ce sont les bois, et c'est le seul objet auquel je m'attacherai dans cette partie de ma discussion. La marine a besoin annuellement de 45 à 50 mille stères de bois pour ses constructions habituelles, dans le système de création d'une flotte de quarante vaisseaux et de cinquante frégates seulement; les forêts de France fournissent, année commune, de 25 à 30 mille stères; c'est donc une quantité annuelle de 15 à 20 mille stères qu'il faut trouver hors de France, et acheter à l'étranger pour les travaux courants, et cette quantité doit même s'accroître le jour où les ressources du département de la marine permettront de s'occuper spécialement de l'approvisionnement de réserve dont l'ajournement est une calamité. Or, il est évident, Messieurs, que, si le jour où vous aurez la guerre, vous n'avez pas approvisionné vos arsenaux maritimes d'une assez grande quantité de bois étrangers pour la soutenir pendant plusieurs années, les risques, les primes, les assurances, enfin le taux auquel

vous pourrez alors obtenir des fonds pour vos dépenses extraordinaires élèveront le prix de ces bois dans une proportion qu'il est impossible de calculer.

Je dis donc qu'en n'envisageant la question que sous ce seul point de vue, la prévoyance, c'est-à-dire, je le répète, l'économie véritable, nous prescrit de nous approvisionner de tout ce que nous tirons de l'étranger, à l'époque où les prix sont plus modérés, les arrivages plus faciles et plus sûrs, à l'époque sur-tout où la prospérité publique vous permet de trouver des ressources dans vos propres moyens. Mais il est encore une autre raison plus forte que celle-là, c'est que si vous n'avez pas d'avance de grands approvisionnements de bois dans vos arsenaux maritimes, le jour où vous serez obligés d'augmenter vos constructions, vous serez forcés d'employer des bois verts, et vous ferez alors des bâtimens dont la durée n'atteindra pas la moitié du terme ordinaire, sans compter que les réparations continuelles qu'ils exigeront accroîtront considérablement les frais d'entretien, et pourront parfois entraver les combinaisons du service.

Jugez maintenant, Messieurs, si c'est faire une économie réelle que d'épargner chaque an-



née quelques millions sur les dépenses de la marine, plutôt que de les appliquer en temps utile, par un emploi plus productif et moins dispendieux, à des besoins aussi évidents. Voulez-vous d'ailleurs la preuve que les sacrifices faits pour la marine ne ruinent pas un pays? Voyez ce que font nos voisins; voyez-les consacrer à leur marine 150 millions en temps de paix, et jusqu'à 500 millions en temps de guerre; et cependant voyez croître constamment leur prospérité et leur richesse. Quelle en est la raison? La raison est simple : c'est que la marine soutient le commerce, que les sacrifices faits pour la marine sont, dans la réalité, des sacrifices faits pour le commerce, et qu'enfin c'est le commerce qui enrichit les empires.

Tel est, Messieurs, le système du département de la marine, système fondé avant moi, mais que j'ai suivi et développé autant qu'il a été en mon pouvoir de le faire. Et pour vous montrer, en passant, que non seulement les calculs administratifs de mon département sont établis sur les véritables considérations de l'intérêt public, mais que son administration est paternelle envers les individus en même temps qu'elle est économique sous le rapport des choses, voici un fait qui peut-être mérite d'être cité :



vingt mille marins ont été appelés dans le cours de 1823, à cause de la guerre, et non seulement les levées se sont opérées avec la plus grande facilité, mais sur ce nombre de vingt mille appelés, cent vingt-quatre seulement ont réclamé; sur les cent vingt-quatre réclamations, vingt-cinq ont été trouvées justes, et il y a été fait droit; les quatre-vingt-dix-neuf autres ont été rejetées, et il n'y a pas eu une seule plainte, pas une seule accusation d'injustice ni d'arbitraire pour toute cette grande opération. Jugez d'après cet exemple, Messieurs, le département de la marine, et voyez s'il est vraiment digne de l'appui que vous lui accordez, que la France entière lui accorde.

Le noble Pair auquel je répons, en approuvant le système général du budget de la marine et les calculs sur lesquels il repose, a commis deux erreurs que je dois rectifier. Il a représenté la flotte de quarante vaisseaux et de cinquante frégates, comme la base dont on étoit parti pour demander un budget de soixante-cinq millions, en considérant cette flotte comme celle qui correspondroit à la dignité, aux moyens, à la puissance de la France, et il a maintenu ensuite l'exactitude des calculs d'après lesquels on seroit arrivé à ce résultat; il y a ici deux erreurs: l'une

qui se rapporte au principe, l'autre qui touche aux calculs; et d'abord, quant aux calculs par lesquels on établit la possibilité de produire en 10 ans avec soixante-cinq millions une flotte de quarante vaisseaux et cinquante frégates, ces calculs sont justes sans doute en eux-mêmes; mais les données d'après lesquelles ils ont été établis se reportant à des temps où l'administration étoit moins économe et moins régulière, appartiennent par conséquent à une expérience dont les documents offrent autant à éviter qu'à imiter. De sorte que si les calculs sont justes, comme ils le sont en effet, leur base est inexacte; mais il n'en est pas moins vrai que comme on n'en avoit point d'autre, il falloit nécessairement la prendre pour point de départ: et voilà, Messieurs, ce qui fait principalement que le département de la marine a pu tenir plus qu'il n'avoit promis, plus qu'il n'avoit pu promettre. Les bases des calculs étoient vraies pour les temps auxquels elles se rapportoient, mais elles ont cessé de l'être par l'effet des soins de l'administration, et cette administration ajoute ainsi à l'avantage de ses résultats présents, celui d'offrir dans ces résultats mêmes des données plus sûres et plus utiles pour l'avenir; et quant à la force de la flotte que le noble Pair a



représentée comme la base des calculs de 1820, la vérité est, Messieurs, qu'elle est la conséquence de l'argent dont on croyoit pouvoir disposer, et non la base d'après laquelle les besoins ont été calculés. En effet, on sentoît en 1820, comme nous le sentons aujourd'hui, qu'un état maritime de quarante vaisseaux et cinquante frégates, n'étoit point un état maritime tel que celui auquel la France doit aspirer et arriver, mais on calculoit alors, que d'après la marche générale de la prospérité publique, et en fournissant aux nécessités indispensables des autres services, il seroit possible de disposer d'une somme de soixante-cinq millions pour le département de la marine; et c'est avec cette première donnée, qu'en cherchant d'après les documents que fournissoit le passé, quel seroit l'emploi le plus utile à faire de cette somme hypothétique, on est arrivé à établir la flotte de quarante vaisseaux et de cinquante frégates comme le terme que l'on pouvoit atteindre en 10 ans; telle a été, Messieurs, la véritable marche des idées, à l'époque où l'on a établi le budget systématique de 1820; et l'on s'explique très bien comment on a dû agir et calculer ainsi, dans un temps où les doctrines générales sur l'importance de la marine, étoient si peu établies que l'on osoit



mettre en doute son utilité et la nécessité de son existence : dans un temps sur-tout où notre situation financière paroîssoit presque désespérée ; mais aujourd'hui que la marine est appréciée et que la prospérité croissante de nos finances montre d'année en année ce qu'il eût été possible de faire pour elle , aujourd'hui qu'il nous est permis d'espérer qu'elle obtiendra désormais un budget qui réponde à ses besoins et à ceux de la France , il convient que vous ayez une idée juste de vos moyens maritimes et des bases d'après lesquelles leur développement devroit être calculé. Je vais , par conséquent , essayer de vous la donner en peu de mots.

Voici , Messieurs , le tableau de notre inscription maritime. Cent mille marins sont inscrits ; sur ces cent mille marins , près de soixante-dix mille sont susceptibles de servir sur les vaisseaux de l'État. Tel est l'élément régulateur de notre puissance , ou plutôt tel est l'un des éléments de cette puissance ; car vous venez d'en créer un autre dont les avantages , j'espère , se développeront avec le temps , par la loi qui donne aux équipages de ligne la faculté du recrutement légal. Et je vous prie même d'observer que ces avantages sont communs , but qu'il faut toujours atteindre , à la

marine du commerce et à celle de l'État ; car, non-seulement les équipages de ligne fourniront des marins constamment expérimentés et formés à la discipline militaire ; mais vous trouverez dans cette institution un moyen de soulager l'inscription maritime de la plus grande partie des levées auxquelles, en temps de paix, elle est maintenant obligée de fournir ; et il en résultera que, tandis qu'on se portera, d'une part, plus facilement vers une profession qui offrira plus de chances de sécurité, de l'autre, vous ajouterez, par les libérations périodiques de vos équipages, de nouveaux marins à ceux de l'inscription ; de sorte que, par le double jeu de cette institution, en même temps que l'État aura toujours ses ressources prêtes, et une plus grande disposition de forces, le commerce trouvera des matelots en plus grand nombre, et par conséquent à meilleur marché. Telles sont, Messieurs, les véritables bases d'après lesquelles notre puissance navale doit être appréciée et calculée ; et c'est ainsi que le vœu formé hier à cette tribune par un noble Amiral se trouve rempli d'avance. Il en a émis plusieurs autres qui sont également remplis. Quant à ceux qui ne le sont pas encore, ce qui est possible sera fait, mais le sera



comme le veut la sagesse, c'est-à-dire avec l'aide du temps et de l'indispensable persévérance. Oui, Messieurs, les vœux du noble Amiral, les vôtres, ceux de toute la France en faveur de ce beau département seront accomplis. Mais pour vous montrer, au reste, combien ces vœux sont légitimes, et que les véritables hommes d'État, en France, ont toujours été favorables à la marine, permettez-moi d'en citer un dont le témoignage n'est pas récusable. J'arrêterai-là mon discours. Voici ce que dit Richelieu, dans son *Testament politique*, chap. 9 :

« Jamais un grand État ne doit être en situation de recevoir une injure sans pouvoir en prendre revanche; et, partant, l'Angleterre étant placée comme elle l'est, si nous n'étions puissants en vaisseaux, elle pourroit entreprendre, à notre préjudice, ce que bon lui sembleroit sans crainte de retour.

« Elle pourroit empêcher nos pêches, troubler notre commerce, et faire, en gardant l'embouchure de nos rivières, payer tel droit qu'elle voudroit à nos marchands.

« Elle pourroit descendre impunément dans nos îles, et même sur nos côtes.

« Enfin, la position du pays natal de cette nation orgueilleuse, lui ôtant tout sujet de



« craindre les plus grandes puissances de la  
« terre, l'ancienne envie qu'elle a contre ce  
« Royaume lui donneroit apparemment lieu de  
« tout oser lorsque notre foiblesse nous ôteroit  
« tout moyen de rien entreprendre contre elle. »



# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1824.

Séance du mardi 3 août 1824.

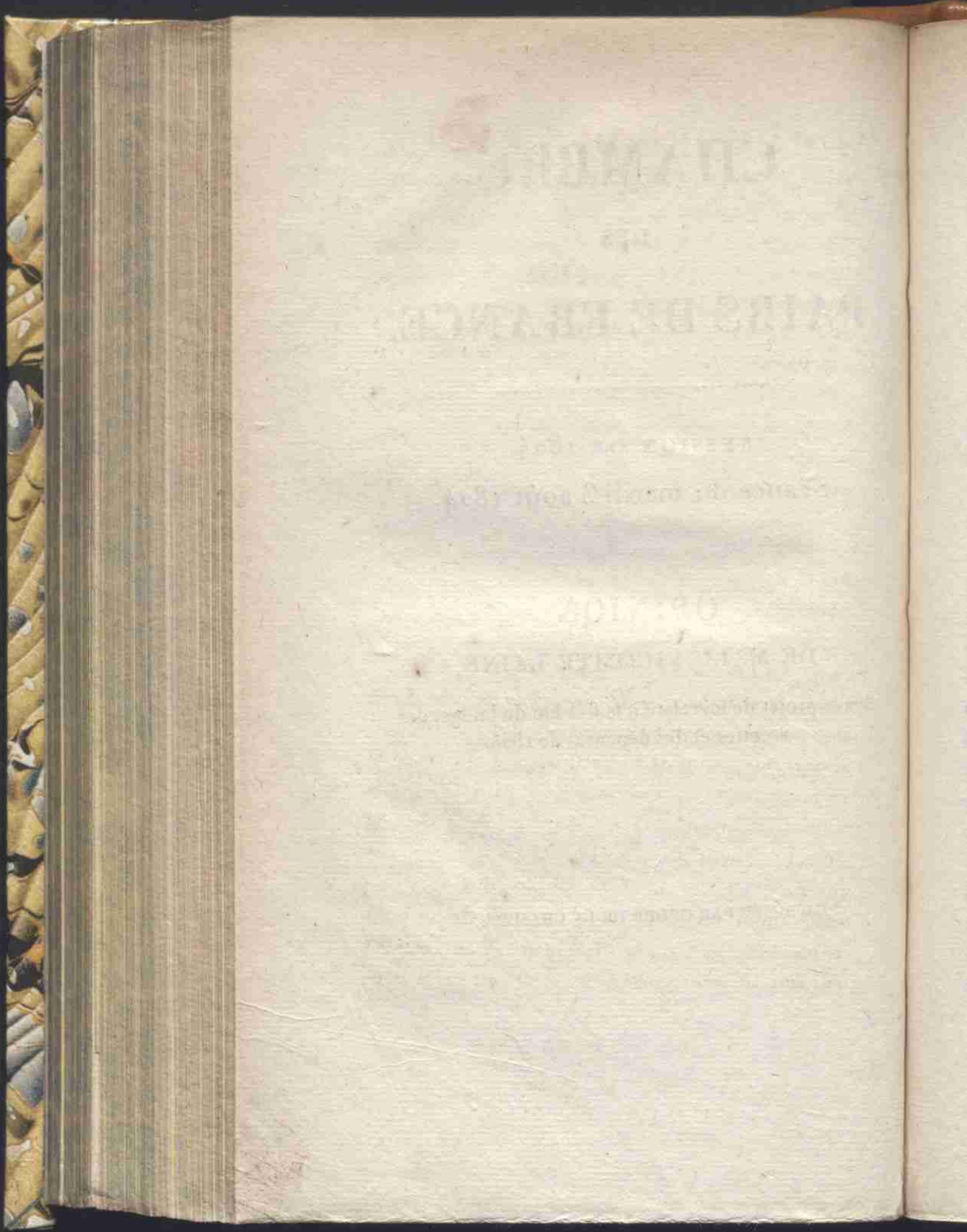
## OPINION

DE M. LE VICOMTE LAINÉ,

Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des  
recettes et des dépenses de 1825.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.





# CHAMBRE DES PAIRS.

## OPINION

DE M. le vicomte LAINÉ, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des recettes et des dépenses de 1825.

*Extrait du procès-verbal de la séance  
du 3 août 1824.*

Un troisième orateur obtient la parole. Loin de partager les espérances du noble préopinant, il embrasse l'augure contraire, et son vœu le plus cordial est de voir porter le plutôt possible à 65 millions le budget particulier de la marine et des colonies. Il n'y a pas, dans nos débats sur les finances, de maxime moins contestée que celle que depuis cinq ans on repète de toutes parts, savoir : que le budget de la marine est insuffisant. Le noble Pair, après en avoir rap-

pelé les raisons déjà déduites par d'autres membres, insiste sur la nécessité des approvisionnements. Il observe que, malgré le bonheur des explications données par M. le Ministre de la marine, et quoique la guerre d'Espagne et l'impérieuse justice d'augmenter la solde du personnel justifient la réduction des sommes destinées aux approvisionnements, il n'en est pas moins vrai que la discussion a révélé à cet égard un mal bien sensible. C'est sur ces approvisionnements que la prévoyance fonde notre espoir de sécurité, et quand on sait que la marine a pu faire des efforts inattendus à l'aide des matériaux rassemblés après la paix de 1783; il est juste et politique de léguer à un avenir plus ou moins éloigné, des moyens qu'ont fournis les Ministres de Louis XVI. Pour cela, continue l'orateur, des dépenses qu'il est même urgent de faire, sont indispensables. Elles le sont sur-tout pour les colonies, et même pour la colonisation. Ici le noble Pair, après avoir rappelé de grandes pertes qui excitent des regrets publics, s'attache à montrer que la France doit faire les plus grands efforts pour conserver et améliorer ce qui nous reste. Les reproches adressés au Gouvernement sur les tentatives qui ont eu lieu à Sainte-Marie et à Madagascar ne sont pas jus-



tes. Sans doute, les avantages actuels n'égalent pas les dépenses; mais l'administration doit songer à l'avenir, comme celle du célèbre Cardinal, fondateur de quelques unes de nos colonies. Sur ce point, il suffit que des probabilités nous donnent l'espoir du succès. Les frais de colonisation, comme ceux de la plantation des forêts, ne produisent que dans un temps éloigné, et c'est pour l'avenir que les nations et les Gouvernements doivent travailler. Que nous reste-t-il de nos établissements en Asie? Reculés sur les confins de l'Afrique, nous n'avons plus que l'île de Bourbon où il seroit heureux de pouvoir creuser un port pour faciliter le commerce de l'Inde, devenu profitable malgré tant de présages contraires, et pour nous servir d'asile dans la guerre. En jetant les yeux sur les actes d'une autre puissance à Madagascar, et dans la chaîne des îles qui entourent le continent de l'Inde, le noble Pair se livre à des aperçus politiques et à des comparaisons qui, selon lui, font paroître bien médiocres quelques centaines de mille francs dépensées pour des tentatives si louables, et qu'on désireroit plus heureuses. Mais, ajoute l'opinant, les critiques du noble Pair à qui je réponds nous transportent sur un autre hémisphère; il se

plaint des essais de colonisation commencés à la Mana, sur notre territoire à Cayenne, climat meurtrier. La réputation de la Guyanne, Messieurs, a éprouvé de grandes variations; c'étoit, il y a deux siècles, le pays d'Eldorado, et depuis 1763 elle passoit pour le pays le plus insalubre. Plus tard, ce fut une terre coupable, quand elle servit à ces déportations dont le souvenir déchire le cœur; on s'effraie encore quand on songe qu'elle a pensé dévorer un homme que la Providence semble n'avoir conservé que pour nous faire jouir de ses lumières et de son expérience, et qui retrace dans cette assemblée, par sa probité énergique, par son âge et sa sévérité même, l'image du vieux Caton. Ce n'est pas seulement par reconnoissance, pour avoir épargné cet objet de mes respects, que j'oserois prier la Chambre de s'intéresser à Cayenne. On a maintenant vérifié que cette colonie est plus saine que les Antilles. Sans doute, c'est un grand problème de savoir si des blancs d'Europe peuvent vivre en travaillant à la terre sous les tropiques, et il seroit insoluble si l'on exigeoit autant d'heures de travail qu'en donnent les cultivateurs en France, ou les noirs aux Antilles. Ce seroit lutter contre les décrets de la Providence, bien autrement combinés que nos petites

lois. Elle a permis, dans ces pays favorisés, que peu d'instants de culture dans la journée fussent suffisants pour satisfaire les besoins de toute une famille; et le reste du temps est laissé à l'homme, comme pour mieux cultiver ses facultés intellectuelles. Les conséquences d'une telle loi, sans être contraires à nos idées sur le commerce, le luxe, le sucre et le café, seroient favorables aux vœux d'une saine philanthropie. L'orateur pense qu'il est permis de former des plans qui, dirigés par la prudence et l'économie, serviront à résoudre sur la colonisation des questions qui occupent tant d'esprits, et sous ce rapport quelques fonds ne seroient pas mal employés. A son avis, quelle que soit l'issue de la modeste tentative faite à la Mana, Cayenne en profitera, et c'est sur-tout vers la colonie de Cayenne qu'il tourne l'attention de la Chambre. Si l'heureuse abolition de la traite accroit les difficultés, c'est un motif de plus de secourir des colonies que personne ne veut abandonner. Les Anglais et les Hollandais, dans cette même Guyanne où la traite est aussi abolie pour eux, font pourtant des dépenses dont les nôtres sont loin d'approcher; et quand on songe que sur l'immense continent des Amériques, depuis l'extrémité septentrionale jusqu'au cap Horn,



il ne reste à la France que le territoire de Cayenne, c'est pour elle, quand elle ne trouve plus d'autre plage à coloniser, une raison de faire de plus grands sacrifices. L'orateur les justifie par la nécessité et par l'espérance de faire participer la France aux avantages des événements prêts à s'achever dans le nouveau monde; par l'opportunité de faire régler dans l'intérêt de la France des limites qui, en confirmant ses possessions près de l'embouchure d'un grand fleuve, lui permettent de ne pas rester étrangère au commerce et à la navigation nouvelle qui est prête à s'ouvrir pour l'avantage des métropoles et des colonies. Ainsi, dit le noble Pair, des considérations d'une haute politique se réunissent à l'intérêt maritime et colonial; et quand bien même les avantages qu'il est permis de s'en promettre ne devroient se réaliser que dans un long avenir, je voterois encore pour les 65 millions que depuis cinq ans on reconnoît indispensables.

---

# CHAMBRE

## DES

# PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1824.

Séance du mercredi 4 août 1824.

---

## DISCOURS

PRONONCÉ dans cette séance par M. L'ARCHEVÊQUE  
DE PARIS, à l'occasion du décès de M. le cardinal  
duc DE BAUSSET ;

SUIVI

D'UNE NOTICE sur M. le cardinal DE BAUSSET,  
par M. l'abbé DE MONTESQUIOU.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

THE CHAMBER

1811

PAIRS OF STANCE

SECTION OF 1811

Section in the North & South

DISCOPUS

Section in the North & South  
of the 1811 section on the N. & S. side  
of the 1811 section

1811

Section in the North & South  
of the 1811 section

Section in the North & South



# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## DISCOURS

PRONONCÉ

PAR M. L'ARCHEVÊQUE DE PARIS,

A l'occasion du décès de M. le cardinal duc  
DE BAUSSET.

MESSIEURS,

Le sépulcre des Pairs ne se referme point ;  
chaque année lui apporte un tribut nouveau ; il  
n'est presque pas une session où ce qu'il y a de  
plus noble en France , après le Trône , ne vienne  
s'y engloutir ; et cette auguste Chambre , où se  
rendent des différens points du Royaume tous  
les genres de talents et de gloire , semble être

destinée, après avoir fourni les plus beaux modèles, à donner perpétuellement aux peuples la plus grave des leçons, celle de la caducité et du néant de toutes les choses d'ici-bas. Nos éloges eux-mêmes n'en sont que le *magnifique témoignage*.

Mais à côté de cette leçon austère, qui laisse aux regrets tout leur poids, à la douleur toute son amertume, il en est une autre qui soulage et qui console : c'est celle de l'exemple des hautes vertus, des bonnes actions, des services importants, dont l'impression et l'influence perpétuent parmi nous la mémoire de ceux dont nous avons à déplorer la perte, et les font vivre longtemps encore après qu'ils ne sont plus.

Au nombre de ces hommes justement célèbres, qui se survivent ainsi à eux-mêmes, et qui ont placé au milieu de nous l'héritage de leur immortalité, nous devons mettre avec confiance celui dont on a achevé l'éloge d'un seul trait, en disant que la religion, l'État, les lettres et la société le pleurent et l'admirent également. Il ne seroit pas même besoin de le nommer pour vous le faire reconnoître.

Déjà plusieurs de ses éloquents et nobles amis ont exprimé, quoique brièvement, dans

cette enceinte, des regrets que tous vous avez partagés avec eux. L'émotion que leurs paroles ont communiquée à chacun de nous devoit seule m'avertir de ne pas penser à essayer d'ajouter quelque chose à l'impression que vous avez ressentie, et qu'une voix timide et trop peu exercée en ces sortes de sujets n'auroit pu qu'affoiblir.

Cependant, pressé par le besoin de mon cœur, qui dans de semblables circonstances se fait facilement illusion, et présume aisément de ses forces, cédant d'ailleurs au vœu d'une famille que la douleur avoit égarée dans son choix, je m'étois proposé de venir aussi déposer au sein de la Chambre l'hommage du respect, de l'admiration, et de la reconnoissance que m'inspire la mémoire ineffaçable d'un prélat dont les lumières ont plus d'une fois guidé mes pas dans des routes difficiles, dont les conseils m'ont affermi dans les incertitudes, dont les bontés ont encouragé ma jeunesse, et dont l'amitié même, contrastant avec elle, ne faisoit que rehausser davantage l'éclat des dignités, et la simplicité de la vertu.

Tandis que je me préparois à écarter pour quelques moments les affaires multipliées, et



les instances continuelles qui tous les jours m'attachent aux besoins d'une grande église; lorsque je croyois avoir trouvé le loisir que j'avois long-temps poursuivi, afin de livrer mon ame aux douloureuses mais touchantes méditations où devoit la faire entrer sans efforts l'examen d'une vie aussi pleine de sagesse, de travaux et de charmes; vie précieuse et exquise, dont il ne m'a été donné de voir que les derniers agréments, dont je n'ai pu goûter que les douceurs dernières! un ami éprouvé du cardinal de Bausset, et presque son contemporain, qui l'a suivi et étudié pas à pas; qui a pu contempler, et qui a su apprécier tout ce qu'il promettoit et tout ce qu'il a réalisé; élève de ces hommes recommandables et habiles, dont on ne perd jamais l'amour, dont on n'oublie jamais les leçons; comme lui, témoin fidèle des infortunes et des combats de notre église gallicane, ainsi que de sa gloire et de son immortel triomphe, cet ami laissoit couler de sa plume gracieuse et féconde un hommage que, de toute manière, il lui appartenait plus qu'à moi de rendre à l'un de ces anciens évêques, que l'ancien clergé n'auroit pas hésité à mettre aux premiers rangs, (et alors, Messieurs, ces

premiers rangs étoient pressés) pour le savoir, le talent de bien dire, l'art de bien gouverner, et l'art plus difficile encore de faire toujours révéler sa science, aimer ses discours, et chérir son gouvernement.

Dès-lors, Messieurs, il m'a semblé que ma tâche étoit remplie, ou plutôt qu'il ne m'en restoit aucune à remplir, parcequ'il n'y avoit rien de mieux à faire, et pour la satisfaction de la Chambre, et pour la mémoire de son Éminence, et pour la consolation, s'il peut y en avoir quelque une, de sa famille et de ses nombreux amis.

J'ai donc l'honneur de proposer à vos Seigneuries, avant la clôture prochaine de la session, que la notice sur monseigneur le cardinal de Bausset, que M. l'abbé de Montesquiou vient de publier, soit lue en votre présence pour tenir lieu de tout autre éloge, et qu'elle soit imprimée par ordre de la Chambre. Je la remercierai ensuite d'avoir bien voulu me permettre de réparer ainsi à l'égard du noble Duc une erreur qui m'avoit rendu téméraire, en acceptant, toutefois à son défaut, une consolation que j'aurois toujours regretté de lui avoir ravie, et un honneur que je me serois toujours reproché d'avoir usurpé sur lui.



## NOTICE

SUR Son Éminence M. le cardinal DE BAUSSET,

Par M. l'abbé DE MONTESQUIOU,

---

MON respect pour la mémoire de M. le cardinal de Bausset, et le souvenir de ses bontés, m'auroient fait desirer de porter mes regrets à la tribune de la Chambre des Pairs. Mais un hommage bien plus honorable devant lui être rendu par M. l'Archevêque de Paris, j'ai cru que la reconnoissance ne me permettoit que cette simple notice des vertus qui m'ont laissé une profonde estime, et qu'après un si digne éloge, une douleur si généralement sentie pouvoit seule se faire entendre encore.

En effet, tout ce qui aime dans la religion les vertus qui honorent le plus son ministère, la sagesse, la bonté, et cette dignité même qui n'est que le sentiment habituel de nos devoirs; tous ceux qui appellent aux grands intérêts de



l'État ces esprits éclairés que la passion n'abuse jamais, et que la raison conduit toujours; ceux qui recherchent dans les lettres l'amour de la vertu, et les talents qui en inspirent le goût; ceux qui aiment enfin ces nobles caractères, dont aucune circonstance n'émeut le courage et n'élève la modestie, et qui attirant tout à eux par leur douceur et l'agrément de leur esprit, n'admettent cependant que les amitiés les plus honorables, et les sentiments les plus élevés, conserveront la mémoire du cardinal de Bausset, et le proposeront long-temps comme un modèle.

Il naquit à Pondichéri, dont son père étoit gouverneur; et quoiqu'il n'y eût passé que les premières années de son enfance, il parut en rapporter l'aménité particulière à ces heureuses contrées. La douceur de ses mœurs, et la facilité de son esprit, le disposèrent à entrer dans un état qui attiroit à lui tous les talents et toutes les vertus. Il s'y fit assez remarquer pour qu'on le chargeât de très bonne heure de la conduite d'un diocèse, sur lequel le Gouvernement avoit des vues particulières. La sagesse qu'il montra le fit bientôt choisir pour un évêché, qui demandoit toutes ses lumières, avec tous les dons qu'il avec reçus de la nature.

Le diocèse d'Alais est placé au milieu de ces montagnes des Cévennes, que nos discordes ont rendues trop célèbres, et que leurs malheurs, ni nos regrets n'ont pu ramener au sein de notre Église. Que doit être le ministère d'un évêque? que peut-il même auprès de ces cœurs irrités qui refusent d'entendre sa voix, qui redoutent sa puissance, qui se méfient de ses bienfaits, et qui semblent avoir pour premier dogme de s'éloigner de lui?

Mais tel est le caractère de la religion catholique et de ses véritables ministres, de ne voir dans tous les hommes que les enfants d'un même Dieu, dont lui seul s'est réservé la justice, et dont les égarements ne doivent être qu'une raison nouvelle de les plaindre et de les secourir. Les sectes ont besoin de haïr; elles ne se soutiennent même que par ce pénible sentiment; mais la vraie religion abonde en charité, et ne peut subsister sans elle.

Cette maxime, que le cardinal de Bausset trouvoit déjà dans son cœur, fut la règle de son épiscopat; un abord également facile, une même obligeance, une charité qui ne distinguoit que les plus malheureux, une recherche continuelle des moyens de réunion; les assemblées, les écoles, les affaires publiques, tout ce



qui pouvoit éteindre ces funestes divisions étoit employé. Déjà ces cœurs ulcérés se rapprochoient. Ils célébroient cet esprit si conciliant, qui parloit peu de religion, et qui la voyoit toujours; et si la trop courte durée de ce ministère de paix ne put pas ramener dans le sein de l'Eglise cette portion égarée, elle lui rendit du moins ce caractère de bonté, qui est son plus bel ornement, et qui lui assure le respect de ceux même qui ne vivent pas sous ses lois.

Les autres objets d'utilité publique occupoient en même temps l'évêque d'Alais: il obtenoit du Roi une belle école militaire pour la marine; il recherchoit avec les principaux habitants les moyens de porter l'aisance et la civilisation dans ces montagnes; il les faisoit percer de belles routes, et se servoit de toute son influence aux États de la province, pour en accroître la prospérité.

Le diocèse d'Alais faisoit partie de ces célèbres États de Languedoc, dignes à jamais de nos souvenirs et de nos regrets. Une réunion formée des évêques, des principaux membres de la noblesse, et de tout ce que les villes avoient de plus éclairé, venoit chaque année étudier les besoins de la province, rechercher tous les



moyens d'étendre son commerce, de favoriser son industrie, et d'augmenter la fortune du peuple en améliorant ses mœurs. Là se trouvoit la véritable aristocratie, n'ayant d'autres sentiments que celui de ses devoirs, et sans autres prétentions que le zèle du bien public. Que de prodiges en ont été le fruit ! Une province si éloignée, remplie de tant de montagnes et de pays incultes, qui ne trouvoit pas même un abri dans la mer qui l'environne, est devenue une de nos plus riches contrées. La jonction des deux mers, un port assuré, malgré tous les obstacles de la nature ; toutes les montagnes, toutes les communes ouvertes par des routes magnifiques, les cultures animées, les manufactures encouragées ; la richesse de l'Angleterre faisant de vains efforts pour lui enlever le commerce du Levant, les villes embellies des plus beaux monuments ; voilà ce que nous avons vu ; voilà ce qui doit exciter notre émulation, et mériter à jamais notre reconnoissance.

Ce fut dans cette célèbre école que l'évêque d'Alais acquit ces connoissances d'administration, et cette science du gouvernement qu'on remarquoit en lui. C'étoit là qu'il concertoit les établissements utiles qu'il venoit reporter dans son diocèse. Ses talents s'y firent bientôt con-

noître. Il fut chargé, dès la seconde année, de porter au Roi les cahiers de sa province. On se souvient encore de ses discours pleins de cette respectueuse confiance que nos Rois ont toujours autorisée, mais dont le clergé avoit surtout conservé la tradition. Celui qu'il adressa à Madame Élisabeth excita une sorte d'enthousiasme. Cette princesse qui, au milieu de tant de vertus, se flattoit de les dérober au public, ne put apprendre, sans rougir, qu'elles avoient pénétré dans nos provinces les plus éloignées; elle se troubla, et la délicatesse de l'éloge ajoutant à son embarras, il témoigna mieux qu'aucune réponse ne pouvoit le faire, que l'orateur avoit pénétré toute la pureté de son cœur.

Mais ces temps heureux alloient bientôt disparaître; la révolution approchoit, et, avec elle, l'annonce de tous les désordres. La licence des mœurs qu'elle cachoit sous les dehors de la liberté, mais qui étoit le seul bien dont son cœur fût avide, devoit une haine particulière à la religion si contraire à ses maximes, et à ses ministres dont elle ne se flattoit pas d'arrêter le zèle. On sait jusqu'où elle a porté ses fureurs: la plupart des prêtres qui n'ont pas pu aller chercher un asile chez les nations étrangères



sont devenus ses victimes; les infirmités qui ont accablé de si bonne heure M. le cardinal de Bausset ne lui permirent pas de sortir de France. Personne cependant n'avoit plus prévu les malheurs de la révolution; il les annonçoit à ses diocésains, dans les écrits qu'il leur adressoit; mais, résigné à son sort, il attendit, sans s'émouvoir, la destinée réservée à tous les gens de bien.

Il fut bientôt arrêté et mis dans une prison de Paris: ce fut là qu'il montra combien la religion et la sagesse donnent de courage. Tandis que celui des autres victimes s'affoiblissoit sous ces longues et cruelles épreuves, le sien, au contraire, conservant sa dignité épiscopale, attendoit, sans la craindre et sans la braver, la mort qui lui étoit réservée. C'étoit un spectacle, qui n'a point été oublié par ses compagnons d'infortune, de voir un évêque, si assuré de périr, donner avec cette liberté d'esprit ses soins et son ministère à tout ce qu'il pouvoit secourir, et attendre la mort sans aucune ostentation, mais sans aucune foiblesse.

Un jour même que toutes ces victimes étoient au réfectoire, arrivent des membres du tribunal révolutionnaire qui ordonnent de se lever et de crier *vive la République!* Tout le monde se



soumet; une seule table reste assise, et garde le silence : c'étoit celle de l'évêque d'Alais. Ces misérables la remarquent; ils s'en approchent, et renouvellent le même cri; on obéit encore, et l'évêque d'Alais ne change pas de maintien. La vertu, pour la première fois peut-être, en imposa à ces hommes de sang; ils se retirèrent, marquant sans doute leurs premières victimes, mais n'osant pas les outrager.

Cependant la Providence ne voulut pas que ce beau caractère succombât dans ces jours de désolation; elle le réservoir pour adoucir la plus grande plaie qu'ils avoient faite à la France. Il trouva l'Église, en sortant de prison, dans l'état le plus déplorable. Les autres classes de la société avoient obtenu quelque repos; mais le sort du clergé étoit le même. On poursuivoit les prêtres dans les provinces; tout étoit permis contre eux; le meurtre même n'en étoit point puni, et s'ils n'éprouvoient pas la même persécution dans la capitale, ce n'étoit qu'au prix des serments les plus odieux qu'on en toléroit le ministère.

L'évêque d'Alais pouvoit seul porter quelque secours à une Église si désolée. Son premier soin fut d'appeler auprès de lui ce digne supérieur de Saint-Sulpice, M. Émeri, échappé comme

lui du naufrage. Ces deux caractères étoient faits pour se réunir. Même sagesse, même doctrine, même connoissance des hommes et des temps. Mais que d'efforts il leur fallut tenter pour échapper à un Gouvernement si oppresseur ! Il falloit en prévoir les funestes projets, donner aux pasteurs une règle de conduite, exciter le zèle des plus effrayés, calmer l'ardeur indiscrete, réunir tout ce qui s'étoit séparé : il falloit rechercher dans ce même Gouvernement les ames timides qui avoient conservé quelques sentiments de piété ou d'humanité. Il falloit mériter leur confiance, animer leur foiblesse. Il falloit enfin la bonne renommée de ces deux collaborateurs, pour désarmer un Gouvernement si ennemi, et qui portoit l'impiété jusqu'au fanatisme.

Ainsi la religion sortoit de ses ruines ; les temples se rouvroient dans les villes ; les prêtres parcouroient les campagnes ; les jours heureux ne paroissent point encore, mais ils s'annonçoient ; et, après tant de malheurs, c'étoit beaucoup de pouvoir concevoir des espérances.

Peu de temps après, parut le concordat de Pie VII, époque mémorable où l'on vit la plus belle Église de la chrétienté anéantie par une

bulle du Souverain Pontife. Dirai-je qu'il en eut le droit? A Dieu ne plaise, si on le sépare des circonstances! Nous savons que les évêques composent avec le Souverain Pontife cet apostolat à qui Dieu a remis le soin de son Église. La chaire de saint Pierre en a la primauté, et non pas la souveraineté. Mais il est des temps d'anarchie où toutes les puissances se trouvent investies d'un pouvoir absolu, par l'empire des circonstances. Ce seroit un blasphème de dire que, lorsqu'une population immense se trouve privée des secours de la religion par l'éloignement de ses pasteurs légitimes, l'Église soit sans pouvoirs pour lui en donner. Son chef les acquiert tous alors; et c'est dans ces circonstances qu'il doit se rappeler ces divines paroles: *pasce oves meas.*

Telle fut l'opinion du cardinal de Bausset, et nous pouvons dire qu'elle est devenue celle de toute l'Église. Mais combien nous eûmes à déplorer que cette grande entreprise s'exécutât sans recourir à ses lumières, et sans même le consulter! Gardons-nous de jeter le moindre blâme sur le vertueux pontife qui gouvernoit alors l'Église: sa piété, son courage, ses malheurs l'ont rendu à jamais sacré pour nous. Disons au contraire que la droiture de son cœur



l'empêcha de soupçonner les manœuvres de son adversaire. Il ne crut pas qu'une si grande puissance pût recourir à l'artifice. Mais comment le négociateur chargé de ses pouvoirs ne chercha-t-il pas quelque appui, ou quelque secours? Comment ne pas consulter cet évêque d'Alais, dont la sagesse avoit pu conserver tout ce qui nous restoit encore? Il se crut assez habile pour connoître ce pays inconnu; il osa traiter seul avec un homme qui avoit abusé toute l'Europe, et se laissant effrayer par de vaines menaces, il se glorifia d'avoir terminé cet ouvrage informe qui devoit faire naître tant de difficultés, et donner tant de chagrins à ses auteurs.

Ainsi périt en France cet illustre épiscopat dont les lumières, la sagesse, et tant de services rendus, sembloient mériter une autre destinée. Evêques toujours Français, jamais ils ne laissèrent arriver jusqu'à nous, ni ces sanglantes querelles du sacerdoce et de l'empire, ni ces fausses doctrines qui font un principe de discorde d'une religion qui veut tout réunir. Jaloux au contraire de tous les droits de la couronne et de ceux de la nation, ils surent si bien tempérer ce qu'ils devoient à l'État et ce qu'ils devoient à l'Eglise, qu'un grand Pape disoit

qu'ils connoissoient seuls les droits de la papauté, tous les autres accordant trop, ou trop peu. Leur maxime étoit que la religion est toujours sainte; et que si elle occasionne quelque désordre, la faute en est aux ministres et jamais au ministère. De là cette soumission aux lois, ce respect pour la majesté royale, ces égards pour toutes les autorités; de là encore cette sagesse, cette piété si éclairée, ce gouvernement si paternel. Je ne sais quelle réunion se trouvoit en eux des vertus de leur état et de celles de la société: c'étoit la dignité, le maintien, le savoir d'un évêque, unis à la politesse, à l'esprit cultivé, et à la connoissance du monde. Leurs maisons ouvertes à toutes les conditions sembloient destinées à leur apprendre les vertus de l'honnête homme, et celles de l'homme religieux. Tous ces mérites n'étoient point empruntés; on les a vus dépouillés de leurs dignités et de leurs fortunes, et toute l'Europe a admiré leur vertu: ils ne sont plus... Puissent leurs dignes successeurs nous conserver leurs principes et leurs exemples, et consoler nos regrets en réalisant toutes nos espérances!

Le cardinal de Bausset, en voyant la destruction de ce corps épiscopal dont il avoit été une portion si honorable, se retira à la campagne.



De grandes souffrances l'y attendoient; mais pour charmer ses douleurs et honorer sa retraite, il conçut le projet d'écrire la vie d'un de nos plus grands évêques, de cet illustre Fénélon, dont le seul nom porte avec lui tout le charme de la vertu. Personne n'étoit plus digne de faire connoître cette piété si touchante, cette imagination si facile, et cette grace d'esprit et de goût qui n'a point encore son égale; cependant l'entreprise paroissoit bien grande avec de telles infirmités.

Fénélon avoit jeté un si grand éclat dans ses diverses fortunes; son éducation du duc de Bourgogne avoit laissé tant de souvenirs; ses chagrins tant d'intérêt; ses écrits tant de renommée, que son histoire sembloit demander toute la force et tout le brillant de la jeunesse pour satisfaire l'attente du public. Cependant elle ne fut pas trompée. Fénélon reparut dans le monde tel que chacun se l'étoit figuré; c'étoit sa piété, sa douceur, l'élévation de son ame, et toujours sa grace naturelle. Il n'y a rien dans ce bel ouvrage qui ne donne un même plaisir au lecteur. On se plaît aux premiers essais de cette imagination inspirée, qui donne déjà de l'éclat aux plus simples amusements de la jeunesse; on s'attendrit et on la vénère dans les missions.



On voit la cour de Louis XIV étonnée et ravie de cette variété de connoissances, de cette élégante simplicité, de cet esprit si naturel, qui semble seulement animé par la vertu : on le suit auprès de son élève, et on ne se lasse point d'admirer cette connoissance des hommes, et ce travail prodigieux pour refondre cette fâcheuse nature, et faire sortir de cet *abîme*, selon l'expression de Saint-Simon, un prince qui devoit être les délices du genre humain. On se plait sur-tout avec ces amis si tendres et si chers qu'aucune disgrâce, aucune absence ne purent ravir à Fénélon ; on se réunit à eux pour l'entendre, et comme eux on se sent entraîné par ce langage enchanteur, par cette mysticité même qui semble ramener l'éloquence à sa première origine, au culte des dieux. On gémit avec eux sur cette séparation cruelle, et on se réunit encore à eux pour en parler, pour lire et relire ce qu'on peut en recevoir, ou ce qu'on peut en apprendre.

Tel est le charme de cette vie de Fénélon ; ce n'est pas son histoire que l'auteur nous présente, c'est sa personne qu'il reproduit pour nous, avec le choix le plus heureux de tout ce qui peut nous plaire davantage ; mais ce qui excite le plus vif intérêt, et qui sembloit au contraire devoir

affliger le lecteur, c'est cette déplorable affaire du quiétisme, où les deux plus beaux génies de ce grand siècle osèrent mesurer leurs forces ; disons mieux, où ils payèrent l'un et autre le tribut à la foible humanité ; Fénélon ne pardonnant pas à Bossuet de ne pas juger de sa doctrine par la pureté de son cœur ; et Bossuet s'irritant de la résistance de son adversaire, à la force de sa raison, et à l'évidence de ses preuves. Cette querelle, dis-je, est racontée avec un talent supérieur, et tel qu'on le chercheroit peut-être en vain dans tous nos autres historiens ; les personnages sont en scène ; leur doctrine si subtile n'a rien qui étonne le lecteur : on les suit à Rome, à la cour de Louis XIV, dans le cabinet de madame de Maintenon. C'est un véritable drame où l'intérêt se renouvelle sans cesse ; celui qui paroît vaincu se relève avec plus d'éclat ; on ne sait jamais à qui doit rester la victoire, et quoique le dénouement soit connu de tout le monde, on l'attend avec inquiétude, et on en doute toujours.

Cette vie de Fénélon fut si bien accueillie du public, et le cardinal de Bausset fut si heureux de voir renaître le goût des lectures solides et édifiantes, qu'il n'hésita pas à entreprendre l'histoire de ce grand Bossuet, le plus beau génie



de son temps, et peut-être de tous les siècles. L'entreprise étoit grande et digne de son auteur : il ne s'agissoit pas seulement de reproduire cette haute théologie, et cette belle éloquence, qui n'ont rien perdu de leur renommée ; il falloit en faire connoître le système et la grande politique ; il falloit sur-tout faire connoître le beau caractère de Bossuet. Ce grand homme étoit presque ignoré du public ; on admiroit ses écrits ; on rendoit justice à sa vertu ; mais on ne connoissoit plus ni le grand objet de ses travaux, ni le zèle éclairé qui n'avoit cessé de le conduire. M. le cardinal de Bausset leur a rendu leur premier éclat, et on peut dire que Bossuet a reparu dans toute sa grandeur.

Nous voyons d'abord que cette haute théologie ne se proposoit pas seulement d'affermir la foi des catholiques ; quelque chose de plus grand étoit en elle. Bossuet vouloit terminer ces funestes discordes qui avoient causé en Europe tant de ravages, et ramener toutes les Églises protestantes au sein de l'Église catholique. Le dessein en avoit été concerté avec Louis XIV ; et M. le cardinal de Bausset nous le développe en nous expliquant cette théologie si relevée qui n'en fut que l'exécution.

Ainsi il nous apprend que *l'exposition de la*



*doctrine chrétienne* dont la simplicité causa tant de surprise aux écoles protestantes, n'étoit destinée qu'à les désabuser sur les prétendus dogmes dont ils nous accusoient de faire des articles de foi, et de les rapprocher ainsi de nous.

Les fameux articles des libertés de l'Église gallicane n'avoient pas pour objet d'affranchir la couronne de nos Rois, des prétentions surannées de la cour de Rome; mais de rassurer les princes protestants contre ces mêmes prétentions, et de leur montrer que leur indépendance ne pouvoit pas être compromise en revenant à nous.

Le grand ouvrage des variations qui fut regardé à juste titre comme la plus belle production de Bossuet, ne devoit pas seulement établir la supériorité de notre croyance sur celle des Églises dissidentes; il étoit dans l'esprit de son auteur le complément de sa grande et vertueuse entreprise. Bossuet vouloit leur montrer qu'ayant varié sans cesse dans leurs professions de foi, et n'ayant pas encore un corps de doctrine, leur Église n'étoit pas formée; qu'ils n'avoient donc pas cessé d'appartenir à la nôtre; qu'ils pouvoient avoir des réformes à demander, sur lesquelles on devoit s'entendre; mais que l'objet essentiel, la profession de foi, ne nous

separant pas encore, ils étoient toujours enfans de l'Église romaine, et que rien ne pouvoit les empêcher d'y rentrer.

Nous voyons en même temps Bossuet ouvrant des conférences avec Leibnitz, et poursuivant son même dessein avec un zèle et une franchise qui ne laissent aucun doute sur les espérances qu'il avoit conçues; mais ce qui charme dans ce projet, c'est la douceur évangélique de Bossuet. Il veut qu'on ne procède que par la douceur et par la persuasion. Son indignation s'enflamme en apprenant les rigueurs exercées contre ses frères errants; il se plaint au Roi, il se plaint aux ministres, il s'adresse à toutes les autorités; jamais la cause de l'humanité ne fut plus saintement vengée. Mais qui n'a pas connu ces excès d'un zèle indiscret que l'ambition et l'amour-propre excitent encore? Ils surent rendre inutiles les intentions de Louis XIV et tous les efforts de Bossuet. Mais comment ne pas admirer ce grand évêque qui embrasse dans sa charité les plus grands intérêts de l'Église et de l'État; qui ne veut y employer que son génie, et rejette tout ce qui est indigne de son grand cœur?

Tel est le Bossuet que le cardinal de Bausset nous a fait connoître, et ce beau caractère n'est



pas le fruit de son enthousiasme pour son héros; il ressort des preuves sans nombre dont cette histoire abonde. On peut dire que cet ouvrage est écrit avec la loyauté de Bossuet, et c'est le grand mérite qui le distingue; on y retrouve sans doute cette érudition qui rend facile aux lecteurs l'intelligence de toutes ces grandes doctrines; cette connoissance des temps, cette élégance de style, cet art des transitions, qu'on avoit déjà remarqués dans la vie de Fénelon; mais ce qui surpasse tous les mérites littéraires, c'est de nous avoir rendu Bossuet avec toute sa générosité et la bonté de son cœur; c'est de nous avoir appris que la vertu seule pouvoit inspirer un si beau génie; qu'elle en fit un grand évêque, un grand homme d'État, un prodige d'éloquence, parcequ'il n'y a rien qu'elle ne puisse atteindre, quand la religion lui donne sa force et sa grandeur.

Cette belle vie de Bossuet devoit terminer la carrière littéraire du cardinal de Bausset, mais non pas les travaux de son épiscopat. Les beaux jours de la restauration arrivoient, et ils ramenoient avec eux quelques anciens collègues échappés au ravage du temps et à leurs infortunes. Ils rentroient chargés d'années et de fatigues, tels que ces évêques de la primitive



Église, montrant les cicatrices honorables que leur zèle leur avoit méritées. Ils redemandoient leurs églises qui ne devoient pas leur être rendues; mais que ne peut la religion sur des ames généreuses? Le cardinal de Bausset leur fit connoître l'état déplorable de nos autels, et la nécessité de ce grand sacrifice ne fut plus contestée.

Cette nouvelle Église avoit en effet éprouvé, dès son berceau, de grandes vicissitudes. Loin d'être protégée par le Gouvernement, qui sembloit si intéressé à sa défense, elle en ressentait toutes les violences. Elle étoit tourmentée dans ses doctrines, dans son ministère, et dans ses premiers pasteurs. Le Souverain Pontife étoit dans les fers, l'Église de Rome dispersée, la chaire de saint Pierre étoit même menacée. Le retour du Roi rendoit la liberté au Souverain Pontife, et terminoit les alarmes de l'Église romaine; mais les malheurs de notre Église ne pouvoient pas être si facilement réparés.

Le Gouvernement, en faisant son concordat avec Pie VII, s'étoit bien moins proposé de rétablir la religion que de la soumettre à ses volontés. Il craignoit la puissance du clergé, quelque foible qu'elle fût. Il le voyoit réuni aux royalistes, qu'il considéroit avec raison comme

ses ennemis. Le ministère secret que ce clergé exerçoit , dans cet état d'oppression , lui paroissoit même plus dangereux , par la difficulté de le surveiller. Il jugea donc plus utile à ses intérêts de rendre à la religion une liberté apparente et d'en rétablir le culte ; mais son véritable dessein étant de ruiner son crédit , il ne put en résulter qu'un établissement monstrueux , dans lequel on se proposoit de perdre ce qu'on paroissoit vouloir rétablir. De là , ces diocèses si étendus , qu'il étoit impossible aux évêques de les gouverner ; ces misérables traitements donnés aux desservants ; le choix de certains évêques dont la doctrine étoit si opposée à celle de leurs collègues. De là , ces articles réglementaires , si contraires aux principes de l'Eglise et même au concordat ; ces indignités envers le Pape ; cette persécution des évêques , et ces entreprises continuelles sur leur ministère.

Ce funeste concordat ne pouvoit donc pas être conservé ; mais dans ces premiers moments toutes les réformes excitoient des alarmes. La piété du Roi étoit connue ; mais on ignoroit cette sagesse qui , sans violence et sans efforts , devoit réparer tant de désordres , en donnant aux esprits le temps de se calmer. La réforme de ce concordat en donna le premier exemple.



Le Roi ramenoit en France un évêque, dont la vertu, le caractère, et même les manières angéliques, pouvoient rendre agréables et faciles les affaires les plus délicates. C'étoit le cardinal de Périgord. Personne n'avoit donné au Roi plus de marques de dévouement; personne n'avoit plus honoré l'épiscopat chez les étrangers; et il n'en rapportoit qu'une simplicité et une modestie qui soumettoient tout au charme de sa vertu. Ce fut à lui que le Roi confia le soin de guérir les maux de l'Église, et lui-même n'en eut pas de plus empressé que de s'associer le cardinal de Bausset. On sait avec quelle sagesse ces affaires furent conduites, et combien de difficultés il fallut surmonter.

Les uns demandoient un nouveau concordat, les autres ne vouloient que la réforme de l'ancien. On vouloit le renvoi de ces évêques à doctrines scandaleuses; et on trouvoit plus de scandale encore à les renvoyer. Toutes les villes demandoient le rétablissement des anciens évêchés; le Gouvernement opposoit les dépenses qu'ils occasioneroient. La cour de Rome présentoit aussi ses difficultés. Elle vouloit bien réformer le concordat, mais elle ne vouloit pas détruire son ouvrage; elle se flattoit même d'avoir anéanti nos anciennes maximes, et qu'une Église



crée par elle ne pourroit jamais prétendre à aucune indépendance. En même temps, ces esprits assez malheureux pour méconnoître les bienfaits de la religion, sonnoient l'alarme, et mêlant toute espèce de langages, parloient de l'Église gallicane, de la liberté des cultes, des besoins des curés, de l'intolérance des prêtres, de nos institutions, et de toutes les nouveautés qui devoient suivre cette première réforme.

Tous ces obstacles furent surmontés par le zèle éclairé et la sage lenteur des évêques. Ils ne virent que la religion, et laissant toutes les questions qui appartenoient à des temps plus heureux, ils ne s'occupèrent que de relever les autels et d'effacer les traces d'une impiété qui n'avoit fait que trop de ravages. Ainsi le nouveau concordat parut, et avec lui, un choix d'évêques dignes d'en assurer les bienfaits.

Pendant que l'évêque d'Alais travailloit à relever les ruines du sanctuaire, le Roi s'occupoit de l'état déplorable de l'instruction publique. Il voulut en confier le soin à un homme dont la sagesse et les lumières fussent également utiles aux bonnes lettres et aux bonnes mœurs. Il fit choix de l'évêque d'Alais, qui justifia cette marque de bonté par une ordonnance dont les dispositions, changées depuis, furent alors généra-

lement approuvées. Mais sa santé s'affaiblissant tous les jours, il résigna cette place pour s'enfermer dans la retraite. Les honneurs vinrent l'y chercher.

L'Église de France, malgré tous ses désastres, avoit encore trois évêques, qui dans tous les temps auroient honoré le sacré collège; c'étoient M. l'archevêque de Rheims, M. l'évêque de Langres, et l'évêque d'Alais. Le Roi les proposa au Souverain Pontife, qui s'empressa de rendre cet hommage aux talents et à la vertu.

Ce fut un spectacle touchant et digne des plus grands souvenirs, que celui de l'évêque d'Alais recevant de la main du Roi les insignes de sa nouvelle dignité. On voyoit une victime échappée à la révolution, chargée d'infirmités et de travaux, qui, dans des fortunes si diverses, n'avoit rien perdu de la dignité de son caractère, et qui, en n'opposant à l'orage que sa modération et sa sagesse, n'avoit cessé d'être l'espoir de ses fidèles, et un objet de respect pour ses ennemis. On se rappeloit cette retraite si honorée, cet esprit si cultivé, ce goût si pur, cette grace de bonté et de politesse qui peuvent être l'ornement du trône, comme de toutes les conditions de la vie; et les regards se portoient sans cesse du sujet si justement récompensé



aux mains augustes qui donnoient la récompense.

La modestie de l'évêque d'Alais s'étoit opposée aux honneurs qu'il venoit de recevoir. Il pensoit que ses infirmités ne lui permettant pas de remplir les fonctions de son ministère, il ne devoit pas en accepter les dignités; mais il n'est rien que la vertu et les talents ne puissent honorer. Quelle retraite en effet que celle qui attire à elle toutes les confiances, qui sait inspirer le goût des sentiments les plus délicats, et devient une sorte de sanctuaire de leçons, de conseils, et d'exemples! Une retraite où la plus rare variété de connoissances appelle le ministre de la religion, l'homme d'État, l'homme du monde et tout ce qui aime les lettres et les cultive; où le bon goût et les agréments de la société donnent une grâce particulière aux conversations les plus solides et les rendent aimables à tous les esprits comme à tous les âges! Telle a été celle du cardinal de Bausset; et cependant le choix des amis les plus honorables lui formoit une intimité où son cœur trouvoit toujours des sentiments aussi purs et aussi élevés que les siens. Jamais on ne fut plus heureux en amitiés; mais jamais aussi on ne fut plus heureusement formé pour en connoître toutes



les douceurs. Une égalité de caractère et d'humeur qu'aucune peine, aucune souffrance ne pouvoit altérer; un oubli de soi-même avec un besoin continuel de vivre dans les autres; une adoption générale de tout ce qui étoit cher à ses amis; leurs sentiments, leurs peines, leurs plaisirs, leurs familles, tous leurs intérêts devenoient les siens. S'il avoit le malheur de les perdre, sa seule consolation étoit de se rappeler toutes les qualités qui les lui avoient rendus si chers, et d'en retracer le tableau. L'hommage si touchant qu'il rendit à la mémoire du cardinal de Périgord ne fut que l'exposé fidèle des vertus dont cette ame si douce étoit formée. La dernière expression de sa douleur fut pour M. le duc de Richelieu. Il eut besoin de retracer ce beau caractère, de rappeler ses grands services, de consacrer une estime si générale, et de porter d'avance sur sa tombe l'hommage de la postérité.

Cependant sa santé, déjà si déplorable, s'affoiblissoit tous les jours. Son courage, qui ne lui permettoit jamais aucune plainte, trompoit ses amis; les médecins même étoient abusés par cet esprit qui ne perdoit rien de ses agréments; mais le mal douloureux qui l'avoit atteint de si bonne heure, et qui avoit déjà détruit

toutes les extrémités du corps, devoit attaquer les principes de la vie. En effet il y parvint trop tôt, et les efforts de l'art devinrent inutiles.

Il a fini au milieu des secours de la religion et des soins les plus tendres de l'amitié, laissant un rare exemple du courage que peuvent donner la religion, le goût du travail, et le sentiment de nos devoirs, contre les plus grandes peines et les plus grandes douleurs. La perte de ses dignités et de sa fortune, la présence continue de la mort dans une indigne prison, les infirmités les plus pénibles, ne purent affaiblir ni ce courage, ni cette sagesse, ni ce caractère si doux et si élevé. Gémissant sur tous les malheurs dont il étoit environné, il ne fut occupé que des peines de ses amis, et ne chercha que dans la vie des plus grands hommes de son état, un secours contre les siennes. Puisse ce courage être à jamais l'appui des mêmes infortunes; cette sagesse se conserver chez les ministres de la religion qu'il a si bien servie; cette morale et ce goût si épuré se retrouver encore dans les lettres qu'il a honorées; puissent même son maintien et ses manières si polies devenir un modèle pour toutes les classes de la société; puissent enfin ses amis trouver quelques

consolations dans une mémoire si honorable, et  
dont les souvenirs ne peuvent leur laisser que  
les impressions les plus douces et les plus chères  
à leur cœur!

---



